

La prise du pouvoir par un « duvaliériste »

Les chefs de l'armée condamnent le coup de force en Haïti

Déni de démocratie

UNE crainte an avait chassé une autre, en Haïti. Passé l'euphorie de la première élection démocratique tenue depuis un demi-siècle, le 16 décembre, et la joie populaire provoquée par la victoire du « candidat des bidonvilles », le Père Aristide, pour occuper le poste présidentiel, les observateurs s'interrogeaient sur les aptitudes à gouverner de ce tenant de la théologie de la libération. Son populisme, son anti-américanisme systématique, le flou de ses propositions estompèrent quelque peu, dans leur esprit, l'immense signification de son succès.

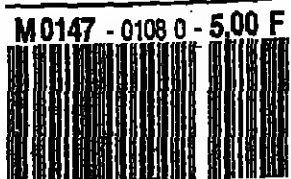
Les interrogations risquent d'être, autant que la fesse populaire, de courte durée. Avec la tentative de putsch de Roger Lafontant, c'est le passé le plus sinistre qui revient en force, celui qu'incarne cet ancien ministre de l'Intérieur de Jean-Claude Duvalier, dernier avatar d'une dictature qui a terrorisé et ruiné le pays pendant près de trente ans. Prétendant à la charge suprême au nom d'une formation qui rassemblait les partisans de l'ancien régime, Lafontant avait été écarté du scrutin, en même temps que tous les duvaliéristes, en vertu d'une disposition de la nouvelle Constitution, adoptée après la renversement du « Baby Doc », il y a quatre ans.

Mais lui et ses compagnons ne se sont résignés, à cette mise à l'écart, forte des appuis dont ils disposent dans la police et l'armée, au nom desquelles ils ont affirmé, dans la nuit de dimanche à lundi, avoir pris le pouvoir. Ils n'avaient déclaré « scandaleux et infamant » la victoire du père Aristide, et leur « coup » montre qu'ils ne s'étaient abstenus de troubler le scrutin, comme ils l'avaient fait il y a trois ans, qu'en raison de la présence d'observateurs étrangers, et des garanties données par l'ONU.

Leur tentative de putsch est d'abord un affront à la communauté internationale, qui s'était engagée à faire respecter l'honnêteté des élections et qui avait obtenu à cette occasion un concours de l'armée haïtienne. Il l'est pour les États-Unis, qui avaient utilisé toute leur influence à éviter un mauvais coup des duvaliéristes. M. Aronson, sous-secrétaire d'État aux affaires inter-américaines, s'était non seulement empressé de saluer la victoire du « père rouge », au nom du respect des règles démocratiques, mais il avait aussi adressé une mise en garde aux nostalgiques de l'ancien régime.

L'opération Lafontant est aussi un défi lancé, par les arguments invoqués (la « restauration de la démocratie véritable », infligée à une population qui avait voté en masse, à près de 70 % des suffrages, pour celui qui incarnait la résistance à la terreur, et promettait de donner dignité et justice sociale à un pays qui en a été quasi-unanimement privé. C'est cette quasi-unanimité populaire qui peut, en dernière instance, empêcher les factieux de réussir. Les dernières nouvelles venant de Port-au-Prince, lundi matin, indiquaient que le chef d'état-major de l'armée, le général Abraham, était resté loyal, et comptait écarter les « mutins ». L'histoire récente de l'île caribbe montre en tout cas que rien n'y est jamais assuré, ni les gouvernements démocratiques, réduits à de simples « parenthèses », ni les régimes de fait, menacés par la pression d'une population de plus en plus mobilisée.

L'évangéliste Jorge Serrano élu président du Guatemala



M0147 - 0108 0 - 5.00 F

Rien ne semblait définitivement réglé, lundi 7 janvier en fin de matinée, à Port-au-Prince où le docteur Lafontant, qui fut ministre de l'Intérieur du président déchu Jean-Claude Duvalier a annoncé avoir pris le pouvoir. L'armée restait divisée face au coup de force intervenu un mois, jour pour jour, avant l'entrée en fonction du nouveau président élu, le Père Jean-Bertrand Aristide, considéré comme un adversaire acharné du docteur Lafontant dont il réclamait l'arrestation.

Le docteur Roger Lafontant, le principal leader néo-duvaliériste a déclaré, lundi 7 janvier à l'aube, qu'il avait pris le pouvoir à Port-au-Prince, au cours d'un coup de force, appuyé, semblait-il, par une partie de l'armée.

Cette action avait été précédée de tirs nourris dans la zone du palais National, siège de la présidence. Peu avant cette proclamation, le président provisoire M. Ertha Pascal Trouillot, avait elle-même déclaré qu'elle démissionnait. Le général Hérard Abraham, commandant en chef de l'armée haïtienne, ainsi que le haut commandement militaire se sont élevés aussitôt contre ce coup de force, qu'ils ont qualifié de « mutinerie ». Washington et Paris ont immédiatement condamné le putsch. Des manifestants ont occupé plusieurs quartiers de la capitale et mis le feu à des barricades.

Lire page 6 l'article de JEAN-MICHEL CAROIT



L'année du doute, l'année des risques

Face aux difficultés extérieures et intérieures, M. Mitterrand et M. Rocard seront conduits, en 1991, à changer de méthode de gouvernement

par Jean-Marc Colomboni

Summes-nous entrés, comme l'a affirmé M. Mitterrand en présentant ses vœux aux « forces vives » du pays, dans une « période de doute » ? Le mot est assurément bien faible pour rendre compte de la réalité nationale à la veille du troisième millénaire. Mais si la France doute d'elle-même, ne le doit-elle pas à son premier responsable ? L'année qui s'ouvre est en effet placée sous le signe de cette double

interrogation. Il va de soi que le pouvoir, face à une situation difficile, doit impérativement trouver, en 1991, les voies et moyens d'une action renouvelée, sinon reléguée par les urnes.

Les difficultés du pouvoir socialiste tiennent moins à la vie politique elle-même (comme l'a montré l'échec de la motion de censure déposée contre la CSG et votée par la droite et les communistes) qu'à l'état de la société française. A force de tranquillité, la gauche régnante s'est laissée bercer par le cours paisible et

confortable - à tous les sens du terme - de l'exercice du pouvoir : l'effacement du communisme, le recul du manichéisme et des affrontements idéologiques violents, en même temps que la reconnaissance de sa capacité de gestion, lui ont fait oublier ses problèmes d'identité, posés par l'abandon de la « culture d'opposition », et lui ont laissé croire qu'elle était devenue « le » gouvernement, aussi sûrement que la droite des années gaullistes avait pu le penser d'elle-même.

Lire la suite page 10

La crise du Golfe

Washington et Bagdad haussent le ton avant la rencontre de Genève

Avant la rencontre entre M. Bakr et M. Aziz, mercredi 9 janvier à Genève, Américains et Irakiens ont continué, samedi et dimanche, à durcir le ton. Le président Bush a déclaré qu'il n'était pas question de « négociation » ni d'une autre entrevue après celle de Genève. M. Saddam Hussein, avec fermeté, écarte toute idée de retrait du Koweït. Les Douze de la CEE ont

maintenu leur invitation adressée à M. Aziz, mais sans illusion, après le rejet par l'Irak de ce rendez-vous. D'autre part, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, dans une attitude apparemment conciliante, a affirmé, dimanche, qu'Israël ne serait pas le premier à commencer une activité militaire et qu'il ne souhaitait pas l'« anéantissement de l'Irak ».

Le dilemme d'Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

A mesure qu'approche l'échéance du 15 janvier, les Israéliens ne paraissent céder à aucune panique mais ils subissent un mitraillage de « signaux » et « messages » contradictoires. D'un côté, les pays occidentaux, de plus en plus nombreux, conseillent à leurs ressortissants de ne pas se rendre en Israël ou de quitter le

pays, et les compagnies aériennes, américaines et européennes, ont décidé d'interrompre leurs vols à destination de l'Etat hébreu ou s'arrangent pour que leurs équipages n'y passent pas la nuit.

Les fréquentes déclarations du ministre des affaires étrangères peuvent être rangées dans cette même catégorie de « messages chahuts ».

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 4

Lire également

■ La montée des enchères, par YVES HELLER. ■ Un cannelon pour l'Europe, par CLAUDE TREAN

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Scénarios pour une guerre annoncée. ■ Les mille et une crises de l'Orient. ■ L'Irak : la « ferme des femmes ». ■ La chronique de Paul Fabra : « Les épreuves ne sont pas seulement pour les Tchèques ! » pages 25 à 27

Tempête et inondations

— Une trentaine de morts en Grande-Bretagne
— Les Ardennes sous les eaux

page 13

Les combats en Somalie

L'évacuation des étrangers continue

page 40

Détente au Mali

« Accords de paix » entre le gouvernement et les rebelles touarèges

page 8

L'affaire Mécili

Quatre ans après, le dossier de l'assassinat de l'opposant algérien est toujours enlisé

page 20

Le RPR

et les partielles
Quarante de famille à Lyon

page 40

La situation en Corse

— M. Juppé met en cause le gouvernement
— Le point sur les enquêtes policières

page 10

L'avenir des retraites

Le grand retour de la capitalisation

page 21

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40

Radioscopie de la danse

« Profession danseur », première étude sur un métier dont elle dénonce les embûches

Lors de leur « Point presse » du vendredi 4 janvier, Michel Schneider et Brigitte Lefèvre, respectivement directeur de la musique et déléguée à la danse, ont insisté sur la nécessité d'améliorer les conditions de vie des danseurs. A lire l'étude « Profession danseur », menée conjointement par le Conseil supérieur de la danse et la délégation au développement et aux formations, on en comprend l'urgence : il apparaît clairement que l'expansion spectaculaire de l'art chorégraphique de ces dix dernières années - création et diffusion - s'est faite au détriment des danseurs, malgré les efforts récents, dans le montant du budget global, de 91,646 millions de francs - dix fois inférieur à celui de la musique.

Pour la première fois, on connaît le nombre des danseurs professionnels : environ 2 800 dont 640 seulement appartiennent

à une compagnie permanente ; 670 sont classés sous la rubrique « Autres », c'est-à-dire les tout débutants, ceux qui exercent une activité parallèle et régulière, et ceux pour lesquels la danse serait, paraît-il, un fantasme ! Restent les plus nombreux, les intermittents, ils sont 1490 qui, pour la plupart, mènent une vie de chien qu'ils n'échangeraient pourtant contre aucune autre, bien que leur feuille de paie soit largement en dessous de celle d'un infirmier. Inclut les compléments ASSÉDIC pour les jours chômés, un danseur classique gagne 6 240 francs, un danseur contemporain 5 925 francs. Et le taux d'accidents du travail avoisine celui du bâtiment : 28 %.

A vrai dire, les permanents ne sont guère pas mieux lotis : 7 460 francs pour un danseur classique et 6 750 pour un contemporain.

DOMINIQUE FRÉTARD

Lire la suite page 16

Le Monde L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

JANVIER 1991

INGÉNIEURS LES NOUVELLES FILIÈRES DE FORMATION

Egalement au sommaire :

- LYCÉES : RÉAJUSTEMENT APRÈS LE SÉISME
- UNIVERSITÉ : DU NOUVEAU POUR LES PRÊTS AUX ÉTUDIANTS
- SOCIÉTÉ : ENFANTS MALTRAITÉS, QUE FAIRE ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DÉBATS

Golfe

La guerre sera courte

par Jean-Louis Dufour

Le général Powell, chef d'état-major de l'armée des États-Unis, répète qu'un affrontement avec l'Irak sera dur et coûteux en vies humaines, américaines s'entend. Son représentant en Arabie saoudite annonce une guerre de six mois. Certains médias imaginent de grandes batailles de chars comparables aux furieux affrontements de Kaurik, entre Allemands et Soviétiques, au printemps 1943.

Que de très hauts responsables militaires américains prévoient le pire est compréhensible. Que nous prenions pour argent comptant pareilles affirmations est plus surprenant. Une guerre contre l'Irak pourrait bien être courte, relativement aisée et moins meurtrière qu'annoncé.

Quel que soit son plan de bataille, le commandement américain a évidemment prévu d'écraser tout ce qui serait susceptible de constituer une menace pour les forces des Nations unies, bases aériennes, de missiles, unités déployées ou non, dépôts de munitions... Le Pentagone a mis en place, pour ce faire, la plus formidable concentration de moyens jamais vue dans un espace aussi restreint. Cette énorme armada dispose de tout le nécessaire. Bombardiers, chasseurs, avions « tueurs de chars », artillerie de marine, missiles de croisière... sont disponibles en nombre. Les militaires américains possèdent au plus haut point les techniques et les dispositifs nécessaires pour viser juste sur des objectifs que la nature du terrain rend difficiles à camoufler. La puissance destructrice des projectiles modernes est largement supérieure, à poids égal, avec leurs devanciers du second conflit mondial.

Si le président Bush donne l'ordre d'engagement, ce se passera-t-il ?

Les unités irakiennes seront anéanties, ou, à tout le moins, neutralisées par la puissance d'un feu d'enfer qu'elles n'ont jamais connu dans leur guerre contre l'Iran. Leurs fortifications, hâtivement édifiées six mois durant, sans doute capables à l'origine de résister à des vagues humaines donnant l'assaut, avec un courage insensé, elles ne tiendront pas sous les bombes.

L'aviation clouée au sol

Ce bombardement sera systématique. Il s'effectuera dans toute la profondeur du futur champ de bataille. Les divisions d'élite de la Garde ne seront pas plus épargnées que les formations de seconde zone stationnées au Koweït. Soumises à très dure épreuve, ces dernières, si elles ne sont pas annihilées sur place, risquent fort d'être incapables de la moindre réaction lors de l'inévitable offensive terrestre.

Toute contre-attaque blindée irakienne se heurtera à une aviation américaine surpassante pour laquelle un char en mouvement dans le désert est un objectif idéal. Il n'y aura pas de « gigantesque » bataille de chars. Les tanks ira-

kiens de première ligne sont enterrés et donc inutilisables en l'état. Les autres seront incapables de se mouvoir faute de disposer d'une couverture aérienne minimum que l'aviation de Bagdad, clouée au sol dès les premières minutes de la guerre, sera hors d'état de leur assurer.

Le combat durerait-il un tant soit peu que, très vite, les munitions, les missiles, les pièces détachées, viendraient à faire défaut. La guerre israélo-arabe de 1973 a montré combien les belligérents avaient, sans délai, besoin d'un approvisionnement extérieur. Soumis à un embargo sévère, l'Irak ne pourra remplacer aucun des avions perdus ou endommagés ; ses chars, au cas improbable où la manœuvre américaine leur permettrait de rouler, ne sauraient le faire très longtemps. Or la situation dans le camp des Nations unies est radicalement inverse. Soutenus par la meilleure organisation logistique du monde, les Américains ne manqueront de rien. De surcroît, l'ar-

mée irakienne, en huit ans de guerre, s'est toujours signalée pas son incapacité à combiner le feu et le mouvement. Il est peu probable que les Irakiens, formés par les Soviétiques aux principes schématisés de la guerre en centre-Europe, aient brusquement changé leurs méthodes. Cela, d'ailleurs, se saurait. Les renseignements abondent. La couverture satellite est constante et d'une précision confondante. Washington, au contraire de son adversaire, sait tout de lui.

Dans ces conditions, la guerre ne durerait sans doute pas beaucoup plus d'une semaine, le temps nécessaire pour réoccuper le Koweït et le rendre à ses citoyens. A moins, bien sûr, que les Américains entendent aller jusqu'à Bagdad...

► Le colonel Jean-Louis Dufour, ancien officier, est spécialiste de l'étude des conflits régionaux.

TRAIT LIBRE



Europe

Des syndicats faussement libres

par Marc Blondel

Le désarmement, la perestroïka et le mouvement de démocratisation dans les pays de l'Est conduisent à s'interroger sur les données d'un nouvel équilibre international et sur sa stabilité. Cette évolution est susceptible, si l'on en croit l'expérience, d'avoir des répercussions sur le mouvement syndical international, européen et français.

Plus que la démocratisation, la perestroïka est avant tout une nécessité dictée par les conditions économiques et sociales très dégradées et quasiment « explosives » de l'URSS et des pays de l'Est. Ce qui nous fait dire que c'est l'échec d'une forme de société : l'URSS a besoin d'argent et vite. Le mouvement de désarmement s'inscrit également dans ce souci économique-social auquel correspond, du côté occidental, la persistance du problème du déficit budgétaire aux États-Unis.

Pour avoir fait scission de la CGT, phagocytée par les communistes, afin de sauver l'indépendance syndicale, les militants de Force ouvrière savent que tout n'est pas aussi simple que certains font semblant de le croire et qu'il serait naïf et dangereux d'affirmer que le communisme léniniste est d'ores et déjà mort.

De même, il serait irréaliste d'écarter l'hypothèse selon laquelle la priorité aujourd'hui est de réussir de l'intérieur ce qui n'a pu être réalisé par la logique marquée des deux blocs et l'évolution conquérante du communisme international. « Il faut que tout change pour que tout demeure », pensent d'ailleurs certains dirigeants soviétiques.

Sur le plan syndical, il suffit de se rendre compte des difficultés auxquelles sont confrontés les fonde-

teurs de syndicats libres et indépendants dans les pays de l'Est pour se développer et assurer leur reconnaissance pratique. N'oublions pas que la législation de l'URSS a toujours reconnu le pluralisme syndical. Les changements d'étiquette des syndicats officiels ne sont pas, de ce point de vue, une preuve de réforme. Très souvent ils continuent d'être dirigés par les communistes, dont les permanents à tous les niveaux sont nombreux. De fait, avec le KGB, ils perpétuent la nomenclature. Depuis soixante-dix ans, ils sont les gardiens du régime et de ses évolutions. En réalité, ils ne savent faire que cela. Le récent congrès de la FSM (Fédération syndicale mondiale), qui n'a pas vu sa disparition, rentre finalement bien la ligne gorbatchévienne. A la limite, pour les dirigeants des pays de l'Est, le « bon » syndicat, ou syndicat modèle, est la CGT française : communiste, comme l'est toujours Gorbatchev lui-même, et implantée dans un pays d'économie de marché, elle déclare être indépendante. Cela explique aussi pourquoi les syndicats officiels des pays de l'Est, mais aussi le Parti communiste français et la CGT, ne s'éloignent pas aussi facilement de cela.

Caution morale et politique

Au sein de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), l'attitude à adopter vis-à-vis des syndicats des pays de l'Est a fait l'objet de larges débats. Les syndicats qui, depuis déjà pas mal d'années, avaient choisi d'avoir des relations avec les syndicats officiels des pays de l'Est, tendent aujourd'hui à vouloir que la CISL adopte cette démarche, au nom du réalisme politique. D'autres, dont Force ouvrière, plaident pour que la CISL concentre ses aides et actions vis-à-vis de ceux qui, dans ces pays, constituent des syndicats libres. C'est apparemment le choix retenu à Tokyo lors du dernier congrès de la CISL : il serait grave que nous aidions les syndicats discrédités. L'objectif était de participer à l'effondrement du communisme, vaut-il mieux le reconnaître en l'intégrant ou faciliter la création et le développement de contrepois dans ces pays ?

C'est d'ailleurs pourquoi aujourd'hui, dans les pays de l'Est, l'appel aux organisations syndicales membres de la CISL sert également de caution morale et politique. Pour une organisation officielle, se prévaloir dans son pays de relations étroites avec une organisation de la CISL, c'est aussi une façon de montrer qu'un autre type de syndicalisme n'est peut-être pas utile. C'est aussi pour cette raison que, sans succès, notre caution est tant sollicitée.

Au plan européen, le débat existe, avec une acuité particulière compte tenu de l'hypothèse de la grande maison Europe. La Confédération européenne des syndicats (CES) compte déjà des organisations de pays non membres de la CES. Faut-il la encore l'élargir rapidement, ce qui correspondrait finalement à accentuer le caractère d'une Europe avant tout économique au travers d'un grand marché. Ou faut-il consolider et dynamiser la politique sociale européenne (qui en a d'ailleurs grand besoin) tout en tenant des liens avec les organisations libres des pays de l'Est ? La question

n'est pas encore tranchée et les points de vue diffèrent à l'intérieur de la CES.

D'une certaine façon, l'entrée récente des Commissions ouvrières espagnoles (l'équivalent de la CGT française) au sein de la CES peut être considérée comme une amorce de réponse. Mais pourrions-nous réaliser une « unité » au sein de la CES qui n'existe pas au plan mondial ? Rien n'est moins sûr. Un excès d'ouverture, par lui-même, conduirait à des sous-divisions, voire à des regroupements internes.

Le refus dogmatique du pluralisme

Gommer les différences de conception et de rôle, donner à priori un certificat de bonne conduite aux syndicats officiels des pays de l'Est, reviendrait finalement à affaiblir le mouvement syndical en facilitant la notion d'Europe marchande libérale. De tradition, le Bureau international du travail considère que l'unité n'est pas alternative à la démocratie quand elle est acceptée par les travailleurs. Quand elle est l'affaire des appareils, cela s'appelle l'« unitarisme » comme idéologie, c'est-à-dire le refus dogmatique du pluralisme.

Vu sous ces aspects internationaux, la situation du syndicalisme français s'éclaire sous un angle nouveau qui tranche avec les clichés actuels. Dans un contexte politique général de perte d'identité et de repères, où l'idéologie dominante est l'anti-idéologie, le mouvement syndical, contrairement aux apparences, est loin d'avoir perdu ses valeurs : en particulier Force ouvrière et le syndicalisme chrétien qui prati-

quent, chacune à sa manière, ce que l'on pourrait appeler un retour aux sources. Pour nous, c'est en particulier une réaffirmation forte de l'indépendance syndicale et de la nécessité d'une dynamique de pratique contractuelle.

Une analyse sérieuse de la situation et de l'histoire du syndicalisme français conduit à comprendre que l'avenir reste la CGT communiste et que la CGT-FO préserve le syndicalisme authentique. Cela restitue parfaitement la réplique de Robert Rothenberg à Benoît Frachon lors de la scission. Alors que ce dernier déclarait : « La CGT continue », le premier secrétaire général de la CGT-FO répondait : « Nous continuons la CGT ». Nonobstant la tactique actuelle d'Henri Krasucki qui « colle systématiquement à nos positions ».

Nous sommes logiques : ce que nous refusons au plan international nous ne l'appliquons pas au plan français. Il est d'ailleurs amusant de constater que ceux qui dénoncent un rapprochement entre la CGT et FO pour le vilipender sont aussi ceux qui, sur le plan international, voudraient que l'on accepte d'intégrer les syndicats communistes ou néocommunistes.

L'avenir est pour le syndicalisme libre et indépendant qui, dans les années à venir, a une chance quasi historique qu'il ne faut pas gâcher par naïveté, opportunisme ou dérive gestionnaire.

► Marc Blondel est secrétaire général de Force ouvrière.

COURRIER

Bernard Pivot s'explique

L'article de Philippe Bernard sur la réforme de l'orthographe (le Monde daté 30-31 décembre 1990) laisse croire que je serais passé avec armes et bagages dans le camp des rebelles. Ce n'est pas vrai. Je continue d'approuver beaucoup des modifications proposées par le Conseil supérieur de la langue française, auquel j'ai eu l'honneur d'appartenir.

Cependant, très réticent sur la nouvelle règle du pluriel des mots composés, j'ai été farouchement opposé à la suppression de l'accent circonflexe sur le « i » et le « u ». Il ne s'agissait plus en l'occurrence de rectification mais d'amputation. Après avoir fait échouer une première tentative, que je jugeais absurde (on aurait continué d'écrire bête, mais bête se serait écrit sans circonflexe), je m'inclinai quand Maurice Druon, à ma stupéfaction, apporta la caution d'unanimité de l'Académie française pour la suppression du chapeau sur le « i » et le « u ».

Publicité pour les fumeurs

Ainsi le Monde ose publier la série de dessins de Faizant en faveur du tabac. Quelle déception ! J'avais parié avec moi-même que vous refusiez. J'ai perdu.

Déception donc - et très forte - de voir Faizant dévoyer son grand talent pour une cause indéfendable, avec une malhonnêteté subtile : sur sept fumeurs représentés, quatre sont des fumeurs de pipe -

ce qui est loin d'être la proportion réelle. Mais le fumeur de pipe a une image plutôt sympathique et bonhomme par rapport au fumeur de cigarettes à l'éternel elope au coin des lèvres.

Je ne vois pas d'inconvénient majeur, au nom de la liberté, à ce que fumeurs et buveurs se suicident à petit feu à condition que :

— les buveurs n'assassinent pas les innocents sur les routes (entre autres méfaits) ;

— que fumeurs et buveurs prennent financièrement en charge le traitement de leurs cancers. Les non-fumeurs non-buveurs en ont assez de cotiser pour eux au gouffre sans fond de la Sécurité sociale !

DOCTEUR GEORGES SABATIER
La Rochelle

Les langues de l'Algérie

Périodiquement, à chaque remise en jeu de l'espace politique en Algérie, sort, comme un diable de sa boîte, le casse-tête de l'arabisation ; et, à chaque fois, la

solution semble tenir à un simple effet de « caractère » : il suffirait de changer le « papier français » en « papier arabe », et non seulement le boudeur serait envisageable mais, prodige, le développement serait assuré, la dignité, l'identité, par miracle linguistique, simple jeu de mots, seraient retrouvées.

Magie du verbe ? Perversion de toute naïveté ? Croyance incongrue en la lettre ? Pourquoi maintenant mêler à la dictature idéologique un usage quelconque peu commercial et trop financier des langues ? Pourquoi sacrifier ainsi à la vérité ? S'il ne viendrait à l'idée de personne de mépriser ou de diminuer la langue arabe, pourquoi l'Algérie se priverait-elle encore aujourd'hui d'une autre dimension de son histoire, de sa capacité à être au-delà de tout asservissement autoritaire, colonial, de la langue et par la langue, tel qu'elle le fit pour sortir d'une colonisation française ?

Un pays qui se ferme aux langues qu'il a déjà acquises - le berbère, le français - est un pays qui n'est pas près de sortir de son « illusion coloniale ».

NABILE FARÉS
Algérie

AU
SOMMAIRE
DE JANVIER

Le Monde des PHILATELISTES

l'Official de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Les cartes de vœux de Paul-Émile Victor.
- Thématique : manchots et pingouins.
- Les timbres fiscaux de l'Empire.
- L'année lunaire esotérique.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

LA CRISE DU GOLFE

Avant la rencontre entre M. James Baker et M. Tarek Aziz

Américains et Irakiens font monter les enchères

« Pas question de négocier », dit M. Bush : « Pas question de quitter le Koweït », répond M. Saddam Hussein. A deux jours de ce que le président américain estime être la dernière tentative pour faire les derniers pas vers la paix — la rencontre, mercredi à Genève, de MM. James Baker et Tarek Aziz, — les positions affichées par Washington et Bagdad ne laissent pas augurer le moindre compromis. Elles ne permettent pas, en tout cas, de répondre à la question cruciale que l'approche du 15 janvier rend de jour en jour plus dramatique : guerre ou paix ?

Il semble surtout que, entre la pure « logique de guerre » qui a prévalu jusqu'à présent et une « logique de paix » que Bagdad n'annonce pas encore, soit au sommet d'une « logique de négociation » imposant à chacun de faire monter les enchères.

Rien dans les discours du week-end n'est nouveau. Mais la proximité des deux dates « fatidiques » du 9 (Genève) et du 15 janvier (autorisation par l'ONU du recours à la force) rend les discours plus alarmants, et c'est apparemment le but recherché par les deux « témoins » de la crise du Golfe.

Samdi, le président Bush s'adresse aux Américains : « Il n'y a pas de diplomatie secrète. Le secrétaire d'Etat (James Baker) réaffirmera de vive voix un message destiné à Saddam Hussein : retirez-vous du Koweït immédiatement et sans condition ou soyez prêts à faire face à de terribles conséquences. » « Nous sommes prêts à avoir recours à la force pour défendre un ordre nouveau pour les nations du monde, un monde de nations souveraines

vivants en paix », ajoute-t-il, pour préciser : « Dans onze jours, Saddam Hussein se sera soit conformé à la date-limite fixée par les Nations unies pour un retrait total et inconditionnel (le 15 janvier), ou bien il aura une fois de plus défié le monde civilisé. » « C'est une date-limite pour que Saddam Hussein obéisse à la résolution de l'ONU » autorisant le recours à la force si les Irakiens n'évacuent pas d'eux-mêmes le Koweït : « ce n'est pas une date-limite pour nos propres forces armées ».

Apparemment pour couper court à toute spéculation sur d'éventuels délais que les Américains seraient prêts à accorder à Bagdad, M. Bush souligne : « Chaque jour qui passe rapproche Saddam Hussein de l'élaboration d'armes nucléaires et biologiques et des missiles pour les transporter (...). Nous risquons de payer un prix plus élevé dans le domaine le plus précieux — la vie humaine — si nous donnons à Saddam un délai supplémentaire pour se préparer à la guerre. » Et, dans un souci de rassurer sur l'issue à attendre d'un engagement militaire américain, M. Bush de lancer : « Il n'y aura pas de nouveau Vietnam. »

Une longue bataille

Dimanche 6 janvier, c'est au tour de M. Saddam Hussein : le Koweït « rendu à l'Irak comme une branche rommée au tronc est une réalité qui restera dans l'édifice politique de l'Irak ». Le message un irakien s'adresse, lui, à ses soldats en ce 70^e anniversaire de la fondation de l'armée : l'émirat « devenu 19^e province irakienne n'est pas un souhait ou une prétention, mais une réalité qui restera, aujourd'hui et dans l'avenir, une partie de la géographie (...) irakienne ».

Loin de se montrer rassurant, M. Saddam Hussein prévient son

armée, dans de grandes cavalcades, qu'un conflit n'aura rien d'une promenade : « La grande bataille pour laquelle vous avez été choisis par Dieu contre l'oppression et l'hégémonie représentée par Washington ainsi que pour chasser les forces de l'incrédulité et les mécréants des terres de l'Islam n'est pas supposée être courte. »

De plus, « la bataille pour l'unité de l'Irak, après la glorieuse libération du Koweït de l'injustice des corrompus de la famille Al Sabah, ne sera pas courte et ses sacrifices ne seront pas minimes ». Il en sera de même, prévoit-il, en ce qui concerne « la bataille pour la libération de la Palestine », dont les « sacrifices ne seront pas minimes », puisque le régime irakien amalgame crise du Golfe et question palestinienne, lien que Washington refuse.

Chef d'un Etat qui a toujours clairement sa laïcité, M. Saddam Hussein n'hésite pas, également, à reprendre les arguments religieux de guerre sainte qu'il a découverts avec la crise du Golfe et à parler de « bataille suprême ».

Quant à l'échéance du 15 janvier, les Irakiens feignent de l'ignorer. Elle n'existe, selon le gouvernement de M. Saddam Hussein, que dans l'« imagination » du président Bush, comme l'a énoncé samedi le ministre irakien de l'Information, M. Latif Nassif El Jasseem. Une affirmation qui semblerait — si elle devait être prise au pied de la lettre — confirmer les craintes du président égyptien Hosni Moubarak. « Le problème est que le dirigeant irakien (Saddam Hussein) ne parait pas croire, jusqu'à présent, que les Etats-Unis sont sérieux et déterminés à faire usage de la force si l'Irak n'opprime pas les résolutions de l'ONU », a-t-il dit samedi.

En écho à toutes ces manifestations d'intransigeance, M. Baker a bien souligné que la rencontre de Genève serait la seule en son

genre, qu'il n'y en aurait plus d'autre avant le 15 janvier.

Arrivé à Londres, première étape d'une tournée d'une semaine qui doit le conduire d'Europe en Proche-Orient et qui sera dominée par ses entretiens de mercredi avec M. Tarek Aziz, M. Baker a, lui aussi, répété qu'aux yeux de son gouvernement il était « exclu de négocier » — « Il n'y a vraiment rien à négocier. Il y a juste des choses à communiquer. »

Et, pour que les choses soient bien claires, il a réitéré le refus américain de tout lien entre le règlement de la crise du Golfe et la solution du conflit israélo-palestinien, refusant notamment de souscrire à la formule consistant à convoquer une conférence internationale sur la question palestinienne après un éventuel retrait irakien du Koweït, comme l'avait encore suggéré vendredi M. Mitterrand — que le secrétaire d'Etat doit rencontrer mardi à Paris.

Garantie

Rien à offrir, mais quelque chose à offrir, et d'importance : la garantie que l'Irak ne sera pas attaqué si M. Saddam Hussein finit par accepter de quitter volontairement le Koweït. Hanté par l'éventualité d'une attaque même au cas où il obtiendrait le régime irakien à la fois reprises, réclamant l'assurance que les Américains ne se laisseraient pas tenter par un assaut généralisé.

« Je vais expliquer aux dirigeants irakiens, face à face, qu'il y a deux options. La première serait de se conformer pleinement aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et de se retirer du Koweït. S'ils choisissent (...) cette option, nous leur donnerons l'assurance qu'il n'y aura pas de recours à la force à leur encontre », a déclaré M. Baker, ajoutant, après avoir confirmé qu'il était porteur d'une lettre du prési-

dent Bush à M. Saddam Hussein, qu'il remettra mercredi à M. Tarek Aziz : « D'un autre côté, s'ils ne sont pas disposés à cela, je leur ferai savoir (...) qu'en toute probabilité ils s'exposent à un recours à la force pour les éjecter du Koweït. »

Cependant, M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et ancien porte-parole de M. Mitterrand, a pu s'entretenir quatre heures et demie durant, samedi, avec M. Saddam Hussein. Officiellement en mission « exploratoire » à Bagdad dans le cadre d'une initiative « personnelle », M. Vauzelle a estimé, à l'issue de sa rencontre,

que tout était « possible, à condition naturelle que l'Irak fasse certains gestes ». « Et ça, a-t-il poursuivi, c'est à l'Irak de le dire et de le décider quand il le voudra. Et c'est à la coalition internationale de décider elle-même quelle attitude elle doit prendre pour obtenir ce geste. »

« J'ai pu avoir une explication détaillée, solide, de la position de l'Irak, que je rapporte aux autorités françaises », a-t-il précisé. M. Vauzelle, rentré dimanche soir à Paris, s'est aussitôt entretenu avec M. Roland Dumas, avec lequel il s'est rendu auprès de M. Mitterrand.

YVES HELLER

Téhéran demande une réunion des pays islamiques

L'Iran a officiellement demandé, dimanche 6 janvier, une réunion extraordinaire de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) consacrée à la recherche d'une solution pacifique à la crise du Golfe. Dans une déclaration à l'agence IRNA, le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, M. Mostafa Samadi, a indiqué que l'Iran a envoyé une demande écrite ce sens à l'OCI, « vu la grave situation internationale et la crise dans le Golfe persique ».

A Haïf-Al-Batin où le roi Fahd d'Arabie saoudite, commandant en chef des armées saoudiennes, a rendu visite dimanche pour la première fois aux troupes de la force multinationale, le souverain wahabite a déclaré qu'une fois passée la crise, les forces étrangères devraient quitter le pays. « Nous avons un accord avec tous les pays en vertu duquel, lorsque la crise sera finie, toutes les forces retourneront dans leurs pays », a déclaré le roi Fahd, qui envisage le doublement des effectifs de l'armée saoudienne, actuellement de 60 000 hommes. Ces propos du roi viennent s'opposer à certaines déclarations de dirigeants américains pour qui une présence militaire occidentale dans la région restera nécessaire une fois que l'Irak se sera retiré du Koweït.

Le roi Fahd, qui était accompagné, notamment, du général Norman Schwarzkopf, commandant en chef des forces américaines en Arabie, a également promis à l'Irak de soutenir un accord sur le différend territorial qui oppose Bagdad au Koweït une fois que l'Irak se sera retiré. « J'espère que Saddam Hussein se retirera du Koweït et épargnera à tous un bain de sang et la catastrophe de la guerre, comme il l'a fait lorsqu'il a annoncé son accord concernant la guerre avec l'Iran », a déclaré le souverain wahabite. — (AFP-AP)

Le refus de Bagdad de rencontrer les Douze est un camouflet pour l'Europe

Le refus opposé par l'Irak à la proposition que lui faisaient les Européens de rencontrer M. Tarek Aziz le 10 janvier à Luxembourg est un camouflet pour les Douze. L'Europe, accusée de « suivisme » par rapport aux Etats-Unis, est publiquement tenue pour quantité négligeable par le président Saddam Hussein. La mobilisation européenne de ces derniers jours — les réunions d'urgence, les initiatives de la dernière chance, les graves débats autour de l'idée que le Communauté pouvait jouer un rôle spécifique et salutaire dans cette crise — est traitée par la dérision.

Ce mépris envers les Européens est en fait assez cohérent avec le rôle que M. Saddam Hussein s'est choisi pour le dernier acte du théâtre diplomatique avant le dénouement. Le parti pris de l'intransigeance a sa logique aussi du côté irakien : dès lors que Saddam Hussein avait décidé de proclamer jusqu'au dernier moment qu'il ne bougerait pas d'un millimètre et qu'il n'attendait strictement rien de la rencontre Tarek Aziz-James Baker, il ne pouvait pas donner l'impression d'être disposé à un authentique dialogue avec M. Jacques Pons, le représentant de la Communauté.

D'autre part, le président irakien rend la monnaie de leur pièce à des Européens qu'il sollicitait depuis quelques semaines et qui ont refusé en décembre d'ouvrir avec lui un dialogue indépendant des Etats-Unis. M. Saddam Hussein a d'ailleurs pas fermé tout à fait la porte : il a proposé de recevoir les représentants des Douze, mais chez lui, idée qui fut rejetée et que le ministre belge des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, a qualifiée d'« humiliante ».

Le traitement réservé à Bagdad à M. Michel Vauzelle, au moment même où l'on s'apprêtait à rejeter l'offre de dialogue de la CEE, montre aussi que Saddam Hussein ne désespère toujours pas d'introduire par l'Europe la discordance dans les rangs de la coalition anti-ira-



kienne. Son geste renvoie la Communauté à ses propres divisions internes : on a vu la semaine dernière à quel point il était difficile aux Douze d'adopter une position commune sur la tactique et sur le fond. Fallait-il établir un contact direct avec les Irakiens si ces derniers refusaient un tel contact avec les Américains ?

M. John Major en Arabie saoudite

Fallait-il s'en tenir strictement aux résolutions de l'ONU, comme le voulaient la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, ou ménager pour l'avenir des ouvertures qui permettraient à Saddam Hussein de sauver la face, comme le souhaitaient la France, l'Allemagne et les pays méditerranéens ? Si n'était arrivée fort opportunément l'annonce de la rencontre James Baker-Tarek Aziz, l'ambition proclamée par la Communauté de se doter d'une politique étrangère commune se serait peut-être irrémédiablement brisée vendredi 4 janvier sur la crise du Golfe.

Les dirigeants européens ont tous regretté le refus irakien mais

ne paraissent pas pour autant avoir baissé les bras. Ils maintiennent leur invitation à M. Tarek Aziz et demandent à l'Irak, dans un communiqué publié à Luxembourg, de « reconsidérer sa position ». Le porte-parole du Quai d'Orsay estimait pour sa part samedi que « les choses peuvent encore évoluer dans les jours qui viennent ».

En tournée dans le Golfe où il doit notamment rendre visite aux 34 000 soldats britanniques de la force multinationale, M. John Major a déclaré dimanche qu'il espérait encore que l'Irak se retirerait du Koweït après la « rencontre de la dernière chance » entre MM. Baker et Aziz.

« Quelle que soit l'issue de cette crise, qu'elle soit résolue dans la paix ou par un conflit, il ne sera pas possible de revenir au statu quo ante (...). Il nous faut dès maintenant discuter de la sécurité régionale. » Le premier ministre britannique a rencontré lundi à Taëf l'émir du Koweït en exil et devait s'entretenir à Ryad avec le roi Fahd avant de rendre visite aux troupes britanniques. Sa tournée le conduira ensuite à Oman mardi puis en Egypte mercredi.

CLAIRE TRÉAN

Le 8 janvier, les femmes ne seront là pour personne.

LA CRISE DU GOLFE

M. Chirac met en garde contre les conséquences d'une guerre

M. Jacques Chirac, a formulé, lors des vœux des élus parisiens au maire de la capitale, lundi 7 janvier, une mise en garde contre les conséquences « humaines et politiques » d'une guerre dans le Golfe. Le maire de Paris a évoqué « une réaction probable de l'opinion publique contre l'Occident dans les pays arabes, qui sont nos voisins ». « La crise du Golfe, qui implique un risque de guerre, fait apparaître plus de périls que de raisons d'optimisme », a ajouté M. Chirac. Il a souligné, aussi, les risques de « perturbations » et de « drames, notamment dans les pays de l'Est, avec une augmentation massive du prix du pétrole, entraînant un effondrement de l'économie », lequel s'accompagnerait de « mouvements massifs de population, qui ne s'arrêtent pas nous laisser indifférents ». L'ancien premier ministre a émis le souhait « que la communauté internationale puisse trouver une solution pacifique à ce conflit ».

L'enjeu principal du conflit dans le Golfe est de savoir « quel sera le nouvel ordre mondial » qui en résultera, a expliqué le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, dimanche 6 janvier, à l'occasion d'un « banquet républicain » organisé à Romorantin-Lanthenay par la fédération socialiste du Loiret-Cher. « L'Europe pour succéder à l'ordre injuste de Yalta nous allons être capables de mettre à la place un nouvel ordre qui soit celui du droit, de la paix et de la justice, ou bien est-ce qu'il y a cet ordre injuste va succéder un désordre qui donnera la lot à plus puissant et au plus riche parce qu'il n'a le pétrole et parce qu'il a la disposition l'armement », s'est interrogé M. Fabius.

De son côté, M. Claude Cheysson, invité de FR3, a estimé que « Saddam Hussein ne cédera pas devant la menace de guerre ». Pour M. Cheysson, la guerre représentera « le massacre d'une dizaine de milliers, peut-être plus, d'hommes et de femmes, de civils en particulier ». « Mais surtout, a ajouté l'ancien ministre des affaires étrangères, c'est une guerre qui s'écartera ».

Les forces françaises dans les Emirats vont rallier l'Arabie saoudite

Le dispositif français « Busiris », qui était installé depuis septembre dernier dans les Emirats arabes unis, devrait, avec des détachements militaires locaux, rallier, à partir du 9 janvier, les troupes de l'opération « Daguet », en Arabie saoudite.

Avec un échelon de commandement cantonné à Abou Dhabi, le dispositif « Busiris » comprend un escadron de reconnaissance du 1^{er} régiment de hussards parachutistes (soit cent quatre-vingt-dix hommes et soixante-cinq véhicules armés de missiles anti-chars) et trois sections de missiles anti-aériens Crotale et Mistral (soixante-dix hommes). Cette opération « Busiris » avait permis aux Français de former et d'entraîner des éléments émiratis à la reconnaissance anti-chars, au terme d'un accord conclu entre les deux pays le 5 septembre dernier.

Le secrétaire d'Etat français à la défense, M. Gérard Renou, avait séjourné à la fin de décembre dans les Emirats, puis au Qatar (où la France a déployé huit avions Mirage F1 de défense aérienne à Doha). Il avait, à cette occasion, étudié l'éventualité d'une adaptation du dispositif français à Abou Dhabi à la nouvelle situation militaire en Arabie saoudite. Cet échange de vues avait permis d'envisager le départ du dispositif « Busiris », en même temps qu'une progression de l'armée des Emirats vers l'Arabie saoudite.

Bébé Saddam
C'est un bébé du Noël. Un bébé noir de 3 kilos, français, né le 24 décembre, dans la dix-huitième arrondissement de Paris, d'un père et d'une mère sénégalais et musulmans. Une « nativité » sans histoire, si son papa, expulsé avec tant d'autres familles sans promesse de regroupement, après avoir campé de septembre à décembre derniers devant la mairie du dix-huitième, n'avait voulu, d'un prénom, effacer le poids d'une longue humiliation : le bébé s'appellera Saddam Hussein.

En privé, du moins, car à la mairie de l'arrondissement, place Jules-Joffrin, on a quand même un peu rigolé, comme dit un employé de l'état civil. Peu besoin, pourtant, de consulter le procureur : la mairie a accepté Saddam, mais refusé Hussein.

A.C.

Le dilemme d'Israël

Suite de la première page

M. David Lévy ne cesse de répéter qu'Israël, en maintenant la politique de « profil bas » sollicitée par les Etats-Unis, s'est placé dans une posture lui faisant courir de « grands risques ». De même jugeait-il encore dimanche 6 janvier que le dernier discours de M. Saddam Hussein équivalait à « une déclaration de guerre », cependant que son collègue de la police, M. Ronnie Milo, annonçait une série de préparatifs de défense civile.

De l'autre côté, il y a un premier ministre, M. Itzhak Shamir, beaucoup plus calme, qui annonce, le même jour, qu'il parlerait plutôt, lui, pour une issue négociée à la crise. Il y a, surtout, ces interventions des experts militaires qui évoluent très rapidement dans les chances d'Israël d'être impliqué

dans un conflit armé et les dangers que représenterait alors l'arsenal irakien. En présentant dimanche la dernière édition de leur volume annuel sur « l'équilibre des forces au Proche-Orient », les spécialistes du Centre d'études stratégiques (JCSS) de l'université de Tel-Aviv ont dressé un tableau de la situation qui recoupe à peu près ce qu'on peut entendre dans les milieux officiels.

Et la première remarque des experts comme des responsables, c'est que cette fameuse étape du 15 janvier – en voie d'être « finalisée » par la presse – pourrait être franchie le plus paisiblement du monde. Soit parce que les protagonistes seront engagés dans une forme de pré-négociation, soit parce que les forces américaines voudront se donner le temps d'ultimes préparatifs.

A Jérusalem, on estime plausible un délai de quelques semaines après le 15 janvier, avant les opérations militaires... Si M. Saddam Hussein entendait attaquer Israël, il aurait l'assurance des hostilités dans le Golfe, afin de changer la nature du conflit, il aurait déjà eu maintes occasions de le faire.

Les leçons de la guerre entre l'Irak et l'Irak

Les spécialistes du JCSS font valoir que les journées ayant suivi les incidents du mont du Temple à Jérusalem, début octobre, ou celles de décembre marquant l'anniversaire de l'intifada auraient fourni des données politiquement idéales pour une opération contre Israël.

Le scénario sur lequel travaillent experts et responsables est plutôt celui d'une intervention contre Israël une fois que les combats auront éclaté dans le Golfe. Pour atteindre Israël, l'armée irakienne dispose de deux vecteurs possibles : vingt-cinq bombardiers Sukhoi-24, à long rayon d'action et difficilement repérables, par les radars ; des missiles de fabrication locale d'une portée de plus de 600 kilomètres (al Hussein) et de 900 kilomètres (al Abbas). Avions et missiles peuvent emporter des charges conventionnelles et chimiques.

L'hypothèse la plus fréquemment avancée est celle d'une attaque avec des missiles – et, notamment, avec ceux installés dans l'extrême ouest irakien, à la frontière jordanienne, sur deux sites de

tir appelés H-2 et H-3. L'Irak aurait, dans tout le pays, une cinquantaine de rampes de lancement. « Nous savons, à coup sûr, qu'ils disposent de têtes chimiques », dit le directeur du JCSS, le général de réserve Aharon Yariv. Combien ? Nous ne savons pas. Nous estimons qu'il s'agit d'un système – le couple missile-tête chimique – très rudimentaire et très imprécis.

Cette question de la précision est toute relative. Les fusées al Hussein et al Abbas – en fait, des missiles soviétiques Scud modifiés – auraient tendance à dériver de 1 à 3 kilomètres de leur cible initiale. Mais, relève le général Yariv, « pour nous, s'ils visent le centre de Tel-Aviv et s'ils touchent la banlieue populaire de Ben-Yar, un peu plus au sud, cela ne fait aucune différence ».

La menace est difficile à évaluer. Les experts se limitent à deux remarques : pour être efficace, une attaque chimique supposerait le tir concentré d'un grand nombre de missiles ; les irakiens n'ont encore jamais utilisé ce couple missile-tête chimique – ils ont gazé les Kurdes à partir d'hélicoptères et essentiellement utilisé des obus d'artillerie à charge chimique contre l'armée iranienne.

Les leçons de la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran ont été soigneusement étudiées par les Israéliens. Elles ont permis de mesurer l'impact d'un missile Scud amélioré à charge conventionnelle tiré en zone urbaine : une demi-douzaine de morts en moyenne.

Conclusion ? « Les dommages suite d'une telle attaque, observe prudemment le général Yariv, c'est plus une menace individuelle qu'un niveau du pays. La seule certitude est que l'Etat hébreu n'a pas les moyens d'intercepter un missile sol-sol une fois qu'il est parti. Le point sur lequel experts et responsables sont le plus unanimes est celui du délai de réaction dont disposerait Israël. Avant le tir d'un missile, il y a un moment de préparation – détectable, – quelques heures pour le remplissage du carburant, notamment. Israël reçoit-il en temps réel les données captées par les satellites américains ? Les réponses, ici, varient d'une source à l'autre.

La nécessité de répondre automatiquement à une première frappe est savamment discutée. « Aucun gouvernement ne pourra rester les bras croisés s'il n'a pas de missiles prêts à tirer », dit un responsable. « En va de la crédibilité de notre dissuasion », disent certains. D'autres font valoir qu'Israël peut avoir un intérêt politique à ne pas entrer dans le conflit, c'est-à-dire à ne pas

faire le jeu de Saddam Hussein, et, donc, à ne pas répliquer.

Unaniment, on estime en tout cas qu'il faudra savoir « moduler » une éventuelle réponse en fonction de plusieurs éléments : le niveau de dommages subis par Israël, l'utilisation ou non par l'Irak de charges chimiques, l'impact sur les relations avec les Etats-Unis et sur la coalition de leurs alliés arabes. La décision, ici, est politique au moins autant que militaire.

L'inconnue jordanienne

Elle devra tenir compte des effets possibles sur la Jordanie. L'évolution politique du royaume inquiète les Israéliens. Ils estiment que le roi Hussein a depuis longtemps déjà choisi le camp de l'Irak ou, à tout le moins, s'aligne sur des positions de plus en plus radicales, comme en témoigneraient la récente entrée des Frères musulmans au gouvernement et la réouverture à Amman des bureaux de tous les groupes de l'OLP.

Les Israéliens ne sont pas loin de penser que cette « zone tampon ouest », entre l'Etat hébreu et l'Irak, qu'était la Jordanie est en voie de disparaître – ce qui constituerait pour eux un changement stratégique majeur et, dans les scénarios les plus pessimistes d'évolution de la crise du Golfe, conduit à évoquer la possible reconstitution d'un front est uni contre Israël.

Un raid de représailles qui franchirait l'espace aérien jordanien déstabiliserait-il un peu plus le roi Hussein ? Les Israéliens ont fait savoir, ces tout derniers jours, qu'ils ne souhaitent aucunement ébranler le régime du souverain et n'avaient aucune velléité d'intervention contre son pays.

Dans ces conditions, les récentes manœuvres militaires en Jordanie, qui ont, semble-t-il, tourné à la mobilisation permanente de certaines unités sur des positions défensives le long de la frontière, laissent les responsables israéliens passablement perplexes.

De deux choses l'une, écrit le commentateur militaire du quotidien *Haaretz* : « Ou cette mobilisation répond à des considérations purement défensives – et alors il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure, – ou bien elle a été ordonnée parce que le roi Hussein est du côté de l'Occident. Les autorités de Saddam Hussein et s'en est dépêché d'organiser son armée afin de participer à une guerre qui va s'étendre à la Jordanie ».

ALAIN FRACHON

Des soldats américains auraient été envoyés de force en Arabie saoudite

Plusieurs centaines de militaires américains stationnés en Allemagne ont été embarqués de force – au besoin piétés et poignés – dans le Golfe, selon une association de défense des soldats aux Etats-Unis, le Military Counseling Network.

« Nous avons reçu plus de trois cents appels désespérés de militaires obligés de choisir entre la Cour martiale et la perspective des gaz de combat irakiens, et on compte déjà une dizaine de cas de désertion », affirme M. André Stéran, porte-parole en Allemagne de l'association.

Par ailleurs, deux soldats américains sont morts samedi 5 janvier en Arabie saoudite. L'un a été tué dans un accident de voiture et l'autre a succombé à ses blessures, à la suite d'un accident de la route en décembre. Ces nouveaux décès portent à quatre-vingt-seize le nombre de militaires américains tués depuis le début de l'opération « Bouclier du désert ».

Dimanche, un cargo chypriote a sombré dans le golfe d'Oman

PROCHE-ORIENT

Au Liban sud

Raid israélien contre une base du FPLP près de Saïda

Le porte-parole de l'armée israélienne a confirmé, dimanche 6 janvier, un raid aérien au Liban sud, affirmant que cette attaque avait visé une base située près du camp de réfugiés palestiniens de Ain Helwan, à l'est de Saïda. Le porte-parole a précisé que l'objectif visé et détruit servait de quartier général et de base de lancement pour des opérations anti-israéliennes. Il n'a pas fourni de détails sur l'organisation visée.

Selon des sources libanaises, un combattant palestinien a été tué et quatre autres ont été blessés dans des locaux du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, membre de l'OLP).

D'autre part, un homme armé, qui avait réussi à s'infiltrer en ter-

ritoire israélien dans le sud du plateau du Golan à partir de la Jordanie, a été tué dans la nuit de samedi à dimanche par des soldats israéliens. A Amman, on a appris de source autorisée que l'homme abattu était un jordanien d'origine palestinienne, Khaled Mohamed Abdel Issa, vingt-trois ans, qui a probablement agi pour des motifs religieux.

Samedi, en Cisjordanie, dans le camp de réfugiés de Faré, près de Naplouse, des soldats israéliens ont, lors d'un accrochage, ouvert le feu, tuant un gars de quinze ans et blessant au moins vingt-deux autres Palestiniens. Il s'agissait du troisième Palestinien tué dans les territoires occupés en une semaine. – (AFP, Reuters.)

Le président Rafsandsjani accuse la France de refuser de payer ses dettes à l'Iran

Le président iranien Ali Akbar Hashemi-Rafsandsjani a accusé, samedi 5 janvier, la France de « refuser de payer ses dettes » à l'Iran, dans un discours prononcé à l'occasion d'une conférence internationale sur les régions saisiées par la guerre avec l'Irak.

Faisant référence aux contentieux financiers franco-iraniens, liés à ce qu'on appelle le « milliard d'Eurodif », M. Rafsandsjani a déclaré : « Nos avions sont toujours bloqués en France et Paris refuse de nous payer les dettes qu'il nous doit, alors que pendant la guerre, la France a beaucoup aidé l'Irak ». Le président iranien, faisant référence aux avoirs iraniens gelés aux Etats-Unis, a ajouté : « Aux Etats-Unis, les capitalistes profitent de nos avoirs ». Déplorant que l'Iran ne bénéficie d'aucune aide interna-

nale après ses huit ans de guerre meurtrière avec l'Irak, M. Rafsandsjani a dénoncé l'attitude de Paris et Washington ainsi que « des obstacles mis par certaines puissances saenniques à notre reconstruction », parlait-il de ce sujet de l'Allemagne, sans fournir d'autres précisions.

La guerre entre l'Iran et l'Irak a coûté à Téhéran 1 000 milliards de dollars, a précisé le président Rafsandsjani en indiquant que 15 villes et 1 200 villages avaient été détruits entre 1980 et 1988 et République islamique. « Les dégâts ont été si importants que les chiffres nous ont paru exagérés, même à nous. Ces chiffres sont astronomiques et difficiles à imaginer pour un pays en voie de développement », a déclaré le président. – (AFP, Reuters.)

ASIE

CHINE : les premiers procès

Les tribunaux ont fait preuve d'une clémence relative envers neuf anciens dirigeants du Printemps de Pékin

Les autorités chinoises ont fait preuve d'une clémence relative à l'égard de la première charrette de neuf activistes du soulèvement pro-démocratique du « Printemps de Pékin » à passer en jugement, dont les peines de prison, pour « incitation à la subversion » ont été annoncées samedi 5 janvier. Toutefois, ce jugement devrait être suivi de peines plus lourdes à l'encontre d'un autre groupe de détenus politiques impliqués dans les événements de 1989.

de notre correspondant

Un procès tout en discrétion, dont la dernière audience s'est tenue en présence de soixante « résidents locaux » non identifiés, les précédents ayant eu lieu à des dates inconnues (vraisemblablement ou même même où le ministère des affaires étrangères n'ait leur existence, début décembre). Un compte rendu du jugement truffé d'omissions, ou commentaire annexé dans la presse officielle : tout indique que le régime a décidé de ne pas monter l'affaire en épingle, mais plutôt de se débarrasser de ce dossier sans publicité excessive.

La plus lourde peine infligée à l'un de ce premier procès est de quatre ans de prison assortis d'une année supplémentaire de suspension des droits civiques. Le condamné est M. Wang Youcai, un étudiant en physique qui était âgé de vingt-trois ans lors des événements. Le jeune homme figurait sur la liste qu'avait diffusée la police le 13 juin 1989, au lendemain de la répression militaire, de vingt et un étudiants recherchés pour participation au syndicat

autonome étudiant qui coordonnait le soulèvement. Deux autres étudiants de cette liste, M. Zhang Ming et M. Chen Chaogang, sont condamnés à trois ans de prison, et un quatrième, M. Zheng Xuguang, à deux ans.

Trois autres personnes, inconnues des organisations étrangères de défense des droits de l'homme, ont été condamnées à des peines allant d'un à trois ans de détention. Deux prévenus, enfin, accusés de délits « mineurs » non précisés, ont été acquittés pour avoir fait preuve de « repentir », selon l'habitude en Chine communiste.

Un régime gêné aux entournures

La disproportion entre le chef d'accusation retenu contre les cas les plus sérieux et les peines est, dans le système juridique du régime, énorme. Sans préciser exactement les actes imputés à chacun, les autorités ont indiqué que les prévenus répandaient « l'incitation à la subversion à l'encontre du gouvernement populaire et au renversement du régime socialiste », entre autres délits. Il y a une dizaine d'années, de tels chefs d'accusation conduisaient plusieurs dissidents sous les verrous pour dix à quinze ans.

La légèreté de ces peines contraste, aussi, avec la vague d'exécutions qui avait frappé, dans les semaines suivant la répression militaire, les ouvriers ayant participé à des mouvements de protestation à travers le pays. Dès le 15 juin, par exemple, deux ouvriers et un chômeur avaient été condamnés à mort, à Shanghai, pour avoir brûlé un train vide, lors d'une manifestation, sans qu'il y eût la moindre victime. C'est pour cette raison que le régime, gêné aux entournures, ne prévoit pas, dans le cadre des procès, la

qualité d'étudiant de certains des accusés.

La clémence ainsi manifestée est de toute évidence politique. Elle vise en particulier à satisfaire, sans le dire, les exigences de la diplomatie et de la coopération économique avec l'Occident. Les autorités se sont abstenues de diffuser des images télévisées ou des photographies du procès, contrairement à la pratique passée, dont elles semblaient avoir compris l'effet destructeur à l'étranger.

Ce jugement ne présage cependant pas des peines, nécessairement plus lourdes, pouvant être infligées à ceux qui seront présentés comme les « cerveaux » de l'insurrection pacifique d'avril-mai 1989, en particulier les journalistes Wang Juntao et Chen Yizi, le critique littéraire Liu Xiaobo et le leader étudiant Wang Dan. La tendance dure du régime exige de se voir offrir quelques têtes en pâture avant qu'on réforme une fois pour toutes le volet judiciaire de l'appareil.

Afin de montrer qu'elle ne baisse pas la garde, la police a, quant à elle, annoncé par voie de presse dimanche l'arrestation, opérée le 24 novembre, de quatre personnes, dont deux présentées comme des agents à la solde de Taiwan, dans la province du Yunnan (sud-ouest). Le groupe est accusé d'avoir fondé une « organisation clandestine ayant pour vocation de renverser le système socialiste et la direction du parti (communiste) » sous le nom de « Conseil de salut national du Lion réveillé ». Son animateur, à en croire le *Quotidien de la justice*, était un ancien étudiant envoyé à la campagne pendant la révolution culturelle, sous Mao Zedong, et réduit, depuis, à une vie de chômage et de délinquance.

FRANCIS DERON

LA CRISE
Cinq moisPESUP
SIGNANT

AMERICA

POSTAL

Les
de l'Inde

LA CRISE DU GOLFE

Cinq mois de tension

Voici une chronologie des principaux événements intervenus en cinq mois de crise dans le Golfe, à une semaine d'une éventuelle utilisation de la force par les États-Unis et leurs alliés pour chasser les Irakiens du Koweït occupé depuis le 2 août 1990.

AOUT 1990

- 2 : Les troupes irakiennes, massées à la frontière depuis une semaine, pénètrent au Koweït, accusé par l'Irak de lui « voler » depuis 1990 du pétrole dans un champ pétrolier frontalier et de « grignoter » son territoire (toutes les tentatives de médiation engagées depuis la mi-juillet ont échoué). Bagdad déclare être intervenu à la demande du « gouvernement libre et provisoire » du Koweït. Résolution 660 du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant « le retrait immédiat et inconditionnel » des forces irakiennes.

- 6 : Résolution 661 du Conseil de sécurité décidant le boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak. Deux jours plus tard, le président Bush annonce l'envoi de troupes en Arabie saoudite. Les premiers sol-

datés de l'opération « Bonnetier du désert » arrivent le lendemain. Dans le même temps, l'Irak proclame sa fusion « totale et irréversible » avec le Koweït, déclarée « nulle et non avenue » par le Conseil de sécurité.

- 9 : L'Irak ferme ses frontières, bloquant des milliers d'Occidentaux. Les autres étrangers (asiatiques et arabes) peuvent partir, notamment via la Jordanie, qui subira un afflux de réfugiés (plus de 700 000 y seront passés à la mi-octobre).

- 10 : Un sommet de la Ligue arabe au Caire condamne la division du monde arabe. Une faible majorité condamne l'Irak, approuve l'envoi de troupes arabes (égyptiennes, syriennes et marocaines) en Arabie saoudite et cautionne le déploiement américain.

- 12 : Bagdad préconise « une solution globale » des problèmes du Proche et du Moyen-Orient, à commencer par celui de la Palestine.

- 15 : M. Saddam Hussein offre la paix aux Irakiens en acceptant l'accord frontalier d'Alger de 1975, le retrait des dernières positions occupées en Iran et l'échange des prisonniers. Les deux pays annoncent le 10 septembre le rétablissement de leurs relations diplomatiques.

- 18 : L'Irak déclare que des ressortissants des « pays hostiles » seront retenus et « hébergés » sur des sites

stratégiques. Le 20, Bagdad exige la fermeture, dans les cinq jours, des ambassades étrangères à Koweït, qui seront encerclées à partir du 24. Après des mois de stase, dans des conditions de vie extrêmement difficiles, les derniers diplomates occidentaux - des Britanniques - évacueront leur mission le 16 décembre.

- 25 : Le Conseil de sécurité autorise l'usage de la force pour faire respecter l'embargo. A la suite du président Kurt Waldheim, qui obtient à Bagdad la libération des otages autrichiens, de nombreuses personnalités de tous pays feront le voyage, obtenant des départs au compte-gouttes.

- 28 : Bagdad annonce la libération des femmes et des enfants occidentaux (environ 2 000) retenus en otage en Irak. Les derniers quitteront Bagdad le 11 octobre.

SEPTEMBRE

- 9 : Remarquable « unité » au sommet Bush-Gorbatchev, à Helsinki, sur la crise du Golfe.

- 14 : Violation par des soldats irakiens de quatre résidences diplomatiques occidentales à Koweït. Trois Français sont enlevés. Le 15, Paris réagit en portant son dispositif militaire dans le Golfe à 13 000 hommes.

- 23 : A l'ONU, le président Mitterrand préconise un plan pour la solution de l'ensemble des problèmes du Proche-Orient.

- 25 : Le Conseil de sécurité étend l'embargo à l'espace aérien.

OCTOBRE

- 17 : Plus de 200 000 soldats américains sont déployés dans le Golfe.

- 29 : M. Mikhaïl Gorbatchev estime « l'acceptable » une solution militaire et avance l'idée d'une conférence interarabe. Libération des derniers otages français. Paris souligne qu'il s'agit d'une décision « unilatérale » de l'Irak.

NOVEMBRE

- 8 : M. Bush annonce l'envoi d'environ 200 000 hommes en renfort. Huit jours plus tard, il fait une tournée en Europe et au Proche-Orient.

- 18 : L'Irak annonce la libération de tous les otages entre le 25 décembre et le 25 mars 1991, si rien ne perturbe entre-temps « le climat de paix ». Mais, le 6 décembre, M. Saddam Hussein précipitera le mouvement en annonçant que les quelque 3 000 ressortissants étrangers qu'il retenait prisonniers sont autorisés à partir.

- 19 : Bagdad mobilise 250 000 soldats supplémentaires, ce qui doit porter à 700 000 hommes ses forces au Koweït et dans le sud de l'Irak.

- 26 : M. Gorbatchev invite l'Irak à « éviter le pire ».

- 29 : Le Conseil de sécurité autorise « les États membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien (...) à user de tous les moyens nécessaires » - c'est-à-dire la force, au besoin - pour contraindre l'Irak à quitter le Koweït, s'il ne l'a pas fait avant le 15 janvier 1991. Bagdad rejette aussitôt cet ultimatum.

- 30 : M. Bush invite l'Irak à des discussions directes de haut niveau pour faire « comprendre la détermination » de la communauté internationale. Bagdad accepte l'offre mais une polémique sur la date des voyages de M. Tarek Aziz à Washington et de M. James Baker à Bagdad bloque le processus.

DÉCEMBRE

- 15 : M. Saddam Hussein réaffirme le « lien » entre le règlement de la crise du Golfe et celui de la question palestinienne, dont il dit qu'elle sera « la plus importante » dans tout dialogue avec Washington.

- 21 : Exercice d'évacuation de plus d'un million d'habitants à Bagdad.

- 22 : M. Bush réaffirme que la force sera employée si l'Irak ne s'est pas retiré du Koweït le 15 janvier. Bagdad, qui écarte officiellement toute idée de retrait de l'émirat, répond être « prêt à élargir » tout accord.

- 24 : M. Saddam Hussein assure qu'Israël sera le premier objectif des forces irakiennes en cas de conflit. Le lendemain, la radio israélienne annonce que les forces de l'Etat hébreu sont en « état d'alerte maximale ».

- 27 : Le président Bush dément les informations selon lesquelles l'état de préparation des forces américaines serait insuffisant pour lancer une offensive aussitôt après le 15 janvier. Le lendemain, deux nouveaux porte-avions américains (trois sont déjà sur place) apparaissent pour le Golfe.

JANVIER 1991

- 2 : Ancien porte-parole de l'Elysée, M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, quitte Paris pour Bagdad afin d'y avoir des entretiens avec les dirigeants irakiens.

- 3 : Washington et Bagdad n'ayant pas pu s'entendre sur les dates du « dialogue » prévu fin novembre, la Maison Blanche propose une « rencontre de la dernière chance » entre M. James Baker et M. Tarek Aziz, en Suisse, avant l'échéance du 15 janvier fixée par l'ONU.

- 4 : L'Irak accepte la proposition faite par Washington ; le secrétaire d'Etat américain et le ministre irakien des affaires étrangères doivent se retrouver à Genève le 9 janvier. Les deux chefs de la diplomatie de la CEE, réunis à Luxembourg, décident d'inviter M. Tarek Aziz - qui refusera cette invitation - à raconter une délégation européenne le 10.

INITIATIVE POUR LA PAIX

Une carte de Vœux pour la Paix

A qui s'adresse cette initiative ?

A tous ceux qui croient que la recherche de la Paix est encore la meilleure solution et qui veulent agir pour aider à trouver cette Paix.

Comment agir ?

Par un simple geste à la portée de nous tous : l'envoi d'une carte aux dirigeants concernés par la crise du Golfe et, en premier, à Saddam Hussein et à George Bush.

Que leur dire ?

Faites la Paix !
Acceptez de négocier.
N'ayez pas honte de faire des concessions.
Si vous faites un effort en direction de la Paix, sachez que nous vous encouragerons !

Est-ce que cette action sera efficace ?

Oui : chaque carte envoyée fera grandir les chances de la Paix.
Imaginez que chacun d'entre nous envoie une carte !

Alors, à vos plumes !
Ajoutez 1 ou 2 cartes en plus à vos cartes de Vœux et écrivez dès aujourd'hui à :

Monsieur le Président George Bush
The President
The White House
Washington D.C. 20500
États-Unis

et/ou

Ambassade des États-Unis
2, avenue Gabriel,
75008 Paris.

(Utilisez votre langue maternelle pour écrire : ce qui est important, c'est le geste et l'intention.)

Monsieur le Président Saddam Hussein
Président de la République
Palais présidentiel
Bagdad
Irak

et/ou

Ambassade d'Irak
53, rue de la Faisanderie,
75116 Paris

INITIATIVE POUR LA PAIX :
166, avenue de Verdun,
92130 Issy-les-Moulineaux.

L'HERMÈS Éditeur (1) 46 34 05 25
Collection « L'ESSENTIEL SUR » pour B.T.S.
deux nouveautés par Isabelle ZECH
• droit civil et droit commercial
• droit du travail et droit social
Diffusion: MEDILISSA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

IPESUP
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECHERCHE
ENSEIGNANTS
JEUNES, TRÈS QUALIFIÉS ET PASSIONNÉS
POUR COURS NIVEAU LICENCE 4H PAR SEMAINE EN SOIRÉE OU SAMEDI.
DROIT (Toutes spécialités) - ÉCONOMIE GESTION
MATHS - PHYSIQUE - CHIMIE
BIOPHYSIQUE BIOCHIMIE - LANGUES
Adressez CV à: Christine - IPESUP 18, rue du Cloître Notre-Dame 75004

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ; programme américain unique dans son concept, habilitée à délivrer le :
Master of Business Administration
with an emphasis in international management.
Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Titulaires de maîtrise, maîtrise.
Programme de 12 mois à San Francisco, modifié en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.
Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71
Coordonnée par European University of America Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
Programme accrédité en Europe et en Asie : WU Ming, Hong Kong et en USA : F&O

Le 8 janvier, Paul Newman est l'hôte de France Inter.



A l'occasion de la sortie du film Mr et Mrs BRIDGE, France Inter consacre la journée du 8 janvier à Paul NEWMAN: "On efface tout et on recommence" 10 h/12 h; "Inter Treize Quatorze" 13 h/14 h; "Du Coq à l'Ame" **France Inter** 15 h/17 h; "A l'heure du Pop" 22 h 40/24 h. Avec une interview exclusive de Paul NEWMAN à New York par Jean-Luc HEES dans Synergie 18 h/19 h.

EXPOSITION DE PHOTOS
sur
"Les violations des droits
de l'Homme au Koweït"
le 8 et le 9 janvier 1991
de 10 h à 21 h
Hôtel INTERCONTINENTAL
Salle Napoléon
3, rue de Castiglione
Comité de Solidarité Koweïtienne



AMÉRIQUES

HAÏTI : le coup d'Etat d'un ancien ministre de Jean-Claude Duvalier

M. Roger Lafontant annonce avoir pris le pouvoir

La situation était confuse, lundi 7 janvier, en début d'après-midi, à Port-au-Prince, après le putsch perpétré la veille au soir par le chef de file des néo-duvalléristes, le docteur Roger Lafontant, qui a annoncé à la radio avoir pris le pouvoir, avec l'appui de l'armée et de la police, après que la présidente intérimaire, M^{me} Ertha Pascal-Trouillot, eut annoncé sa démission.

Selon l'Agence France-Presse, le commandant en chef de l'armée, le général Hérard Abraham, et le haut commandement militaire ont condamné le coup de force et décidé de la « neutralité ». En revanche, le docteur Lafontant affirmait qu'il avait l'armée avec lui. Des manifestants s'étaient massés à l'aube dans plu-

sieurs quartiers de la capitale, scandant « Vive Aristide ! à bas Lafontant ! ». Le Père Aristide avait été élu avec environ 67 % des voix, le 16 décembre, dès le premier tour des élections générales, pour occuper la présidence, dans un mois.

C'est à 22 heures dimanche que les premiers coups de feu ont été entendus près du palais présidentiel et des casernes qui abritent un millier de soldats chargés de le protéger. La fusillade a duré environ dix minutes. À 0 h 40, lundi (heure locale), la présidente a déclaré à la radio nationale : « Les forces armées ont fait de leur mieux pour protéger les vies, la propriété et maintenir l'ordre, mais il est devenu impossible de gouverner ».

Pour le bonheur de ce pays et de tous ceux que nous aimons tendrement, je suis contraint de démissionner de mon poste de présidente par intérim. Une minute plus tard, M. Roger Lafontant prenait le micro et annonçait avoir pris le pouvoir de façon provisoire. Dans une interview à Franco-Info, il a affirmé que le coup n'avait pas fait « une seule victime », et qu'il n'y avait « pas une seule égratignure ». « Je souhaite diriger le pays et le sortir du marasme », a-t-il dit, « faire en sorte que tous les Haïtiens puissent avoir le droit de s'exprimer et non pas les 28 % qui ont voté Aristide dans cette parodie d'élection du 16 décembre ».

À Washington, le département d'Etat a annoncé que M^{me} Pascal-

Trouillot était retenue en « otage » par les militaires et a condamné « énergiquement » leur tentative de coup d'Etat. « Nous appelons l'armée haïtienne à respecter la Constitution, à restaurer le gouvernement de la présidente Trouillot, et à garantir que le processus démocratique soit respecté avec la prise de fonctions du président Jean-Baptiste Aristide », indique un communiqué du département d'Etat, qui précise : « Nous ne soutiendrons ni n'entretiendrons aucune relation avec tout gouvernement d'Haïti établi par des moyens antidémocratiques ». À Paris, le Quai d'Orsay a condamné « le coup d'Etat porté au processus démocratique », ajoutant : « Cet acte est un défi à la communauté internationale ».

Quatre années d'impossible démocratie

1986

7 février : après des semaines de manifestations antigouvernementales, le président à vie Jean-Claude Duvalier, dit « Bébé Doc », est chassé du pouvoir et se réfugie en France. C'est la fin d'une dictature familiale de plus de trente ans. Le général Namphy devient président d'un Conseil national de gouvernement (CNG) composé de quatre militaires et de deux civils.

9-10 février : le Parlement est dissous, le général Namphy annonce une nouvelle Constitution et des élections au suffrage universel direct. Toutefois devant les acrobies du CNG, cinq mille manifestants demandent en mars la formation d'un gouvernement provisoire civil.

8 juin : annonce officielle d'élections législatives et présidentielle en novembre 1987.

17-21 novembre : grève générale pour obtenir la dissolution du CNG.

1987

29 mars : approbation par référendum du projet de Constitution qui entre en vigueur le 28 avril. En mai

est créé un Conseil électoral provisoire chargé d'organiser les élections. 11 juillet-octobre : assassinats en série dont celui le 13 octobre d'Yves Volé, candidat démocrate-chrétien à la présidence.

29 novembre : à la suite d'un massacre perpétré à Port-au-Prince dans un bureau de vote (vingt-quatre morts, soixante-quatre blessés), les élections sont annulées.

1988

17 janvier : nouvelles élections entachées par de nombreuses irrégularités et sous le contrôle de l'armée. L'abstention est massive, Leslie Manigat, un professeur de sciences politiques nait d'œil, est proclamé président. Il prend ses fonctions en février.

17 juin : le président Manigat limoge le général Namphy. Deux jours plus tard, c'est Ernest Trouillot, ministre de l'Intérieur, qui est limogé. Le nouveau gouvernement présenté le 20 juin n'est plus composé que de militaires.

10 septembre : massacre au cours d'une messe à Port-au-Prince (onze morts et au moins soixante-dix

blessés).

18 septembre : le général Prosper Avril, chef de la garde présidentielle et ex-homme de confiance de « Bébé Doc », renverse le général Namphy et promet de respecter les libertés fondamentales.

1989

13 mars : le général Avril annonce une restauration partielle de la Constitution de 1987. Pourtant, durant toute l'année, le général, qui échappe à plusieurs rébellions armées, ne parvient pas à rétablir la paix sociale.

1990

Janvier à mars : les manifestations antigouvernementales s'accroissent. En janvier, l'état de siège est instauré provisoirement. La censure est soumise.

10 mars : démission du général Avril. Le général Hérard Abraham lui succède. Le 13, M^{me} Ertha Pascal-Trouillot prend la tête du gouvernement provisoire.

juillet à octobre : préparation

des élections, dont la date, plusieurs fois reportée, est fixée au 16 décembre. Dans les rues de la capitale les anciens « macoutes » font régner un climat de terreur.

16 octobre : les néo-duvalléristes créent un nouveau parti, l'Union pour la réconciliation nationale ; à sa tête est désigné Roger Lafontant, ancien ministre de l'Intérieur de Duvalier. Devant le vague de protestations qui secoue le pays, le Conseil électoral refuse sa candidature à l'élection présidentielle.

16 décembre : le Père Jean-Bertrand Aristide, partisan de la théologie de la libération et candidat « populiste », remporte massivement l'élection présidentielle. Il promet aussitôt un gouvernement d'union nationale.

1991

6 et 7 janvier : des fusillades éclatent dans la soirée près du palais présidentiel. M^{me} Pascal-Trouillot annonce sa démission. Roger Lafontant lance à la radio nationale : « J'assume la présidence de la République ».

L'éternel retour d'un « tonton macoute »

Le docteur Roger Lafontant est devenu au cours des derniers mois le chef de file de l'aile dure du duvallérisme. Lors de récentes interviews, il a revendiqué son passé de dirigeant de la milice des « tontons macoutes ».

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Le Dr Roger Lafontant, exclu de la course à la présidence par le conseil électoral, avait comparé le Père Aristide à « Attila aux portes de Rome » quelques jours avant le scrutin. Dès 1981, alors qu'il est étudiant en médecine, M. Lafontant s'engage aux côtés des Duvalier en participant à la répression d'une grève à partir de l'université. Peu après, il fonde une section étudiante de la milice des « tontons macoutes » qui fait régner la terreur dans le pays. Au cours des années 70, le président Jean-Claude Duvalier le nomme conseiller général à Montréal, puis à New-York, où il suit de près l'activité des exilés politiques. Après son retour en Haïti à la fin des années 70, il devient le chef des « tontons macoutes », officiellement appelés « volontaires de la sécurité nationale (VFN) » et membres de la police politique chargée de faire la chasse aux opposants.

En juillet 1982, M. Jean-Claude Duvalier le nomme ministre de l'Intérieur et de la défense, poste qu'il occupera pendant plus de trois ans. C'est l'homme fort d'un régime qui ne prend plus soin de faire semblant de respecter les droits de l'homme. Selon plusieurs témoignages, M. Roger Lafontant, un homme réputé intelligent, a personnellement assisté aux interrogatoires violents de

divers opposants. Le pasteur Antoine Larozy a affirmé avoir été torturé par le Dr Lafontant à la fin de 1984. A la même époque, il a réinstauré la censure de la presse et personnellement ordonné l'expulsion des responsables de Radio Soleil, la station catholique accusée de critiquer le régime. En septembre 1985, cinq mois avant sa chute, « Bébé Doc » tente de présenter une image plus libérale. Il révoque le Dr Lafontant qui quitte Haïti pour s'établir à Saint-Domingue.

Tout au long de la catholique et sanglante « transition démocratique », il ne cesse de suivre attentivement les événements de l'autre côté de la frontière et maintient le contact avec M. Jean-Claude Duvalier, réfugié en France. Le général Prosper Avril qui s'empare du pouvoir en septembre 1988 le considère comme son rival le plus dangereux. Le 7 juillet 1990, quatre mois après la chute du général Avril, M. Roger Lafontant rentre à Port-au-Prince avec la complicité ouverte de hauts gradés dominicains et haïtiens.

Son retour provoque une grève générale de protestation. Mais en dépit de plusieurs mandats d'arrêt, la présidente provisoire du pays, M^{me} Ertha Pascal-Trouillot, et l'état-major le laissent circuler librement. En octobre, il préside à Vertières, au nord de Port-au-Prince, le congrès constituant de l'Union pour la réconciliation nationale, sous la protection des militaires. C'est alors qu'il annonce sa candidature à la présidence de la République qui sera refusée quelques semaines plus tard par le conseil électoral.

JEAN-MICHEL CARROT

GUATEMALA

L'évangéliste Jorge Serrano remporte l'élection présidentielle

Le candidat évangéliste à l'élection présidentielle du Guatemala, M. Jorge Serrano, dirigeant du mouvement de centre-droite MAS (Mouvement d'action solidaire), a été élu dimanche 6 janvier avec plus de deux tiers des suffrages, lors du deuxième tour de scrutin qui l'opposait à M. Jorge Carpio, de l'Union du centre national (UCN, droite).

Les résultats partiels, portant sur près de 40 % des bureaux de vote et 547 000 bulletins dépouillés, donnaient plus de 68 % des voix à M. Serrano contre 31 % à son adversaire. Représentant une droite de type populiste, M. Serrano, ingénieur de quarante-cinq ans et membre d'une secte protestante fondamentaliste, a bénéficié d'un exceptionnel report de voix des sympathisants des dix candi-

dates éliminés lors du premier tour, le 11 novembre dernier. Le président sortant, le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo, avait lui-même apporté un soutien sans équivoque au candidat du MAS pendant les derniers jours de la campagne.

Le nouveau président, élu pour cinq ans, prendra ses fonctions dès le 14 janvier. Ce sera la première transition démocratique du pouvoir d'un civil à un civil à l'histoire contemporaine du pays.

La violence politique a dominé la campagne électorale jusqu'à l'avant-veille du scrutin, avec l'exécution sommaire du maire démocrate-chrétien d'Escuintla, importante agglomération du sud du pays, et une tentative d'assassinat perpétrée le même

jour contre un député, élu de l'UCN.

L'élection du démocrate-chrétien Vinicio Cerezo en 1985 avait marqué l'entrée du Guatemala dans une phase de démocratisation après vingt ans de régimes militaires. Mais les activités criminelles des « escadrons de la mort », liés aux milieux d'extrême droite et à l'armée, se sont poursuivies.

Programme d'inspiration néo-libérale

Les organisations de défense des droits de l'homme estiment à plus de 100 000 le nombre des personnes assassinées ou « disparues » dans le pays au cours des trente dernières années. Au cours de sa campagne, M. Serrano s'est déclaré en faveur de l'engagement rapide de négociations

« sans conditions » avec l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque (UNRG), qui regroupe quatre organisations de guérilla, en lutte depuis plus de trente ans.

Ce conflit a été le prétexte d'une impitoyable répression exercée par l'armée et l'extrême-droite contre les milieux, syndicalistes, les personnalités de gauche et les défenseurs des droits de l'homme accusés d'être les agents de la « subversion ».

Sur le plan économique, le programme de gouvernement de M. Serrano est d'inspiration néo-libérale mais comporte de fréquentes références à l'économie sociale de marché et à l'accroissement nécessaire du crédit populaire. Le gouvernement américain a décidé, le 21 décembre dernier, la suspension de toute aide

militaire au Guatemala à la suite d'un massacre de seize personnes perpétré par des soldats à Santiago de Atitlán et le récent assassinat d'un ressortissant américain dans des conditions qui n'ont pas été élucidées.

M. Serrano s'était déclaré « surpris » par cette décision américaine qui constitue, n-t-il dit, « un challenge pour le pouvoir sortant mais aussi pour le nouveau gouvernement ».

Le nouveau président guatémaltèque se trouva à la tête d'un pays de 9 millions d'habitants en pleine crise économique, avec une inflation qui atteignait près de 90 % en 1990, un taux de chômage ou de sous-emploi d'environ 40 % de la population active. Plus de la moitié de la population guatémaltèque est analphabète. (AFP)

EL SALVADOR

Versions contradictoires sur la mort des trois militaires américains

La guerre salvadorienne a proposé, dimanche 6 janvier, qu'une commission internationale soit chargée d'enquêter sur la mort des trois militaires américains décédés le 2 janvier après que leur hélicoptère eut été abattu par des guérilleros, dans l'est du Salvador (le Monde du 5 janvier).

Selon Washington, deux de ces militaires étaient encore vivants après la chute de l'hélicoptère et ont été assassinés par des guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui dément cette accusation en affirmant que les deux hommes ont succombé à des blessures reçues lorsque les guérilleros ont tiré sur l'appareil.

Enquête indépendante

Dans un communiqué, le FMLN vient de nouveau de rejeter les accusations des Etats-Unis, fondées sur le rapport d'autopsie d'une commission d'experts américains et a proposé qu'« une commission médico-légale de caractère international », placée sous le patronage du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, soit chargée d'enquêter sur cette affaire.

L'Eglise catholique salvadorienne a procédé sur place à une enquête indépendante. Les résultats de cette investigation « font présumer que deux occupants de l'hélicoptère américain abattu ont été assassinés », a déclaré, dimanche, l'archevêque de San Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas.

Lors d'une conférence de presse à laquelle participaient des médecins légistes vus spécialement des Etats-Unis, l'ambassadeur des Etats-Unis à San Salvador, M. William Walker, avait déclaré samedi qu'il y a eu « assassinat ». Le secrétaire d'Etat James Baker a proposé, dimanche, que le Congrès lève des restrictions à l'aide militaire américaine au Salvador, dont 42,5 millions de dollars sont gelés depuis l'an dernier. (AFP)

« La main de Dieu »

« Je dois ma victoire à la main de Dieu et je gouvernerai en fonction de ce que Dieu dictera à ma conscience. » Ces quelques mots, prononcés par le nouveau président du Guatemala, M. Jorge Serrano, qui appartient à la petite Eglise protestante du Shaddai, illustrent l'importance - récente - du facteur religieux dans la vie politique de ce pays d'Amérique centrale, déchiré depuis trente ans par la guerre civile. A défaut d'une solution politique au conflit, qui a fait près de cent mille morts, les Guatémaltèques sont à la recherche d'un homme providentiel, et Jorge Serrano en a parfaitement joué cette carte.

Baucoup d'électeurs, catholiques et protestants, avaient candidaté, le jour du scrutin, qu'ils avaient voté en faveur du candidat « désigné par Dieu ». Allusion transparente à Jorge Serrano, dont l'appartenance à un groupe fondamentaliste protestant ne semble pas préoccuper outre-mesure des catholiques qui pratiquent une religion imposée par la Conquête et imprégnée de rites païens.

Jorge Serrano se flatte d'entretenir d'excellentes relations avec la hiérarchie catholique, mais c'était avant son élection, lorsque les

évêques le considéraient comme un homme politique de deuxième ordre, qui, croyaient-ils, n'accéderait jamais à de hautes fonctions. Avant d'adhérer au protestantisme dans les années 70, le nouveau président de la République avait été un fervent catholique et avait participé au mouvement eucharistique. Comme la plupart des fils de la bourgeoisie guatémaltèque de son époque - il est né le 28 avril 1945 - il a été formé chez les maristes du prestigieux lycée Guatemala. A l'université, où il entreprend des études d'ingénieur, il milite au sein de la jeunesse démocrate-chrétienne dans les années 60.

Se démarquer de la droite rétrograde

A partir de 1974, il entreprend une carrière dans la fonction publique au sein du secrétariat du plan. Le tremblement de terre, qui dévasta le pays en février 1976, marque le début de sa carrière politique et de son adhésion au protestantisme. Il est à la tête du plan de reconstruction, qui est en grande partie financée par des organisa-

tions protestantes, nord-américaines et européennes.

En 1981, il doit s'exiler aux Etats-Unis après avoir reçu des menaces de la part des secteurs d'extrême droite liés à la dictature du général Lucas García, qui lui reprochent d'avoir publié un document « subversif » sur la situation misérable des indiens (plus de 50 % de la population du pays) et sur les méfaits de la corruption officielle.

Le coup d'Etat du général Rios Montt, en mars 1982, lui permet de rentrer au Guatemala. Il est désigné à la tête d'un organisme, le Conseil d'Etat, qui, disait-il à l'époque, « devra reconstruire le système politique et mettre fin au pouvoir exercé par une caste de dirigeants sans appui populaire ». Le renversement de Rios Montt ne lui permet pas de mener jusqu'à bout son projet politique, mais l'ouverture démocratique se poursuit, et il se présente à l'élection présidentielle de 1985 avec l'appui d'une coalition hétéroclite (gauche archaïque et droite populiste).

Il arrive en troisième position, derrière le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo et celui qu'il vient de battre, Jorge Carpio. En prévision du scrutin

de 1990, il crée alors son propre parti, le Mouvement d'action solidaire (MAS), affilié à l'Union démocratique internationale, qui regroupe notamment le Parti républicain des Etats-Unis et le Parti conservateur britannique. Jorge Serrano tient à se démarquer de la droite rétrograde qui dirige le Guatemala depuis des lustres. « Nous sommes, dit-il, le centre droit moderne et nous n'avons rien à voir avec cette droite funeste qui a fait tant de mal à notre pays ».

Tempérament d'une grande dureté

Ses adversaires le considéraient comme un dirigeant « populiste », voire « démagogue », mais presque tous reconnaissent en même temps qu'ils sont sous le charme de cet homme d'action qui est aussi un orateur exceptionnel (il a gagné, à dix-sept ans, un concours latino-américain organisé au Mexique). Lui, se dit « social-chrétien » et propose un programme en trois points pour établir une « économie sociale de marché » : favoriser l'accès à la propriété et le développement rural par la création du « crédit populaire » à des taux d'intérêt très bas ; réformer

le système judiciaire pour rétablir la confiance de la société dans ses institutions ; et régler le conflit armé.

« L'armée, dit-il, me fait confiance, et je suis prêt à offrir à la guérilla une participation au sein d'un gouvernement d'union nationale », Jorge Serrano a déjà prouvé qu'il préférait le consensus à l'affrontement, mais, constate un des proches, « s'il est impossible de parvenir au consensus, il n'hésitera pas à recourir à la force et il donnera carte blanche à l'armée pour en finir avec la guérilla ».

Son visage rond et son étail souriant cachent en fait un tempérament d'une grande dureté. « Je ne suis pas en faveur de la manière douce », dit-il lui-même. Il l'a prouvé en 1983 lorsqu'il a appuyé la décision du général Rios Montt de faire fusiller une quinzaine de jeunes gens liés à la guérilla, malgré les appels à la clémence lancés par le pape Jean-Paul II quelques jours avant son arrivée au Guatemala. « Il aurait été plus facile de les tuer sans procès, comme le faisaient les gouvernements antérieurs, soutient Jorge Serrano, mais nous voulons rétablir l'Etat de droit. Il fallait donc faire preuve de fermeté ».

BERTRAND DE LA GRANGE

Jeudi 15.50

Aux faux-prophètes de la retraite.

Avec certaines publicités, contes de fées des temps modernes, un coup de baguette magique prétend changer une citrouille en carrosse ! Lorsque l'époque s'y prête, reviennent les faux-prophètes avec leurs prédictions apocalyptiques et leurs remèdes-miracles.

Ainsi, à propos de la retraite, on entend insinuer depuis quelques temps que son naufrage est pour l'an 2000, quand les pensions ne seraient plus payées faute de cotisants... Face à cette "grand-peur", artificiellement organisée, il y a la réalité.

Les régimes de retraites complémentaires par répartition, AGIRC et ARRCO, ont su faire face à un doublement de charges depuis 1947, sans que les droits acquis en souffrent. A l'issue de cette même période, les retraités anglais et américains, qui ont cotisé par capitalisation, ont fait l'amère expérience de l'inflation, qui reste un risque réel.

Bref, lorsque l'on parle du troisième millénaire, est-il vraiment honnête de ne pas prendre en compte l'ensemble des données prévisibles ? Pourquoi négliger, entre autres, l'évo-

lution de la productivité, celle des salaires et des comportements, pour faire du seul facteur démographique un épouvantail ?

Depuis quarante-trois ans, la retraite complémentaire par répartition a permis aux Français de bénéficier d'une retraite satisfaisante : pour les salariés, une moyenne de 70 % du salaire ! Qui pourrait faire mieux ?

Aujourd'hui, l'AGIRC et l'ARRCO offrent la garantie d'un avenir à la fois maîtrisé et solide. Leurs prévisions techniques assurent l'équilibre de leurs régimes jusqu'en l'an 2010, limite des projections actuellement possibles.

Qui plus est, la Commission européenne de Bruxelles vient de reconnaître la pleine légitimité sociale des régimes complémentaires de retraites par répartition français.

Alors, puisque le débat est ouvert, et qu'il préoccupe à juste titre beaucoup de Françaises et de Français, que les faux-prophètes se taisent ! Parlons-en entre professionnels sérieux et responsables.

agirc **ARRCO**
4, rue Leroux 75016 PARIS 44, bd de la Basille - 75012 PARIS

Les Régimes de retraites complémentaires par répartition

EUROPE

URSS : selon les « Izvestia »

Les Soviétiques auraient rapidement retrouvé l'épave du Boeing sud-coréen abattu en 1983

L'hebdomadaire américain *US News and World Report* annonce, dans son édition parue cette semaine, que le quotidien soviétique *Izvestia* s'apprête à publier d'importantes révélations sur l'affaire du Boeing sud-coréen abattu dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre 1983 par un chasseur soviétique non loin de la rive orientale de l'île Sakhaline, entraînant dans l'air mort les deux occupants et soixante-neuf personnes qui se trouvaient à son bord.

Selon une source américaine - anonyme - des témoins auraient indiqué aux *Izvestia* que l'épave de l'appareil avait été retrouvée et explorée par des plongeurs militaires soviétiques, d'autant plus facilement qu'elle gisait sur une trentaine de mètres de fond seulement, non loin de l'île de Moneron (quelques kilomètres à l'est de Sakhaline), c'est-à-dire dans la zone où avait été situé son point de chute dès le début de l'enquête.

Toujours selon la même source

Alors que la « guerre des budgets » se poursuit

M. Gorbatchev publie un décret sur la réforme agraire

M. Gorbatchev a signé, samedi 5 janvier, un décret sur la réforme agraire prévoyant notamment de multiplier les exploitations agricoles en dehors du système collectivisé. Le terme de « propriété privée » n'est toujours pas mentionné dans le texte, alors que le principe a déjà été voté par le Parlement russe de M. Boris Eltsine.

M. Eltsine a révélé le même jour que la « guerre des budgets » se poursuivait toujours, contrairement à ce que le président soviétique avait suggéré jeudi dernier en affirmant qu'il avait obtenu des Républiques un accord de principe sur la façon de répartir leurs contributions au budget fédéral.

Dans des déclarations citées par l'agence non-officielle Interfax, M. Eltsine a affirmé qu'il ne « portait pas l'optimisme » de M. Gorbatchev sur la prochaine signature d'un accord économique pour 1991. En ce qui concerne la Russie, qui contribuait pour plus de moitié aux dépenses fédérales, elle se refuse toujours, selon M. Eltsine, à verser « les 27 milliards de roubles supplémentaires » que réclame le Kremlin. Elle en offre cependant déjà 78, alors qu'elle n'en proposait que 24 au départ, selon le ministre des finances fédéral, M. Valentin Pavlov.

Il s'agit donc déjà d'un rapproche-

ment, mais M. Eltsine affirme toujours que le déficit pour l'année comptée par de nouvelles réductions du budget militaire. Le marchandage porte en outre sur la composition du nouveau cabinet des ministres fédéral. M. Eltsine a indiqué en effet qu'il « doutait » que M. Gorbatchev retienne ses propositions.

Le programme de réforme agraire annoncé par M. Gorbatchev prévoit la distribution de 3 à 5 millions d'hectares de terres « aux fermiers, aux coopératives, à des bailleurs et aux citoyens ». Ces terres doivent être inventoriées, avant l'été, parmi celles qui sont « actuellement mal utilisées », précise le décret publié six ans après le début de la perestroïka. Il n'est pas précisé si elles seront offertes ou vendues. Le texte « recommande » toutefois aux divers Parlements de favoriser le développement des lopins individuels accordés « en bail ou en exploitation à vie et transmissibles ».

Les exploitations des lopins individuels ne représentent actuellement que 3 % des terres arables, mais produisent plus de la moitié de certains légumes consommés en URSS. Le décret prévoit également la « possibilité de transformer les sovkhozes et kolkhozes en associations ou coopératives de production », mais il exclut leur « dissolution forcée ». (AFP, Reuters)

ALBANIE

202 prisonniers politiques ont été amnistiés

Les autorités albanaises ont satisfait, samedi 5 janvier, l'une des principales exigences de l'opposition en libérant 202 prisonniers politiques et en laissant espérer la libération de tous les autres. La décision a été prise lors d'une réunion du présidium de l'Assemblée populaire présidée par M. Ramiz Alia, numéro un du parti et de l'Etat albanais. Le présidium a demandé en outre aux autorités compétentes d'étudier la question de la grâce de toutes les autres personnes condamnées pour crime politique, agitation, propagande et désertion. La libération immédiate de tous les détenus politiques était l'une des exigences du Parti démocratique, mouvement né le

12 décembre après la décision du président Ramiz Alia d'autoriser les partis d'opposition. La décision de samedi porte à 393 le nombre de prisonniers politiques libérés depuis juin. Des responsables de l'opposition ont fait remarquer que dans le passé les autorités communistes avaient affirmé que l'Albanie ne comptait que 85 prisonniers politiques. De violents affrontements se sont produits vendredi à Lushnje, dans le sud du pays, à l'issue d'un rassemblement organisé par le Parti démocratique, les policiers ayant tenté d'empêcher les manifestants de se prendre aux bâtiments du Parti communiste. A Korça, dans le sud-est du pays, les forces de l'ordre

auraient aussi frappé des contestataires qui avaient interrompu un meeting du Parti communiste. Un enfant aurait d'autre part été légèrement blessé dimanche par l'explosion d'une bombe au cours d'un rassemblement du Parti démocratique à Vlorë, port du sud de l'Albanie.

Quatre Albanais ont en outre été blessés par balles à la frontière avec la Yougoslavie par des gardes-frontières qui auraient été attaqués à coups de pierre. Samedi est sorti le premier numéro du journal de l'opposition, *Renaissance démocratique*. Tiré à cinquante mille exemplaires, le journal a été épuisé en quelques heures. (AFP, Reuters)

POLOGNE : la présentation du gouvernement

M. Bielecki met l'accent sur les privatisations et le passage à l'économie de marché

« Un gouvernement à moitié nouveau », titrait, lundi matin 7 janvier, le quotidien *Gazeta Wyborcza* en commentant la composition du cabinet présenté samedi au Parlement par le premier ministre, M. Jacek Kuron. De fait, huit des dix-neuf nouveaux ministres faisaient partie de l'équipe dirigée par le premier ministre sortant, M. Tadeusz Mazowiecki.

Parmi les personnalités maintenues en fonction, on relève, bien sûr, M. Balcerowicz, qui, seul à avoir le titre de vice-premier ministre, fait véritablement figure de numéro deux du gouvernement, le ministre des affaires étrangères, M. Skubiszewski, et son collègue de la défense, Pawel Kolodziejczyk. D'une certaine manière, M. Bielecki, sous l'influence du président Lech Walesa, joue donc la continuité, ce qui lui a déjà attiré les foudres des élus paysans, mécontents de voir promu au rang de ministre de l'Agriculture un vice-ministre sortant, M. Adam Tanski.

A l'exception de M. Balcerowicz cependant, l'équipe chargée de l'économie est entièrement renouvelée. Ce choix confirme la volonté de M. Walesa de poursuivre la politique économique de transition vers l'économie de marché connue sous le nom de « programme Balcerowicz », tout en en modifiant certains aspects.

C'est aussi la ligne que défendait, avant l'élection présidentielle, le Congrès libéral-démocrate, petit parti auquel appartient M. Bielecki (le Monde du 8 décembre) et qui fournit deux autres ministres responsables de l'économie, M. Lewandowski pour les privatisations et M. Glapinski pour la

construction. « Les changements n'ont pas jusqu'ici apporté de résultats complets », déclare le premier ministre dans son discours-programme devant la Diète. « Je voudrais que ceux qui avaient de l'espoir ne le perdent pas, et que ceux qui n'avaient pas d'espoir puissent en avoir ».

Le plan Balcerowicz va être aménagé de manière à produire des résultats concrets dans les secteurs les plus sensibles pour la population : logement, transports, télécommunications. L'accent est mis sur les privatisations, avec un ministère qui devient celui des « transformations de la propriété », pour souligner qu'il s'agit bien d'un changement de système économique.

Des « praticiens » du marché

La Pologne est, a rappelé M. Bielecki, « le seul pays post-communiste à avoir passé le premier stade critique sur la voie de l'économie de marché. La réforme doit être placée dans les mains de praticiens du marché ». Il faut, a-t-il ajouté, encourager au maximum toutes les initiatives privées ; ainsi, « la politique sociale d'Etat doit être appuyée par des initiatives extra-gouvernementales ».

Devant une assemblée assez réservée, M. Bielecki a confirmé que son gouvernement entendait rester en fonction que jusqu'aux prochaines élections législatives, sur la date desquelles il n'a apporté aucune précision ; elles sont théoriquement prévues pour le printemps.

Dans cette optique, il a demandé que le nouveau cabinet soit perçu non pas « en termes de compétition

pour le pouvoir, mais dans l'intérêt commun d'un Etat moderne et démocratique ».

La répartition politique des postes ministériels traduit d'ailleurs une certaine volonté d'équilibre : le successeur de M. Jacek Kuron au ministère du travail, par exemple, le jeune Michal Boni, est un ancien dirigeant syndical sympathisant de M. Mazowiecki.

On retrouve plusieurs anciens de Solidarité (le ministre de la justice, leader de l'Union chrétienne-démocrate, en fut l'un des conseillers juridiques), aux côtés de nouveaux venus, comme ceux du Congrès libéral-démocrate ou de l'Entente du centre (M.M. Eysymont et Zabinski).

Enfin, la classe politique de Gdansk est largement représentée, notamment par le ministre de l'intérieur, qui était jusqu'ici le commandant adjoint de la police dans la ville de M. Walesa.

SYLVIE KAUFFMANN

Retour de M. Tyminski. - M. Stanislaw Tyminski, rival mal-aimé de M. Lech Walesa au deuxième tour de l'élection présidentielle polonaise, le 9 décembre dernier, est rentré vendredi 4 janvier à Varsovie. M. Tyminski, quarante-deux ans, qui est en instance de procès pour diffamation envers l'ancien premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, avait quitté la Pologne le 12 décembre après avoir versé une caution de 100 000 dollars réclamée par la justice polonaise. (AFP)

TURQUIE

Les forces de sécurité bloquent la marche des mineurs

Les forces de sécurité turques, équipées de canons à eau et de bulldozers, ont bloqué dimanche 6 janvier près de 50 000 mineurs des houillères en grève, qui avaient entrepris vendredi une marche de 250 kilomètres sur Ankara pour appuyer leurs revendications salariales. Les mineurs sont partis à pied de leur ville d'origine, Zonguldak sur la mer Noire, et comptent manifester devant les portes du palais présidentiel dans la capitale. Ils ont passé la soirée de samedi dans la ville de Mengen, à 56 kilomètres au sud de Zonguldak, mais n'ont pu ensuite faire que 12 kilomètres et se sont vus arrêtés par deux bulldozers, un canon à eau, un véhicule blindé et des cordons de policiers anti-émeutes.

Le syndicat a rejeté la semaine dernière une proposition gouvernementale concernant une hausse de 250 % des rémunérations. Les mineurs ont repris leur marche vers Ankara samedi après l'échec de quatre heures de discussions entre les responsables du syndicat et le premier ministre, M. Yildirim Akbulut. (Reuters)

La composition du cabinet

Voici la liste des ministres désignés, samedi 5 janvier, par le chef du gouvernement polonais, M. Jacek Kuron. Chacun d'entre eux doit être entendu par les commissions parlementaires d'ici à vendredi, date à laquelle le gouvernement sera soumis à l'approbation de la Diète dans son ensemble.

- M. Leszek Balcerowicz, vice-premier ministre et ministre des finances (sortant).

- M. Michal Boni, ministre du travail et de la politique sociale.

- M. Wieslaw Chrzastowski, ministre de la justice.

- M. Jerzy Eysymont, président de l'Office central du plan, avec rang de ministre.

- M. Adam Glapinski, ministre de la construction et du développement régional.

- M. Robert Glesbocki, ministre de l'éducation nationale.

- Vice-amiral Piotr Kotodziejczyk, ministre de la défense nationale (sortant).

- M. Dariusz Lądowski, ministre des relations économiques extérieures (vice-ministre sortant).

- M. Janusz Lawandowski, ministre des transformations de la propriété.

- M. Henryk Majowski, ministre de l'intérieur.

- M. Maciej Nowicki, ministre de l'environnement (vice-ministre sortant).

- M. Marek Roatworowski, ministre de la culture.

- M. Krzysztof Skubiszewski, ministre des affaires étrangères (sortant).

- M. Wladyslaw Sidorowicz, ministre de la santé.

- M. Jerzy Szek, ministre des communications (sortant).

- M. Adam Tanski, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (vice-ministre sortant).

- M. Eweryt Waligorski, ministre des transports (sortant).

- M. Andrzej Zawislak, ministre de l'industrie.

- M. Krzysztof Zabinski, ministre, chef de l'Office du conseil des ministres.

AFRIQUE

MALI : sous l'égide de l'Algérie

Le gouvernement a signé un « accord de paix » avec les rebelles touareg

Les rebelles touareg et le gouvernement malien ont conclu un « accord de paix », dimanche 6 janvier, à Tamanrasset, a annoncé la télévision algérienne. Celle-ci a précisé qu'un plan prévoyant un « régime spécial » pour la région de l'Adrar malien, équivalent à une « autonomie interne », aurait été approuvé par les deux parties. Elle n'a donné aucune indication sur le contenu de ce « plan ».

Cet accord de paix a été signé, sous l'égide de l'Algérie, par l'ambassadeur malien à Alger, M. Sinaly Koulibaly, et par un jeune chef de guerre touareg, M. Tyad Ag Ghali, au nom du Front populaire de libération de l'Azawad. Celui-ci accusait le gouvernement de Bamako, dominé par les Noirs du sud, de discrimination à l'égard des Touareg et réclamait la fin du régime militaire dans l'Adrar des Iforas et l'autonomie de gestion.

En juin, les rebelles touareg avaient attaqué le poste de police de Menaka, dans l'est du Mali, causant la mort de quatorze personnes. L'armée

malienne avait alors conduit une vigoureuse offensive, suivie par une nouvelle attaque rebelle, en septembre, qui avait fait quelque deux cents morts dans les rangs de l'armée, près de Bouressa. Cette flambée de violence s'était traduite par un exode de plusieurs centaines d'« hommes bleus » vers l'Algérie.

Les chefs d'Etat de l'Algérie, de la Libye, du Mali et du Niger, lors d'un sommet, en septembre à Djinet en Algérie, avaient notamment prévu le renforcement du contrôle aux frontières et des mesures pour faciliter la « réintégration et la réinsertion » des réfugiés touareg dans leur zone d'origine. Les ministres de l'intérieur du Mali, du Niger et de l'Algérie s'étaient rencontrés, en novembre, à Gao au Mali, en l'absence de la Libye. Un nouveau sommet entre les quatre pays était prévu en février à Tawa, au Niger. La radio malienne a indiqué que l'accord de Tamanrasset mettait fin « immédiatement » aux hostilités dans le nord-est du pays, non loin de la frontière algérienne. Ces hostilités

avaient, selon de bonnes sources, causé la « disparition » d'environ un millier de personnes, civiles et militaires. Amnesty International avait dénoncé la répression dont étaient victimes les Touareg au Mali.

Le Mali et le Niger - où, au printemps dernier, le gouvernement s'était livré à une très dure répression contre les Touareg après l'attaque de la sous-préfecture de Tchén-Tabardien - ont,

à plusieurs reprises, accusé la Libye de manipuler et d'armer les « hommes bleus » pour « déstabiliser » leurs régimes. Ils soupçonnaient Tripoli de ne pas avoir renoncé à son vieux rêve de créer, sous son égide, un « Etat saharien », rassemblant l'ensemble de la communauté touareg, estimée à environ un million de personnes et qui a conservé sa propre langue et sa propre écriture. (AFP)

ZAIRE : arrestation de plusieurs officiers supérieurs. - Plusieurs officiers supérieurs seraient placés en état d'arrestation, depuis le 19 décembre, à la cité de POUA à Kinshasa, a-t-on appris de bonne source. La ligue zairoise des droits de l'homme indique que ces arrestations auraient été opérées dans le cadre d'une enquête menée par la sécurité militaire. Parmi les officiers arrêtés figurerait l'amiral Lomponda Wa Botende, ancien chef d'état-major général des forces armées. (AFP)

MAROC : soixante-sept nouvelles condamnations. - La cour d'appel de Fès a condamné, samedi 5 janvier, soixante-sept personnes à des peines allant de dix ans à un mois de prison ferme ; dix-huit autres prévenus ont été acquittés. Ces personnes avaient été arrêtées dans cette ville lors des violences ayant accompagné la grève générale du 14 décembre. Elles étaient accusées notamment de « troubles à l'ordre public, actes de vandalisme et de pillage, atteinte aux biens publics et aux biens d'autrui ». (AFP)

Rejoignez ceux qui exportent partout dans le Monde

- École Supérieure du Commerce Extérieur
- Enseignement supérieur privé
- 4 années d'études dont 12 mois de stage en France et à l'étranger (USA et CEE)

PALMARÈS DU MOCI
Meilleur des Centres
internationaux du 12/3/90

ESCE : 3^e
(Classement des écoles
100% internationales)

SALAIRES
JEUNES DIPLOMÉS
L'Expansion du 17/5/90

ESCE : 143.000 F
(Salaire annuel
brut médian)

- Diplôme Homologué au Niveau II
(Cadres, Cadres Supérieurs)
par Arrêté Ministériel

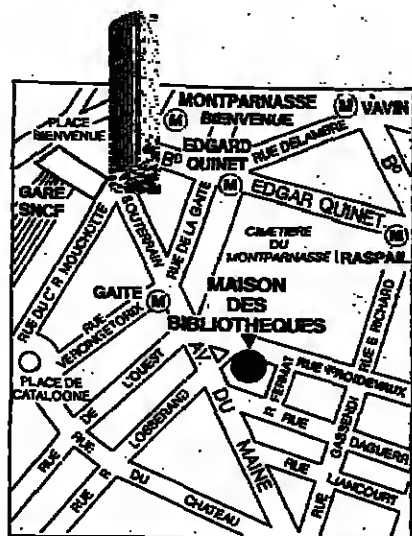
esce
la référence

63, rue Ampère 75017 Paris - Tél. : (1) 47 63 36 55 - 42 27 99 37
3617 CODE ECOI • ESCE

Jeudi 10/15

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e



ET DANS NOS
30
MAGASINS

A PARIS

61, rue Froidevaux - 75014

"en Montparnasse" (à 300 m de la gare)

Ouvert le lundi de 14 h à 19 h 30 et

du mardi au samedi inclus de 9 h 30 à

19 h 30 sans interruption.

RER: Denfert-Rochereau - Métro: Denfert-

Rochereau - Gâté - Edgar-Quinet - Bus:

28, 38, 58, 68 - SNCF: Gare Montparnasse.

ARPAJON 91290: 13, Route Nationale 20 (200 m

avant la sortie Arpaçon-centre). Tél.: 64.80.05.47.

VERSAILLES 78000: 64-70, rue des Chantiers.

Tél.: 39.53.66.69.

SHARVITZ 64290: 11, rue des Halles. Tél.: 50.24.05.74 - BORDEAUX 33000: 11, rue Boul-

ferd. Tél.: 56.44.39.42 - BRIVE 19100 (Point

Expo): 30, rue Louis-Lafayette. Tél.: 56.74.07.32 -

CHATEAUBRIANT 45000: 13, rue de la République.

Tél.: 54.07.21.22 - CLERMONT-FERRAND 63000:

22, rue G. Clemenceau. Tél.: 73.93.97.05 - NANTES

44000: 100, rue de la République. Tél.: 80.45.02.45 -

PARIS 75000 (Point Expo): 11, rue de St-

Herminette. Tél.: 94.67.33.35 - RENNES 35000:

30, rue de la République. Tél.: 76.42.56.73 -

LYON 69000: 68, rue de la République. Tél.: 20.55.88.39 -

LIÈGE 4000: 57, rue de la République. Tél.: 55.70.15.42 -

LYON 69000: 4, rue de la République (entre Hôtel de Ville/Louis-

Pradet). Tél.: 78.28.38.51 - MARSEILLE 13000:

109, rue Paradis (métro Estrogne). Tél.: 91.37.60.54 -

MONTPELLIER 34000: 6, rue de la République

(près gare). Tél.: 67.58.18.32 - NANCY 54000:

8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél.: 83.32.84.84 -

MARTES 44000: 61, rue Gambetta (près rue

Coulmiers). Tél.: 49.74.53.53 - NICE 06000:

2, rue Offenbach. Tél.: 93.88.94.53 -

ORLÈANS 45000: 13, rue de la République. Tél.: 88.58.73.78 -

TOULOUSE 31000: 1, rue des Trois-Rivières (près place

St-Sernin). Tél.: 61.22.92.40 - TOURS 37000:

5, rue Henri-Barbusse (près des halles). Tél.: 47.38.63.66.

Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.

• CÉDITS PERSONNELS (après acceptation de crédit)

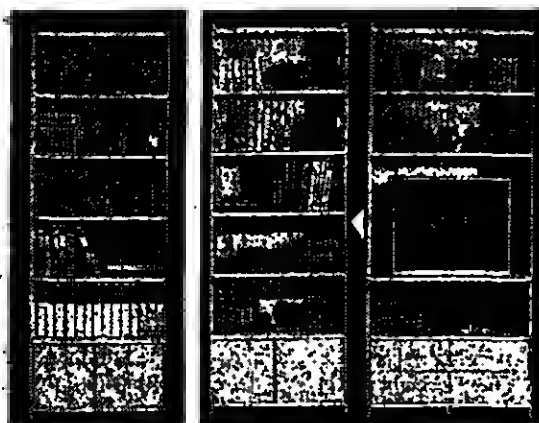
• DEVIS GRATUITS • EXPÉDITIONS FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE • RETOUR EN CAS DE NON CONVIANCE.

La maison des Bibliothèques

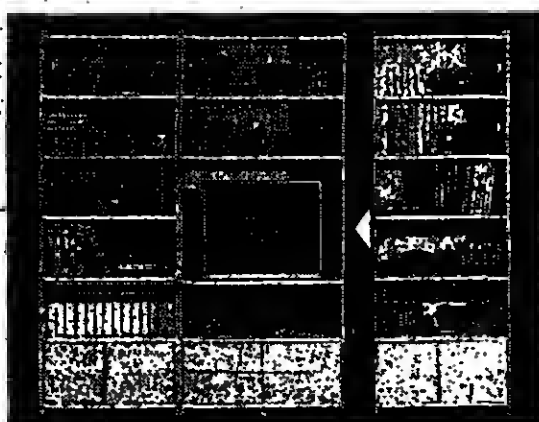
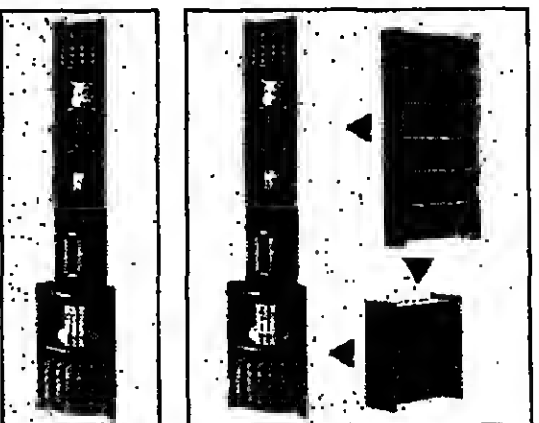
61, rue Froidevaux - 75014 Paris

Tél.: 43.20.73.33

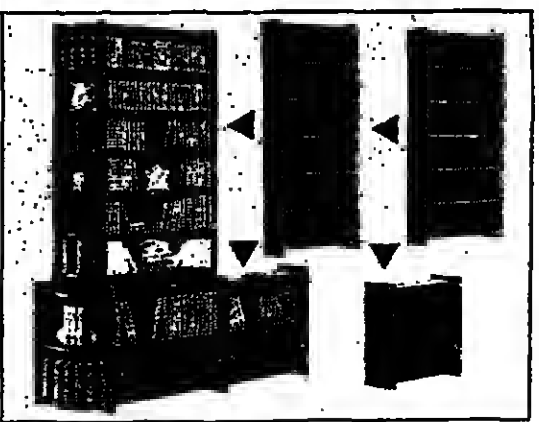
présente en permanence le plus grand choix de
BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®
pouvant former des ensembles à la mesure
de vos besoins, de votre espace, de votre budget



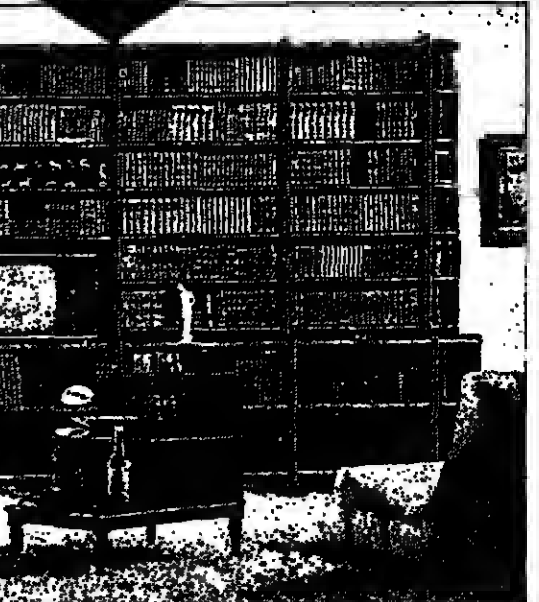
PAR SIMPLES
JUXTAPOSITION
ET
SUPERPOSITION



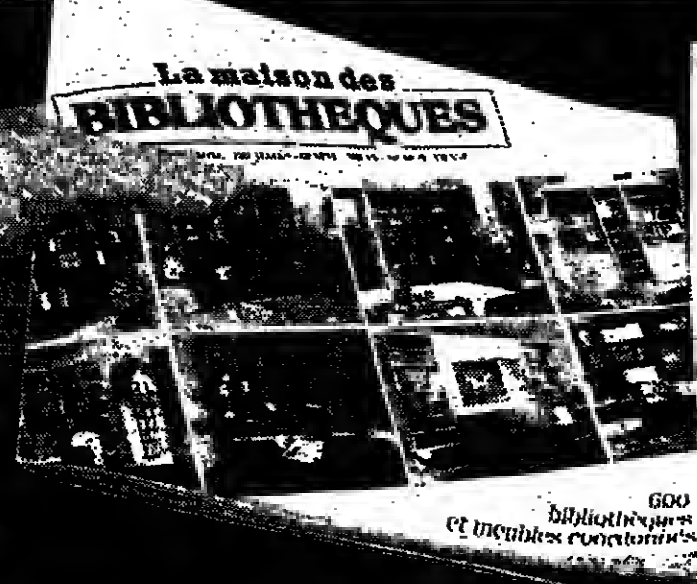
SANS FIXATION MURALE
DONC
AISEMENT DEMONTABLES
DEMEGEABLES A VOLONTE
ET AGRANDISSABLES
AU FIL DU TEMPS
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en frêne
clair, composée de 6 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque
avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en ac-
jou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne
"STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis
plus de 30 ans.



DEMANDE DE CATALOGUE
24 H/24 SUR ENREGISTREUR
☎ (1) 43.20.73.33



NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

J'aimerais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma
part votre catalogue: 92 pages toutes en couleurs, avec photos,
dimensions, teintes et essences, la contenance et le prix précis de
chaque modèle. Merci. (1058)

☐ M. ☐ Mme NOM PRÉNOM

☐ Mlle

ADRESSE

CODE POSTAL | | | | VILLE

PROFESSION TEL.

Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

POLITIQUE

La situation en Corse

M. Juppé reproche à M. Mitterrand une « erreur totale de jugement »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a affirmé, dimanche 6 janvier, au Forum de Radio-Montecarlo et de l'Express, que « la Corse est, aujourd'hui, en état d'urgence », qu'il n'y a plus de pouvoir d'Etat réel et que le président de la République est « responsable de ce qui se passe en Corse », car il a fait « une erreur totale de jugement ». Quant à M. Pierre Joxe, il a « perdu toute crédibilité dans ce qui est aujourd'hui une tragédie », a ajouté le député RPR de Paris, en précisant : « Le problème corse n'est pas un problème institutionnel, il ne s'agit pas de changer de

statut. C'est, avant tout, un problème économique. » M. Juppé a conclu : « 1987 est une année où il y a eu beaucoup plus d'attentats (...). En 1987, il y a eu beaucoup d'attentats. » Oui, mais pourquoi ? Parce que le gouvernement de M. Jacques Chirac (...) se battait contre les terroristes.

M. Michel Noir, maire de Lyon, démissionnaire du RPR, a affirmé, dimanche, au « Grand Jury RTL-Le Monde », que la Corse « n'a pas besoin d'un nouveau statut » et que l'Etat « se considère complètement

quand il donne l'impression de s'arranger avec les uns ou avec les autres ». Pour M. Noir, « la stratégie qui a consisté, depuis dix ans, à traiter avec une infime minorité a été une erreur », car les intentions de cette minorité « ne sont pas forcément républicaines et démocratiques ». M. Noir juge qu'il faut, maintenant, « redonner confiance » à 99 % des Corse, qui ne sont pas d'accord avec une telle dérive.

La fédération de Haute-Corse du PS juge, de son côté, qu'« en l'état actuel des choses il n'y a pas de politique de réchange » à la politique Joxe

« et, en tout cas, certainement pas [dans ce] prétendu recours à un quelconque état d'urgence ou encore à un retour à la situation répressive qu'a connue l'île en 1986-1988 ».

[L'argumentation de M. Juppé est pour le moins originale. Le RPR attribue, jusqu'ici, les attentats récents au laxisme du gouvernement, chose qui est justifiée en son - par ailleurs logique. Son secrétaire général affirme, aujourd'hui, que s'il y a eu des centaines d'attentats en 1987 et deux gendarmes tués en août 1987 et mars 1988, c'est parce que le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Charles Fassin, était, lui, contre le terrorisme.]

L'année du doute, l'année des risques

Suite de la première page

Cette difficulté propre à la gauche intervient en outre dans un contexte de forte répulsion à l'égard de la vie politique et de ses acteurs, qui pourrait fort bien se transformer en un rejet pur et simple des gouvernants : le mot d'ordre « Sortez les sortants » a toujours caractérisé les périodes de poujadisme actif. Or les « sortants » en question sont là depuis dix ans !

Le « doute » ayant été dûment constaté, il est urgent d'agir. Quitte à remettre en cause les deux méthodes qui ont prévalu depuis le début de ce septennat, celle de M. Rocard comme celle de M. Mitterrand.

La première, fondée plus sur la cooptation que sur la décision, n'a manifestement plus l'efficacité de ses débuts. Quant au syncrétisme présidentiel, qu'il s'agisse du célèbre « ni, ni » ou de sa version positive, conjuguée au rythme des conflits sociaux (à savoir : « il faut tenir compte des exigences des salariés, sans oublier les contraintes de l'économie »), ou bien encore : « il faut satisfaire les lycéens sans méconter les professeurs », etc.), il risque lui aussi d'être inopérant au regard des devoirs qui attendent le pouvoir sur les quatre principaux terrains d'action qui s'offrent à lui.

1) La crise du Golfe. - Jusqu'à présent, le président a réussi à tenir l'opinion par un subtil dosage de fermeté et de prudence. La France de M. Mitterrand est bel et bien engagée aux côtés de ses alliés. Mais elle n'est pas alignée sur le « va-t-en-guerre » de quelques-uns, comme elle le témoignait non seulement les initiatives françaises, mais aussi

le fait qu'un homme du président ait été en charge de la plus spectaculaire d'entre elles. Tout change, bien sûr, dès lors qu'un conflit se déclenche. Comme le dit M. Mitterrand, il faudrait alors « assumer les conséquences des décisions que l'on prend ». L'opinion peut fort bien coller à la position présidentielle, par réflexe de solidarité occidentale, surtout si la coalition réunie sous l'égide des Nations unies est victorieuse. Cette même opinion peut, à l'inverse, voler au secours d'une contestation (« Cette guerre n'est pas la nôtre ») qui est jusqu'à présent restée limitée à des cercles militants. Le problème est qu'il n'est vraisemblablement épuisé toutes les cartes qui étaient à sa disposition et que, passée la limite du 15 janvier, le président n'aura plus guère de marge de manœuvre.

2) La situation en Corse. - La première urgence est évidemment celle du rétablissement de l'autorité de l'Etat au regard de deux critères simples : la paix civile et la capacité de la police et de la justice à retrouver et à punir les auteurs des crimes qui ont endeuillé l'île. Mais, au-delà, le choix, grossièrement, est soit celui d'un traitement « néo-caldésien » de la crise, solution qui paraît être celle de M. Joxe, mais qui se heurte à l'émiettement de la société corse, soit celui d'un traitement « breton », c'est-à-dire purement policier, de cette même crise : à l'évidence, M. Pasqua, dont la stratégie répressive entre 1986 et 1988 a pourtant rien résolu, continue de confondre le FLNC avec le FLB. Quoi qu'il en soit, il est urgent de rendre lisible par l'opinion le traitement du problème corse.

Le gouvernement devra se

Les policiers croient à la piste locale dans l'assassinat de Soveria

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Le calme est revenu. Dimanche, les Ajacciens ont défilé les olives, les ambrassades et l'apéritif sur les terrasses ensolées de la place du marché. Le soir, ils se sont retrouvés dans les traditionnels embouteillages des retours du village, c'est-à-dire de la montagne. Samedi, les grévistes de l'aéroport de Bastia avaient mis fin à l'occupation d'un Boeing 727 d'Air France en évacuant l'appareil sans violence, très entourés par les gardes mobiles et un public venu les encourager dans un conflit qui en était, lundi 7 janvier, à son trentième jour de grève. Les policiers, eux, n'ont pas eu d'autre choix que de mettre les bouchées doubles dans les enquêtes sur les derniers assassinats qui ont secoué l'île.

Agissant sur commission rogatoire de M. Jean-Pierre Rousseau, juge d'instruction au tribunal de Bastia, la police judiciaire a multiplié les auditions et les perquisitions dans le village de Soveria (Haute-Corse) où a été assassiné, lundi 31 décembre, son maire, Paul Mariani, qui occupait, par ailleurs, les fonctions d'attaché parlementaire de M. François Douhin, ministre délégué au commerce et à l'artisanat. Ces initiatives confirmeraient la piste locale d'un règlement de compte dans ce village de soixante

habitants, déchiré par des contentieux électoraux et par des conflits liés aux récentes tentatives du maire de faire respecter la réglementation qui s'imposait à Soveria, site classé.

Mais, si les enquêteurs ont une idée assez précise sur le mobile du crime et sur ses éventuels commanditaires, il leur reste le plus difficile : trouver des preuves. Le dénouement de l'affaire pourrait toutefois être imminent, espère-t-on du côté policier. Il n'en est pas de même dans l'enquête sur l'assassinat de Lucien Tirroli, le président de la chambre d'agriculture, tué le 19 décembre par un motard. Si les policiers ont retrouvé, vendredi 4 janvier, la Yamaha noire abandonnée au col de Saint-Antoine, à la sortie d'Ajaccio, celle-ci n'aurait pas fourni d'indices éloquentes.

Les policiers demeurent encore prudents pour établir un lien entre ce crime et les trois assassinats qui l'ont précédé, dont celui de Charles-Antoine Grossetti, maire de Grossetto-Prugna, malgré un mode d'exécution semblable, à la « sicillienne ». Dans cette région, située au sud du golfe d'Ajaccio, les enjeux immobiliers et la guerre de territoires à laquelle se livrent les racketteurs semblent plutôt brouiller les pistes qu'éclaircir l'esprit des enquêteurs.

On a appris, cependant, que des membres du RAID (Recherche assistance intervention, dissuasion, le

groupe d'élite de la police nationale) avaient été dépêchés sur l'île avant la nuit bien programmée par la branche dite historique du FLNC. Mais leur mission était d'intervenir sur d'autres projets d'attentats, pour une fois éventuels, qui n'ont finalement pas eu lieu. Ils ont regagné Paris dans la journée de vendredi.

« A droga

basta »

Pour la PJ d'Ajaccio, une nouvelle tâche vient de s'ajouter aux précédentes : identifier qui se cache derrière le groupe « A droga basta ». Se réclamant du mouvement nationaliste, une vingtaine d'hommes en treillis, armés et cagoulés, ont réitéré, vendredi soir, devant les caméras de FR3, des menaces déjà formulées par communiqué de presse (le « Monde » du 6 janvier). Revendiquant trois attentats à l'explosif, commis contre une pharmacie, un restaurant et le domicile d'un particulier à Ajaccio, l'organisation a promis de mener « dans la clandestinité son combat contre les trafiquants de stupéfiants afin d'échapper aux pressions politiques qui ne manqueront pas de se manifester dans le cadre de la législation. A partir de janvier, nos actions se concentreront avec dureté partout où il sera possible d'opérer. Pour certains petits vendeurs isolés de drogues dures, nous emploierons une mise en garde énergique, dans un premier

temps. Quant aux revendeurs de drogues dures, nous serons sans pitié : la mort sans pitié ». A droga basta signifie : « En laissant libre cours aux pourvoyeurs de drogues, le pouvoir colonial actuel tend à endormir le peuple, car il est plus facile d'être en face d'une jeunesse sans volonté et sans idéologie ».

La croisade antidrogue d'une fraction du mouvement nationaliste, dont l'influence reste à déterminer, n'est pas nouvelle. Le 2 janvier 1986, le FLNC avait revendiqué le meurtre de deux ouvriers tunisiens, inconnus des services de police mais soupçonnés par les nationalistes d'être « d'importants importateurs de drogues » (le « Monde » du 15 janvier 1986). L'enquête policière avait établi que les deux ouvriers s'étaient limités à vendre quelques barrettes de haschich dans la communauté maghrébine résidant en Corse.

Si le trafic de drogue semble aujourd'hui progresser sur l'île, il est difficile d'évaluer son ampleur. Une douzaine d'affaires, essentiellement du petit trafic de haschich, ont été enregistrées dans les statistiques de la police en 1990. Les services sanitaires n'ont constaté aucune mort par overdose dans la même année, indique-t-on à la préfecture de police.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

BIENVENUE C'GAUNIO

Ambassade

NIKITA

LA GLOIRE DE MON PÈRE

1990

Gaumont

Cinéma

السلامة

POLITIQUE

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Noir propose une réforme des institutions

Invité, dimanche 6 janvier, du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Michel Noir, candidat à l'élection législative partielle du Rhône (lire également page 40), a déclaré : « Les partis politiques sont occupés par les jeux et délices des querelles de personnes. » Pour le maire de Lyon, la « goutte d'eau qui a fait déborder le vase » a été le constat que « cette opposition, qui est une formidable machine à perdre depuis quelques années, ne semblait pas résolue à se renouveler, ni à faire l'union ». Le député démocratique du Rhône a ajouté : « Si l'on ne change pas le mode de scrutin en 1993, il n'y aura pas de majorité. Je suis partisan du mode de scrutin britannique, c'est-à-dire majoritaire à un tour, qui permet de déloger une

majorité. Cela n'est pas incompatible avec la représentation des minorités. On peut très bien concevoir que vingt ou trente sièges soient attribués, à la proportionnelle, aux candidats qui auraient franchi un certain cap, par exemple 30 % des suffrages exprimés. »

Pour M. Noir, « il faudrait que le Parlement français fonctionnât comme ceux des grandes démocraties, qui ont une plus grande autonomie par rapport à l'exécutif ». « Le Parlement français, estime-t-il, devrait travailler dix mois sur deux, le mardi, mercredi et jeudi. Pour mieux contrôler l'exécutif, il faut, non pas six commissions, comme c'est le cas actuellement, mais quatre, comme à la Chambre des communes, ou vingt

et une, comme au Bundestag, au vingt-quatre, comme au Congrès américain. »

Le maire de Lyon a ajouté : « On ne peut pas exercer plus de dix ans la fonction présidentielle. Un mandat de cinq ans, renouvelable une seule fois, c'est la sagesse. Il vaut mieux qu'il y ait concomitance entre l'élection du président de la République et celle de l'Assemblée nationale. » Il propose la création d'un poste de vice-président. « Il ne faut pas, en effet, si l'on explique, qu'une nouvelle élection présidentielle, intervenant avant la fin du mandat, puisse déboucher sur une disjonction politique avec la majorité parlementaire. Le vice-président accomplirait la durée du mandat qui reste jusqu'à l'échéance normale. »

Partir à point

par André Passeron

En soumettant à renouvellement son mandat de député et en quittant le RPR, M. Michel Noir a voulu provoquer un « électrochoc », pour « réhabiliter la politique ». Telle est la motivation qu'il a affirmée, dimanche 6 janvier, au « Grand Jury RTL-le Monde ». Il a aussi souligné qu'il demeure, évidemment, au sein de l'opposition. D'ailleurs, le maire de Lyon assure qu'une fois élu il ne créera ni un groupe parlementaire supplémentaire ni un parti nouveau. A moins qu'il ne fasse, alors, des émules plus nombreux que les deux députés qui l'ont suivi le 6 décembre dernier : M. Michèle Barzach à Paris et M. Jean-Michel Dubernard à Lyon.

Car M. Noir ne borne pas ses ambitions à devenir le député « non inscrit » de la deuxième circonscription du Rhône. Certes, il dément avoir une ambition présidentielle pour 1995, mais il est beaucoup moins catégorique pour le scrutin suivant. On peut facilement supposer que M. Noir prend date, prudemment, mais assez clairement. Ne va-t-il pas lancer, dans

les prochains jours, un véritable programme pour instaurer une « démocratie nouvelle » ? Au « Grand jury », il a déjà proposé une réforme institutionnelle tout élaborée, qui ne modifie pas les pouvoirs du président de la République et qui s'inspire, tout à la fois, de certaines conceptions de Georges Pompidou et de M. Michel Debré, de M. Jacques Chirac et de M. Pierre Mazeaud, également de MM. Laurent Fabius et Jean-Pierre Chevènement.

Au sein même du RPR, certaines de ces idées ont cours, bien qu'aucune réflexion d'ensemble n'y soit, pour le moment, conduite. Ce projet-là, en tout cas, ne pouvait justifier à lui seul que M. Noir claquant la porte du mouvement auquel il a toujours appartenu.

Sur la Corse, il tient des propos particulièrement sévères pour le pouvoir, que ne désavoueraient pas ses anciens « compagnons ». C'est sur l'Europe qu'il prend davantage de distance avec eux. Toutefois, lorsqu'il parle de « l'Europe des nations », alors que le RPR évoque « l'Europe des États », les nuances semblent minces.

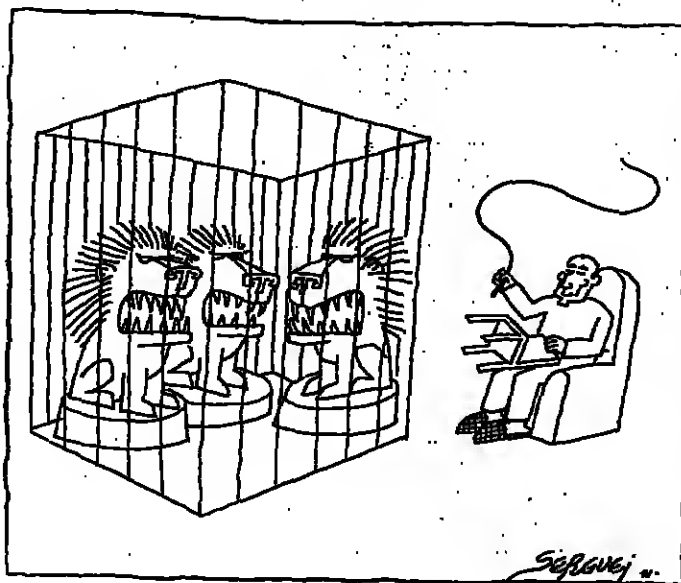
transports en commun de ces banlieues, à y développer les services, etc. L'électorat de gauche est d'autant moins préparé à ce discours que le « échec pour soi » de la déconne qui s'achève ne l'a pas plus épargné que d'autres électeurs.

4) L'avenir des retraites. — Là encore, il appartient au pouvoir socialiste de changer la notion de solidarité sur laquelle campe la gauche, en expliquant que les efforts d'aujourd'hui sont le gage des garanties de demain. La partie est évidemment électoralement délicate, ne serait-ce que parce que le PCF, toujours entre les mains de M. Marchais, y trouverait du « grain à moudre » ; et surtout parce que l'inquiétude n'est, si l'on ose dire, qu'à long terme, tandis que les sacrifices demandés le sont à très court terme. Sans aller jusqu'au libéralisme débridé auquel a paru s'abandonner M. Bérégovoy, la modification de notre système de retraites pourrait être le prochain grand chantier ouvert par le pouvoir, à condition que celui-ci soit convaincu que « gouverner, c'est prévoir ».

De tels changements, qui ne sont naturellement pas exclusifs du traitement des deux dossiers lourds et permanents que sont l'éducation et le chômage, seraient de nature à recréer une identité propre à la gauche et lui permettraient de sortir de la tenaille par le haut. A ce stade, ce tout cas, M. Rocard gagnerait à sortir de son silence coupable, qui lui tient lieu de stratégie de communication, pour s'engager dans une véritable pédagogie du changement. M. Mitterrand, quant à lui, gagnerait à accepter l'idée que sa Lettre à tous les Français de 1988 ne suffit plus, et que le temps est revenu de prendre des risques.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) M. Stoléru a coutume de décrire une France à trois vitesses, distinguant les « inclus », population parfaitement assise et intégrée à la complicité internationale, les « exclus », redoublés du RME, et la masse des « reclus », classes moyennes dont la situation singe



frayer un chemin entre les pressions de l'opposition, qui va probablement radicaliser sa position et contribuer ainsi à une radicalisation plus générale, et les nationalistes, qui sont sans doute prêts à lui faire payer cher un éventuel abandon d'une tentative politique courageuse, mais qui aurait dû s'accompagner plus tôt d'une affirmation du rôle de l'Etat dans tous les domaines de sa compétence.

3) L'état des banlieues. — Pour y faire face, le président a fait le choix de l'un des espoirs de la politique française, préférant parler sur un grand ministre plutôt que de s'appuyer sur un grand ministère : à charge pour l'heureux élu, M. Michel Delebarre, de dynamiser les initiatives locales et d'obliger les multiples administrations qui traitent de la ville à s'entendre, et ce rapidement. Le risque est ici permanent : au moindre nouveau dérapage dans l'un de ces quartiers à risques d'insécurité recensés, l'échec sera patent aux yeux de l'opinion, alors même que toute action en ce domaine demande du temps.

Mais l'enjeu réel va bien au-delà : en dehors, bien sûr, de l'essentiel, à savoir le maître de cette France des banlieues qui est peuplée des « reclus » chers à Lionel Stoléru (1), il y a là, pour la gauche socialiste, matière à engager une nouvelle révolution conceptuelle.

Le retour des logiques collectives

Et à résoudre par là même l'un des aspects de sa crise d'identité. La tâche du nouveau ministre d'Etat est en effet de faire comprendre à l'électorat de gauche et au Parti socialiste qu'il est temps de réhabiliter des logiques collectives, de passer d'un progrès conçu en termes d'acquis individuels (du type cinquième semaine de congés payés, retraite à soixante ans ou trente-neuf heures payées quarante) à un progrès adapté à des exigences d'intérêt général qui consistent par exemple à opérer des transferts de richesses des communes riches vers les communes pauvres, à améliorer prioritairement les conditions des

année du doute, année des risques

VENUEZ GAUMONT.

de

LUC BESSON
Atlantis

PATRICK BOUCHITEY
Lune Froide

LEOS CARAX
Les Amants du Pont-Neuf

STEPHEN FREARS
Les Arnaqueurs

JAMES IVORY
Mr & Mrs Bridge

GEORGES LAUTNER
Triplex

MAURICE PIALAT
Van Gogh

CLAUDE PINOTEAU
La Neige et le Feu

JEAN-MARIE POIRÉ
L'Opération Corned-beef

GABRIELE SALVATORES
Turné

ETTORE SCOLA
Capitaine Fracasse

comme ton cinéma.

1991

Gaumont



PARIS

Les 15, 16 et 17
janvier 1991

Unesco
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Séguir

Accès libre
et gratuit

Renseignements :
Tél. : (1) 47-00-59-24
du lundi au vendredi
de 9 h à 13 h

3 jours pour éclairer votre avenir professionnel :

Mardi 15 janvier :

Les assises de l'emploi : partager l'expérience

- 8 h 45 : accueil des participants
- 9 h 00 : ouverture par André Fontaine, directeur du journal *le Monde*
- 9 h 15 : introduction par Jean-Marie Dupont, directeur de la communication du *Monde* :
« Il y a dix ans, les années 90... »
- 9 h 45 : « La gestion prévisionnelle de l'emploi : de 3 ans à 15 jours »
 - Dominique Thierry, délégué général de Développement et Emploi
 - Jean-Claude Cros, directeur des relations du travail du groupe Thomson
 - Xavier Stefani, directeur des Ressources humaines de Cap Sesa
 - Giorgio Ferretti, General manager de la Banca Commerciale Italiana
 - Vincent Merle, consultant chez Bruhnes Consultants
- 11 h 30 : « Y a-t-il encore des partenaires sociaux ? »
 - Pierre Guillen, vice-président, délégué général de l'UIMM
 - Jean-François Colin, directeur des Ressources humaines de la SNCF
 - Bruno Trentin, secrétaire général de la CGIL
 - Yves Lasfargue, directeur du centre de recherche de l'IFG
 - Zigmund Tyszkiewicz, secrétaire général de l'UNICE
- 14 h 30 : « Les cohabitations dans l'entreprise : les jeunes et les anciens, les diplômés et les promus... »
 - Jean-Emmanuel Combes, associé, directeur des Ressources humaines de Price Waterhouse
 - René Lasserre, secrétaire général du CIRAC
 - Thierry Leroy, directeur des Ressources humaines des AGF
 - Guy Malhouitre, directeur adjoint à la direction du personnel et des affaires sociales de EDF
- 16 h 00 : Pause
- 16 h 15 : « Les ressources humaines et le recrutement dans le cadre des fusions-acquisitions »
 - Nicolas Bühler, directeur général adjoint de Bossard Consultants
 - Christian Brière de la Hosseraye, directeur des Ressources humaines de Bull
 - Yves Barou, directeur des Ressources humaines de Rhône-Poulenc - RORER
 - Michel Combe, directeur des Ressources humaines du groupe Concept
 - Martine Bidegain, directeur des Ressources humaines du groupe Thomson
- 17 h 45 : Conclusion

Entrée sur invitation

Mercredi 16 et jeudi 17 janvier :

Les Tribunes des entreprises :

AGF : des métiers et des styles
APPLE : l'entreprise apprenante, du développement de l'individu au développement de l'entreprise
BOSSARD CONSULTANTS : réussir dans le conseil : Bossard Consultants, groupe européen leader, présente un métier d'ouverture
Groupe BULL : des carrières européennes pour un défi mondial
CJDES : entreprendre pour des idées, travailler pour la solidarité... l'économie sociale
(Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale)
CRÉDIT LYONNAIS : la diversité des métiers dans un groupe financier international
EDF et GDF : deux entreprises à dimension internationale
ELF AQUITAINE : se préparer aux métiers de demain dans un grand groupe industriel
FRAMATOME : les technologies de l'essor, de la maîtrise du changement au développement des compétences
FRANCE TÉLÉCOM : les profils du changement
GEC ALSTHOM : nos métiers font avancer le monde : avec vous, nous ferons mieux encore
HEWLETT PACKARD : gérer la complexité, exigence et plaisir

Banque INDOSUEZ : l'opportunité de devenir expert dans une banque d'affaires internationale
LAFARGE COPPÉE : la place des commerciaux dans l'industrie
PRICE WATERHOUSE : quelle Europe dans la gestion des hommes ?
PROMODES : la gestion des cadres à haut potentiel : l'apprentissage du management
RHONE-POULENC : un groupe de 94 000 entrepreneurs : l'éthique de Rhône-Poulenc dans le management des Ressources humaines
SCHLUMBERGER : 50 000 personnes de 90 nationalités dans 100 pays : la place des hommes dans la gestion globale de l'entreprise
SUGOS : LES HOMMES : facteur de succès d'une société de services performante et innovatrice
SNCF : une gestion efficace des hommes, pour entreprendre et s'investir dans des projets ambitieux
SNECMA : être ingénieurs et techniciens aujourd'hui dans l'Aéronautique et l'Espace, pour quelles aventures du futur ?
THOMSON : gestionnaires des cadres, une nouvelle fonction au service du développement des carrières
TOTAL : pratiquer la gestion des ressources humaines à l'échelle internationale : la place de l'expatriation dans la carrière.

Les Forums de l'emploi :

- Les débats des universités et des écoles :
« Université-entreprise : le réconciliation » animé par Frédéric Gaussen, responsable du *Monde Initiatives*
« La dimension européenne dans la formation » animé par Frédéric Gaussen, responsable du *Monde Initiatives*
« Quelles réponses aux besoins de la formation continue ? » animé par Jean-Marie Dupont, directeur de la communication du *Monde*
« Les Bac + 2 » avec la participation de la MNEF, animé par Catherine Bédaride, rédactrice en chef adjointe du *Monde de l'éducation*
- Les débats SVP apporteront des réponses concrètes aux cadres et responsables des PME-PMI sur :
« Pourquoi choisir une PME-PMI pour faire carrière ? »
« L'expatriation »
- L'APEC, avec un débat sur le thème suivant : « Et si les cadres expérimentés avaient quelque chose à apporter aux entreprises ? »

Les portes de l'Action :

- Préparer l'avenir : 6 conseillers d'orientation seront présents pour aider les étudiants à mieux connaître les formations qui existent afin de préparer leur avenir
- Le kiosque aux stages : le CDTE et la MNEF proposent un kiosque spécialement consacré aux stages en entreprise pour toutes les formations et dans tous les domaines.
- Les conseils des experts aux cadres : pour les cadres ayant déjà une expérience professionnelle de 3 ans, des consultations individuelles et gratuites seront offertes par les cabinets de recrutement, sous l'égide du SYNTec et de la Chambre nationale syndicale des conseils en recrutement.
- 36.15 LM : mercredi 16 et jeudi 17, de 9 heures à 19 heures, le *Monde* met à votre disposition son service télématique emploi pour :
— laisser votre CV aux entreprises qui animent une tribune.
— consulter toutes les offres d'emploi parues dans le *Monde* depuis un mois.

14. **Faite d'ours** : le ours de la Côte d'Azur, le ours de la Côte d'Azur, le ours de la Côte d'Azur.

15. **Musiques** : le Coq d'or de Rimski-Korsakov, le Coq d'or de Rimski-Korsakov, le Coq d'or de Rimski-Korsakov.

16. **Korczak** : et l'acte à la distribution, et l'acte à la distribution, et l'acte à la distribution.

Les intempéries dans le nord de l'Europe

La tempête en Irlande et en Grande-Bretagne fait une trentaine de morts ou disparus

La très violente tempête qui a balayé l'Irlande et l'ouest de la Grande-Bretagne pendant le week-end dernier a provoqué la mort ou la disparition d'une trentaine de personnes, dont treize en Irlande. Les vents soufflaient à plus de 100 kilomètres à l'heure.

Sur la terre ferme, les victimes ont été tuées, soit par la chute d'arbres ou d'objets divers, soit électrocutés par des câbles électriques tombés sur le sol, soit par les énormes vagues qui, déferlantes sur les côtes, les ont entraînés dans la mer, soit balayés par des rivières devenues torrents furieux. En Irlande, les sept passagers d'un minibus sont morts, écrasés par un arbre qui est tombé sur leur véhicule.

En mer d'Irlande, c'est un cargo métais qui s'est retourné, dimanche 6 janvier dans la baie de Caernarvon, au nord du pays de Galles : sur les douze hommes d'équipage, deux ont pu être récupérés par un hélicoptère et leur état n'a nécessité qu'un bref séjour à l'hôpital. Malheureusement, quatre autres ont été retrouvés noyés et les six derniers sont portés disparus. Les recherches ont été aban-

données à 14 heures : les marins avaient pu enlever leur gilet de sauvetage, mais ils n'avaient pas de combinaisons de survie sans lesquelles tout séjour en eau froide est très rapidement fatal.

Après avoir balayé l'Irlande et l'ouest de la Grande-Bretagne, la tempête a continué sa course vers l'est, c'est-à-dire qu'elle a soufflé sur la mer du Nord où les services de ferries ont dû être suspendus en partie, les passagers potocotés étant avertis de ne tenter la traversée qu'en cas de nécessité absolue. Le centre météorologique britannique a annoncé la continuation de ces très mauvais temps cette semaine.

La météo a été moins catastrophique en France. Mais dans certaines régions, les cours d'eau ont continué à monter dangereusement. C'est le cas, en particulier, de l'Aisne, de l'Oise et de la Marne. En revanche, le haut cours de la Seine, le Doubs et la Saône ont amorcé leur décrue dans la journée du samedi 5 janvier. Mais les pluies du 6 janvier et celles qui sont prévues pour les jours prochains font craindre une remontée générale des cours d'eau.

Les Ardennes, pieds dans l'eau

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES
de notre correspondant

Cette fois, c'en est trop. Ça ne peut plus durer comme ça. De l'eau jusqu'à la taille, ça vieillit l'habitant de Wargny, une petite commune située en bord de Meuse à la périphérie immédiate de Charleville-Mézières, hésite entre la résignation, la désolation et le colère. Pourtant des inondations, il en a vu. Ici, depuis une quinzaine d'années, elles sont devenues un mal endémique.

Phénomène naturel ? Peut-être. Mais on accuse surtout des travaux successifs d'urbanisme menés sur le territoire de l'agglomération du chef-lieu ardennais qui, dit-on, ont contribué à perturber un peu plus chaque année le cours capricieux de la Meuse qui serpente à travers Charleville-Mézières. La commune de Wargny a commandé des études. Elle a envisagé la création d'un SIVU (syndicat intercommunal à vocation unique) avec Charleville-Mézières pour venir à bout du problème.

Les solutions progressent moins vite que les crues. Alors, une fois de plus, les villageois de Wargny ont dû, en catastrophe, surélever leurs meubles avec les moyens du bord et se réfugier à l'étage ou fuir leur domicile envahi par les eaux. Pour aller se ravitailler, ceux qui ont choisi de rester ne se déplacent plus qu'en barque dans des rues recouvertes d'un mètre d'eau, voire plus.

Mais aujourd'hui, Wargny n'est plus seule confrontée à ce genre de difficultés. En quelques heures, tous les cours d'eau du département des Ardennes ont quitté leur lit, inondant des milliers de hectares et de rez-de-chaussées, coupant des dizaines d'axes routiers. Les records des années de référence - 1955 et 1984 - ont été pulvérisés et l'on parle volontiers de crue du siècle.

Des centaines d'ouvriers en chômage technique

Dans le quartier de Mézières, dimanche 6 janvier, le niveau de la Meuse a dépassé 5,30 m, alors que le cote d'alerte est fixé à 3,50 m. A Charleville-Mézières, on ne compte plus les quartiers inondés et l'une des principales artères de la ville a même été interdite à la circulation.

Dans de nombreuses rues, on a installé des passerelles de bois afin de permettre aux riverains d'accéder à leur domicile.

Si aucune victime n'est à déplorer, les pompiers, secondés par les militaires du 3^e régiment du génie, stationné à Charleville-Mézières, ont multiplié les interventions, notamment pour porter secours à des personnes isolées, âgées ou handicapées, prisonnières chez elles.

Ils ont même été contraints d'écarter en barque sur les lieux d'un incendie qui s'était déclaré dans une grange attenante à des habitations construites par les flots. La situation s'est particulièrement dégradée en surlendemain de Charleville-Mézières, dans la vallée de la Meuse industrielle.

Les conséquences économiques de ces soudaines inondations seront lourdes. De nombreuses usines ont cessé leurs activités et des centaines d'ouvriers ont été placés en chômage technique.

M. Pierre Sergeant, le patron des Ateliers des Javelles, une forge de Bogny-sur-Meuse, qui emploie cent cinquante salariés, déjà paralysés pendant trois semaines lors de la dernière crue de 1984, a appelé publiquement le conseil général des Ardennes à la rescousse pour l'aider à financer « un transfert définitif de son entreprise dans une zone hors d'eau ».

Il dénonce au passage un certain laxisme : « Le lit de la Meuse n'est plus dragué depuis des décennies et les barrages qui sont censés régulariser son cours datent de la première guerre mondiale ».

Comble d'ironie, les pompiers ont également dû ravitailler en barque plusieurs petites communes de cette vallée, complètement inondées et isolées : elles manquent... d'eau potable. Dimanche soir, une lente décrue s'amorçait.

Mais les dégâts risquent de se révéler fort importants à l'heure du bilan. Le président RPR du conseil général, le sénateur Jacques Sourdis, a déjà annoncé la création d'un premier fonds d'urgence départemental d'un montant de 1 million de francs, qui sera mis à la disposition des maires des communes les plus éprouvées.

Il a par ailleurs réclamé auprès du préfet que certaines zones soient déclarées en état de catastrophe naturelle.

JEAN DUAUT

A Vallauris, un fort rasé sans autorisation

« On n'arrête pas les millions »

Un nouveau scandale immobilier touche la Côte d'Azur et la défense de l'environnement. Sans autorisation, un promoteur a rasé le sommet d'une colline et démolit une batterie militaire dans un site protégé, aux confins des communes de Cannes et de Vallauris (Alpes-Maritimes), pour y édifier une résidence de loisirs destinée à une clientèle aisée. La construction a été stoppée, alors que le gros œuvre était achevé. Reste à savoir si la justice ordonnera ou non la démolition. Et si celle-ci sera effectivement exécutée.

CANNES

de notre correspondant régional

« Désolé, mais on n'arrête pas les millions. » L'instigateur de l'opération, M. René Cruz, un industriel originaire du Sud-Ouest, n'a guère dissimulé son jeu à ceux qui se plaignent de ses agissements. En 1987, il avait signé une promesse de vente pour un terrain inconstructible de près de 24 000 mètres carrés appartenant à la société Aéroparc, dans le quartier de Super-Cannes, sur le commune de Vallauris. Ce terrain, dominant le baie de Cannes et les îles de Lérins, dans un site verdoyant de pins parasols, de chènes verts et de maquis, comprenait une batterie de marine, en grande partie enterrée, datant de la fin du dix-neuvième siècle.

Le 27 octobre de la même année, M. Cruz, qui avait probé-

biement sur quelques idées en tête, se débrouillait pour obtenir un permis de construire de la mairie de Vallauris, l'autorisant à réaménager l'ouvrage (1 740 mètres carrés) en club de remise en forme pour milliardaires. Le document précisait expressément, par ailleurs, que les douves et le mur d'enceinte, seuls éléments de superstructures de la batterie, devaient être conservés et qu'aucune autre construction supplémentaire ne pouvait être réalisée. L'industriel se mettait, alors, à la recherche d'un promoteur pour lui revendre la propriété et le précieux permis, et, le 20 novembre 1989, il traitait avec un groupe de promotion à capitaux suédois, représenté par un homme d'affaires belge.

Dès le fin du mois précédent, les travaux avaient déjà été entamés par une société civile immobilière ad hoc, la SCI Batterie Californie. Les permis prévus dans le permis mais de bien plus importants puisque la batterie était démolie et le colline rasée sur une superficie de près de 6 000 mètres carrés. Dans le trou ainsi creusé surgissait une résidence de loisirs de soixante-quatre chambres avec un vesta parking souterrain. Le 14 août 1990, le maire (PR) de Vallauris, M. Pierre Omet, saisissait les services de l'équipement du département, lesquels établissaient, le 23 du même mois, un procès-verbal pour non-respect du permis de construire qui était transmis au parquet de Grasse. Puis, le 13 septembre, M. Omet prenait un arrêté d'interruption immédiate des travaux, non respecté par les promoteurs qui, le 23 octobre, engageaient un

recours devant le tribunal administratif. Le chantier était, alors, accéléré.

Pressé d'agir par l'équipement, le maire temporisait, d'une crainte, a-t-il expliqué, d'une décision défavorable du tribunal administratif en de l'obligation d'évoquer à verser de lourdes indemnités aux promoteurs. M. Cruz, omniprésent, fêlait, sans doute, confiance à la toute-puissance des millions. Si les promoteurs avaient déjà beaucoup investi - on parle de 80 millions de francs dont 25 pour le seul achat du terrain - ils pouvaient espérer retirer de l'opération, sur la base de 80 000 francs le mètre carré, une somme de près de 300 millions de francs.

Le préfet voit rouge

La révélation du scandale per Nice-Matin a tout remis en question. A la lecture du quotidien, le préfet des Alpes-Maritimes, M. Yvon Olivier, a vu rouge et a obligé le maître de Vallauris à requérir le fœtus publique pour faire respecter son arrêté. Le chantier a été interrompu le 14 décembre et, le même jour, le parquet de Grasse a ouvert une information judiciaire qui devrait entraîner, sous peu, l'inculpation des bénéficiaires des travaux par le juge d'instruction chargé du dossier, M. Jean-Pierre Murlano.

« Dans cette affaire, observe un conseil des promoteurs, tout le monde a été hypocrite. Compte tenu des règles de construction parasismiques et des conditions imposées par la commission de

sécurité, le permis délivré par le maître de Vallauris ne pouvait être en aucun cas exécuté sans démolir la batterie. Nous n'avons fait, d'ailleurs, que construire dans le volume existant en respectant la cote maximale en hauteur. » Mais pourquoi, alors, ne pas avoir déposé une demande de permis modificatif ? Lequel, de toute façon, n'aurait pu être refusé en raison même de l'inconstructibilité du terrain.

Les responsables de l'opération encourrent, désormais, les foudres des articles L-480-4 et L-480-5 du code de l'urbanisme. Le premier prévoit une amende qui peut aller jusqu'à 10 000 francs par mètre carré de plancher illégalement construit (ce qui chiffrerait le note à payer à quelque 55 millions de francs). Le second permet au tribunal correctionnel de prononcer, à titre accessoire, soit « la remise en conformité des lieux ou celle des ouvrages », ce qui, en l'occurrence, paraît impossible - le fort est bel et bien en poussière - soit « la démolition des ouvrages ou la réaffectation des sols » sous astreinte journalière au bénéfice de l'Etat et de la commune.

Au cours des dernières décennies, il n'y a eu, en fait, qu'un seul cas, dans le département, où la puissance publique a fait exécuter d'office une démolition partielle ordonnée par la justice. Et l'on peut craindre, une fois encore, que cette affaire ne se conclue par un (mauvais) arrangement, même s'il doit être très coûteux pour les promoteurs.

GUY PORTE

Boulisme immobilière et infraction aux règles d'urbanisme

Promoteurs et élus se défendent dans l'affaire du Cap-d'Agde

Les promoteurs et élus concernés par l'affaire du Cap-d'Agde, station balnéaire phare du Languedoc-Roussillon et la première en France par sa capacité d'accueil, ont réagi aux accusations d'infraction aux règles d'urbanisme qui visent notamment la construction de villas à la pièce d'espaces verts (le Monde du 4 janvier).

MONTPELLIER

de notre correspondant

Inculpé dans le cadre de l'information ouverte pour infraction au code de l'urbanisme et publiée mensuellement par le parquet de Béziers, M. Serge MORA, PDG de la société toulonnaise SOPRA à qui il est reproché d'avoir construit la Résidence de Golfe sans tenir compte des charges de la station, estime qu'« il n'y a pas eu infraction car les permis de construire comme les certificats de conformité ont été normalement délivrés par les services de l'Etat ». Bien que le cahier des charges fasse obligation de réserver 7 % d'espaces de loisirs collectifs dans chaque lot, il précise que, dans le cas précis de cette résidence, « la surface de terrain que nous n'avons pas donnée commune, nous l'avons donnée privative en agrandissant les jardins mais sans jamais construire une villa de plus ».

Dans le cas exclusif de petites résidences, poursuit-il, « il ne s'agit pas de construire une villa de plus ».

Boîte aux lettres

Y aurait-il eu des « vrais-faux permis » au Cap-d'Agde, validés par l'Etat mais non conformes au cahier des charges ? Cheuco aujourd'hui se raviole la halle. M. Raymond d'Etire, qui fut l'adjoint chargé de l'urbanisme auprès de l'ancien maire RPR d'Agde M. Pierre Leroy-Beaulieu, reconnaît qu'il y a eu « un état de fait qui s'est pratiqué, un peu avec la bénédiction de la société d'équipe-

ment de Béziers et du littoral (la société d'économie mixte chargée de l'aménagement de la station), un peu avec celle de l'Etat puisque jusqu'en 1984 c'était l'Etat et la SEBL qui ont mené l'urbanisation ».

Ensuite, précise pour sa part M. Leroy-Beaulieu, « lorsque je signais un permis de construire, je n'avais aucune raison de mettre en doute et la parole de M. Jean Lecoultre, architecte en chef de la station, et celle des services techniques de la SEBL qui me certifiaient qu'il était conforme. Je n'étais qu'une boîte aux lettres ».

Les réquisitions prises par le procureur de la République de Béziers, qui seront adressées au début de semaine prochaine à la chambre criminelle de la Cour de cassation, visent, outre l'édification éventuelle d'élus, à étendre les possibilités d'investigation du nouveau magistrat.

Les enquêteurs pensent en effet avoir décelé des anomalies dans la grande majorité du parc immobilier collectif de la station. Une fois saisie, la chambre criminelle aura huit jours pour désigner une juridiction compétente hors de l'Hérault.

JACQUES MONIN

« Irlandais de Vincennes » : Jean-Michel Beau se fêlité de son renvoi devant le tribunal correctionnel. L'un des principaux protagonistes de l'affaire des « Irlandais de Vincennes », le lieutenant-colonel Jean-Michel Beau, se fêlité de son renvoi devant le tribunal correctionnel aux côtés du préfet Christian Prouteau et du major José Wicels (le Monde du 5 janvier).

« Inculpé depuis 1983 de subordination de l'armée, écrit-il dans un communiqué, pour avoir demandé à mes subordonnés de ne rien dire des irrégularités commises par les hommes du GIGN, commandés par l'Elysée (Prouteau) et dirigés par Barril, lors de l'arrestation des Irlandais, je n'ai cessé de demander que la justice suive normalement son cours. Il semblerait toutefois que quelques malfaiteurs vont se trouver eux-mêmes absents du box. Rien n'interdit cependant d'évoquer leur rôle et surtout leurs motivations ».

Mgr Tauran, nouveau chef de la diplomatie pontificale, sacré archevêque par le pape

Nouveau chef de la diplomatie pontificale, Mgr Jean-Louis Tauran, un Français originaire de Bordeaux, a été sacré archevêque, dimanche 6 janvier, par Jean-Paul II. Nommé le 1^{er} décembre dernier responsable de la section pour les rapports avec les Etats à la secrétairerie d'Etat (le Monde du 4 décembre), Mgr Tauran a reçu le « titre » de Teletpe, un ancien archidiacre du Proche-Orient.

Au cours de la cérémonie, célébrée à l'occasion de l'Épiphanie à la basilique

que Saint-Pierre de Rome en présence d'une centaine de cardinaux et d'évêques, onze autres personnalités ont été sacrées évêques, notamment Mgr Álvaro del Portillo, prêtre de l'Opus Dei, qui devient ainsi le premier chef d'une association de prêtres et de laïcs à recevoir la dignité épiscopale (cf. le Monde du 12 décembre). Depuis son élection, en octobre 1978, Jean-Paul II s'est déjà consacré personnellement cent soixante-quatorze évêques. - (AFP, Reuter)

SORTIE 9 JANVIER

WOJTEK PABONIAK

KORCZAK

EST UN FILM SUPERBE



UN FILM DE ANDRZEJ WAJDA

W A J D A

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Meurtière à soixante-neuf ans de l'ami de sa fille

Drôle de professionnelle

La balle de 22 long rifle n'a fait qu'un petit trou dans la vitra du salon. Puis elle a traversé la pièce en direction de la cuisine où, ce jeudi 27 décembre, Anne-Marie Guillard dînait avec sa fille de six ans et son ami, Jean-Michel Lair, comme elle fonctionnait des préfectures affectés aux services de police de Rennes. Jean-Michel a senti la douleur lui traverser le dos mais n'a pas tout de suite compris. Anne-Marie s'est précipitée, s'est approchée et l'a aidé à redresser sa chemise. Ensemble, ils ont fait quelques pas vers ce bruit de verre brisé que tous deux avaient entendu. Puis Jean-Michel Lair a senti l'écoulement du pommier perforé.

Pour les policiers du SRPJ de Rennes, l'enquête ne s'annonçait pas facile. Caché dans une halle, à 15 mètres de la cible, le meurtrier n'avait laissé aucun indice. Une seule balle, un travail de spécialiste. Mais rapidement, un témoin se présente.

Une grand-mère paisible

Passant dans le chemin qui borde le pavillon, il a vu un vélo, dissimulé dans les fourrés, et un homme, pas très grand, vêtu d'un parka à capuche marron et d'un jean. Les hommes du commissariat Guy Mensz découvrent ensuite au domicile et au bureau de la victime deux lettres anonymes : « Profite de ta lune de miel, ça ne durera pas », est-il écrit dans l'une d'elles. L'autre

est encore plus explicite : « Tu mériterais un coup de carabine. » Systématiquement, les policiers commencent à contrôler les vélos du village. Quatre-vingt-cinq habitants du Rhu (Ille-et-Vilaine), quelques bicyclististes dans cette banlieue rennaise, le liste n'est pas si longue. Mais le meurtrier ne peut venir d'ailleurs. L'autre piste ne donne pas non plus de résultats immédiats. Jean-Michel Lair a bien parlé des lettres. Il a même confié à son amie le nom de celui qu'il croyait être le « corbeau », mais l'ami de ce dernier, pour le soir du 27, est inatmosphérique. Quant à l'expertise graphologique, elle s'avère négative.

Mercredi 2 janvier, cependant, Adèle Guillard, soixante-neuf ans, la mère d'Anne-Marie, tente de se suicider au gaz. Sauvé par les pompiers, elle est conduite à l'hôpital et reçoit les visites des enquêteurs. Rapidement, ils se placent en garde à vue, d'abord au centre hospitalier puis dans les locaux du SRPJ. Agricultrice, divorcée et retraitée depuis plus de dix ans, elle tisse devant elle de la grand-mère paisible que de « Ma Dalton ».

Ce qui n'empêche pas les fonctionnaires de l'identité judiciaire de vite rapprocher son écriture de celle des deux lettres anonymes. Naturellement, elle possède un vélo qui correspond parfaitement à la description du témoin. Enfin, elle mesure 1,70 mètre, ce qui, de loin et à la tombée de la nuit, le fait aisément passer pour un homme. Elle

commence par nier, puis, dans le soir du jeudi 3, elle finit par tout raconter. Depuis dix ans, elle a donné à sa fille la totalité de sa fortune. Convaincue que Jean-Michel Lair n'en veut qu'à cet argent, persuadée que les menaces n'y feront rien, elle a décidé de le supprimer.

Lunette de visée et silencieux

Alors son début du mois de décembre, elle s'installe, dans le Morbihan, une carabine 22 long rifle à un coup. Deux semaines plus tard, elle se rend dans une autre armurerie, à Rennes, et acquiert une lunette de visée et un silencieux. Puis, consciencieusement, dans son jardin, elle commence à s'entraîner. Les policiers y retrouveront une planche de bois portant une dizaine d'impression. Enfin le 27 décembre, vers 19 h 30, elle enfonce son vélo, se rend chez sa fille et, depuis la halle, ajuste tranquillement l'homme qu'elle s'est juré de tuer. Au retour, elle se débarrasse de l'arme dans un étang et ramène sagement chez elle.

Vendredi 4 décembre, dans la soirée, Adèle Guillard a été inculpée d'assassinat par M^{me} Catherine Michoud, juge d'instruction à Rennes. Elle a été incarcérée à la maison d'arrêt de la ville.

NATHANIEL HERZBERG

SPORTS

Le treizième Rallye Paris-Dakar

Un chassé-croisé entre trois écuries automobiles

Le Rallye Paris-Dakar a justifié sa réputation de course pleine d'imprévu, samedi 5 janvier, lorsque les premiers concurrents sont arrivés dans le sens opposé à celui prévu pour les recevoir. Les organisateurs n'ont pas été trop surpris par ces aléas dus, selon eux, à des erreurs de navigation. Une « erreur » profitable à Hubert Auriol, le pilote de l'écurie Lada, qui a su mettre à profit son expérience passée de motard pour « tirer tout droit », même dans les sols recouverts de cailloux, là où les autres autos font des détours.

Le lendemain, dimanche, changement de couleurs, puisque ce sont trois voitures de l'écurie Mitsubishi qui ont occupé les premières places du classement de la huitième étape. Mais la Finlandais Ari Vatanen, sur sa Citroën ZX, a retrouvé la position de leader au classement général, en profitant des déboires mécaniques de son compagnon d'écurie, Jacky Ickx. Depuis le départ de Tripoli, la

course se résume à un chassé-croisé entre ces trois écuries qui dominent la course. Les 2 minutes 50 secondes qui séparent Ari Vatanen de Pierre Lartigue (Mitsubishi) au classement général, au soir du dimanche 6 janvier, ne permettent pas encore de déterminer qui sortira vainqueur de cette confrontation. D'autant que cette année les véhicules japonais semblent plus performants que par le passé et que les Citroën doivent faire la preuve de leur fiabilité.

En catégorie motos, le duel entre les Cagiva italiennes et les Yamaha laisse peu de place aux autres concurrents. Au total, toutes catégories de véhicules confondues, ils sont cent vingt-neuf qui, contraints ou forcés, ont déjà renoncé à l'aventure. Des problèmes mécaniques, comme pour le buggy de Jean-Louis Schlesser, ou simplement le découlement au terme d'étapes terminées trop tardivement, ont creusé les rangs de la caravane. Et pourtant la plage de Dakar est encore loin.

Les marchands de désert

DIRKOU

de notre envoyé spécial

De prime abord on imagine le sable d'une plage bretonne. Lorsque les chaussures se couvrent de taches noires de goudron, on se dit qu'on est vraiment au bord de l'océan. Et pourtant Dirkou est bien loin de toutes les mers. La cité de l'est du Niger demeure ancrée dans le désert. Ville de garnison, carrefour des caravanes, ses malheureux habitants de piètre éducation ont une faible population qui tente de cultiver quelques arpent. Dans le grand désert de Bilme, l'eau est rare. Des nomades ont opté, à un moment de leur errance, pour la sédentarisation près des puits naturels qui bordent les collines situées au nord.

Récupérant le sel, produit de l'évaporation, on utilise le précieux liquide pour irriguer des petites jardins, ils sont devenus les commerçants de la région. Leur position stratégique aux confins de trois pays, le Niger, le Libye et le Tchad, a confirmé leur vocation premiers. Mais, aujourd'hui, le sel n'est plus si rare et l'ombre des palmiers suffit à peine à empêcher les légumes de se dessécher. Alors Dirkou s'assoupit, laissant les sables envahir ses ruelles au sol défoncé.

Caravane publicitaire

Mais certains habitants ont conservé leur âme de commerçant. Le passage du rallye leur offre l'occasion de montrer leurs talents. Tous les possesseurs de véhicules 4 x 4 se sont munis en chauffeurs de taxi proposant le tour de l'ossile. Les marchands ont transféré leur étal de chèvres, ces longues écharpes, près de l'aéroport et chèvres et poulets ont été sacrifiés pour rassasier des estomacs malmenés après trois jours de bivouac.

Les affaires ont repris. Mais les vents d'ouest bousillent d'eau 50 francs par mètre-taille aux gamins de troquer leurs pantalons troués contre des vêtements neufs ? Question sans

réponse sur le terrain puisque personne ne semble vouloir donner le nom de l'habile financier qui a payé l'investissement initial. Seule certitude, ces litres d'eau, mais aussi de bière et de whisky, ainsi que ces cartons de cigarettes arrivent tout droit d'Agades. La capitale provinciale a toujours au profit des retombées du rallye. Il y a, dans ses murs, suffisamment d'anciens amis de Thierry Sabine disposant, grâce à leurs agences de voyages, de crédits importants, pour organiser de telles opérations.

Caravane de véhicules publicitaires, le Rallye-Dakar a toujours inspiré les commerçants nigériens. Les Libyens ont mis deux semaines à comprendre le bénéfice d'une telle migration touristique. A raison de 140 francs par visite, le consulat parisien de la Jamahiriya s'est assuré quelques rentrées en dollars. En vendant l'essence, 12 francs le litre aux concurrents, ce pays producteur de pétrole fait une bonne opération financière. Il faut ajouter à cela les taxes d'aéroport et le prix du kérosène, très supérieur à la normale, pour mesurer l'intérêt que représente le passage de l'épreuve sur un territoire.

Moins organisée les Nigériens ont mis plus longtemps à imaginer que le rallye pouvait être une manne providentielle. Inspiré par quelques « marchands de désert », le préfet d'Agades s'est vite rendu à l'évidence. En diligents le rallye à faire étape deux jours dans sa ville, sous menaces de fermer tout le pays à la course, il a même réussi à doubler la mise. Fscs à ce « racket » organisé, les écuries d'usines disposent de moyens suffisants pour affronter toutes les situations. Laurs succursales dans les pays visités se sont mobilisées pour prévoir des ravitaillements de concurrents, organiser des services de minibus, voire réserver des chambres dans les villes disposant d'hôtels.

Pour les pilotes privés, qui ont cassé leur tirelire pour prendre le départ, la situation est différente. Eux vivent des maigres

revenus distillés par Africair, les « cantiniers » officiels de l'épreuve. Ils affrontent les nuits froides sans la protection d'une toile de tente, bagage superflu pour un motard sans assistance. « Il faut importer le strict minimum », précise Christian Cotel, un motard parisien fier de porter le numéro 75.

Bistrot et « pins »

Afin de financer sa quatrième participation, ce spécialiste en accessoires pour deux roues, a frappé à la porte des amis avant de proposer à des bistrots parisiens de faire connaître leurs enseignes en Afrique par le mouvement d'autocollants apposés sur le carénage de son véhicule. Pour payer l'essence et les « faux frais », cet aventurier ingénieux a réalisé des « pins » qu'il vend 20 francs au long du parcours.

L'angoisse de la facture d'essence s'est aussi saisie, dimanche 6 janvier au départ de Tumu, d'autres concurrents. « Nous n'avons plus d'argent liquide », répétait Mouss Michel Joulis, un pilote nigérien, en parcourant le bivouac. Avec un coopérant français, ce géologue des mines d'Arlet, situées au nord d'Agades, a déjà effectué presque une boucle. Partit de son pays six jours avant le début de l'épreuve au volant de son Range-Rover « en cours de paiement », il souhais avant tout s'étendre sa région. Grâce à la générosité de quelques accompagnateurs, il pourra peut-être réaliser son rêve, si les problèmes d'embrayage laissent en paix ces bricoleurs dépourvus d'assistance. Sur la route du Dakar les questions d'argent ne sont pas secondaires. Là comme ailleurs, mieux vaut être riche et salarié d'une écurie que pauvre et sans aides extérieures.

SERGE BOLLOCH.

DÉFENSE

Dans un entretien au mensuel « Armées d'aujourd'hui »

« Il faut maintenir, quoi qu'il arrive, un bon outil de défense »

déclare M. Chevènement

« La logique de la dissuasion consiste avant tout à maintenir, quoi qu'il arrive, un bon outil de défense pour ne pas être pris au dépourvu et rester capables de contenir les conflits en dessous du seuil de la guerre », explique le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, dans un entretien avec le mensuel Armées d'aujourd'hui de janvier.

« Le gouvernement déposera l'été prochain un projet de nouvelle loi de programmation militaire pour les années 1992 à 1996, précise le minis-

tre de la Défense. L'opinion a pris conscience, au cours de cette année [1990] fort pédagogique, de ce que les conjonctures sont trompeuses : combien de crises qui commencent à chanter au printemps dernier le grand air de l'harmonie perpétuelle et de la paix universelle se trouveront fort dépourvus dès l'été venu, avec la crise du Golfe, et se mirent à chanter le lamento du dénuement, de la vétusté des matériels, etc. Ainsi, je souhaite (...) que chacun comprenne qu'il s'agit de repérer, au-delà des turbulences

d'une actualité changeante, les tendances de fond.

Observant que, dans le domaine des équipements, « la plupart des choix qui ont été effectués par le passé s'avèrent judicieux », M. Chevènement conclut : « Dans une société où l'opinion publique est de plus en plus exigeante, celui qui est en charge de la défense, domaine qui oblige à prévoir dix ou vingt ans à l'avance les matériels, comme les hommes, se prépare dans le long terme, doit nécessairement tenir un discours un peu différent des modes de passage ».

ESPACE

Pour préparer la mission franco-soviétique Antares de 1992

Deux cosmonautes français vont s'entraîner pendant dix-huit mois à la Cité des étoiles

Pour la quatrième fois en dix ans, un cosmonaute français va participer à un vol spatial habité. Pour préparer cette mission franco-soviétique qui porte le nom d'Antares et qui doit avoir lieu dans le courant de l'été 1992, deux officiers de l'armée de l'air, Michel Tognini, quarante ans, et Jean-Pierre Haigneré, quarante-deux ans, se sont envolés, samedi 5 janvier, à destination de Moscou.

Dès leur arrivée en Union soviétique, les deux hommes rejoindront la Cité des étoiles où ils subiront, dix-huit mois durant, un entraînement intensif pour préparer cette mission pour laquelle le Centre national d'études spatiales (CNES) va débours 12 millions de dollars (environ 60 millions de francs). Ce ticket à payer est une nouveauté pour les Français, dans la mesure où ils avaient fait voler quasi gratuitement leurs ressortissants lors des précédentes missions spatiales habitées de Jean-Loup Chrétien (juin 1982 et novembre 1988) à bord des stations orbitales soviétiques Saliout-7 et Mir, et de celle de Patrick Baudry (juin 1985) à bord de la navette spatiale américaine Discovery.

Pour ce nouveau vol franco-soviétique de deux semaines, qui donnera lieu à l'envoi en orbite de quelque 400 kilos d'instrument scientifiques, les deux cosmonautes français travailleront 8 à 10 heures par jour et 5 à 6 jours par semaine. Ce rythme soutenu ne devrait cependant pas effrayer Michel Tognini qui, en tant que « doubleur » de Jean-Loup Chrétien, fut appelé voici plus de trois ans à subir l'entraînement de ces vols de durée moyenne. Il

devrait au contraire le motiver plus encore puisqu'il sera le cosmonaute titulaire de la mission Antares.

Quant à Jean-Pierre Haigneré, il lui faudra patienter encore un peu pour voler à son tour dans l'espace et participer vraisemblablement à la nouvelle mission (1994-1995) dont

le CNES négocie le futur contenu avec les Soviétiques. Ce nouveau vol, comme les précédents, devant être un formidable tremplin de préparation pour les cosmonautes français qui voleront d'ici à la fin du siècle à bord de l'avion spatial européen Hermès.

ENVIRONNEMENT

Les chasseurs ardéchois menacent de bloquer le Rallye de Monte-Carlo

Irrités par l'interdiction de la chasse à la grive et au pigeon ramier, les chasseurs ardéchois ont décidé d'empêcher le cinquante-neuvième Rallye de Monte-Carlo de passer « sur leurs terres » les 25 et 26 janvier.

AUBENAS

de notre correspondant

C'est au col de l'Escrinet, entre Aubenas et Privas, que tout a commencé. A chaque mois de mars, les chasseurs ardéchois montent « à la repasse ». Fusil en main, de jour comme de nuit, ils attendent derrière leur abri de pierre, et de branches le passage des grives et des pigeons ramiers. Mais, depuis une dizaine d'années, les chasseurs ne sont plus seuls au col de l'Escrinet. Les ornithologues se sont installés

à leur tour derrière leurs appareils photo et leurs lunettes d'approche pour admirer et comptabiliser les oiseaux migrateurs de passage. Et ils ont invité les enfants des écoles et tous les défenseurs de la nature à assister à cette fête ailée qui annonce le printemps. Périlleuse cohabitation !

Assailli chaque mois de novembre par les chasseurs et les « écologistes », le préfet de l'Ardèche doit trancher entre l'autorisation de la chasse au ramier, au tire d'oiseau nuisible, et son interdiction au nom de la protection des oiseaux migrateurs. Chaque année, le préfet a autorisé la chasse, même en 1988 où un arrêté ministériel a codifié le tir des outillages.

L'APAS (Association pour la protection des animaux sauvages) dépose un recours auprès du tribunal administratif de Lyon, qui cassa l'arrêté préfectoral

en novembre 1989. Ce qui n'a pas empêché le préfet de déclarer une fois encore le pigeon ramier outillage pour la saison 1990, avec le soutien de la chambre d'agriculture, de la FNSA et du CDJA. D'où un nouveau recours et l'annulation, en novembre dernier, de l'arrêté préfectoral.

Malgré plusieurs rencontres entre écologistes et chasseurs, à l'initiative du ministre de l'environnement, M. Brette Lalonde, la rupture est aujourd'hui consommée. Les chasseurs, furieux de se voir privés de leurs « droits traditionnels », ont décidé de prendre en otage le Rallye de Monte-Carlo, qui attire chaque année des milliers d'amateurs non seulement sur les fameuses spéciales ardéchoises, mais encore à Aubenas, ville étape de première importance.

ANDRÉ GRIFFON

Résultats

Septième étape

Ghat-Tumu (681 km)

AUTOS

1. H. Auriol-P. Monner (Fra., Lada Samara), à 17 min 11 s de pénalité ; 2. J. Leca-C. Turin (Bel., Citroën ZX), à 16 min 16 s ; 3. P. Lartigue-P. Destallats (Fra., Mitsubishi Pajero), à 20 min 48 s ; 4. K. Erickson-S. Parnander (Sue., Mitsubishi Pajero), à 27 min 23 s ; 5. A. Vatanen-B. Berglund (Fin., Citroën ZX), à 30 min 32 s.

MOTOS

1. L. Meunier (Ita., Gilera), à 13 h 39 s ; 2. J.-C. Wagner (Fra., Suzuki), à 12 min 22 s ; 3. G. Lalay (Fra., Yamaha), à 13 min 53 s ; 4. E. Oriol (Ita., Cagiva), à 14 min 9 s ; 5. A. Vail (Esp., Suzuki), à 15 min 15 s.

Huitième étape

Tumu-Dirkou (601 km)

AUTOS

1. K. Shinoda-M. Nagase (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), à 5 min 48 s de pénalité ; 2. K. Erickson-S. Parnander (Sue., Mitsubishi Pajero), à 2 min 39 s ; 3. J. Fontenay-S. Mounier (Fra., Mitsubishi Pajero), à 3 min 10 s ; 4. P. Tumbay-D. Lemoyne (Fra., Lada Samara), à 6 min 44 s ; 5. A. Vatanen-B. Berglund (Fin., Citroën ZX), à 8 min 15 s.

MOTOS

1. A. De Petri (Ita., Yamaha), à 5 h 59 min 29 s ; 2. J.-C. Wagner (Fra., Suzuki), à 9 min 21 s ; 3. M. Morales (Esp., Cagiva), à 20 min 35 s ; 4. C. Mac (Esp., Yamaha), à 21 min 5 s ; 5. J. Avaros (Esp., Cagiva), à 22 min 20 s.

Classements généraux à Dirkou

AUTOS

1. A. Vatanen-B. Berglund (Fin.-Sue., Citroën ZX), à 9 h 1 min 4 s de pénalité ; 2. P. Lartigue-P. Destallats (Fra., Mitsubishi Pajero), à 2 min 50 s ; 3. J. Leca-C. Turin (Bel., Citroën ZX), à 34 min 11 s ; 4. S. Walgaard-P. Gallagher (Sue.-GB, Citroën ZX), à 48 min 42 s ; 5. H. Auriol-P. Monner (Fra., Lada Samara), à 1 h 15 min 43 s.

MOTOS

1. E. Oriol (Ita., Cagiva), à 37 min 26 s ; 2. T. Magnaldi (Fra., Yamaha), à 18 s ; 3. J. Avaros (Esp., Cagiva), à 35 s ; 4. G. Lalay (Fra., Yamaha), à 10 min 39 s ; 5. M. Morales (Fra., Cagiva), à 12 min 12 s.

ISTH RÉSULTATS SUPPLÉMENTAIRE

SCIENCES PO PARIS-PROVINCE

Séances complètes avec stages d'été de janvier à juin - cours du soir et de cours de journée

Succès continus

Centre Italie 45.85.59.35

Centre Auteuil 45.27.10.15

PLUS QU'UN INSTITUTEUR, UNE INSTITUTION

Metamorphose d'

MUSIQUES

Métamorphose d'une vieille barbe

Auteur de l'insolent « Coq d'or », Rimski-Korsakov n'était pas seulement le bon élève du Groupe des Cinq. Une tête brûlée ?

Nikolai Andreïevitch Rimski-Korsakov composait à un train d'enfer : dix semaines pour un opéra. C'est qu'il composait dans sa tête, sans s'arrêter de la journée, lors de son activité favorite en particulier : la caillasse des champignons. L'histoire ne dit pas quels genres de champignons il consommait. Mais on est sûr après avoir vu son « Coq d'or », clone de l'actuelle quinzaine soviétique au Théâtre des Champs-Élysées, qu'il arrivait au professeur Rimski de planer gentiment et, à sa manière (gentille), d'être provocant.

On peut voir dans cet anti-Boris (même morale, mais tournée en dérision : le pouvoir rend fou, le petit peuple n'a que ses yeux pour pleurer), une fétie orientale, une variante déjà surréaliste des enfantes raveliennes ou, pour les raffinements de l'orchestration, le modèle de l'« Oiseau de feu » de Stravinsky. C'est ce qu'avait fait les Ballets russes, en reléguant les chanteurs dans les loges pour laisser toute liberté à Fokine, à la danse, au sortilège et à l'irréalité. Une production du Châtelet, au début des années 80, reprenait cette tradition.

L'Opéra national de Leningrad (ex-Théâtre Malý, rebaptisé Théâtre Moussorgski depuis sa venue à Paris l'an dernier) est un théâtre pauvre, qui tourne en plaisanterie sa pauvreté, qui s'en sert ouvertement pour parodier les fastes surannés du Bolchoï et du Kirov : un théâtre à idées. Cette teigneuse et intelligente pauvreté, soulignée par une mise en scène que n'aurait pas désavouée le Branquignol par certains aspects, nous force à comprendre pourquoi le « Coq d'or », sous ses apparences d'opéra pour enfants, mit au tout début du siècle la censure à feu et à sang et ne fut représenté (quelques bémols ayant été apportés à son livret) qu'après la mort de Rimski-Korsakov.

Frère d'Ubu

L'ancien élève de l'École navale, l'« arrangeur » de Dargomyjsky, de Borodine et de Moussorgski, le disciple de Tchaïkovsky (amateur, il fut nommé professeur de composition au Conservatoire de Saint-Petersbourg et fit alors ses classes avec d'écœufs), le pasteur barbe et respecté du Groupe des Cinq avait, avec le « Coq d'or », fait une œuvre d'actualité.

Frère en tyrannie bonasse de

l'Ubu de Jarry (contemporain d'ailleurs, à quelques années près), le roi Dodon préfère la sieste à la guerre, accusant ainsi certaine parenté avec dernier tsar de la Grande Russie. Il mène les hostilités en pays ennemi avec le même

du grand opéra historique russe, type « Prince Igor » ou « Boris », sont là, à peine décalées, à peine exagérées, à peine distancées par de délicieuses plaisanteries orchestrales. Rimski, l'érudit artisan, ne s'est lui-même pas épargné : l'orientalisme de Shé-

fou, sorti de l'imagination de Stanislas Gaudoussinski (patron et metteur en scène maison du Malý-Moussorgski), léger comme les décors en chiffon d'Alexandre Gorenstein, comme la direction d'Alexandre Tchernov, comme la



« Le Coq d'or » par le Théâtre national de Leningrad

succès que ce dernier lors des affrontements russo-japonais. Homme de métier, Rimski corse l'allusion historique et la moquerie par tout un système de parodies et de dérisions strictement musical : les dignitaires font une brinquebailante entrée sur le rythme des « Maltres chanteurs » ; un motif trémulant annonce que Dodon entre en lui-même, comme Wotan ; la belle Shemakha parle de dévotion ses longs cheveux sur un ironique dégoûtement de barbe. Louange de la fable au tyran, chœurs de femmes en larmes, danses payannes : toutes les scènes obligées

héréditaire ensuivre jusqu'à l'écœurement tout le second acte, acte construit en demeurant, avec une cistrerie amusée, sur le seul développement d'un motif chromatique descendant de huit notes... Privé de sa comique de répétition assuré.

Barbès, énormes, solennels et flagellants, le roi Dodon (V. Kochkine) et le général Polkan (K. Akopov) ressemblent étonnamment à Abramovitch et à Assurancourts : cela suffirait à justifier l'exportation en France, pour la joie des petits, des grands, et des amateurs de BD, de ce spectacle

voix de la belle Shemakha (E. Bryleva) et aussi dénué de prétentions que devait l'être Rimski, finalement, quand il cueillait ses champignons.

ANNE REY

Prochaine représentation du « Coq d'or » : le 8 janvier, 19 h 30. Le Théâtre national de Leningrad présente également en alternance deux spectacles parmi ceux qu'il avait donnés l'an dernier : Boris Godounov (les 12 et 13 janvier, 19 h 30) et la Khovanchchina (les 14 et 15, 19 h 30). Théâtre des Champs-Élysées, tél. : 47-20-36-37.

Des Français au kibboutz

Tel-Aviv invite des musiciens français pour une semaine de concerts. Paris rend la politesse

TEL-AVIV

de notre envoyé spécial

Le vieil homme s'est levé ; il parlait de la pluie qui ne vient pas, du bonheur que les membres du kibboutz d'Eilon avaient à accueillir des musiciens français : « Votre visite est plus importante pour nous que la venue d'une délégation diplomatique. Les diplomates cachent leurs vrais sentiments. Les musiciens laissent parler leur cœur et leur esprit. Aujourd'hui, nous attendons la pluie pour les cultures qui depuis de longs mois souffrent de la sécheresse, mais nous espérons surtout qu'après la pluie le beau temps reviendra pour toujours. » A quelques centaines de mètres de la frontière libanaise, ces paroles prennent tout leur sens. Tout à l'heure, après le concert, le canon tonnera.

Heureusement, le vieil homme à l'accent indéfinissable n'a pas parlé longtemps, la harpiste Frédérique Cambreling, les membres du Quatuor Ysaye, le flûtiste Michel Moraguès commencent à se tortiller sur leurs chaises, leurs yeux à les piquer.

Une centaine d'auditeurs avaient pris place dans la salle de réunion de ce kibboutz installé à flanc de montagne, envahi par les pins, les chênes verts, les bougainvillées, les hibiscus et les cyclamens de Perse qui prolifèrent ici comme de vulgaires adventices, animé par le va-et-vient incessant des buppes, des colombes couleur de cendre et des soufanges bleu et vert, un kibboutz laïque (et qui tient à le rester), fondé il y a cinquante-deux ans, dont les membres se consacrent aujourd'hui à la fabrication de mosaïques de pierre inspirées de modèles trouvés sur des sites historiques, à l'élaboration de « cruescées » cacher à partir des poissons pêchés dans la mer toute proche et à la tenue d'un hôtel édifié à quelques kilomètres dans un cadre tout aussi enchanteur.

Des enfants, leurs parents, mais aussi beaucoup de personnes âgées, s'étaient réunis dans cet ancien poulailler réhabilité avec panache : la vie en kibboutz, les règles qu'elle impose, n'ont plus autant d'attrait qu'à l'époque héroïque des pionniers. Pour accueillir des musiciens, il a fallu donner l'autorisation à certains de travailler au-dehors, construire des habitations modernes (celles d'Eilon sont à citer en exemple pour l'intelligence de leur agencement et leur intégration à la nature), attirer des artistes, des musiciens, ne pas laisser s'éteindre une vie intellectuelle encore vivace.

Un projet musical d'envergure est en train de naître dans ce kibboutz, que la venue des musiciens français invités par le Festival de musique franco-israélien (1) ne fait qu'aviver dans les esprits. Grâce à l'appui du luthier Amnon Weinstein et du violoniste Shlomo Mintz, Eilon devrait se transformer bientôt en une sorte de Festival de Marlboro israélien. Le terrain sur lequel doit s'élever une salle de concerts de mille places est prêt. Ici, on la rêve en forme de violon, la scène posée à même la terre de façon que les vibrations ne se heurtent pas au béton, on la rêve à l'image de ce coin de Galilée : austère alliage du bois et du minéral.

Déjà, chaque été, des jeunes musiciens viennent pour des master classes, pour des concerts qui ne tarderont pas à attirer le public. Ce rêve un peu fou, Weinstein souhaite le rentabiliser en créant un studio d'enregistrement, car aussi curieux que cela paraisse dans un pays aussi musicien qu'Israël, qui

s'apprête à recevoir quelques milliers de musiciens soviétiques émigrés dans les mois qui viennent (lire le « Monde Arts et Spectacles » du 9 janvier), les studios d'enregistrement de grande qualité sont rares.

Et puis Weinstein pense que la musique ne peut que gagner à être pratiquée dans un endroit aussi paisible. La guerre ? « Nous vivons avec cette menace depuis si longtemps que nous avons fini par l'occuper, il nous faut vivre, joindre des projets, enseigner nos enfants, travailler » : l'un des fondateurs du kibboutz, l'un de ceux qui vécurent longtemps sous des tentes accrochées à ce qui n'était alors que de la caillasse, résume bien le sentiment général.

Des salles combles

Les Français avaient choisi de jouer le Quatuor en ré majeur pour flûte et trio à cordes de Mozart, la finale de la « Chasse », les Danses sacrées et profanes et la Sonate pour flûte, alto et harpe de Debussy. Beau succès pour les Ysaye, triomphe pour la harpiste et le flûtiste. Ici les cordes, on connaît ! Mais les deux œuvres de Debussy sont si peu fréquemment données, les harpistes si rares dans ces contrées, l'école de vents si « élitiste » en Israël que le public a pris la mesure de ce qu'il écoutait.

Des triomphes, les Ysaye en connaissent de plus grands à Tel-Aviv, où ils ont joué du 23 au 30 décembre, avant un ultime concert à Jérusalem, le soir de la Saint-Sylvestre. Chaque soir, donc, la salle du musée (750 places) ne désemplissait pas pour les écouter dans Mozart, Debussy, Ravel, seuls ou avec Viktoria Postnikova (la pianiste soviétique remplaçant Jean-Philippe Collard qui a annulé sa participation à la tournée, comme Augustin Dumay quelques jours après lui), Shlomo Mintz et Frédérique Cambreling.

Quel quatuor ! Si l'on peut regretter ici ou là quelques options interprétatives (premier mouvement du Quatuor de Debussy beaucoup trop agité, Mozart un peu guindé parfois), il faut s'incliner devant l'homogénéité d'une formation qui a incontestablement trouvé un son d'ensemble qui lui est propre, une façon de faire de la musique fort peu démonstrative, la fois élégante et chaleureuse, dont l'intonation est bien peu souvent prise en défaut, et quand elle l'est, il est remarquable de noter que les « choses » se remettent naturellement en place en quelques minutes. Le Quatuor Ysaye est le meilleur quatuor français, cela ne fait aucun doute, et cela n'a rien d'étonnant, Christophe Giovannetti, son premier violon, Luc-Marie Aguerre, son second violon, Miguel Da Silva, son altiste et Michel Poulet, son violoncelliste, pourraient faire des carrières de solistes. Car, contrairement à ce que l'on a longtemps enseigné en France, seuls les solistes peuvent faire de la musique de chambre au plus haut niveau.

ALAIN LOMPECH

(1) Ce festival, imaginé par Monique Devaux, responsable de la programmation de l'Auditorium du Louvre, et l'Orchestre de Chambre d'Israël, a pu être organisé grâce au concours de la Fondation Sacem, d'Air France, de l'Association française artistique et de l'Institut français de Tel-Aviv. Inauguré le 20 décembre par un concert à Carmiel, il s'achèvera au Théâtre des Champs-Élysées, les 7 et 10 janvier, à 20 h 30, par deux concerts Mozart donnés par l'Orchestre de chambre d'Israël. Shlomo Mintz et Maxime Vengerov en seront les solistes.

43 25 70 32

EUROPE

DU 8 JANVIER AU 3 FÉVRIER

ODEON

LA CHUTE DE L'ANGE REBELLE

DE ROLAND FICHET

mise en scène : CLAUDIA STAVISKY avec VALÉRIE DEVILLE de la Comédie Française

coproduction : ODEON, THÉÂTRE DE L'EUROPE COMÉDIE FRANÇAISE

DU MARDI AU SAMEDI A 18H30 • DIMANCHE A 18H ET 21H30

ODEON

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1968)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef :
Bruno Freppert, Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-46-25-26
Télécopieur : (1) 40-46-25-36

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BONIN-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-46-25-25
Télécopieur : (1) 40-46-30-10

LETTRES

Mort du poète yougoslave Vasko Popa

Décédé samedi 5 janvier à Belgrade à l'âge de soixante-neuf ans, Vasko Popa était, avec Miroslav Pavlovitch, l'un des représentants majeurs de la poésie serbe de l'après-guerre.

Son premier recueil, l'« Écorce », parut en 1953. Moderniste, attiré par le surréalisme, Popa puisait largement dans le folklore, dans la mythologie et les croyances populaires serbes. Savant et cocasse : ainsi apparaissait sa poésie, dont un livre, *Ciel secondaire*, fut traduit en 1970 par Alain Bosquet chez Gallimard.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES et MÉDECINE



MICKEY ROURKE un film de MICHAEL CIMINO

DESPERATE HOURS

La maison des otages

KELLY LYNCH

ANTHONY HOPKINS

CULTURE

Radioscopie de la danse

Suite de la première page

Les compagnies ont souvent un kinésithérapeute-masseur, ce qui représente, au bas mot, une économie de 2 100 francs par an. En effet les danseurs ne trouvent jamais un kinésithérapeute à leur convenance. Ils se ruinent chez les chiropractes ou les ostéopathes - non remboursés par la Sécurité sociale - qui, selon eux, sont les seuls à savoir traiter en profondeur leurs tendinites, leurs ligaments, leurs servitudes défectueuses. Le danseur souffre toujours de quelque chose : érythèmes, onguents, bandes élastiques, sont autant de gris-gris qui le protègent, et qui grevont sérieusement un budget.

Ces salaires ne sont évidemment que des moyennes. Les danseurs des centres chorégraphiques nationaux sont mieux payés. Prenez l'exemple de Galliot, à Grenoble : Mathilde Altaz, danseuse dans la compagnie depuis sa création, touche 12 000 francs. La Compagnie de l'Esquisse, installée au Havre, n'a jamais voulu de troupe permanente : il n'empêche que pour une seule création, le centre est capable aujourd'hui de signer des contrats à durée déterminée (un an), pour un salaire mensuel variant de 10 000 à 12 000 francs, comprennent les répétitions, la création proprement dite, et la tournée qui lui succède. Habituellement, les tournées sont rémunérées au cachet (les 1 000 et 1 500 francs). Les places dans ces structures, nées dans la foulée du boom des années 80, ou dans celles plus anciennes des ballets d'opéra de province, sont très courues, mais rares : elles concernent quatre cents danseurs classiques et cent danseurs contemporains.

Les auditions de ces compagnies sont prises d'assaut. Récemment, Agnès Fretjocaj cherchait une danseuse pour une simple reprise de rôle : il a dû faire face à plus de deux cents candidates. Et revanche, la Compagnie de l'Esquisse, qui dans dix jours auditionne pour trouver deux garçons, craint de faire chou blanc. La danse reste une affaire de filles à 66 %.

Et les danseurs de jazz et de variétés ? Pas un seul permanent répertorié. En revanche, ils sont 600 à être déclarés intermittents.

Le danseur professionnel prend son premier cours entre 10 et 12 ans, et c'est entre 14 et 18 ans qu'il décide de se consacrer à la danse à temps complet. Ils ne sont que 11 % à vivre leur activité comme un métier, contre 42 % qui estiment exercer un art et 27 % une passion ; 43 % d'entre eux ont obtenu leur bac, et si seulement 2,4 % de danseurs classiques continuent des études supérieures, 33,2 % des danseurs contemporains possèdent un diplôme universitaire. Le plus souvent dans une section littéraire. Difficile d'avoir un super bagage intellectuel quand on sait qu'une carrière se débute entre 17 et 21 ans, et qu'elle s'achève entre 37 et 39 ans.

Formation sur le tas

Profession danseur nous renseigne peu sur les lieux où se sont formés les danseurs. Il y a, hieo sûr, l'École de l'Opéra de Paris et le Centre international de Rosella Hightower, à Cannes, qui contiennent apprentissage du classique et études. La filière du bac F 11, option danse, paraît très peu suivie. Nombreux sont encore les danseurs de contemporain qui viennent du professorat de gymnastique : Jean-François Duroure, Ella Fatoumi, Eric Lamoureux préparent une carrière de footballeur quand il a choisi la danse. Il y a aussi la voie des écoles municipales et des conservatoires régionaux et nationaux qui, à côté des enseignements classiques habituels, ont ouvert peu à peu des enseignements consacrés à la danse contemporaine : ainsi le Conservatoire supérieur de musique et de danse de Lyoo. Le Centre national de danse contemporaine d'Angers a toujours donné de bons résultats, et, depuis un an, le Théâtre contemporain de la danse a débuté un programme pédagogique sous la responsabilité du chorégraphe Jean Pomarès.

Malgré les efforts entrepris, la majorité des danseurs se forment sur le tas et à leurs frais quand leur situation familiale ne leur permet pas d'obtenir une bourse. Les parents, même les plus riches, finissent par trouver exorbitant de payer 60 francs le cours, et

3 500 francs le stage mensuel donné par un bon professeur. On comprend que le danseur cherche rapidement à participer à une création, à cachetonner à la télévision ou au music-hall, afin d'obtenir les cinq cent sept heures ou les soixante-trois cachets annuels qui permettent d'être considéré comme un artiste du spectacle, et de bénéficier de l'assurance-chômage des intermittents, calculée proportionnellement au montant des jours travaillés.

Commence alors le dur labeur entre la recherche de compagnies, le plus souvent subventionnées au projet, qui engagent sur des salaires précaires, et la nécessité de continuer à se former pour augmenter sa valeur artistique, donc marchande. Les stages rémunérés dans le cadre de l'AFDAS sont mal connus des danseurs : seulement 3 % déclarent en avoir suivi un en 1989.

Si à quarante ans, dernier carat, une carrière se termine, à moins d'être une star, comme Nourou ou Cunningham, que feront-ils tous ces danseurs, encore jeunes, sur un marché du travail qui ne les attend pas ? Tous espèrent rester dans le milieu de l'art chorégraphique. Il faudrait alors développer les postes de répétiteurs et de maîtres de ballets. Ceux qui pensent devenir chorégraphes doivent s'y essayer plutôt vers la tréteaux qu'en fio de carrière d'interprète. Et encore est-il bon de savoir que les subventions destinées à la création vont se stabiliser : le mot d'ordre étant de consolider les acquis de cette décennie. Reste l'enseignement : l'obtention obligatoire du diplôme, régi par la loi du 10 août 1989, va progressivement limiter la profession : pour l'instant de nombreuses dispensations sont accordées à ceux dont la qualité est reconnue par le ministère de la culture.

Déjà un centre d'information pour les artistes chorégraphiques va fonctionner en préfiguration dans le cadre du Théâtre contemporain de la danse. Il devrait être totalement opérationnel dès septembre 1991 avec trois objectifs : droits sociaux, formation, reconversion. Ce centre est une des dix propositions faites par la commission de l'étude Profession danseur du Conseil national de la danse.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Conseil supérieur de la danse, 9, rue de la Boétie, tél. : 42-85-45-28.

CINÉMA

« Korkzak » et l'aide à la distribution

Malgré la polémique déclenchée par UGC, le film de Wajda sortira le 9 janvier

Korkzak, le film d'Andrzej Wajda consacré au pédagogue qui s'occupe d'enfants juifs dans le ghetto de Varsovie et les accompagne dans les camps de la mort, devait sortir le 2 janvier. Mais son distributeur, UGC, décidait au dernier moment de ne pas le mettre à l'affiche, suite au refus de la commission d'aide à la distribution (C.A.D.) de lui accorder un soutien financier (le Monde des 3 et 4 janvier). Le problème n'avait rien à voir avec le contenu du film, qui déclenche d'ardents débats lors de sa présentation au Festival de Cannes (le Monde daté 13-14 mai et 19 juin 1990), même si la confusion s'est installée, pas toujours innocemment.

Une réunion entre le directeur général du Centre national du cinéma (CNC), M. Dominique Wallon, le président de UGC, M. Guy Verrechia, et le coproducteur français du film, M. Daniel Toscani du Plantier, devait se tenir le lundi 7 janvier au

matin afin d'éclaircir les conditions dans lesquelles l'aide à la distribution a été refusée. Quelle qu'en soit l'issue, le producteur et le distributeur s'apprêtent à annoncer l'après-midi même la sortie de Korkzak le mercredi 9 dans trois salles parisiennes.

La décision initiale d'UGC de ne pas sortir le film traduit le mécontentement des grandes sociétés de distribution (C.A.D.) sur ce dossier en accord avec son principal concurrent face au fonctionnement de la Commission d'aide à la distribution (C.A.D.). Émanation du CNC regroupant des exploitants, des distributeurs et des critiques sous la présidence de Bernard Lataret, la C.A.D. remplit une double mission. D'une part elle subventionne les petites sociétés de distribution qui se consacrent à la diffusion de films considérés comme « difficiles » (6 millions de francs répartis entre une vingtaine d'entreprises en 1990, après

examen de leur programme de sorties et analyse comptable de leur situation financière). D'autre part la C.A.D. propose au ministre de la culture (qui, traditionnellement, autorise ses choix) la répartition de 6 autres millions en aide aux tirages des copies et à la promotion de films « à risques » dont elle a reconnu la qualité. À condition que leur distributeur présente un plan de sortie ambitieux : la commission a ainsi refusé son aide l'an dernier à la Cité des douleurs sous prétexte qu'il ne devait sortir que dans deux salles. Ce soutien va de préférence aux premiers films et à ceux issus de cinématographies mal connues.

Chez UGC, M. Verrechia dénonce une « politique de clientélisme » qui favoriserait toujours les mêmes petits distributeurs et découragerait les grosses sociétés de sortir des films difficiles : « Si un groupe tel que le nôtre n'a pas droit à cette aide, qu'on le dise clairement ! » s'exclame-t-il. M. Daniel Toscani du Plantier confirme qu'il avait bien « une question de principe plutôt qu'une question économique ». A quoi M. Dominique Wallon répond : « UGC a déposé cinq demandes d'aide en 1988 et en a obtenu trois, puis deux en 1989 (Phie noire et Un monde sans pitié), toutes deux accordées ».

Dans le cas de Korkzak, il fait observer à son tour que le refus s'a rien à voir avec le contenu du film. Mais qu'obligé de faire des choix, la commission a estimé que la puissance du groupe distributeur et la renommée de Andrzej Wajda lui rendaient superflue l'attribution d'une aide. Il souligne que, sur les sept films ayant sollicité l'aide fin 1990, deux seulement l'ont reçue, et que tous, sauf Korkzak, sont sortis - de même que sur 63 films refusés en 1990, 61 ont été distribués. Il affirme que de toute façon « le fonctionnement de la commission ne sera pas remis en cause » par les pouvoirs publics.

JEAN-MICHEL FRÉDON

► RECTIFICATIF. - Dans l'article « L'illustre inconnu », compte rendu du livre de Jean Champion, Troisième Couteau (le Monde daté 6-7 janvier), la disparition d'une ligne a entraîné une confusion entre Alain Cavalier et Jacques Demy. Il fallait lire... « qui fut un interprète de Jacques Demy dans les Parapluies de Cherbourg et d'Alain Cavalier dans Mise à sac ».

Cassettes pour cinéphiles

Trois nouvelles collections pour toucher le public le plus exigeant

« Nous sommes contents, dit Henri-François Imbert, le responsable de K-Films vidéo, d'avoir touché un public que nous n'avions pas forcément trouvé avec la seule distribution en salles. Nos cassettes sont placées dans tous les points de vente vidéo. Et nous recevons beaucoup de commandes par correspondance. On vient même acheter directement à nos bureaux, ce qui nous permet de dialoguer avec les cinéphiles. Si la programmation en salles comprend 30 % de films français, ils ne sont encore que 10 % dans l'édition cassettes, dominée par les films américains doublés. Nous voulons combler cette lacune ».

Une nouvelle série, « Classique », propose trois films de Luis Buñuel : Un chien andalou, Los Olvidados, la Mort en ce jardin. Dans la même collection, une surprise : un montage de petits films burlesques dansés, réalisés par Lou Lauritzen entre 1921 et 1928, avec le duo d'acteurs alors mondialement connu, Carl Schenstrom et Harald Madsen, autrement dit Doublepatte

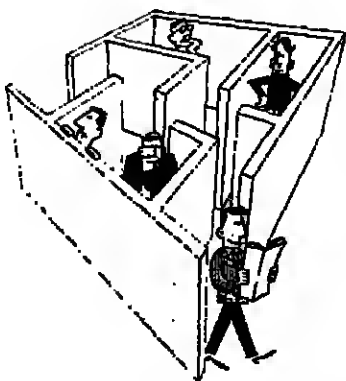
et Patarchon, qui furent supplantés par Laurel et Hardy. Il y a un accompagnement musical.

Dans la série « Version originale », consacrée aux films d'auteurs étrangers, on trouve la Citadelle (1988) de l'Algérien Mohamed Chouikh, Dark Side of the Moon (1985), Rocking Silver (1983), du Danois Erik Clausen, et d'un autre Danois, Bille August, Twist and Shout (1984).

Dans la dernière série, « Documents », consacrée aux reportages de tournages et aux portraits de cinéastes : un film de Denis Babel, en deux fois 32 minutes, sur le Théâtre de Tadeusz Kantor, et Jazz à New-York, huit portraits de musiciens français : Marc Ducret, Daniel Humair, Jean-François Jenny-Jarro, Joachim Kühn, Hélène Labarrière, Didier Lockwood, Michel Portal, Martial Solal.

► K-Films, 111 rue Saint-Maur, 75011 Paris. Tél. : 43-57-65-15. Chaque cassette est vendue 149 F, à l'exception du Chien andalou : 119 F.

PROCHAIN RENDEZ-VOUS
Mardi 8 janvier 1991
(numéro daté mercredi 9)



**AUJOURD'HUI, SI VOUS NE CONNAISSEZ PAS
LES RÈGLES DE L'EMPLOI
VOUS SEREZ VITE HORS JEU**

Aujourd'hui, formations et secteurs d'activité sont en permanente évolution. De nouveaux métiers se créent, d'autres se transforment : les compétences s'affinent, les exigences deviennent multiples. Dans ce contexte, l'avenir est à ceux qui analysent et anticipent les nouvelles données d'un jeu sans cesse plus complexe.

Le Monde Initiatives a été créé pour eux, cadres et étudiants.

Pour qu'ils trouvent informations et enquêtes sur les carrières, la formation professionnelle, les études et leurs débouchés. Pour qu'ils aient à leur disposition des offres d'emploi afin d'agir à bon escient, au bon moment.

Le Monde Initiatives - Campus-Emploi -, avec votre quotidien le Monde, sans supplément de prix.

Chaque mardi, (numéro daté mercredi).

Le Monde
INITIATIVES
CAMPUS • EMPLOI

CHAQUE MARDI (numéro daté mercredi)

KIEFER SUTHERLAND JULIA ROBERTS KEVIN BACON

ERIE

34 10 CHAMBERS

SORTIE LE 9 JANVIER

RELIGIONS

Pour la première fois depuis la révolution d'Octobre

Le jour du Noël orthodoxe devient férié en URSS

Un sapin géant dressé sur la place Rouge à Moscou et des églises remplies de fidèles ont symbolisé, dimanche 6 janvier au soir, le premier Noël fêté dans la légalité en Russie depuis la révolution de 1917. Traditionnellement célébré avec deux semaines de retard sur le Noël des autres Eglises chrétiennes — conformément au calendrier des orthodoxes russes, serbes et bulgares (calendrier julien) — la fête grégorienne du seizième siècle, le Noël orthodoxe a été décrété férié, pour la première fois depuis soixante dix ans, dans le plus grande partie de l'Union soviétique.

Ainsi, le lundi 7 janvier a été reconnu fête légale par le parlement de la Fédération de Russie, suivi rapidement par ceux d'Ukraine et de Biélorussie, de Moldavie et de Géorgie (ces cinq États comptent 76 % de la popula-

tion soviétique). A Moscou, les employés des ministères et administrations — à l'exception des hôpitaux et des services de sécurité — devaient être en congé lundi. Dimanche, la télévision soviétique a, par ailleurs, retransmis, en direct et dans sa totalité, la messe de Noël célébrée en la cathédrale Ieklovkhov de Moscou par le patriarche Alexis II. Trois des quatre chaînes de télévision ont consacré une partie de leurs émissions à la fête religieuse.

Sur la place Rouge, à proximité du site où l'on reconstruit actuellement l'église Notre-Dame-de-Kazan, détruite dans les années 1930 par Staline, plusieurs centaines de personnes ont assisté à une lecture de la Bible, et les cloches de la cathédrale Saint-Basile ont retenti pour la troisième fois seulement depuis 1917. — (AP, AFP, Reuter.)

HISTOIRE

De Gaulle, témoignages et exégèses

L'Année de Gaulle qui vient de s'achever aura été particulièrement propice à l'édition de multiples ouvrages consacrés au général. Les plus récentes livraisons se partagent entre les témoignages et les exégèses.

Au titre des exégèses sur de Gaulle, plusieurs auteurs analysent l'œuvre, ou plutôt la pensée du général, pour en tirer des leçons toujours valables ou même des préceptes qui marqueraient durablement son destin. Pour tous ceux-là, l'appel du 18 juin est devenu un véritable acte spirituel dans lequel le verbe a commandé à l'action.

Ainsi pour Philippe de Salazar, la recherche de l'absolu, l'entêtement, la persévérance, le courage de Gaulle de Malraux, et il découvre même certaines convergences métaphysiques avec Mauriac ou Montherlant dans un essai brillant et paradoxal, *De Gaulle, références* (1).

Pour M. Jean Charbonnel, de Gaulle est toujours « un présent » car il est l'incarnation même du concept de légitimité (2). L'ancien secrétaire d'Etat ne cache pas son admiration pour un homme qui a illustré « hauteur et grandeur », mais il reconnaît que l'épaisseur du personnage préserve toujours ses mystères. M. Charbonnel, de formation démocrate-chrétienne et à ce titre de représentant d'un certain gaullisme social — sinon de gauche, — n'apporte guère de réponse à l'échec relatif de de Gaulle dans sa volonté de réaliser la participation. Mais il raconte bien cette aventure à contre-courant et vouée à l'échec que fut la tentative d'organisation du gaullisme de gauche.

Bien que rallié aujourd'hui à M. Mitterrand, l'ancien député RPR de Corrèze donne une analyse pertinente et fouillée de la pensée gaullienne en action. Mais pour de Gaulle, la dispersion de Georges Pompidou, la victoire de M. Valéry Giscard d'Estaing de M. Valéry Giscard d'Estaing aidée par « la trahison » de M. Jacques Chirac, un nouveau échec de la participation dont il était chargé au RPR en 1980 — bref une sorte de dérive droite — trahissent pour lui un itinéraire qui, paradoxalement et par dépit, devait le rapprocher des socialistes sans qu'il se confonde vraiment avec eux.

La constance de M. Sudreau

C'est d'un tout autre gaullisme que parle M. Pierre Sudreau, celui qui l'a poussé dans la Résistance, ses rencontres avec Gaston Deleury, les tortures de la gestapo, la déportation à Buchenwald. Dans *Au-delà de toutes les frontières*, il raconte aussi son expérience de ministre, subordonné lorsqu'il fut choisi par de Gaulle en 1958 pour s'occuper de la construction et de l'urbanisme (3). Mais M. Sudreau, au fil de nombreuses anecdotes, se révèle aussi comment de Gaulle se débattait à l'égard du général Jourdain, condamné à mort pour sa participation à l'OAS. Il affirme aussi que l'instauration du suffrage universel pour l'élection du président de la République avait même l'assentiment du Petit-Clamart le 22 août 1962. Il explique aussi d'accord et les raisons qui l'ont alors décidé à donner sa démis-

sion du gouvernement à cause de cette réforme. Or, aujourd'hui, l'ancien ministre n'hésite toujours pas à contester le bien-fondé de cette décision et à dénoncer ses conséquences néfastes sur le vie politique national. Il s'oppose en cela à beaucoup de monde et notamment à M. Charbonnel. Ce n'est pas un mince mérite en une époque où les plus farouches adversaires de la gaullienne s'accrochent fort bien de cette réforme.

M. Sudreau, qui fut aussi préfet, maire de Blois, député, président de conseil régional, n'hésite pas à aller également à contre-courant du conformisme ambiant pour développer une critique sévère et argumentée des « effets pervers » de la décentralisation. Il propose notamment une réduction du nombre des régions et des départements.

L'analyse doctrinale du gaullisme fait également de plus en plus d'émules comme on l'a vu lors du colloque de l'Institut Charles-de-Gaulle en novembre 1990. Deux nouveaux ouvrages entrent dans cette catégorie chez Berger-Levrault, qui fut une fois la guerre l'éditeur des premières œuvres de de Gaulle (4).

Dans *De Gaulle bâtisseur d'avenir*, M. Trutat, après une analyse quasi philosophique de l'œuvre du général, « en le mérite de consacrer un chapitre aux insuffisances et aux échecs. Quant à M. Jacky Levrault, dans son *Charles de Gaulle et le destin du monde*, sa description exhaustive et thématique d'un gaullisme qui l'a séduit s'accompagne d'une analyse pertinente de ce que fut l'aigle gaullien. C'est le témoignage d'un homme devenu « gaullien » et qui l'est resté qu'appuie M. Yves La Prairie dans *Ce siècle avait de Gaulle*. Officier de marine devenu directeur du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), l'auteur ne cache pas ses préférences politiques, qui n'ont guère varié. A travers le récit de sa vie, il est assez représentatif d'une génération marquée dès son adolescence par le défilé de 1940 (5).

Enfin un ouvrage particulièrement utile pour le point de vue de la trace a été conçu par M. Olivier Germain-Thomas, premier secrétaire général de l'Institut Charles-de-Gaulle, sous forme d'éphémérides de la naissance à la mort du général, jour par jour, ses faits et gestes y sont rapportés, mais aussi les événements extérieurs et enfin quelques citations éclairantes de contemporains de ceux-ci (6).

ANDRÉ PASSERON

(1) Philippe de Salazar, *De Gaulle, références*, éditions Gréco, 104 pages.

(2) Jean Charbonnel, *De Gaulle au présent*, Flammarion, 372 pages, 130 F.

(3) Pierre Sudreau, *Au-delà de toutes les frontières*, éditions Odile Jacob, 367 pages, 140 F.

(4) Claude Jean-Marie Trutat, *De Gaulle bâtisseur d'avenir*, préface Pierre Dabecq, éditions Berger-Levrault, 194 pages, 155 F.

(5) Jacky Levrault, *Charles de Gaulle et le destin du monde*, préface de Léo Hamon, éditions Berger-Levrault, 295 pages, 99 F.

(6) Yves La Prairie, *Ce siècle avait de Gaulle*, Ouest-France, 436 pages, 130 F.

(7) Olivier Germain-Thomas et Philippe Barthelemy, *Charles de Gaulle jour après jour*, Nathan, 350 pages, 198 F.

CARNET DU MONDE

Décès

— M^{re} Pierre Chabas, son épouse, ses enfants et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre CHABAS, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, administrateur civil, membre du conseil d'administration de la Banque de France, des finances et du budget, survenu le 27 décembre 1990.

De 1979 à 1984, il occupa les fonctions de directeur d'Etat auprès des établissements publics chargés de l'aménagement des villes nouvelles de Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée (EPAMARNE), Saint-Quentin-en-Yvelines et du Val de France, de l'établissement public de la métropole toulonnaise (EPML), de la Société d'équipement du bassin toulonnais (SEBL), de l'établissement public de la Seine-Saint-Denis (EPSS) et de la Société d'aménagement de la région de Rouen (SARR).

Avec la discrétion dont il savait entourer sa passion du service public, il avait le cœur de capitaine audacieux et l'inspiration de la plus exacte rigueur.

Ses obsèques ont été célébrées le 29 décembre, en l'église Saint-Sauveur de Brignoles (Var), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.

9, rue de l'Eglise, 92600 Asnières.

— Florian Cossart, Sophie Pouget, Les familles Cossart, Pouget et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

Stéphane COSSART, à l'âge de trente-deux ans, 457, route de Plan-Buisson, Tourcoing-Loup, 06140 Vence.

Mort de Jacques Durand

président du conseil général du Tarn

ALBI de notre correspondant

Le président du conseil général du Tarn, M. Jacques Durand (PS), est mort, samedi 5 janvier, à l'âge de cinquante et un ans, victime d'un cancer. Ses obsèques étaient prévues lundi à 15 heures, à Raimont, en présence, notamment, de M. Lionel Jospin, un ami personnel, qui devait représenter le gouvernement.

Né le 18 février 1939 à Mouzieux-Toulon (Tarn), militant du Parti socialiste en 1970, cet ancien instituteur, puis professeur de collège, avait suivi le parcours ordinaire des élus socialistes dans les années 1970-1980 : d'abord conseiller municipal d'opposition dans sa ville de Raimont, il avait conquis le siège de conseiller général en mars 1979 face au RPR, puis il était devenu le président de l'assemblée départementale en mars 1982. Jacques Durand était entré, au mois d'août suivant, au Palais du Luxembourg, à la suite du décès de Georges Spéna, dont il était le suppléant.

En 1983, il avait subi le contre-coup de l'affaiblissement de la majorité présidentielle et n'avait conservé sa majorité au conseil général que d'une voix, alors que, l'année suivante, il avait vu les divisions nationales PC-PS de son siège de sénateur. Il avait toutefois pris sa revanche aux élections cantonales de l'automne 1988, en élargissant nettement la majorité socialiste du conseil général (vingt-cinq « majorité présidentielle », dix-huit membres de l'opposition).

— M^{re} Jeannine Delest, M. et M^{re} Philippe Delest, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre DELEST, survenu le 2 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, à Pontaux-les-Forges (Landes).

Une messe en sa mémoire sera célébrée ultérieurement en l'église de Noisy-le-Roi (Yvelines).

— Le conseil d'administration, La direction, Les cadres Et le personnel d'ESF éditeur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marcel DIDIER, président de la société de 1949 à 1975, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 24 décembre 1990, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une messe sera célébrée à son intention, le mercredi 9 janvier 1991, à 14 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, Paris-17.

17, rue Véro, 75017 Paris.

— Les obsèques de

Edmond JABÈS, décédé le 2 janvier 1991, auront lieu mardi 8 janvier, à 10 heures, au cimetière du cimetière du Père-Lachaise.

(Le Monde du 4 janvier.)

— M^{re} Pierre Jundi, son épouse, M. et M^{re} Nicolas Jundi, M^{re} Isabelle Jundi, M. Arnel Jundi, ses enfants, Alexandre, Guillaume, Geoffroy, ses petits-enfants, Ses frères, sœur, belle-sœur, neveu et nièce, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre JUNDI, survenu le 3 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse au temple de Boulogne, 117, rue de Châteaux, aura lieu le mardi 8 janvier, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Sèvres (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Jacquelin, 92100 Boulogne-Billancourt.

— M^{re} L. Charles Levy, son épouse, M. et M^{re} Philippe J. David, ses enfants, Frédéric David, son petit-fils, Et toute la famille, ont la grande douleur de faire part du décès de

L. Charles LEVY, le 30 décembre 1990, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 2 janvier 1991, à 13 h 30, au cimetière du Montparnasse.

9, rue Étienne, 75014 Paris.

15, rue Théodore-de-Banville, 75017 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

AGENDA

Messes anniversaires

— Pour le vingtième anniversaire de l'accident aérien du 21 janvier 1971, dans lequel ont péri les

membres du comité mixte Armées-Commissariat à l'énergie atomique et l'équipage de l'avion, une messe sera célébrée le jeudi 10 janvier 1991, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Anniversaires

— Il y a sept ans, **Françoise GAUTHIER** (Vernot-Desroches) mourut du cancer.

Une pensée pour elle.

— Le 6 janvier 1990, **Bernard LEFEBVRE**, nous quittait.

Ce ceux qui l'ont connu se souviennent.

Eric et Mathieu, ses fils, Sa famille, Ses amis.

NOTES

SAMEDI 6 JANVIER 1991

19855 6 13 26 32 39 46 6

20835 6 13 15 19 26 36 24

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

24 26 27 28 29 30 31

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5429

1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

1. Un homme qui entretient les parcs.
2. Un appareil pour le contrôle des courses.
3. Donne de bons mois.
4. Agrément bien vulgaire.
5. Sans lui, on n'aurait pas la parole.
6. Langue ancienne. On peut le perdre quand on s'écarte.
7. Cassé quand il y a un croûte.
8. Fédic, chez la pharmacienne. Une portion de trépas.
9. Écrite par quelqu'un qui se moque du monde.
10. Dans la vent. Annoncé comme par un Dieu.
11. Béatité. Arrière.
12. As. Arcade.
13. Galonnière. Norf.
14. Ecoures. Noudé.
15. Sata. Séculier.

VERTICALEMENT

1. Quand on n'en rien dans le coffre.
2. Dresse des parquets. Éton

Solution du problème n° 5428

Horizontalement

1. Affaire. Ambages. — 2. Fournau. Alsace. — 3. Furtive. Usités. Lut. — 4. Rda. Ptol. Spors. — 5. Olla. Rémi. Ni. — 6. Locon. Satandis. — 7. Taltres. Cerise. — 8. Monées. Pé. Ca. — 9. Ai. Tues. Aerau. — 10. X. Passer. Outarde. — 11. Assistente. NE. — 12. Epi. Enée. Nod. — 13. Tonneau. Teraur. — 14. Isée. Inde. Eare. — 15. Testées. Os. Far.

Verticalement

1. Affron. Appât. — 2. Fouet. Amie. Posse. — 3. Furtive. Saines. — 4. Am. Teintes. Nat. — 5. Inspecteur. — 6. Rd. Orée. Isata. — 7. Eau. Nesses. Uns. — 8. Uer. Uer. — 9. Iles. Péante. — 10. Mari. Mée. Ande. — 11. Béatité. Arrière. — 12. As. Arcade. Ru. — 13. Galonnière. Norf. — 14. Ecoures. Noudé. — 15. Sata. Séculier.

GUY BROUTY

Trente fautes de français dans un jeu de société

Une orthographe de « cochon »

LYON

de notre bureau régional

Dans la publicité télévisée pour le célèbre « Pictionary », jeu de société importé des États-Unis, on voit un grand dodelin multiplier les dessins pour faire deviner à ses partenaires le mot « truie » puis, désespérant d'être compris, aller chercher ladite cochonne en la tirant avec une laisse. Faut-il y voir un signe ? En tout cas, les fabricants de ce jeu à succès semblent bien avoir une orthographe de... cochon.

C'est ce qu'a découvert un enseignant du Rhône, M. Christian Pasquio, qui, sur les fiches de la boîte offerte à son fils pour Noël, a mis en évidence une, puis deux, puis trois, et jusqu'à trente fautes d'orthographe...

Pour les absences de trait d'union, que relève scrupuleusement ce professeur de français — dans « cache sexe » ou « best seller » —, une certaine indol-

gence pourrait être admise. En revanche, comment ne pas regretter la « consternation indigne » du papa-professeur en voyant verrouiller « verus », bandoulière devenir « bandouillère », trombone s'enliser en « tromborme », banderole s'envoler en « banderolle »... Et que dire de « purée de poix », de « gauffra », de « cuir », de « grande ours » et de « quadruplets » ? Le président « F. Mitterrand » lui-même n'est pas épargné. Pris de « titubation » (sic), on serait tenté de se faire « brancarder » (resic).

Se prendre la plume dans les synecdoques, les hétérozygotes ou les catachèses du professeur Pivot un jour de dictée au Sénat n'est rien de désolant. Mais ne pas se tromper sept fois dans l'écriture de l'imprimé pour éviter d'enduire d'horreur des enfants désireux de s'instruire en jouant avec les mots, voilà qui relève d'une bien coupable désinvolture.

ROBERT BELLERET

BOUTIQUE Christian Dior

SOLDES

PRÊT-À-PORTER ET ACCESSOIRES FÉMININS

BOUTIQUE FOURRURE

PRÊT-À-PORTER ET ACCESSOIRES MASCULINS

CADREUX

LINGERIE

LINGE DE MAISON

BABY DIOR

DU 7 AU 12 JANVIER 1991

DE 10 H À 18 H 30

32, Avenue Montaigne

PARIS 8^e

ENQUÊTE

L'affaire Mécili et la raison d'Etat

Un crime à Paris, un tueur venu d'Algérie, une expulsion mystérieuse, une enquête qui s'enlise...

L'affaire Mécili est au point mort. Trois ans et neuf mois, jour pour jour, après l'assassinat à Paris, le 7 avril 1987, de l'opposant algérien, la justice française patage. Les raisons pour lesquelles le tueur présumé a été expulsé de France plutôt qu'envoyé devant une cour d'assises sont toujours aussi mystérieuses. L'ancien préfet de police de Paris, M. Jean Paoletti, a été mis sur la sellette par l'un des juges d'instruction chargés du dossier.

Mais, bien que le procureur de la République de Paris ait décidé, vendredi 4 janvier, de soutenir la requête de ce magistrat auprès de la Cour de cassation, le parquet semble douter que ce haut fonctionnaire ait quelque chose à voir avec l'expulsion. L'affaire se perd dans les méandres de la procédure et y restera enlisée tant que l'Elysée, dont les proches de la victime dénoncent la tiédeur, ne se résoudra pas à exiger des explications de l'Algérie, qui a probablement commandité le crime.

Pourtant l'enquête semblait bien engagée : quelques semaines après l'assassinat d'André (dit Ali) Mécili dans le hall de son immeuble, boulevard Saint-Michel à Paris (6^e), un indicateur fournit à la police la clé de l'enquête, avec un luxe de détails inédit. L'assassin serait un certain Abdelmalek Amellou, de nationalité algérienne, un petit truand plusieurs fois condamné en France, pour abus de confiance et détention d'armes notamment. Les services spéciaux de son pays lui auraient offert 800 000 F pour exécuter Ali Mécili, une tâche dont il s'est ponctuellement acquitté avant de disparaître en Algérie puis d'en revenir, comme s'il ne doutait pas de l'impunité.

L'assassin identifié, ses commanditaires connus, restait à éclaircir le mobile, qui ne faisait guère de doute. Avocat de nationalité française et d'origine kabyle, Ali Mécili, bien qu'il fût peu connu en France, était l'une des chevilles ouvrières de

l'opposition algérienne. C'est grâce à son entretenu qu'avait été scellée à Londres, en décembre 1985, la réconciliation de deux des chefs historiques de l'insurrection algérienne de 1954, MM. Ahmed Ben Bella et Hocine Ait-Ahmed (1). Une réconciliation qui tombe mal pour l'Algérie du président Chadli Bendjedid.

A son retour en France, Abdelmalek Amellou est arrêté, placé en garde à vue et, contre toute attente, expulsé vers l'Algérie, d'où la justice française n'a aucune chance, cette fois, de le voir revenir. Cette expulsion date du 14 juin 1987. Ce jour-là commence la seconde affaire Mécili : de quelles protections Abdelmalek Amellou a-t-il pu bénéficier en France pour échapper ainsi à sa comparution devant une cour d'assises ? Les soupçons qui pèsent sur lui sont si lourds, pourtant, en ce mois de juin 1987, qu'il fait l'objet de deux gardes à vue successives : l'une pour l'assassinat d'Ali Mécili (juge d'instruction : M^{me} Françoise Canivet-Beuzit), l'autre pour ses liens présumés avec des terroristes arabes (juge d'instruction : M. Gilles Boulogne). Au terme de ces deux interrogatoires, Abdelmalek Amellou est conduit à Ory-Sud sans autre forme de procès. Pourquoi ?

Faute professionnelle des policiers

Version de M. Robert Pandraud, alors ministre délégué à la sécurité, qui signe l'arrêt d'expulsion : « La garde à vue n'avait pas été l'occasion de terrorisme, pas plus qu'Amellou n'avait été reconnu par l'unique témoin de l'assassinat. Comme M^{me} Canivet-Beuzit n'avait pas jugé utile d'écrouer l'individu en question, j'ai décidé de le mettre dehors. Ce genre de malfrats, il vaut mieux les renvoyer chez eux que les laisser traîner en France. »

La version de M^{me} Canivet-Beuzit

n'est pas très différente. Comme M. Pandraud, elle admet avoir été informée des soupçons qui pèsent sur Abdelmalek Amellou : en plus des renseignements fournis aux policiers par leur « indic », les enquêteurs avaient découvert sur le tueur présumé un ordre de mission temporaire de la direction centrale de la Sécurité militaire algérienne, ordre de mission mettant à sa disposition dans son pays un « véhicule de service ».

De même que M. Pandraud, M^{me} Canivet-Beuzit rappelle que l'unique témoin du drame, une amie d'Ali Mécili, qui avait accompagné celui-ci au bas de chez lui, avait été incapable d'identifier Abdelmalek Amellou parmi un groupe de personnes que les enquêteurs lui avaient présenté. Sur quelle base, plaide aujourd'hui M^{me} Canivet-Beuzit, aurait-elle pu incriminer et écrouer un homme que le témoin numéro un venait ainsi de mettre hors de cause ? Sans doute, si elle avait été avertie à temps du renvoi en Algérie d'Abdelmalek Amellou, M^{me} Canivet-Beuzit se serait-elle ravisée. Du moins peut-on le penser. Mais elle ne le fit pas.

M. Pandraud a beau attribuer cette série de « impôts » à une « erreur d'appréciation » plutôt qu'à une « intention malicieuse », les policiers chargés de l'enquête ont commis une faute professionnelle. Le code de procédure pénale voulait en effet qu'ils avertissent M^{me} Canivet-Beuzit qu'une procédure d'expulsion était en route contre Abdelmalek Amellou (2). A moins qu'à leur décharge lesdits policiers aient reçu l'ordre de se taire (d'un supérieur hiérarchique, d'un collaborateur de M. Pandraud, du ministre lui-même...). Cela afin d'éviter que M^{me} Canivet-Beuzit coupe court à ce qui se tramait.

A la différence de M. Pandraud, M^{me} Annie Mécili, la veuve de l'avocat assassiné, croit, elle, à l'intention malicieuse. Comme son principal avocat, M^{me} Antoine Comte, elle accuse

l'Algérie d'avoir exigé et obtenu de la France qu'elle rende sa liberté au tueur, en contrepartie des bons offices du régime algérien en Proche-Orient dans les affaires d'Intages. Les délégués de M. Pandraud à cette évocation ne suffisent pas à le laver, lui ou ses services, de tout soupçon, même si on ne peut totalement exclure l'hypothèse de l'erreur d'appréciation.

M^{me} Mécili devait en tout cas décider de porter plainte pour forfaiture, c'est-à-dire pour crime commis par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions. Un magistrat parisien, M. Roger Ribault, était chargé d'instruire cette plainte visant ceux auxquels Abdelmalek Amellou devait son expulsion, tandis que M^{me} Canivet-Beuzit, promue conseillère à la chambre d'accusation de Paris, cédait la place, pour enquêter sur l'assassinat lui-même, à un nouveau juge d'instruction, M. Gilles Rivière.

A force de complications, le dossier Mécili risque aujourd'hui de finir éteint sous la procédure. Ainsi, saisi de cette plainte pour forfaiture, M. Ribault a-t-il estimé qu'il ne pouvait s'agir, tout au plus, que d'un recel de malfaiteurs. Il s'est ensuite heurté à un obstacle prévisible : ayant agi dans l'exercice de ses fonctions de ministre, M. Pandraud, s'il est fautif, relève de la Haute Cour de justice... M. Ribault a, du coup, cherché un autre coupable qu'il a cru trouver en la personne de M. Jean Paoletti, préfet de police de Paris au moment des faits.

Or un préfet est de ces personnes « protégées » par la loi dont l'inculpation éventuelle ne peut être prononcée que par une juridiction choisie par la Cour de cassation. Le parquet de Paris, après avoir un temps bloqué cette procédure au motif que l'ordonnance de M. Ribault visant l'ancien préfet de police serait « peu convaincante », vient de sortir de son expectative. Le procureur de la République de

Paris a finalement demandé au procureur général de la Cour de cassation de saisir la chambre criminelle qui devait se prononcer à la mi-janvier. Peut-être désignera-t-elle alors une juridiction chargée d'établir le pourquoi de l'expulsion d'Abdelmalek Amellou. Un jour, éventuellement, on saura la vérité.

Double jeu à l'Elysée ?

En attendant, l'assassin présumé court toujours. Malgré une amorce de démocratisation, le régime du président Chadli Bendjedid refuse, comme hier, de coopérer avec la justice française. Les rares officiels qui, sur place, acceptent d'évoquer la question, en exigeant un strict anonymat, se contentent de broder sur la thèse officielle selon laquelle l'Algérie est « totalement étrangère à l'affaire Mécili ».

Paris se refuse pareillement à demander des comptes à Alger. A l'instar de « notre ami le roi » (du Maroc), notre ami Chadli Bendjedid est considéré en France comme un monarque mal. A ménager par conséquent. Exiger davantage d'explications de l'Algérie serait mettre directement en cause son président dont dépendent les services spéciaux qui, selon toute vraisemblance, ont commandité l'assassinat. L'ambassadeur de France en Algérie, M. Jean Andrieu, confirme à sa manière cette explication : à savoir que personne à Paris ne lui demande de faire du « double jeu » à l'Elysée ? Ce que j'en sais, c'est ce que je lis dans les journaux.

L'Elysée donne ainsi l'impression de jouer double jeu. Officiellement, il fait savoir que « la lumière soit faite sur un crime particulièrement odieux », comme il l'a écrit à M^{me} Mécili. M. François Mitterrand répugne visiblement à faire pression sur l'Algérie. L'ancien garde des

scaux, M. Pierre Arpaillange, avait seulement reçu pour consigne du président de la République de veiller à ce que l'enquête judiciaire ouverte après l'assassinat ne s'enlisât pas. Message reçu. Six fois la chancellerie a relancé la commission rogatoire internationale, délivrée par M^{me} Canivet-Beuzit, demandant aux autorités algériennes de « procéder à l'audition d'Amellou Abdelmalek » afin de « déterminer ses activités et ses moyens d'existence passés et actuels ». La dernière relance, suivie à quelques jours d'intervalle d'une lettre de M. Arpaillange à M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, date du mois de septembre. Pas plus que les précédentes, elle n'a eu d'effet.

L'Algérie serait-elle disposée à coopérer qu'Abdelmalek Amellou ne pourrait être jugé en France, puisque, en vertu d'une vieille règle de droit international, un Etat n'extrade pas ses ressortissants. Tout au plus peut-on imaginer un procès en Algérie. La République algérienne démocratique et populaire n'est pas prête à ce débâcle. Seul indice que quelque chose bouge peut-être là-bas, le quotidien gouvernemental du soir *Horizons* a publié, le 14 octobre, un article reconnaissant que l'accusation lancée en France contre la Sécurité militaire algérienne d'avoir commandité le meurtre n'a jamais connu de démentis appuyés. Le journal ajoutait à usage interne : « A quand le vrai rebondissement de l'affaire Mécili ? » Au moins la question est-elle maintenant posée.

BERTHARD LE GENDRE

(1) Cf. Hocine Ait-Ahmed, *L'affaire Mécili*, Editions La Découverte, 1989.

(2) L'article D. 34 du code de procédure pénale oblige « l'officier de police judiciaire chargé d'une commission rogatoire (à information) le magistrat commettant (...) de son activité ».

POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS,
OFFREZ-VOUS LES LUMIÈRES DE LA VILLE.



OFFRES EXCEPTIONNELLES
AU DÉPART DE PARIS.

NEW YORK 2 995^FAR
MIAMI 3 700^FAR

LE VOYAGE DOIT ÊTRE EFFECTUÉ ENTRE LE 14 JANVIER ET LE 17 MARS 1991. TARIFS SOUMIS À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE ET DE TRANSPORT. PRIX SUSCEPTIBLES

DE MODIFICATIONS EN FONCTION DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR. RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE AIR FRANCE OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES.

HDM

• AUTRES TARIFS AU DÉPART DE LA PROVINCE.

AIR FRANCE Vacances

Le Fonds
prend le com

des hommes

50.000.000

ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

23 L'Etat Providence aux Pays-Bas
38 Marchés financiers

24 Communication
25 à 27 Champs économiques

39 Bourse de Paris

BILLET

Taxes et crise du Golfe

Les automobilistes français vont payer un peu plus cher leur essence en ce début de semaine parce que l'Etat vient d'augmenter la TIPP (Taux Intérieur sur les Produits Pétroliers) comme il le fait normalement en début d'année. A un moment où les prix du brut baissent enfin après avoir beaucoup monté, la réaction est de s'interroger ou plutôt de se dire que décidément les prix de l'essence ne baisseront jamais. La hausse des taxes sur l'essence - des taxes qui rapporteront plus de 155 milliards en 1991 - est programmée depuis longtemps en début d'année, même si parfois un ministre des finances avoue en retard l'application pour soulager l'indice des prix quand celui-ci s'annonce particulièrement mauvais. On peut penser que, si la crise du Golfe avait atteint un grand degré de tension, faisant grimper les prix du brut à 40 ou 50 dollars le baril, le ministre des finances aurait décliné de reporter ou de fractionner la hausse de la TIPP. La calotte relative qui règne sur les marchés pétroliers permet au gouvernement de laisser jouer normalement les mécanismes de hausse de la TIPP. Normalement? On aura peut-être remarqué que le budget de 1991 qui vient d'être voté par le Parlement contient une disposition concernant précisément la TIPP. Celle-ci est cette année soumise à une hausse de 1,8 % que la moitié de la hausse des prix de 1990 et non les trois quarts comme cela était la règle jusqu'à présent. D'une certaine façon donc, et de manière peu spectaculaire, les pouvoirs publics ont décidé de freiner les hausses « fiscales » de l'essence, qui ne seront que de 1,8 % cette année. Les automobilistes devraient en avoir conscience même si le relèvement qui vient d'intervenir surprend. Le problème qui pose la décision du gouvernement est d'un autre ordre : faut-il atténuer les hausses au risque d'inciter les automobilistes à continuer de rouler comme si de rien n'était? La TIPP entre pour 60 % dans le prix du super à la pompe. Mais plus l'essence sera chère et plus les consommateurs s'économiseront. Le budget de 1991 contient d'ailleurs d'autres mesures qui conduisent à réduire le prix de l'énergie : déductibilité totale de la TVA en deux ans sur les achats de gazole utilisés comme carburant. Le choix du court terme se cède de bon gré à l'attente de la fin de l'année 1991. Mais, à plus long terme, il n'est pas certain que des mesures de ce genre soient bien inspirées.

AL V.

Les difficultés des banques aux Etats-Unis

Le Fonds américain de garantie des dépôts bancaires prend le contrôle de trois filiales de la Bank of New England

Le Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), l'organisme qui assure les déposants en cas de faillite des établissements de crédit aux Etats-Unis, a refusé, dimanche 6 janvier, d'apporter sa garantie à cinq établissements financiers fermés sur décision de l'Etat de Rhode Island. Il s, en revanche, pris le contrôle des trois filiales en faillite de la Bank of New England, en les renflouant de 750 millions de dollars.

Les déposants des trois filiales faillies de la Bank of New England, le plus important établissement financier de Boston (23 milliards de dollars d'actifs et des guichets ouverts dans trois Etats de la côte Est des Etats-Unis) sont soulagés. M. William Seidman, le président du FDIC, l'organisme d'assurance fédéral des dépôts bancaires, a annoncé dimanche 6 janvier qu'il prenait le contrôle de ces trois établissements et que les clients

auraient accès à leurs comptes dès lundi 7 janvier. La Bank of New England, treizième banque des Etats-Unis, souffrait depuis plusieurs mois de la déconfiture du secteur immobilier. Elle a perdu 1,4 milliard de dollars en 1989 et pourrait faire état de 450 millions de pertes pour le seul quatrième trimestre 1990.

Dans l'Etat de Rhode Island, en revanche, rien n'est réglé. M. Bruce Sundlun, le gouverneur de l'Etat avait ordonné, la semaine dernière, la fermeture de 45 banques et établissements de crédit (le Monde du 4 janvier). Cette décision était motivée par le fait que l'organisme local chargé d'assurer la sécurité des dépôts avait mis en faillite par le dépôt de bilan d'une petite banque de la ville de Providence (Rhode Island). Sur les 45 établissements fermés (ils représentent plus de 8 milliards de francs de dépôts), 22 sociétés financières devraient retrouver leurs portes prochainement. La National Credit Union Association (NCUA), un organisme d'assurance fédéral a accepté de prendre leurs dépôts en garantie. En

revanche, le spectre de la faillite se profile pour les 23 autres établissements financiers, qui sont les plus importants par le total de bilan.

Dimanche 6 janvier, le FDIC a refusé d'apporter sa garantie à cinq établissements financiers fermés sur décision de l'Etat de Rhode Island. Ces cinq banques détenaient 365 millions de dollars de dépôts (1,8 milliard de francs).

Risques excessifs

Tout le système de garantie des dépôts aux Etats-Unis est en cause. Car dans le Rhode Island, des dizaines de milliers de particuliers n'ont plus accès à leur épargne, ni à leur compte courant. Les chèques qu'ils peuvent faire pour payer leurs loyers ne sont pas honorés et les supermarchés n'acceptent plus que l'argent liquide, refusant toute carte de crédit émise au nom des établissements fermés.

Certes, le président du FDIC, M. William Seidman s'est voulu rassurant. Interrogé, par une chaîne de télévision, il a déclaré que sa com-

pagnie d'assurance disposait de fonds suffisants pour faire face à n'importe quelle faillite pouvant se produire à horizon prévisible. Il a néanmoins tempéré tout enthousiasme excessif en expliquant que si la récession durait, il serait peut-être nécessaire de songer à recapitaliser le FDIC.

Nul doute que le débat sur la nécessaire réforme de l'assurance des dépôts va être relancé par la débâcle financière de Rhode Island. La déréglementation des années 80 a poussé les établissements financiers à des prises de risques excessifs, sans que le vieux système de garantie des dépôts en soit réformé.

En l'état actuel de la réflexion, plusieurs axes de réforme sont discutés. Le premier, avancé par les libéraux, prévoit de réduire la couverture d'assurance des dépôts (actuellement de 100 000 dollars), de manière à accroître la surveillance de l'établissement par les déposants eux-mêmes. Mais ce système avantage surtout les plus gros déposants. Avertis les premiers, ils pourraient retirer brusquement leurs

capitaux, précipitant la faillite de l'établissement.

La seconde réforme possible passe par un relèvement des fonds propres des banques. Mais l'expérience montre que les autorités de tutelle n'ont pas souvent obligé les banques à respecter les règles actuelles. Beaucoup d'établissements restent aujourd'hui sous-capitalisés.

Le troisième et dernier axe de réflexion implique le paiement d'une prime de risque par les établissements financiers. Le FDIC assure aujourd'hui toutes les banques de la même manière, qu'elles soient bien ou mal gérées, que leur politique de développement soit sage ou risquée. Autrement dit, chaque fois qu'une banque voit son bilan se dégrader, elle est amenée à prendre des risques plus importants pour le redresser. Faire varier les primes en fonction des risques pourrait calmer l'ardeur des présidents de banque et les empêcher par exemple d'affecter un tiers de leur enveloppe de crédit à un secteur peu liquide comme l'immobilier de bureau.

YVES MAMOU

Le débat sur les retraites

Le grand retour de la capitalisation

La retraite par capitalisation ne fait plus figure d'épouvantail. Souvent présentée comme une sorte de « grand méchant loup », elle pourrait bien, en 1991, acquiescer la légitimité qu'elle a jusqu'à présent, lui été refusée dans un pays qui s'est choisi depuis quarante-cinq ans la technique de la répartition.

De même que les repères géopolitiques nés de la guerre froide se dissolvent, l'antagonisme traditionnel entre la répartition (les actifs paient pour les retraités) et la capitalisation (épargne individuelle débouchant sur une rente après la vie professionnelle) commence à se lézarder. M. Pierre Bérégovoy, en affirmant qu'il « n'exclut pas en 1991 de mettre en chantier » ce dossier (le Monde du 1^{er} janvier) vient d'en fournir une nouvelle illustration.

Cette prise de position du ministre de l'économie est particulièrement révélatrice d'une certaine évolution des esprits alors que le gouvernement doit publier prochainement un Livre blanc avant de tenter d'organiser un « Grenelle » des retraites. En juillet 1990, une étude parue sous l'égide de l'INSEE insistait sur la nécessité d'une « réforme en profondeur du système des retraites » avait provoqué un tollé. M. Bérégovoy lui-même était monté au créneau en expliquant que « la

capitalisation souscrit à titre individuel » était un « retour de cent ans en arrière, le chacun pour soi ou la fable intitulée le Cigale et la Fourmi ».

La méfiance traditionnelle de la gauche, des syndicats mais aussi d'une bonne partie du patronat à l'égard des produits de retraite par capitalisation proposés par les assurances ou par les banques remonte à l'immédiat après-guerre, lorsque des régimes par répartition ont été constitués sur les ruines des anciens systèmes par capitalisation, incapables de garantir des pensions satisfaisantes. Peu à peu, ont été mises en place des retraites de base (Sécurité sociale) puis des retraites complémentaires (AGIRC pour les seuls cadres en 1947 et l'ARRCO pour l'ensemble des salariés en 1962).

Bénéficiant du contexte favorable des « trente glorieuses », 1945-1975, selon la formule de Jean Fourastié - taux de natalité élevé et taux d'activité des femmes important, plein emploi, croissance économique soutenue - ce choix s'est révélé efficace et tout a parfaitement fonctionné jusqu'au début des années 80.

Or, dans la dernière période, le système s'est emballé : le ébrouage représente un manque à gagner du côté des cotisations, de plus en plus de nouveaux retraités ont réalisé des carrières complètes qui impliquent des charges d'autant plus croissantes que les avantages supplémentaires consentis dans les dernières décen-



nies doivent, à présent, être honorés. Alors que les retraites complémentaires, gérées par les partenaires sociaux, ajustent régulièrement leurs comptes en répartissant les efforts entre cotisants et retraités, les régimes de base (régime général et régimes spéciaux), malgré un accroissement continu des cotisations, doivent faire face à une dérive des dépenses qui atteint quelque 10 milliards de francs par an. Vers 2005-2010, lorsque la génération du baby boom partira en retraite, la situation promet d'être critique à moins que la croissance économique ne fasse preuve d'un dynamisme imprévu. En 2040, estime l'INSEE, les actifs devraient tolérer un taux de cotisation situé entre 25 % et 40 % si aucune disposition permettant de freiner les dépenses n'était prise rapidement.

Partager la richesse nationale

Comment desserrer l'étau? Les tenants de la capitalisation soulignent que le développement de produits d'épargne permettrait de financer l'économie et d'atténuer la pression qui pèse sur les régimes par répartition. Les syndicats rétorquent que la capitalisation ignore la solidarité entre catégories sociales - un smicard n'a guère les moyens de souscrire à un tel produit, objectent-ils - et accusent de « mercantilisme » banques et assurances.

Au-delà de ce débat idéologique, force est de constater que, quelle que soit la technique utilisée, l'équation de base reste la même : comment partager la richesse nationale entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent plus? Si la capitalisation ne saurait apparaître comme une solution miracle, la répartition, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, ne peut à elle seule suffire à relever les défis de l'avenir sous peine de générer des transferts de charges

autant que la part respective de la répartition (12 % du PIB) soit condamnée à décroître. Quant à la capitalisation - beaucoup moins développée en France que dans les principaux pays développés - elle pourrait prendre des formes nouvelles.

Outre le lancement d'un nouveau produit de retraite « grand public » bénéficiant d'avantages fiscaux que souhaitent les assureurs (et que la Rue de Berry paraît envisager favorablement), des « fonds de pension » pourraient voir le jour. Fonctionnant par capitalisation et gérés en dehors de l'entreprise en collaboration avec les partenaires sociaux, ces fonds (1) qui permettent de transférer du pouvoir d'achat de la période d'activité à celle d'inactivité se sont fortement développés aux Etats-Unis, au Japon, aux Pays-Bas, dans les pays nordiques ou en RFA.

En France, les partenaires sociaux accepteraient-ils d'y recourir, y compris par l'intermédiaire des caisses de retraite? Pour l'instant, ils ne paraissent guère tentés.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Voir l'article de Denis Kestier dans *Haute finance* n° 9, Hiver 1990.

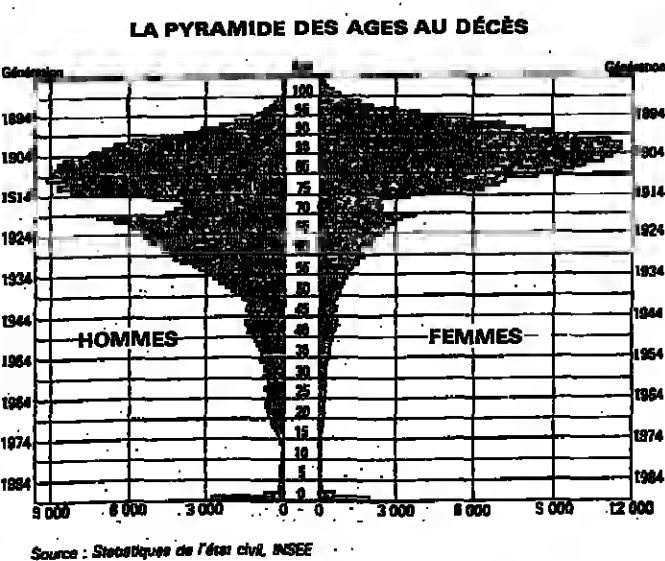
La « surmortalité » des hommes en France

Les données publiées par l'INSEE (1) sur l'évolution de la mortalité en 1989 mettent en évidence la « surmortalité » des hommes par rapport aux femmes, à tous les âges. Avant même le premier anniversaire, six garçons décèdent pour quatre filles.

La différence atteint son maximum entre 20 et 35 ans : dans cette tranches d'âge, il meurt trois fois plus d'hommes que de femmes. Résultat : l'écart d'espérance de vie à la naissance est de 6 années (les femmes atteignent 80,6 ans, les hommes seulement 72,4 ans), et plus des femmes que d'hommes meurent centénaires.

Cet écart entre les deux sexes est le plus important en Europe, alors que la France se situe parmi les premiers pays pour la longévité des femmes : en Suède, par exemple, l'espérance de vie des hommes atteint 74,5 ans et celle des femmes 80,5 ans.

La « surmortalité » des hommes s'explique par une autre consé-



Source : Statistique de l'état civil, INSEE

quence : les femmes de 75 ans et plus sont souvent veuves. C'est le cas d'une femme sur deux à 75 ans, de deux sur trois après 80 ans, de plus de trois sur quatre après 85 ans. En 1989, 183 000 femmes ont

perdu leur mari, soit presque le triple du nombre d'hommes devenus veufs. La moitié d'entre elles avaient plus de 87 ans.

(1) INSEE Première, n° 114, décembre 1990.

M.S. ESC LYON

MASTERS DE MANAGEMENT SPECIALISE

4 domaines stratégiques :

- TECHNOLOGIE ET INDUSTRIE
- MARKETING INDUSTRIEL INTERNATIONAL
- ACTIVITES DE SERVICES
- INGÉNIERIE FINANCIERE

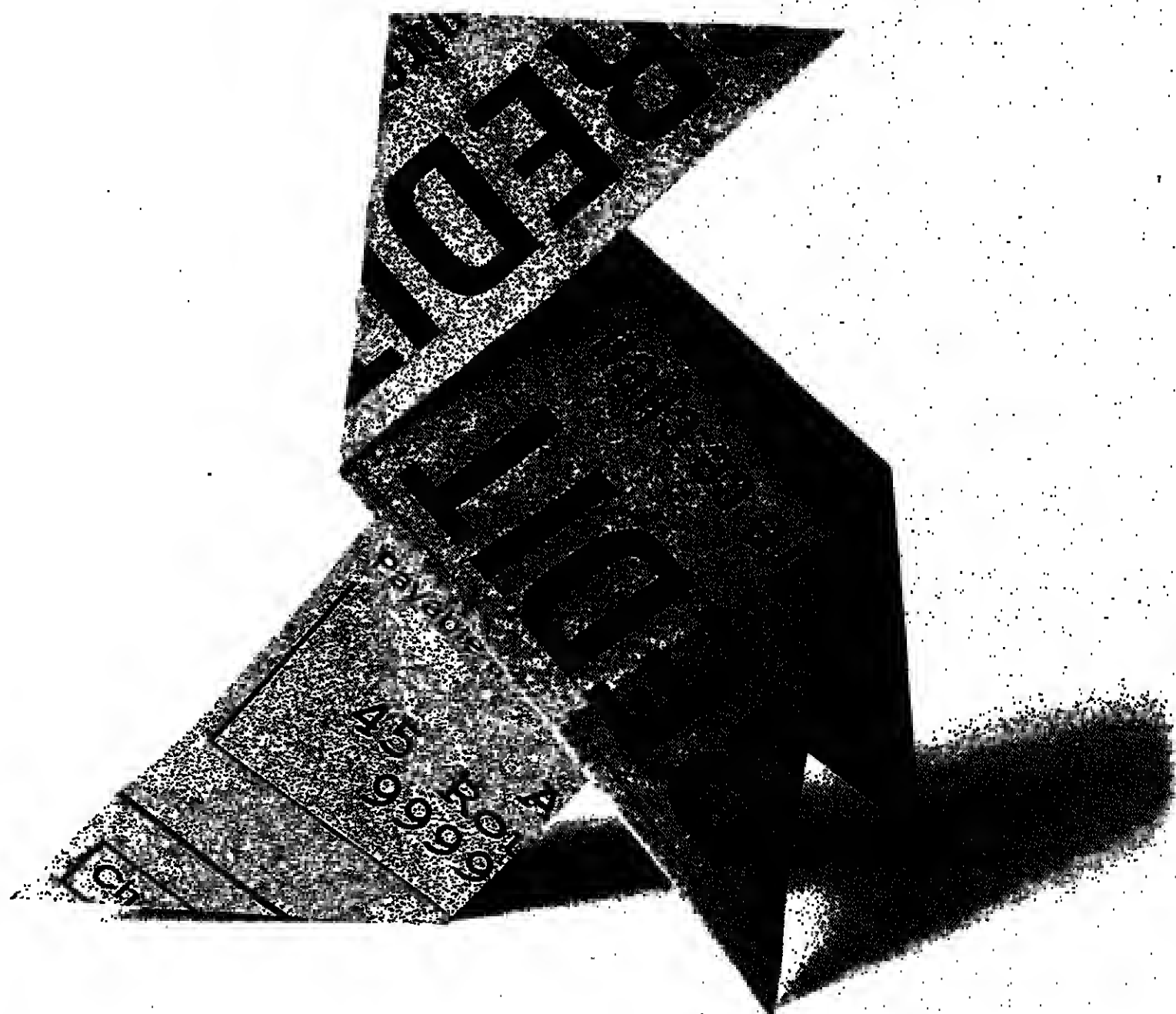
Pour acquiescer une expertise dans ces domaines et vous préparer aux nouveaux métiers qu'ils offrent, jeunes diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs ou de Gestion, ou d'Universités, cadres d'entreprise, français ou étrangers.

Renseignez-vous : 72.20.25.25

Mastères Informations - Groupe ESC Lyon
23 av. de Collongue - BP 174 - 69132 ECULLY Cédex

Groupe ESC Lyon
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

Les Banques ne veulent plus garantir les Chèques,
Les Juges refusent de poursuivre...
A votre avis, quel est l'Avenir du Chèque ?



Il y a 10 millions de chèques impayés en France chaque année. Certains tribunaux ont refusé de poursuivre ceux qui émettent des chèques en bois, et les banques ne veulent pas rehausser leur garantie jusqu'à 500 francs. C'est la raison de la colère des pompiers et de certains distributeurs reçus dernièrement par Monsieur François DOUBIN. Mais à qui fera-t-on croire que les banques sont unanimement incapables d'offrir cette garantie ? Et surtout, d'avoir une politique plus responsable dans la délivrance des chéquiers à leurs clients. Les banques n'ont pas réussi à faire payer les chèques. Elles essaient aujourd'hui de discréditer ce mode de paiement en laissant pourrir la situation. Les consommateurs ne doivent pas s'y tromper : au delà du conflit qui oppose deux corporations, ce sont la qualité, la crédibilité et surtout la gratuité des moyens de paiement qui sont en jeu.

E. LECLERC



ÉTRANGER

Les choix budgétaires du ministre socialiste des finances

Le gouvernement néerlandais s'attaque à l'Etat-Providence

Le cabinet néerlandais a engagé, lundi 7 janvier, la discussion d'un ensemble d'ajustements budgétaires devant s'élever à 14 milliards de florins (42 milliards de francs) d'ici à la fin 1993. Cette somme, indiquée à la veille de Noël par le vice-premier ministre et ministre des finances, M. Wim Kok, pourrait n'être qu'un minimum.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Technocratiquement baptisée *mid-term review* (révision intermédiaire), l'opération porte mal son nom. La coalition de centre-gauche, formée par les chrétiens-démocrates (CDA) et les socialistes (PVD), dont le mandat électoral théorique jusqu'en 1993, ne siège en effet que depuis quinze mois. C'est d'ailleurs en présentant son premier projet de budget (le *Monde* du 21 septembre) que le cabinet avait annoncé son intention de définir très vite les moyens de contenir le déficit public - menacé de dérapage par les incertitudes de la conjoncture internationale - dans la norme fixée par l'accord de gouvernement, soit 3,25 % du PIB en 1994, contre 5,25 % en 1990. La coalition gouvernementale s'apprête donc à procéder à ses premiers vrais équilibres budgétaires, et ceux-ci s'annoncent « radicaux ». M. Wim Kok (PVD) a, dès le mois de novembre, prévenu ses concitoyens que « leur capacité de résistance [allait] être durement mise à l'épreuve ».

Jusqu'à présent, les Néerlandais ont pu exercer leur sens de l'interprétation, les responsables politiques, ministres et chefs de la majorité parlementaire confondus, n'ayant fait qu'évoquer la possibilité d'un « allourdissement des charges des ménages ». A mots couverts, le grand argentier du pays et son chef de gouvernement, M. Ruud Lubbers (CDA), ont, par exemple, tout à tour souligné que le manque à gagner fiscal (15 milliards de francs) enregistré en 1990 engendrerait une baisse des prélèvements collectifs à 52,3 % du revenu national. Sous-entendu, que la marge de manœuvre pour augmenter les impôts dans la limite du taux de prélèvement collectif prévu par l'accord de gouvernement (53,6 % au plus en 1994) s'est trouvée accrue. En réalité, de facto, certains droits d'assise seraient augmentés et certains biens seraient désormais soumis au taux supérieur de TVA (18,5 %, dont la diminution à 17 %, initia-

lement envisagée dans le cadre de l'harmonisation européenne, pourrait être reportée. C'est du moins ce que préconise le chef du groupe parlementaire socialiste.

M. Kok espère encaisser entre 12 et 15 milliards de francs de recettes fiscales supplémentaires. Mais plusieurs voix - dont celle du gouverneur de la Banque des Pays-Bas - se sont élevées pour le critiquer et lui conseiller de recourir exclusivement à une réduction des dépenses de l'Etat. Celles-ci pourraient être amputées de quelque 27 milliards de francs, selon le ministre des finances, qui a invité ses collègues à préparer des propositions d'économie.

Révision du système des subventions

Il semble acquis que le système des subventions tous azimuts va subir une révision, quitte à ce que certains principes, tel celui de l'égalitarisme, soient bafoués. Le chef du groupe parlementaire CDA a notamment émis l'hypothèse d'un lien entre le montant des allocations familiales ou des bourses d'étude et les revenus des ménages.

De même le régime de Sécurité sociale, considéré comme très généreux, pourrait-il se durcir, notamment en matière d'incapacité du travail, un statut dont révisent aujourd'hui près de 900 000 Néerlandais, soit environ 20 % de la population « potentiellement acquies ».

Il pourrait donc échoir à un ministre socialiste des finances d'enclencher le démantèlement de l'Etat-Providence néerlandais, paradoxalement maintenu en l'état par les deux gouvernements de centre-droit (chrétiens-démocrates et libéraux), qui étaient présidés par le même premier ministre qu'aujourd'hui et qui avaient pourtant pour ambition d'assainir les finances publiques. Mais le Parti socialiste verra sans doute à ce que M. Kok ne se glisse dans ce rôle contre nature qu'après avoir obtenu des garanties quant au pouvoir d'achat des moins bien lotis et au maintien de l'indexation des allocations sociales sur les augmentations de salaire dans le secteur privé, mécanisme qui est la pierre angulaire de la coalition.

CHRISTIAN CHARTIER

Impopulaire et très visible

Une TVA à 7 % a été introduite au Canada

Une nouvelle taxe à la consommation est appliquée depuis le début de janvier au Canada : la TPS (Tax on Products and Services). Cette taxe de 7 % sur les produits et services ressemble à la TVA et remplace - mais au seul niveau fédéral - une taxe de vente perçue depuis soixante ans au taux de 13,5 % sur les seuls produits manufacturés. L'ancienne taxe avait le grave inconvénient de pénaliser les producteurs nationaux par rapport aux producteurs étrangers. Les provinces, jalouses de leurs privilèges, n'ont pas intégré dans leurs taxes de ventes - payées par le consommateur - la nouvelle taxe d'Etat.

Si pour les chaînes de magasins et les grandes entreprises, l'entrée en vigueur de la nouvelle taxe semble s'être faite en douceur, les choses ne se sont pas aussi bien passées dans les petites entreprises et d'une façon générale partout où ne sont pas encore installés des systèmes de gestion informatisés. La TPS est impopulaire auprès des consommateurs car elle majore les prix de beaucoup de produits et de presque tous les services. M. Wilson, le ministre des

finances estime que l'impact sur le coût de la vie devrait être de 1,1 %. Surtout la taxe est très visible, étant payée à la caisse et n'étant pas comprise dans les prix affichés. L'agence France Presse rapporte que des gestes individuels de protestation ont été notés, notamment dans des stations-service où des automobilistes n'ont pas voulu payer la taxe.

La TPS est mal comprise, semble-t-il, parce qu'elle ne frappe pas certains biens et que les critères d'exemption ne sont pas toujours clairs ni convaincants. Les denrées alimentaires de base, les médicaments, les soins médicaux, les transactions sur l'immobilier ancien en sont exclus. Les biscuits et les muffins sont considérés comme produits de base et donc exonérés mais pas les yaourts.

La nouvelle taxe, qui avait été envisagée en départ avec un taux de 9 %, devrait rapporter 18 milliards de dollars annuellement (80 milliards de francs environ). Reste à savoir comment Ottawa pourra gérer la nouvelle taxe au sein d'un fédéral, si les provinces continuent de refuser de l'appliquer à leur niveau.

INSOLITE

L'assureur et les chèques en bois

La société La Pyramide, créée à la fin de 1989 à Mouchard (Jura), proposait aux commerçants de la région de les assurer contre les mauvais payeurs.

Son fondateur, M. Jean-Jacques Reuch, s'engageait à rembourser ses adhérents à concurrence de quatre fois le montant de leur cotisation et se chargeait ensuite du recouvrement des créances.

Mais le système s'est très vite envolé. Certains clients n'ont jamais été dédommagés et les adhérents ont été réglés avec des chèques sans provision dès le mois de juillet. Des salariés et des commerçants lésés ont déposé plainte.

Quant au fondateur-gérant de La Pyramide, M. Jean-Jacques Reuch, il a disparu depuis la fin du mois de novembre en laissant ses quinze salariés dans des locaux privés d'électricité et de téléphone.

EN BREF

o M. Espalieu chez M. Fauroux. - M. Marc Espalieu a été nommé conseiller, chargé de l'énergie et des matières premières, auprès de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire.

o Agé de quarante ans, M. Marc Espalieu était depuis 1988 adjoint au directeur des hydrocarbures. Agrégé d'histoire, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, il avait été auditeur, puis conseiller référentaire à la Cour des Comptes de 1982 à 1986.

o Augmentation de 1,7 % du RMI. - Le plafond de l'allocation de base du revenu minimum d'insertion (RMI) est porté à 2 146 francs par mois pour une personne seule au 1^{er} janvier 1991, a annoncé le ministre de la Solidarité. Cette hausse de 1,7 % devrait concerner quelque 400 000 bénéficiaires du RMI en métropole. Pour une personne à charge, la prestation supplémentaire atteint désormais 1 073 francs.

o Découverte de pétrole d'Elif-Aquitaine en Angola. - Elf-Aquitaine a annoncé, dimanche 6 janvier, une nouvelle découverte de pétrole au large des côtes de l'Angola. Le puits a donné un débit cumulé de plus de six mille barils par jour d'un pétrole « de bonne qualité ». Elf-Aquitaine-Angola est opérée à 50 % de ce gisement, pour le compte d'une association composée d'Agip-Angola (15 %), Agip, compagnie conduite par Mitsubishi Petroleum Development (12,5 %), Repsol (6,25 %), Svenska (6,25 %), INA Naftaplin (5 %) et Naftagas (5 %).

o Pays-Bas : exportations records de fruits et légumes en 1990. - Les exportations néerlandaises de fruits et légumes ont très fortement progressé en 1990 - 11 % par rapport à l'année précédente - selon les milieux professionnels, pour atteindre 7,5 milliards de florins (22,5 milliards de francs). Les exportations de plantes ornementales ont de leur côté progressé l'an dernier de 8 %. Au total, les exportations horticoles néerlandaises se sont élevées en 1990 à 14,2 milliards de florins (42,6 milliards de francs).

o Privatisation du téléphone au Venezuela. - La Compagnie nationale de téléphone du Venezuela (CANTV) sera privatisée en totalité en 1991, a annoncé le 5 janvier à Caracas, son président, M. Fernando Martinez Mottola, qui a par ailleurs précisé que le gouvernement vénézuélien avait déjà reçu des propositions de sociétés américaines, asiatiques et européennes intéressées par cette opération. - (AFP)

Le Monde ÉDITIONS

Les mutations de l'économie mondiale 1975-1991

par le Service économique du Monde et Alain Gélédan

REPÈRES

ALLEMAGNE

Abandon du projet de taxe autoroutière

Le secrétaire d'Etat allemand aux finances a annoncé que le gouvernement de Bonn avait abandonné son projet de vignette autoroutière, qui devait contribuer à la modernisation du réseau de l'ancienne RDA et à rééquilibrer le budget routier fédéral, les autoroutes allemandes étant gratuites. La taxe aurait été imposée aux automobilistes sans distinction de nationalité et se serait élevée à 100 marks (340 F) (le *Monde* du 19 décembre 1990). La Commission de Bruxelles l'a jugée non conforme aux normes communautaires.

COMMERCE

Reprise des investissements japonais en Chine

Selon le quotidien économique japonais *Nihon Keizai Shimbun* du 6 janvier, Tokyo aurait décidé de lever l'interdiction concernant les investissements en Chine. Cette

mesure devrait prendre effet à partir d'avril. Il s'agit là de la levée de la dernière des sanctions prises par les Japonais à la suite de la répression des manifestations de Pékin au printemps 1989. Citant des sources du ministère japonais des finances, le journal économique ajoute que cette mesure permettrait à la Chine de reprendre l'attribution d'obligations au Japon et aux sociétés japonaises de travailler à nouveau des investissements directs en Chine, notamment des constructions d'usines.

CROISSANCE

La Bundesbank prévoit pour 1991 une progression de 3 % en Allemagne

M. Karl Thomas, membre du directoire de la Bundesbank, a déclaré, dimanche 6 janvier, qu'il tenait pour réaliste un taux de croissance économique de 3 % cette année en Allemagne. Cette prévision est plus optimiste que celles faites par la plupart des instituts de conjoncture allemands mais correspond exactement aux chiffres avancés par l'OCDE. M. Thomas estime que le boom économique que connaît l'ouest de l'Allemagne est durable et que sa partie est connaît un début d'essor. En revanche, M. Thomas estime que le gouvernement devrait réduire ses dépenses de 40 milliards de deutschemarks (135 milliards de francs) afin de limiter « un débordement irresponsable » de l'endettement public.

SOCIAL

Après l'agression d'un conducteur

Cinq lignes de bus parisiennes demeurent paralysées

Un dépôt de la RATP demeurait paralysé, lundi 7 janvier, par une grève des conducteurs qui réduisait le trafic à 3 % de la normale. Les bus ne circulaient pratiquement plus sur les lignes suivantes : PC extérieur, 32 (Gare-de-l'Est-Porte d'Auteuil), 48 (Gare-du-Nord-Porte-de-Vanves), 60 (place Gambetta-Porte de Montmartre) et 75 (Pont-Neuf-Porte-de-Pantin).

Les conducteurs en grève demandent un renforcement des effectifs de police et de la brigade de surveillance de la RATP ainsi que la nomination d'un responsable de la sécurité dans chaque dépôt, après l'agression dont a été victime, le 4 janvier, un des leurs. Celui-ci a été légèrement blessé et dépouillé de sa recette par les occupants d'une automobile auxquels il reprochait de stationner dans le couloir réservé aux bus. La CGT cherche à étendre le mouvement à d'autres dépôts.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT SCIENCES Le Monde et MÉDECINE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'Assemblée Ordinaire de la COMPAGNIE DU MIDI s'est réunie le 28 décembre 1990. Elle a approuvé les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 août 1990 faisant ressortir un résultat net total de 3 004 MF (contre 508 MF pour l'exercice précédent).

Elle a fixé le dividende ou titre de cet exercice à 21 F hors avoir fiscal. Les actionnaires qui en feront la demande avant le 28 mars 1991 pourront obtenir le paiement de ce dividende en actions sur la base d'un prix de 874 F par action (90 % de la moyenne des cours cotés aux 20 séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant net du dividende). Le dividende en espèces sera payé le 2 mai 1991. Les actions remises en paiement du dividende le seront dans la deuxième quinzaine du mois de mai 1991.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le même jour a décidé de changer la dénomination de la société qui devient AXA et de modifier les dates d'exercice social pour les aligner sur les dates d'exercice civil.

La même Assemblée Générale a approuvé les opérations de fusion-absorption par AXA des sociétés AXA-MIDI ASSURANCES, DROUOT ASSURANCES, PATERNELLE RD et VIE NOUVELLE. Les actions nouvelles AXA créées en rémunération de cette fusion porteront jouissance à compter du 1^{er} septembre 1990.

Ces opérations sont soumises à la condition suspensive de l'agrément que devrait donner, à partir du 11 janvier 1991 le ministre de l'Economie et des Finances aux transferts de leur portefeuille de contrats d'assurances par les sociétés DROUOT ASSURANCES, PATERNELLE RD et VIE NOUVELLE.

lorsque cette condition suspensive aura été levée, les activités d'assurances du groupe AXA en France auront également été réorganisées. Les sociétés qui les exercent, sont désormais spécialisées en fonction du mode de distribution de leurs produits, conformément aux engagements annoncés en 1989.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a également décidé d'augmenter le capital social d'AXA par distribution d'actions gratuites dans la proportion d'une action nouvelle créée pour une action existante le 1^{er} janvier 1991 pour 10 actions anciennes jouissance 1^{er} septembre 1990.

Cette distribution interviendra à l'issue de l'AGO approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1991. Elle bénéficiera également aux actions créées en rémunération des opérations d'absorption.

orientations SERVICE Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Niveau d'études 90-91 : _____ Age : _____
Je désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation en Allemagne
<input type="checkbox"/> 3 ^e Ecoles de Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Assistante de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Professions Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Ressortir la Baccalauréat
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Danse	

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de la Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FRANÇAISE DE GESTION

holding du groupe Fastout : Banque Française, Interflora, Fournisseurs et points de vente fleuristes, Points de vente France-Loto

Le Conseil d'administration tenu le 31 décembre 1990 a constaté la bonne réussite de l'augmentation de capital en numéraire qui a permis de réunir plusieurs nouveaux partenaires ayant souscrit pour 75 000 000 francs.

Après cette opération le capital s'élève à 352 772 200 francs et les fonds propres à 378 000 000 francs ; à cette occasion l'actif net a été évalué à 610 000 000 francs, sur la base d'expertises détaillées.

Le Conseil a confirmé le mandat du président-directeur général du Moniteur Denis FASTOUT et nommé Monsieur Jean-Michel REFFET vice-président-directeur général.

TRESOR-REAL

Société d'Investissement à Capital Variable

Lors de sa dernière séance, le conseil d'administration a décidé de soumettre à la prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires un projet de modification des statuts afin de permettre de valoriser au prix du marché les titres de créances négociables détenus par la SICAV, dès lors que leur durée de vie restant à courir est égale ou supérieure à trois mois. Toutefois le gérant se réserve la possibilité d'évaluer linéairement les titres dont l'échéance est inférieure à trois mois, dans la mesure où cette méthode n'a pas pour effet de faire ressortir une valeur s'écartant de façon significative des prix du marché. Ces règles de valorisation prendront effet à partir du 1^{er} janvier 1991 pour les titres acquis à partir de cette date, et au 1^{er} juillet 1991 pour les titres acquis avant le 1^{er} janvier 1991.

TRESOR-REAL fait ainsi bénéficier ses actionnaires des dispositions de la loi du 23 décembre 1988 conformément à sa vocation d'être une SICAV de capitalisation destinée à la gestion de la trésorerie d'une clientèle de particuliers comme d'institutionnels.

Siège Social et Bureaux :
5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS
Tél: (1) 49 27 63 00



BCEN-EUROBANK

Une assemblée générale extraordinaire et un conseil d'administration de la BCEN-EUROBANK se sont tenus le 20 décembre 1990, sous la présidence de M. Bernard Dupuy.

L'assemblée générale extraordinaire a approuvé un projet de cession-bail (lease-back) portant sur les immeubles dont la Banque est propriétaire au 79-81, boulevard Haussmann, Paris 8^e. Cette opération, réalisée le 26 décembre 1990, avec la Compagnie financière LOCINDUS est une vente assortie d'une promesse de rachat au terme du contrat, soit dans quinze ans. La plus-value financière nette qui en résulte s'élève à 250 millions de francs environ et sera portée au crédit d'une réserve spéciale de réévaluation.

A l'ordre du jour du conseil d'administration figurait l'approbation d'un nouvel emprunt subordonné à durée indéterminée d'un montant de 216 millions de dollars US, contracté auprès de la Banque d'Est de l'URSS, Moscou, actionnaire majoritaire de la BCEN-EUROBANK.

Cet emprunt subordonné, qui traduit la confiance permanente des actionnaires dans leur banque installée à Paris, répond à une volonté de renforcement des fonds propres, nécessaire au développement de l'établissement.

Après les opérations de cession-bail et d'emprunt subordonné, les fonds propres ou assimilés de la BCEN-EUROBANK s'élèveront à 2 500 millions environ se décomposant ainsi :

Capital : 720 millions de francs ;
Réserves : 580 millions de francs ;
Emprunts subordonnés : 1 200 millions de francs.

D'autre part, M. DUPUY a rappelé devant le conseil d'administration qu'une politique de provisionnements substantiels avait été engagée depuis plusieurs années en vue d'assurer une meilleure couverture des risques souverains non performants. Le taux de provisionnement au 31 décembre 1989 - environ 50 % - a permis d'envisager une cession de ces créances selon un schéma inspiré du principe de la triangulation. L'opération, réalisée en deux tranches, l'une en 1990, l'autre en 1991, consiste à céder ces créances à une société financière, la Financial Management Company (FIMACO), située à Jersey et contrôlée par la ROYAL BANK OF SCOTLAND TRUST COMPANY (CI) limited, agissant en tant que trustee.

Parallèlement, la BCEN-EUROBANK consent à la société FIMACO un prêt lui permettant l'acquisition des créances ainsi que des instruments obligatoires à coupons zéro, certificats de dépôts qui garantissent le remboursement de l'emprunt au pair à échéance de vingt-cinq ans et une partie de l'intérêt versé.

Le bilan de la banque sera ainsi fortement assaini tout en assurant une meilleure visibilité de l'évolution du résultat net.

Le montage technique est réalisé avec le concours du Crédit commercial de France.

Enfin, M. DUPUY a indiqué que les importantes mutations économiques en Europe centrale et en URSS ouvraient de nouvelles et intéressantes perspectives d'intervention pour la banque, notamment dans le domaine du conseil financier, de l'intermédiation bancaire, etc. Pour mieux répondre à ces besoins, deux décisions viennent d'être prises :

- Création à Paris d'un département d'ingénierie financière mis à la disposition des entreprises françaises et étrangères désireuses de bénéficier d'une aide pour mener à bien leurs projets en Europe centrale et orientale ;

- Création à Moscou d'une société financière filiale, la COMPAGNIE FINANCIÈRE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROFINANCE) avec comme partenaire la BANQUE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES EXTERIEURES DE L'URSS, qui détendra 20 % du capital et la BCEN-EUROBANK, 80 %. M. Louis PONOMAREV a été nommé président de cette filiale et reste par ailleurs vice-président directeur général de la BCEN-EUROBANK.

Toutes ces dispositions s'inscrivent dans une perspective dynamique de la BCEN-EUROBANK qui prépare ainsi les adaptations aux changements en cours, tout en se dotant de moyens accrus, indispensables à sa croissance.

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)
78-81, boulevard Haussmann, Paris 8^e.

COMMUNICATION

Avec une première directive sur la location des œuvres

Bruxelles s'attaque à l'harmonisation du droit d'auteur

A Bruxelles, 1991 sera l'année des droits d'auteur. La Commission compte en effet soumettre aux États quatre propositions de directive sur ce thème. Le premier texte - consacré au droit de location, de prêt et aux droits « voisins », - qui vient d'être arrêté, inquiète les producteurs de cinéma.

Harmoniser le droit d'auteur, la Commission de Bruxelles y songe depuis des années. En 1974, le Parlement de Strasbourg le lui recommanda. En 1980, elle réunit les professionnels pour en discuter. En 1988, elle consacra un « titre vert » au sujet. Aujourd'hui, elle met la dernière main à quatre propositions de directive qu'elle veut faire adopter avant la mise en place du grand marché intérieur, fin 1992.

Le droit de location, la copie privée, la protection juridique des bases de données, la durée de protection, enfin, feront l'objet de textes distincts. « Pour se caler sur les dispositions des conventions internationales », dit-on à Bruxelles. Pour éviter aussi, ajoute-t-on *mezza voce*, que d'interminables querelles entre les Douze ou de nouvelles frondes des créateurs ne viennent bloquer ce dossier complexe, sensible et sujet à polémiques (le Monde du 10 juillet 1990).

En outre, les droits d'auteur et les droits « voisins » - ceux des artistes-interprètes, des producteurs et des organismes de radio-télévision, - représentent un enjeu important. Ils « pèsent » entre 3 % et 5 % du produit intérieur brut (PIB) des Douze et influent sur la vie de secteurs économiques toujours plus nombreux comme l'édition ou l'audiovisuel, bien sûr, mais aussi l'informatique ou le design. Or, les législations et usages des États membres diffèrent dans ce domaine très largement, constituant selon la Commission autant d'entraves aux échanges. Ces diffé-

rences alimentent aussi une piraterie dont la menace est jugée, à Bruxelles comme « de plus en plus grave ».

C'est particulièrement le cas avec la location et le prêt (la location de disques et de cassettes vidéo essentiellement, le prêt de livres) dont la proposition de directive approuvée par la Commission le 5 décembre dernier, veut harmoniser la réglementation. Le droit de location, par exemple, existe sous des formes diverses dans la plupart des pays européens, mais pas aux Pays-Bas ni en Irlande. Le droit de prêt, tout aussi disparate, demeure inconnu en Italie et en Irlande. Quant aux droits « voisins », ils sont inexistants aux Pays-Bas et en Belgique, inopérants en Grèce et les droits d'application n'ont jamais été promulgués, inapplicables en Espagne et au Portugal tant les lois y prêtent à interprétation.

Un maquis de réglementations

Cet imbroglio, le texte de la directive s'efforce d'ordonner autour de quelques dispositions simples. Il octroie aux auteurs, aux artistes-interprètes et aux producteurs de films le « droit d'autoriser ou d'interdire la location de leurs œuvres auxquelles ils ont collaboré ». Cette location, ajoute le texte, doit donner lieu à une « rémunération adéquate ». Le document prévoit des dispositions similaires pour le prêt, mais accorde aux États - membres la possibilité de passer outre à une interdiction pour des raisons culturelles. La rémunération, dans tous les cas, doit être « équitable ».

Pour lutter contre la piraterie, un droit de « fixation » pour les artistes, des droits de « reproduction » et de « distribution » pour les interprètes, les producteurs et les organismes de radio-télévision, complètent le dispositif réglementaire. Le texte prévoit enfin une certaine harmonisation de la durée de protection des œuvres en attendant la directive prévue sur ce sujet.

En l'état, ces dispositions ont reçu un accueil contrasté. Plutôt favorable à la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) par exemple, dont le directeur général, M. Jean-Loup Tournier, se félicite de tout ce qui va dans le sens d'une harmonisation bien comprise. Nettement plus réservé, à la société des Auteurs-réalisateurs-producteurs (ARP), dont le délégué général, Pascal Rogard, redoute que le texte ne déséquilibre les droits de location et de prêt au détriment des réalisateurs et des producteurs de cinéma.

En France, explique-t-il, auteurs et artistes-interprètes peuvent nuire au intérêt de la fixation, la reproduction et la communication au public de leurs œuvres ou de leurs prestations. C'est la loi. Mais pour les œuvres audiovisuelles,

la réglementation prévoit deux mesures particulières : signer un contrat vaut cession obligatoire de ses droits pour l'artiste et préemption de cession pour l'auteur. Ces deux contraintes spécifiques tiennent compte des caractéristiques du cinéma, industrie aux investissements particulièrement lourds. Y renoncer remettrait en cause tous les équilibres de la profession.

Second motif d'inquiétude : l'exposé des motifs de la directive qui préconise une répartition des droits favorable aux artistes-interprètes. « Si ces recommandations étaient appliquées au cinéma, les

comédiens percevraient le tiers des sommes perçues au titre des droits de location contre 2 % actuellement », s'inquiète M. Rogard. Croit-on vraiment que le producteur de *Cyrano de Bergerac* pourrait amortir son film dans ces conditions-là ? Imagine-t-on réellement que le cinéma européen pourrait lutter contre les majors d'Hollywood qui s'adjugent, elles, 100 % des recettes ? Évoquer de telles mesures, c'est faire la preuve d'une méconnaissance totale des lois de la concurrence et du marché !

Les polémiques ne sont pas près de s'apaiser.

PIERRE-ANGEL GAY

Un « lobby » européen pour les créateurs

Dix sociétés d'auteurs-campes de la Communauté européenne viennent de se retrouver dans un Groupement européen d'intérêt économique (GIE), le GESAC, pour promouvoir et défendre les créateurs des Douze. Installé à Bruxelles et présidé par M. Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM, ce groupement a, selon ses promoteurs, réuni toutes les sociétés d'auteurs existant chez les Douze, y compris celles regroupant des auteurs dramatiques ou littéraires et des créateurs d'arts plastiques.

« Dire que l'Europe ne doit

pas s'occuper des droits d'auteur n'est pas sérieux. Cela fait vingt ans que la Cour européenne de justice rend des arrêts sur ces sujets », explique M. Tournier. L'Europe est-elle donc de ses créateurs, dont le droit d'auteur assure la protection morale et financière. Le travail d'harmonisation entrepris par les institutions de Bruxelles est tout à fait louable. Mais, si nous pouvons en accepter parfois certaines contraintes, il nous faut veiller à ce que tout cela ne rompt pas en nous nos intérêts vécus.

EN BREF

FR 3 se félicite du succès de son journal local *Tours-Soir*. - Le journal d'information locale, *Tours-Soir*, diffusé sur FR 3 de 19 heures à 19 heures 10, atteint 42,2 % de part d'audience, selon un sondage réalisé par « Études et Conseil » du 13 au 24 novembre 1990 auprès de 700 personnes. Ce résultat permet à FR 3 de supplanter TF 1 à cette heure-là et de devenir la chaîne la plus regardée, selon le directeur régional de Paris-Île-de-France-Centre, M. Christian Dauriac. *Tours-Soir*, dont une expérience-pilote avait été réalisée en juin (le Monde du 3 juillet), a été la première télévision de proximité testée sur FR 3. Des journaux similaires ont été lancés depuis à Lille et à Nantes. D'autres sont prévus à La Rochelle, Angoulême, Perpignan, Toulon et Périgueux.

Le New York City Tribune, journal lié à la secte Moon, suspend sa parution. - Le New York City Tribune a suspendu sa parution, vendredi 4 janvier, pour une durée indéterminée. Tirant à 12 000 exemplaires, le NYC Tribune, qui ne publiait pas ses comptes et employait cinquante personnes, a été affecté par la récession et par une chute de ses recettes publicitaires. Il avait été fondé sous le nom de *News World* en 1976, par la News World Communication, une société liée à la secte Moon à qui l'on doit également le lancement en 1982 du *Washington Times*.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital : 820 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant

Philippe Hugot, directeur général

Philippe Duguès, directeur commercial

Micheline Orléans, directrice du développement

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 206 136 F

Tél. : 45-55-94-78 ou 45-55-94-79

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

45, Boulevard de la République, 75011 Paris

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 16

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

Tél. : 221.211 F

Réproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Préimpression sur les microfilms et tirés de presse au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF

FRANCE

SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

1 an

400 F

572 F

790 F

780 F

1 123 F

1 560 F

1 400 F

2 086 F

2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 40-65-34-70

Changements d'adresse : s'il y a lieu, nous abonneront sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

PP-Paris 1991

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Journal

CHAMPS ECONOMIQUES

Scénarios pour une guerre annoncée

En cas de conflit, les cours du pétrole dépendront du sort de l'Arabie saoudite qui actuellement assure plus du tiers des exportations mondiales de brut

GUERRE ou paix négociée? La nervosité des marchés et des responsables économiques internationaux s'accroît à mesure qu'approche le 15 janvier, date limite fixée par l'ONU à Saddam Hussein pour évacuer le Koweït. De l'issue de la crise du Golfe dépendent en effet non seulement l'avenir politique de la région mais aussi, pour une très large part, l'évolution de l'économie mondiale dans les mois, voire les années à venir.

Bien qu'inférieur par son ampleur relative (1) aux précédents chocs pétroliers, le doublement des cours du brut provoqué en août par l'embargo décrété contre l'Irak et le Koweït a d'ores et déjà amplifié la récession amorcée outre-Atlantique, renforcé les pressions inflationnistes en Europe. Il a aggravé la situation des pays pauvres importateurs à l'est comme au Sud, et soulagé à l'inverse les producteurs en situation déficitaire: Algérie, Nigéria, Venezuela.

Or ce n'est qu'un début. Dans un mois, dans un an, cette «crise» ne sera peut-être qu'un accident de parcours, vite effacé, déjà oublié, ou à l'inverse un vrai troisième choc pétrolier aux effets aussi durables que les précédents. Tout dépend bien entendu de l'issue de l'épreuve de force engagée au Moyen-Orient.

Que peut-il se passer? En attendant l'échéance, force est de recourir à des hypothèses d'école, inévitablement démodées demain, mais qui restent à l'heure actuelle les seules bases de raisonnement possibles. Deux scénarios prédominent: l'un fondé sur l'hypothèse d'une guerre, l'autre sur une issue diplomatique du conflit. Avec dans chacun des cas plusieurs variantes.

100 dollars le baril

En cas de guerre, l'évolution des cours du pétrole dépendra pour l'essentiel de son extension éventuelle à l'Arabie saoudite. Tout d'abord l'effondrement des marchés fera sûrement grimper les cours au-delà de 40 dollars par baril, comme il l'avait fait en octobre au plus fort de la tension politique, lorsque tout le monde s'attendait au pire. Ensuite le marché pétrolier fera le point.

Guerre éclair ou conflit prolongé, si les installations pétrolières saoudiennes restent intactes, les cours retomberont vite à un niveau sans doute un peu plus élevé qu'actuellement — moins de 30 dollars le baril, — compte tenu des risques, mais supportables, et ce jusqu'à la fin des hostilités. Si, à l'inverse, ces installations sont touchées, les prix du brut ont alors de bonnes chances d'atteindre des sommets inégalés jusqu'ici — certains vont jusqu'à prédire 80 voire 100 dollars le baril!

En effet, depuis le mois d'août, c'est grâce au royaume saoudien que les consommateurs ont évité le pire. En gonflant sa production de plus de moitié, la faisant passer en quelques semaines de 5,4 à 8,4 millions de barils/jour, le royaume a mis sur le marché quelque 3 millions de barils/jour de plus et ainsi il a à peu près comblé le «trou» créé par le blocus (un peu moins de 4 millions de barils/jour). Le reste a été fourni par une poignée de pays producteurs disposant également de capacités inemployées mais dans des proportions beaucoup plus faibles (aucun n'a pu fournir plus de 300 000 barils/jour individuellement).

L'Arabie saoudite assure ainsi à elle seule depuis l'automne plus du tiers des exportations mondiales. Que certaines installations vitales pour l'extraction ou l'exportation de son brut — terminaux de chargement, oléoducs, unités de traitement, cuves de stockage, etc. — soient détruites ou même simplement endommagées au cours du conflit, et le marché, privé de son principal recours, risque de s'emballer pour de bon.

Ce n'est pas une hypothèse d'école. Preuve en est que le royaume n'a constitué depuis quelques mois des stocks flottants

énormes afin de parer à cette éventualité et qu'il a même demandé aux Etats-Unis de pouvoir en cas de besoin utiliser les stocks stratégiques américains. De même, du côté des consommateurs, les dispositifs de crise ont été soigneusement revus et peaufinés, que ce soit dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ou au niveau des Etats — en France les plans de rationnement sont fin prêts.

Dans cette hypothèse extrême, en effet, seuls les stocks constitués un peu partout tant par les producteurs que par les Etats consommateurs ou les compagnies — pourraient permettre d'amortir le choc et d'éviter une pénurie physique. Mais, comme on l'a vu au début de l'automne, les stocks, s'ils suffisent amplement pour faire face à une crise prolongée, sont de peu d'effet sur l'évolution des cours, la peur de manquer et la spéculation l'emportant sur la raison.

Bagdad renforcé

Hypothèse inverse: la paix. Dans ce cas ce n'est plus l'envolée des prix qui menace mais au contraire leur effondrement, comme en 1986. Car, paradoxe, la crise du Golfe a été artificiellement dépeçée en cinq mois toutes les conditions d'un engorgement majeur du marché si le blocus est levé.

La peur a gonflé les stocks, qui atteignent en décembre leur plus haut niveau depuis dix ans. Et tandis que l'Arabie saoudite et quelques autres rééquilibraient l'offre de pétrole, l'évolution des prix a pesé sur la demande qui, pour la première fois depuis 1986, a diminué au dernier trimestre. En décembre le marché international était donc largement approvisionné, seule la crainte de la guerre soutenant les cours.

La levée du blocus, en cas de règlement diplomatique, risque donc de créer le trop-plein. L'Irak et probablement le Koweït dans cette hypothèse remettront sur le marché plusieurs millions de barils/jour au moment où traditionnellement la demande fléchit en prévision du printemps. Pour éviter l'effondrement, il faudra que les autres producteurs réduisent aussitôt massivement leur rythme d'extraction. Un exercice difficile, l'expérience l'a montré, même si l'OPEP a pris en décembre toutes les dispositions nécessaires pour réagir dès la fin du conflit — comme l'AIE se préparait, elle, à la guerre!

Là aussi, passé les réactions initiales, l'évolution des cours du brut à moyen terme dépendra pour l'essentiel du rapport de forces existant dans le Golfe après le règlement du conflit. Si l'Irak sort manifestement défait, les cours ont de bonnes chances de rester déprimés aussi longtemps que le marché ne se sera pas rééquilibré.

A l'inverse, si Bagdad sort intact et politiquement renforcé de la crise, il aura les moyens d'imposer une discipline de fer à tous les autres Etats producteurs du Golfe, et donc à moyen terme des prix du brut relativement élevés, supérieurs au prix de référence adopté cet été par l'OPEP: 21 dollars par baril.

Ce sera le cas, par exemple, si Bagdad parvient, tout en évacuant le Koweït, à obtenir satisfaction sur la plupart de ses revendications: propriété des deux îles koweïtiennes qui commandent son accès au Golfe et du champ pétrolier limitrophe, annulation d'une large partie de sa dette, ouverture de négociations internationales sur la question palestinienne, etc.

Dans cette hypothèse, Bagdad aura fait la preuve qu'il constitue, avec l'Iran, la principale force politique et militaire de la région. Même si des troupes étrangères restent dans la région afin de protéger le Koweït et l'Arabie saoudite, ces derniers, comme les autres pétromonarchies du Golfe (Emirats arabes unis, Qatar, Oman, etc.), n'auront manifestement aucune envie de provoquer à nouveau le maître de Bagdad en laissant rehausser les cours du brut, comme ils

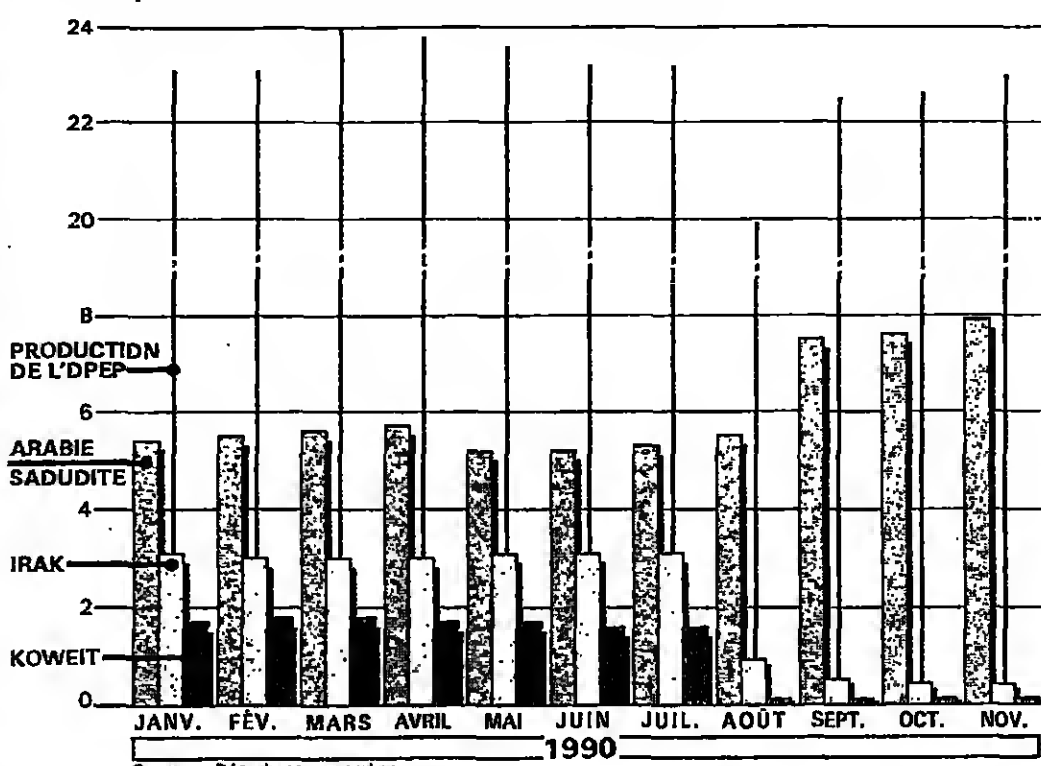
l'avaient fait au printemps dernier pour lui couper les vivres...

A ces deux scénarios de base — guerre ou paix — s'en ajoute enfin un troisième, aujourd'hui rarement évoqué: le maintien du statu quo pendant des mois voire des années, en attendant que le blocus produise ses effets et mette l'Irak à genoux. Une hypothèse *a priori* souhaitable du point de vue politique mais pas forcément favorable à l'économie mondiale.

Les prix du pétrole éviteraient certes l'emballement et continueraient d'osciller autour des niveaux actuels, avec probablement une tendance à la baisse en début d'année lorsque la diminution saisonnière de la demande se fera sentir. Mais le maintien prolongé d'une situation précaire et, sur le plan pétrolier, parfaitement artificielle risquerait non seulement d'amplifier ultérieurement les déséquilibres lors de la sortie de la crise, mais aussi d'aggraver la récession mondiale en gelant les décisions d'investissement.

VERONIQUE MAURUS

(1) Avant la crise du Golfe, les cours du brut — exprimés en termes réels (compte tenu de l'inflation) — étaient records à un niveau très faible, équivalant aux cours qui prévalaient avant le premier choc pétrolier de 1973.



Source: Pétrole et gaz arabes

Pétrole: le poids saoudien
(Evolution de la production en millions de barils/jour)

Les mille et une crises de l'Orient

Mourir pour le Koweït, serait-ce mourir pour le pétrole? Les enjeux sont bien plus nombreux, et l'économie se mêle à la géostratégie et aux passions

par Robert Frank

L'INVASION, puis l'annexion du Koweït par l'Irak, le 2 et le 8 août 1990, ont provoqué un branle-bas international spectaculaire. Les Etats-Unis, l'URSS, les pays européens, la plupart des Etats arabes, les instances de l'ONU — jamais si promptement unanimes et mobilisées, — ont aussitôt condamné l'agression. On n'a pas craint d'invoquer les souvenirs historiques au point de risquer des comparaisons hasardeuses.

Pour les partisans de la fermeté, le maître de l'Irak, Saddam Hussein, c'est Hitler, c'est-à-dire un dictateur dangereux dont il faut arrêter les entreprises criminelles au plus tôt. Pour d'autres, il incarne, autre recours périlleux à l'Histoire, un nouveau Nasser capable de rendre sa dignité à la nation arabe depuis si longtemps humiliée, et, dans ces conditions, une opération militaire occidentale contre l'Irak serait une erreur aussi grossière que l'expédition franco-britannique contre l'Egypte en 1956.

Après tout, l'émotion de la communauté internationale s'est manifestée avec moins de force contre l'action des arabes dans les territoires arabes qu'ils occupent depuis 1967, ou contre les Syriens qui se sont emparés d'une partie du Liban. Est-ce l'énorme richesse pétrolière du Koweït qui fait la différence? L'indignation morale serait-elle proportionnelle à la taille des intérêts économiques?

Des temps des Ottomans...

Si mourir pour le Koweït devait venir à l'ordre du jour, serait-ce seulement une invitation à mourir pour le pétrole? Les enjeux ne sont pas si simples. Les enjeux sont bien plus nombreux. En cherchant dans l'Histoire des clés pour comprendre la place et le jeu des intérêts dans les crises qui agitent l'Orient, on risque de trouver un échec à l'économie occupee une place certes fondamentale, mais loin d'être unique, entrecroisant sa trame avec les fils nombreux de la réalité géostratégique, avec les fibres incandescentes des passions nationales et religieuses. C'est aussi tout un réseau de règles non écrites qui s'est patiemment tissé depuis un siècle (1), et que

Malgré la conférence à l'université de Paris-X-Nanterre.

Saddam Hussein tente imprudemment de transgresser.

Au début du siècle, les Arabes de l'Orient vivaient encore sous la domination des Turcs, à l'indivision de l'Empire ottoman, alors que les Arabes de l'Afrique du Nord étaient passés, entre 1830 et 1912, sous le joug colonial des Européens. Cette différence n'est pas bénigne: d'un côté un système de relations bilatérales entre une colonie (ou un protectorat) et une métropole, dans un rapport simple de dominant à dominé; de l'autre, un système compliqué de relations multilatérales entre un empire turc malade et des grandes puissances européennes rivales, empressées de se mêler des affaires ottomanes mais créant un équilibre à leur façon dans la région.

Bereau des grandes religions, carrefour géoculturel propice à tous les affrontements confessionnels, cette région du monde constitue un terrain de rêve pour l'ingénierie des grandes puissances. Point de rencontre des trois continents — l'Europe, l'Asie et l'Afrique, — l'isthme entre la Méditerranée et l'Océan Indien, le Moyen-Orient est aussi un enjeu stratégique fondamental, en particulier pour la Grande-Bretagne, qui est alors la puissance dominante des horizons et la vision géopolitique sont de loin les plus planétaires.

Maîtres de l'Egypte et du canal de Suez — achevé en 1869 — les Britanniques font tout pour protéger la route des Indes. Ils transfèrent les sultanats et les emirats qui bordent la péninsule Arabique en protectorats: Aden, dès 1839, Mascate-Oman, à la fin du siècle, ainsi que les emirats de la côte de la Tréve, Qatar et l'île de Bahrein.

Au fond du Golfe, l'emir du Koweït signe en 1899, avec la Grande-Bretagne, un traité, malgré les protestations du sultan ottoman dont il dépend. En 1914, Istanbul finit par reconnaître le protectorat britannique sur ce territoire, ainsi que sur les autres emirats arabes. Mais cet accord n'a pas eu le temps d'être ratifié quand éclate la première guerre mondiale.

Quant aux appétits économiques, ils jouent un rôle croissant dans l'intérêt que les grandes puissances portent au Moyen-Orient. Il est utile de rappeler un fait encore peu connu (2): la France occupe en 1914 la première place pour les capitaux étrangers investis dans l'Empire ottoman, devant la Grande-Bretagne et l'Allemagne, car elle a placé plus d'argent dans l'empire turc et l'Egypte (11 % du

total des capitaux français exportés) que dans tout son empire colonial (9 %).

Bien que les Allemands opèrent une percée spectaculaire en obtenant la concession du chemin de fer qui relie Berlin, Istanbul et le Golfe, le Bagdadbahn, leurs capitaux investis sont six fois moindres. Quant aux Britanniques, ils sont dominants dans l'empire visio, la Perse, où ils prennent l'initiative de la prospection pétrolière. L'or noir jaillit en 1908 dans le Khouzistan, au sud-ouest du pays, près du Golfe. et en 1909 est créée l'Anglo-Persian Oil Company. La Perse est alors le seul pays producteur de pétrole du Moyen-Orient, avec un tonnage encore modeste (278 000 tonnes en 1914).

Les Anglais poussent également leurs recherches dans l'Empire ottoman, en Mésopotamie: ils obtiennent en 1911-1912 la Turkish Petroleum Company, dans laquelle cependant ils laissent 25 % du capital aux Allemands de la Deutsche Bank, ceux qui construisent le Bagdadbahn. Les puissances qui se font la guerre en 1914 ne la font pas pour le Moyen-Orient, puisque, au contraire, ils sont en passe de s'en partager les affaires.

L'ère anglaise

L'Empire ottoman, allié à l'Allemagne, ne survit pas à la défaite de 1918, et les pays vainqueurs s'apprêtent à partager les débris du vaincu. Si la Turquie proprement dite sauve son intégrité et son indépendance grâce à l'action de Mustafa Kemal, la plupart des provinces arabes de l'ancien empire tombent sous le joug colonial franco-britannique.

La Grande-Bretagne mène le jeu, après avoir pris, entre 1915 et 1917, trois engagements très contradictoires: elle promet un royaume arabe indépendant à Hussein, le chérif de La Mecque, et à sa famille, les Hachémides, afin de les inciter à se soulever contre les Turcs; elle partage des terres arabo-turques avec les Français; et, par la déclaration Balfour, elle annonce aux organisations sionistes qu'elle accepte de favoriser l'établissement d'un foyer national juif en Palestine!

Chose étonnante, malgré ce trop-plein de promesses, les Anglais réussissent partiellement à mettre en forme ces différents projets. En 1920-1922, la France se voit confier deux «mandats», l'un sur la Syrie, l'autre sur le Liban, pen-

dant que la Grande-Bretagne reçoit les mandats sur la Palestine, où elle favorise un moment l'immigration juive, la Transjordanie et l'Irak, où elle laisse régner les fils de Hussein, sans grands pouvoirs ni est vrai, Abdallah à Amman et Fayçal à Bagdad.

Ce subtil équilibre organisé de forces et de contre-forces politiques, partant de tant de catastrophes pour l'avenir, permet au moment à l'Angleterre de dominer la région stratégiquement et économiquement, sans avoir à supporter le lourd coût d'une administration directe. Elle se permet le luxe d'accorder une «indépendance» toute formelle à l'Egypte traitée de 1922 et de 1936, tout en conservant le contrôle militaire du canal de Suez, et à l'Irak en 1930, bien qu'elle garde la haute main sur l'économie, la défense et la diplomatie.

En 1927 précisément, l'Irak est devenu un des nouveaux pivots du Moyen-Orient, lorsque jaillit le pétrole à Baba-Gurgur, près d'Irak, après tant d'efforts de la part de la Turkish Petroleum. Bientôt appelée Irak Petroleum Company, cette société est transformée: non seulement les intérêts français remplacent les intérêts allemands, mais en 1928 les compagnies américaines y entrent en force. L'impérialisme britannique au Moyen-Orient est à son apogée pendant l'entre-deux-guerres: mais la règle établie au temps des Ottomans demeure: il faut accepter de partager les affaires.

La conquête par Ibn Saoud de La Mecque, d'où il chasse Hussein en 1924 — douloureux souvenir qui hante encore aujourd'hui les relations entre les dynasties saoudiennes et hachémite — ne favorise pas non plus les intérêts de la Grande-Bretagne. Le nouvel Etat, l'Arabie saoudite, s'ouvre aux compagnies américaines: la Standard Oil of California et la Texas Company. Au Koweït, l'Anglo-Iranian doit partager avec les Américains de la Gulf le capital de la Kuwait Oil Company. Dans ces deux territoires, l'or noir jaillit en 1938.

Lire la suite page 26

(1) Voir L. Carl Brown, *International Politics and Middle East: Old Rules and Dangerous Games*, Princeton University, 1984.

(2) Voir Jacques Flobert, *th et les quarante volumes, Imperialisme au Moyen-Orient de 1914 à nos jours*, Messidor, Paris, 1985.

CHAMPS ECONOMIQUES

Pénuries et hyperinflation en URSS

La crise soviétique s'explique moins par une baisse de la production que par une explosion de la demande

par Robert Tartarin

L'Espectacle des files d'attente à Moscou est maintenant complété par l'image hautement symbolique du débarquement de colis d'urgence en provenance d'Allemagne. Commenter l'humiliation de la population russe ne saurait suffire, même si elle devait dans le futur s'avérer un facteur essentiel. Cette crise est expliquée habituellement par la baisse de la production provoquée par des années de déclin, suivie de la désorganisation par rupture des relations planifiées, sans remplacement par le marché, et de la baisse de productivité due simultanément au dégoût de la population et aux troubles politiques.

Au fond, les problèmes de productivité endémiques de l'économie soviétique se seraient progressivement aggravés. Il n'est pas sûr pourtant que les causes de la crise se trouvent seulement du côté de l'offre : jusqu'au début de 1990, les données relatives à la production ne montraient pas de baisse importante mais seulement un ralentissement de la croissance, le point de retournement se situant vers la fin 1989.

Il est possible de mettre en cause la véracité des statistiques officielles et de montrer, par exemple, qu'elles sous-estimaient le rythme

réel de l'inflation et donc surestimaient les volumes de production. Toutefois, l'économiste se heurte à l'absence de données fiables sur l'emploi, ce qui rend toute estimation de la production relative à la demande très incertaine.

Une autre approche consiste à considérer la demande. La situation soviétique apparaît alors comme une situation d'hyperinflation se développant dans le contexte de prix officiels fixes et dans les conditions très spécifiques d'une économie administrée qui, faut-il le rappeler, continue de prévoir.

Une économie administrée

On rencontre dans cette perspective plusieurs phénomènes très significatifs : la disparition des marchandises vendues à prix fixes dans les magasins d'Etat, celles-ci étant détournées vers des circuits d'approvisionnement direct sur les lieux de travail, ou volées pour le marché noir ; la montée des prix sur les marchés noirs ; le recours de plus en plus fréquent à des devises étrangères (dollars et marks) pour les transactions internes des particuliers ; le refus des paysans de vendre leurs productions contre argent ; le développement de l'autoproduction alimentaire au sein du secteur non agricole (jardins ouvriers, fermes d'usine) ; l'explosion des rémuné-

raisons lorsqu'elles sont fixées librement.

Il faut souligner aussi la situation particulière de Moscou et de Leningrad, villes autrefois prioritaires dans les circuits de distribution d'Etat et donc privilégiées, et qui maintenant sont soumises au chantage économique et politique des campagnes et des Républiques en voie d'émancipation. Les prix libres pour les produits alimentaires sont dans ce cas beaucoup plus élevés à la fois par la contraction de l'offre et par la présence d'une demande solvable importante liée au développement des activités non officielles.

On dispose de peu de données pour expliquer complètement cette situation, mais on sait néanmoins que la source principale de l'hyperinflation est le déficit budgétaire qui, en l'absence d'institutions financières, est avant tout financé par émission monétaire. Ce déficit est passé de 18 milliards de roubles en 1985 (2,3 % du PIB) à 150 milliards en 1990 (plus de 10 %).

Dans le même ordre d'idée, en 1989, on a imprimé pour 18 milliards de roubles, en accroissement de 56 % par rapport à 1988. La dette interne s'accroît aussi rapidement, passant de 310 milliards de roubles en 1988 à plus de 400 milliards en 1989. L'origine du déficit est elle-même double : d'une part, les subventions à des prix inférieurement élevés.

subventions à la consommation (logement, alimentation, transport...). Une conséquence majeure est la malnutrition du chômage à un niveau relativement faible.

L'explication de la crise soviétique tiendrait donc, au point de départ, pour une part mineure à la baisse des productions et, pour une part majeure, à l'explosion de la demande. Pour reprendre les analyses de Janos Kornai, le pouvoir aurait perdu le contrôle des instruments de la production et entre les Républiques ; chacun ne veut plus échanger les ressources qu'il détient que dans un troc où il se trouve assuré des ressources dont il a besoin.

L'emploi du troc

Cette situation n'est pas propre à l'URSS, elle est même générale en Europe de l'Est. Ainsi l'on constate un déficit public du budget hongrois de 12,6 % du PIB en 1990. L'hyperinflation ouverte en Pologne, avec un taux mensuel de 80 % en janvier 1990, a conduit au programme de rigueur drastique du gouvernement. Mazowiecki, qui a stabilisé le zloty, ramené l'inflation à 4 ou 5 % par mois et fait revenir les marchandises dans les magasins à des prix inférieurement élevés.

Pour l'URSS, les conséquences de cette hyperinflation rentrée (et qui se trouve sans doute dans sa deuxième phase) quand les agents commencent à prendre conscience du phénomène et à s'y adapter ne paraissent pas paradoxales aux lecteurs d'Alexandre Zinoviev ; le passage au marché induit le renforcement de l'économie administrée. L'autarcie se développe entre les unités de production et entre les Républiques ; chacun ne veut plus échanger les ressources qu'il détient que dans un troc où il se trouve assuré des ressources dont il a besoin.

La municipalité de Moscou décrie que la vente des produits est réservée aux Moscovites. Les rationnements formels par tickets se mettent en place au lieu des rationnements informels par files d'attente. Il en est ainsi à Leningrad pour le sucre, la viande, le beurre, la farine, la vodka. Les citoyens partent s'approvisionner directement à la campagne. Les lieux de travail redeviennent des points d'approvisionnement réservés à leurs employés, qui y trouvent de biens alimentaires alloués directement par les organes d'Etat.

L'économie soviétique fait penser à la période du communisme de guerre, le contexte idéologique étant bien sûr très différent. En fait, la situation est particulièrement complexe en URSS, dans la mesure où elle combine les effets redistributifs

massifs d'une hyperinflation (entre autres, la ruine des détenteurs de revenus fixes et l'enrichissement des détenteurs de ressources réelles), avec les modifications de fortune et de revenus liées aux changements du régime de propriété. Ces changements ont commencé à exercer leurs effets, dans un contexte où les transactions illégales (discriminatoires et entraînant la fragmentation de l'information économique) ont pris une extension incontrôlable et menacent sérieusement l'introduction de marchés concurrentiels.

La transition douce vers l'économie de marché paraît chaque jour un peu plus une rêverie. Les changements rapides et radicaux de système économique, avec les bouleversements des positions sociales et économiques qu'ils impliquent, n'ont été dans le passé acceptés que comme une fatalité faisant suite à une défaite extérieure, une invasion, une révolution.

L'originalité historique de la mutation à l'Est est de tenter une transformation contractuelle. Mais l'URSS, faute de consensus, est en passe de connaître les destructions de l'hyperinflation. Sur ce seul historique, on ne peut pas ne pas songer avec anxiété aux terribles conséquences des désastres monétaires que connaissent, au début des années 20, l'Europe centrale et l'Allemagne.

► Professeur à la faculté des sciences économiques de Nantes.

Les mille et une crises de l'Orient

Suite de la page 25

Ainsi est née, après l'Irak (nouveau nom de la Perse) et l'Irak, la troisième génération pétrolière du Moyen-Orient, après de laquelle les Etats-Unis jouent le rôle de principal tuteur.

Un face-à-face américain-soviétique

En fait, il faut attendre le tournant des années 50 pour que prenne fin l'ère de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient. Après avoir accordé l'indépendance à la Transjordanie en 1946, après le retrait de Palestine en mai 1948 (qui s'accompagne de la création d'Israël) et de la première guerre israélo-arabe, les Anglais espèrent garder encore leurs vrais intérêts, c'est-à-dire maintenir leurs intérêts stratégiques et économiques. Mais, en 1951, Mossadegh nationalise l'Anglo-

iranien, et le coup d'Etat de 1953 qui le chasse du pouvoir à Téhéran, loin de restaurer le contrôle britannique, institue la primauté américaine.

L'Egyptien Nasser fait reculer définitivement le vieil impérialisme européen et entre l'URSS dans le jeu moyen-oriental, afin de contrebalancer l'influence des Etats-Unis. Il obtient de Londres, en 1954, l'évacuation militaire de Suez. Ensuite, il nationalise le canal en juillet 1956, d'où il s'ensuit une crise dont il sort grand vainqueur : les Britanniques, qui, à cette occasion, sont intervenus militairement contre lui, doivent retirer leurs troupes sur la pression des deux Super-Grands.

Au Moyen-Orient, un nouvel équilibre, fondé désormais sur le face-à-face américain-soviétique, remplace l'ancien qui avait patiemment établi les Britanniques. Ceux-ci finissent par

perdre toute influence en Irak lorsque le coup d'Etat sanglant du 14 juillet 1958 élimine la monarchie qu'ils protégeaient et instaure un régime soutenu par Moscou. Le 19 juin 1961, Londres accorde l'indépendance au Koweït, qui, en quelques années était devenu, avec l'Arabie saoudite et les autres pays du Golfe, une puissance pétrolière. L'un des principaux producteurs d'or noir de la région.

Aussi, le 24 juin, le nouveau maître de Bagdad, le général Kassim, refuse de reconnaître l'accord colonialiste de 1899, revendique l'émirat comme ayant fait éternellement partie intégrante du territoire irakien. Mais le nouvel ordre moyen-oriental donne vite ses preuves d'efficacité : l'initiative irakienne soulève un concert de protestations ; l'immensité des pays arabes ; l'Egypte de Nasser en tête, se fait contre lui.

Seule l'URSS ne le condamne pas, mais Kassim ne peut pas ignorer la règle que Khrouchtchev a fixée dès 1958, au lendemain du coup d'Etat de Bagdad : « Je ne suis rien des nouveaux dirigeants de l'Irak, mais il me paraît de la plus haute importance qu'ils rassurent l'Occident en lui promettant que ses approvisionnements en pétrole ne seront pas interrompus. »

Soviétiques et Américains veulent donc alors à modérer les ardeurs de leurs alliés respectifs. Même les actions de guerre, comme celles engagées par Israël en 1967 et par l'Egypte de Sadate en 1973, se donnaient des objectifs limités. Dans ce Moyen-Orient aux tensions si fortes, la vague de nationalisation du pétrole irakien, lancée en 1972, la Kuwait Oil Company en 1975, ont assuré aux pays producteurs une meilleure maîtrise de leur richesse nationale.

Le nouveau désordre mondial

Il est vrai qu'en 1990 cet ordre des choses n'est plus. Le quadripartite du prix du pétrole en 1973-1974, puis encore son doublement en 1979, de même que la vague de nationalisation du pétrole irakien, lancée en 1972, la Kuwait Oil Company en 1975, ont assuré aux pays producteurs une meilleure maîtrise de leur richesse nationale.

Depuis cette époque, les relations Nord-Sud ne sont plus ce qu'elles étaient. Les monarchies arabes du Golfe, quasi désertiques, se sont considérablement enrichies en termes de revenus par tête et sont devenues de véritables puissances financières, mais aussi des puissances militaires.

aux Etats pétroliers peuplés, tel que l'Irak ou l'Iran, la manne a été suffisante pour en faire des puissances militaires surarmées, mais non pour régler leurs problèmes de développement.

Toutefois, ce n'est pas tant le changement économique que la montée de l'islamisme qui déstabilise les relations internationales au Moyen-Orient, avec la révolution khomeyniste en Iran à partir de 1979, et déboussole les deux Super-Grands. Avec le déchaînement des nationalismes et des affrontements religieux, le coexistencisme ne fonctionne plus. Américains et Soviétiques sont impuissants à contrôler et à gérer les guerres des deux Liban, la guerre de 1980-1988 entre l'Iran et l'Irak.

L'URSS s'effondre militairement pendant dix ans en Afghanistan à partir de 1979 ; puis les révolutions de 1989 en Europe de l'Est l'empêchent de conserver son rôle dans le monde. Ainsi disparaît la traditionnelle influence modératrice soviétique sur l'Irak, et ce désordre nouveau a incité Saddam Hussein à transgresser les règles séculaires régissant l'équilibre du Moyen-Orient.

Déjà, en attaquant par surprise le Koweït en 1990, il avait eu pour

objectif la mainmise sur seulement sur les deux rives du Chant-Arab, mais aussi sur des gisements pétroliers, ceux du Koweït. Ce sont les contre-offensives de l'Irak qui avaient d'elles-mêmes recréé l'équilibre des forces. Quant à l'aide discrète des grandes puissances à l'Irak, elle n'avait pas pour objet de donner une prime à l'agresseur, mais elle visait une fois de plus à maintenir la balance, c'est-à-dire à éviter la victoire du géant perse et à contraindre la vague de l'islamisme khomeyniste dans la région.

A l'issue de ce sanglant conflit l'Irak, devenu un géant militaire mais aussi un pays ruiné, demande à ses frères arabes le prix de la reconstruction : éponger la dette qu'il a contractée auprès d'eux et accepter la hausse du prix du baril, qui du fait de la baisse intervenue depuis 1986, représente un pouvoir d'achat deux fois moindre que celui de 1979. Le refus des monarchies pétrolières a été à l'origine de la décision de Saddam Hussein. L'occupation du Koweït n'apparaît cependant pas comme une simple action réparatrice ou régalatoire.

C'est sur une gigantesque nappe de pétrole que le gouvernement de Bagdad essor son empire. L'Irak, qui dispose déjà de 6 % des réserves mondiales, en détient désormais 19 %, ce qui représente les 25 % que représente le territoire saoudien. Le pétrole n'est pas en cause seulement comme richesse, mais aussi comme formidable instrument de puissance dans un espace à haut intérêt stratégique. Ce n'est pas uniquement un défi lancé par le Sud au Nord et à l'Occident, c'est aussi le candidat d'un pays et d'un homme, peut-être bientôt en possession de l'arme nucléaire, à l'hégémonie sur la région qui concentre les enjeux les plus cruciaux de la planète.

Le maître de Bagdad ose ce que personne n'avait osé avant lui : il fédère les mille et une crises de l'Orient, qui se faisaient jusqu'alors contrepoises les unes aux autres, en une seule et même « logique de guerre ». En nationalisant le canal de Suez et en révoquant l'unité arabe, Nasser n'avait déstabilisé ni la région ni l'univers, mais contribué au nouvel équilibre entre les intérêts des Américains, les ambitions des Soviétiques et les aspirations du tiers-monde. Les occupations de territoires par Israël ou par la Syrie, sur le versant occidental et non pétrolier du Croissant fertile, n'ont pas plus remis en question la paix générale, car chaque pion avancé a trouvé localement un obstacle pour le contrecarner.

En relations internationales, il en est comme en économie : on ne peut pas y faire n'importe quoi. Il existe dans ce domaine des lois et des règles, sans rapport nécessaire avec celles du droit ou de la morale, dont la transgression risque d'avoir des conséquences plus dramatiques que des erreurs de simple politique intérieure. Même si Saddam Hussein possède une pièce maîtresse sur l'échiquier - sa popularité dans l'opinion arabe - bien étroite est sa marge de manœuvre pour obtenir un compromis qui ne soit pas de façade, pour échapper au choix entre la guerre et les reculs en cascade.

ROBERT FRANK

ABDUL RAHHA, directeur du centre agricole Al-Riad, à Mossoul, est encore furieux : « Au début, il s'agissait seulement d'étudier les besoins en eau des céréales et l'influence des engrais sur le blé ; maintenant, il faut intensifier la production, faire du rendement ! » Dans cette bâtisse sans âme entourée de cultures maigres, il s'agit d'obtenir un rendement de 500 kg/dunam (soit environ 45 quintaux à l'hectare), alors que la moyenne atteint difficilement 300 kg/dunam.

Dans chaque ville, la pousse d'une ferme expérimentale de ce type, quelquefois deux. Saddam Hussein les « incite » fortement depuis la crise à produire des céréales à bas prix, mais surtout d'augmenter les rendements. Dans cette bâtisse sans âme entourée de cultures maigres, il s'agit d'obtenir un rendement de 500 kg/dunam (soit environ 45 quintaux à l'hectare), alors que la moyenne atteint difficilement 300 kg/dunam.

Un potentiel incontestable

Toujours plus haut, toujours plus loin, les cultures commencent à mordre la montagne, là où ne poussaient que des chênes, des peupliers, des pins, des mélèzes, des hêtres, des noyers et, ça et là, des marisiers et des pommiers sauvages. Au Nord, non loin de la frontière turque et à l'Est, l'Irak, à coups de mines au rendement, repousse ses frontières agricoles.

Depuis la crise, le régime ne veut plus se contenter de posséder la plus grande palmeraie du monde (32 millions de palmiers avec à leur

Irak : la « ferme des femmes »

Le Tigre, grossi de cinq affluents (le Rhabur, le Grand Zab, le Petit Zab, le Azim et le Djelal), naît en Turquie et traverse les terres irakiennes sur 1 419 kilomètres. Son « frère jumeau », l'Euphrate, d'une longueur totale de 2 330 kilomètres - dont 1 200 kilomètres en Irak - imprègne le bassin alluvial de Mésopotamie d'une eau souterraine qui affleure quelquefois en marais et en lacs. Ce fleuve, très



impétueux, peut passer en période de crue d'un débit moyen de 537 mètres cubes à 5 200 mètres cubes par seconde, en l'espace de quelques heures.

En dépit des efforts de la population et de l'Etat, la production et les rendements stagnent depuis 1984. « Faire produire la terre à tout prix, ce n'est pas dans nos coutumes », souligne A. Zehra. Vous, vous faites des assemblés. Nous, on préfère laisser respirer la terre. Hier encore, on importait 70 % de nos céréales, surtout des Etats-Unis. Comment voulez-vous que, du jour au lendemain, nous atteignions les objectifs ? Soient pour cent d'autosuffisance alimentaire, voilà le but proclamé : 60 % de dépendance, voilà le chiffre actuel.

Le sol, malgré sa richesse, souffre d'un double défaut : la forte densité arborée (12 % à 14 % contre 2 % à 4 % en Egypte) qui le rend compact ; les sels minéraux (1 % à 7 % selon les spécialistes)

qui, dissous dans la nappe phréatique, montent par capillarité, se déposent en croûte et empêchent toute culture. Il s'ajoute une climatologie particulière et une pluviométrie réduite et irrégulière. Il n'y a que deux saisons : l'été de mai à novembre, et l'hiver aux orages bruyants qui crévent en catastrophes et abîment les moissons.

Le manque de main-d'œuvre

La médiocrité des résultats agricoles de l'Irak a provoqué un piteux chassé-croisé entre expropriation et privatisation. En 1987, les autorités ont engagé un mouvement de libéralisation : des fermes d'Etat ont été louées au secteur privé ; des dizaines de villages et de bœufs, des usines d'aliments ont été privatisés. Les canaux de commercialisation de certains produits, les légumes notamment, ainsi que les prix de ces produits ont été « libérés ». Les prix des céréales ainsi que des cultures à usage industriel (coton, tournesol, soja) ont été relevés.

Toutefois, ces mesures ont entraîné de tels dérapages que le gouvernement a dû faire marche arrière. Les prix ont à nouveau été contrôlés, sans que l'agriculture en retire un avantage clair. « C'est comme dans tous les pays totalitaires », assure un spécialiste irakien de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), les mesures autoritaires et les fermes d'Etat, cela coûte cher, et cela ne marche que dans les sports montrés à la télé ! Si vous n'encouragez pas les gens d'une façon ou d'une autre, ils tombent dans l'inertie ! La situation est d'autant plus préoccupante que

la poussée démographique (+ 3,4 % par an) est très forte : 19 millions d'habitants aujourd'hui contre 5 millions en 1948.

Mobilisés pour la plupart, les hommes sont absents, et la main-d'œuvre manque cruellement. Ainsi le centre agricole de Mossoul se nomme-t-il la « ferme des femmes ». Au loin, des fermes noires et courbées, discrètes à l'excès, désolent sans hâte, comme dans un film au ralenti. Le regard voit, les quarante fermes d'Al-Riad tiennent à affirmer leur participation à l'effort national.

Elles gagnent 180 dinars en moyenne (2 700 francs), le salaire minimum étant à 130 dinars. Cinq d'entre elles sont ingénieurs, touchent un salaire de 200 dinars dont 10 dinars de prime de déplacement - elles habitent à Bagdad - et 10 dinars de « prime de diplôme ». Une agricultrice plus jeune est à l'université à Bagdad, une blouse blanche écriée sur sa tenue occidentale, Amia supervise les travaux, enseigne les différentes techniques agricoles, étudie les espèces variétales et au besoin... empêche la bête ou ramasse la paille.

Simplicité indispensable. Le centre ne dispose que de deux tracteurs, en mauvais état. Un de la marque irakienne Anar, du nom de cet esclave noir et arabe effranchi grâce à son talent poétique, et l'autre italien. Les pièces de rechange manquent. « Nous n'avons pas l'habitude de réparer mais de remplacer, et je n'ai pas grande confiance en nos capacités de fabrication de tracteurs. Pièces mécaniques à grands guignols, nous sommes et resterons. »

de Bagdad
MARIE DE VARNEY

Facettes de l'En

Une image d'ensemble

Le monde

Le monde

Journal 150

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Les épreuves ne sont pas seulement pour les Tchèques!

UN des traits les plus marquants de la présente récession - dont la présidence Bush a fini par reconnaître la réalité - est l'attitude très restrictive adoptée par les autorités de tutelle sur l'appareil bancaire et financier. Après avoir, pendant des années, laissé se développer ces opérations de crédit à haut risque, parfois contestables juridiquement et moralement, voilà les représentants de l'administration et du Système de réserve fédérale (institut d'émission des Etats-Unis) devant d'une extrême prudence. Tout un courant d'opinion, scandaleux (on le serait à moins) par la débâcle de Savings and Loans et par les débordements de Wall Street, les pousse dans cette voie.

Les nouvelles exigences des contrôleurs réguliers ne sont pas pour rien dans la formidable contraction - de l'ordre de 33 % - du volume des prêts aux entreprises, constatée depuis dix ou onze mois. Les professionnels de la finance, qui avaient naguère la bride sur le cou, évitent bien des motifs propres pour ralentir l'allure. S'ils l'ont fait presque tous en même temps, et de manière assez brutale, c'est en bonne partie parce qu'ils y ont été forcés.

Ce qu'on nous demande aujourd'hui, me dit un dirigeant d'un établissement en vue à Wall Street, c'est de provisionner, outre les pertes réelles et probables, celles qui sont théoriquement possibles. Il ajoute : « Traditionnellement, la discussion, entre nous et les régulateurs, portait, tout au plus, sur 10 % de notre portefeuille de prêts et, de ce pourcentage, une fraction seulement était considérée comme pouvant donner lieu à constitution de réserves. Maintenant, c'est sur 40 % ou 50 % de nos crédits que portent les discussions. » Et mon interlocuteur de conclure sur ces mots chargés de sens, malgré leur apparente banalité : « C'est un fait, que nous sommes beaucoup critiqués, par le département du Trésor, par la presse, par le public ; pourtant, la situation des banques, dans une économie de marché comme la nôtre, n'est pas, autre chose que le reflet de l'économie tout entière. »

Même si le propos vise à décuplifier une profession sur laquelle pèse actuellement un soupçon général, il est, en effet, difficilement réfutable. Dans toute la mesure où les banques se sont révélées des bailleurs de fonds impru-

denz, leur fait face une armée de débiteurs désespérément à court de liquidité. Mieux qu'un long raisonnement, cette évidence comptable met en lumière le considérable embarras des autorités administratives-policiares en présence d'une récession élargissant et étroitement liée - pas seulement aux Etats-Unis - à une dégradation de la situation financière générale (voir notre article paru dans le Monde du 22 décembre sous le titre « Déflation »). Si le gouvernement d'un pays capitaliste occidental entreprenait de contrecarrer le mouvement de la récession, dans le dessein de rendre aux entreprises la vie moins difficile ou de la leur sauver purement et simplement, que ferait-il, sinon sa livrer, à sa manière et à son échelle, aux facilités auxquelles on s'adonne - et sur quel ton ! - les pays ex-communistes de renouer ?

Où une telle conjonction, les précédents historiques sont d'un faible secours, et cela d'autant plus que leurs interprètes modernes ont presque toujours, à des fins idéologiques, escamoté la nature du problème à résoudre. On connaît la thèse naguère popularisée par Milton Friedman et admise pratiquement sans discussion par toute une génération (toujours dominante) d'économistes, toutes opinions confondues. Si la crise boursière et financière de la fin des années 20 et du début des années 30 a débouché sur une grande dépression, la responsabilité principale en incomberait au manque de sang-froid et de clairvoyance des autorités monétaires de l'époque. Selon les travaux statistiques de Milton Friedman, la masse monétaire américaine se serait contractée d'un tiers entre 1929 et 1932. A en croire notre célèbre auteur, les autorités compétentes, au lieu de ténir en pourvoyant le marché d'abondantes liquidités, ont laissé imperdonablement se développer le dangereux processus de déflation, la faillite de A entraînant celle de B et ainsi de suite.

Il semble bien qu'en réalité les choses se soient passées d'une façon sensiblement différente. Le Système de réserve fédérale n'est pas resté aussi passif que le veut l'économiste de Chicago et voulu la prétendre. Aux premières et spectaculaires manifestations de l'affondrement boursier à l'automne 1929, le FED répondit par une baisse des taux et un assouplissement général des conditions de crédit. Mais en vain. Friedman et son école (monétariste) ont su beau s'opposer à la doctrine de Keynes, les deux grands courants de la théorie économique contemporaine ont cadé de commun qu'ils ignorent, par construction, le phénomène de l'endettement. La simple proposition du banquier new-yorkais plus haut cité échappe à leurs raisonnements et à leurs équations, ou n'y est introduite qu'après coup, comme par concession aux réalités du moment.

Touta la difficulté du problème à résoudre tient précisément à ceci : il n'y a pas, d'un côté, un secteur financier méle et hypertrophié et, de l'autre, une économie réelle qui ne demanderait qu'à prospérer. C'est un fait qu'au cours des années troubles et heurtées en couleur que nous venons de traverser, le secteur productif s'est beaucoup appuyé sur le secteur financier pour assurer son essor. Entre les deux, il y a une interdépendance profonde, même si on a vu toute une gamme d'activités financières prendre leur vol sans support identifiable dans la sphère de la production des biens et services.

À USI longtemps que les entreprises sont capables de dégrader des profits nets croissants, les désordres financiers sont plus ou moins aisément absorbés. Les bénéfices élevés permettent, en particulier, de supporter les hauts taux d'intérêt. Le risque de collision apparaît lorsque, aux charges financières de plus en plus lourdes, s'ajoutent d'autres éléments, à commencer par la hausse des salaires, qui viennent diminuer la marge de

manœuvre des agents économiques. Et si la marge pour l'augmentation (légitime) des salaires est devenue si étroite, la ponction exorbitante opérée par le secteur financier y est pour beaucoup. Voilà, dessiné à grands traits, le piège dans lequel les pays capitalistes risquent, une fois de plus, de tomber, mais avec une capacité d'en réchapper sans dommage grave infiniment plus grande que par le passé.

En attendant, la généralité du phénomène rend très délicate l'application d'une thérapeutique. S'il faut à tout prix empêcher que la déflation financière entraîne la dislocation d'entreprises saines (retardant par là même, mais inévitablement et cruellement, le processus de récupération), c'est un fait qu'en renforçant artificiellement tel ou tel maillon de la chaîne, on prolonge indéfiniment les déséquilibres existants. Si on aide telle ou telle grande entreprise en difficulté, on apporte un secours indirect aux banques créancières.

S'il est un pays où l'imprégnation des esprits par les concepts et interprétations keynésiens et monétaristes est quelque peu totale, c'est bien les Etats-Unis. On s'y était juré de ne jamais répéter les fautes, ou prétendues fautes, commises par les autorités monétaires au lendemain de 1930. C'est aux Etats-Unis qu'on voit aujourd'hui les régulateurs et les hommes politiques exhorter et, à l'occasion, contraindre les banques qui ont déjà réduit d'un tiers leurs activités à se montrer encore plus circonspectes avant de répondre favorablement à de nouvelles demandes de crédit. D'une récente séance télévisée, le secrétaire au Trésor, Nicholas Brady, lui-même un professionnel de Wall Street, recommandait aux banques de s'en tenir à leurs clients bien connus.

A première vue, le marché boursier de New-York ne semble pas avoir pris bonne mesure de l'ampleur de l'effort de correction à accomplir. A moins que

ce soit Wall Street qui ait raison et que la déflation financière, à laquelle un nombre croissant d'analystes paraissent croire, ne soit pas un phénomène profond ni nécessaire. L'indice Dow Jones, le plus couramment cité, n'a reculé l'année dernière que de 4,3 %. Même si on y ajoute les baisses enregistrées à la première séance de 1991, la contraction n'a rien d'un grand mouvement de fond. L'indice Dow Jones, dont la popularité vient du fait qu'il est calculé sans interruption depuis le début de ce siècle, ne retient que trente très grandes valeurs de la cote. L'indice Standard and Poor, qui en comprend cinquante, a baissé de 6,6 %.

REFLÉTANT l'évolution des cours pour les actions émises par des sociétés plus nouvellement établies et traitées « hors cote » (*over the counter*), l'indice Nasdaq a régressé de 17,8 %. Un autre indice, le Russell 2000, composé de valeurs occupant les rangs 1001 à 3000 dans le classement par ordre de capitalisation décroissante, laisse apparaître, pour l'année 1990, une baisse de 21,5 %. Il semble bien que l'actuelle récession-déflation touche plus particulièrement les moyennes, grandes et moyennes sociétés. Ce sont ces dernières qui subissent de plein fouet les effets du repli bancaire, les très grandes sociétés s'adressant directement au marché par émission de billets à ordre ou papier commercial pour se procurer des fonds.

Le baïssa des profits, particulièrement accentuée pour les sociétés américaines du type de celles dont les actions sont reprises dans l'indice 2000, n'est pas sans avoir des incidences sur la conjoncture économique-financière de la France. C'est dans ce vif que l'on trouve les entreprises rachetées au cours des années précédentes par les grands groupes français, privés ou publics, à coups d'OPA financières par de coûteux emprunts bancaires. En attendant que la politique de diversification ainsi menée porte ses fruits, elle fragilise, à un moment particulièrement délicat, les bilans des groupes emprunteurs et, par voie de conséquence, ceux des banques créancières. Si tel était le prix à payer pour le déploiement nécessaire, essayons de laisser passer l'orage sans nous en plaindre.

BIBLIOGRAPHIE

Facettes de l'Europe

TANT de paroles ont volé sur l'Europe qu'il faut bien de temps en temps essayer de les attraper dans les filets de l'écriture. C'est ce qu'a pensé la Fondation Europe et société, que préside François-Régis Huis et dont le délégué général est Jacques Moreau. Depuis cinq ans, de nombreux colloques ont été organisés par eux, et ils visent à réunir la « substantifique moelle » d'interventions remarquées, sur les aspects les plus divers, classés évidemment par thèmes et non chronologiquement. Cela donne ce petit livre très vivant sur les Facettes de l'Europe, préfacé par Jacques Delors.

L'argent doit-il être le régulateur des nos sociétés ? demande Michel Rocard. Il insiste sur le risque de prépondérance des logiques financières (aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne) sur celles de la production (Allemagne et Japon). La France se situe entre les deux, et il appartient à l'Europe, écrit-il, « de sécréter une éthique de l'argent, de la production, ce qui ne saurait bien sûr être le travail du législateur ».

A propos du grand marché intérieur, on trouve de courtes analyses pénétrantes sur les priorités branchées des industries privées et publiques, puis des développements sur le thème « Compétence et compétitivité ».

avec des exemples concrets de reconversion (Cockerill-Sambre, l'horlogerie), de mobilité des hommes (Synchrotron, Airbus, Elf-Aquitaine), de retards technologiques (« la Corée du Sud forme aujourd'hui plus d'ingénieurs en électronique que la France », rappelle André Danieles) et les espoirs (programmes Esprit, Rase, Delta).

Une leçon allemande

L'Europe sociale ne naîtra pas naturellement de l'Europe économique. Il faudra donc que le législateur et les partenaires sociaux adoptent une politique. Elle sera difficile à mettre au point. Les négociations et pratiques contractuelles ne sont pas les mêmes dans les pays de la Communauté, et les objectifs non plus : certains voudraient une politique sociale européenne commune, et d'autres, plus nombreux, estiment qu'elle est actuellement utopique tellement les cultures juridiques sont différentes.

Et le « Grande Europe » ? Michel Albert estime que le modèle dont se réalise l'unité allemande est une formidable leçon pour l'union européenne. La politique volontariste du chancelier Kohl a en raison de tous les arguments exposés par la Bundesbank pour ne pas aller d'où seul

coup vers l'union monétaire avec un échange de 1 mark-est pour l'euro. Pourquoi cet effort de solidarité budgétaire et sociale ne pourrait-il être accompli sur le chantier des Douze, aux moindres disparités ?

Combien de facettes aura finalement l'Europe ? Bien imprudent celui qui pourrait le dire aujourd'hui, où les événements vont si vite que les auteurs s'essouffent parfois derrière eux. C'est le cas du livre de Deana Stryker, *Une autre Europe, un autre monde*, mais l'essentiel de sa thèse est soufflée par ce déphasage. Pour elle, l'objectif est d'arriver à découpler l'Europe à la fois des Etats-Unis et de l'URSS, et à « restaurer ses éléments constitutifs tout en construisant les liens indispensables à notre sécurité avec les autres composants du continent euro-asiatique ».

Deana Stryker sera aidée - intellectuellement sinon politiquement - par le petit livre de Jean Guisnier, *Ethnologie de l'Europe*, où l'on nous rappelle les travaux de Benveniste et de Dumézil sur le creuset eurasiatique (indo-européen) avant d'étudier les ensembles culturels majeurs qui en découlent à travers les Grecs, les Latins et les peuples « barbares ».

Un « Que sais-je ? » à lire de près pour suivre les racines de la « Grande Europe » revenue à l'ordre du jour et qui ne vivra, selon notre auteur, qu'en dépassant la contradiction entre deux formes politiques issues de l'Histoire : le pouvoir impérial et l'identification nationale.

PIERRE DROUIN

LES CHAMPS
MESEC
UNIVERSITÉ DE NANTERRE

Le Monde

La crise du Golfe
MARDI 15 JANVIER à 12 h 30
UNIVERSITÉ DE NANTERRE - AMPHI C - BATHIMENT G.

avec

Robert Frank,
maître de conférences à
l'université de Paris-X-Nanterre
Yves Lacoste,
directeur de la revue
« Hérodote »

Bernard Maris,
maître de conférences à
l'université de Toulouse-I
Michel Boyer,
responsable de
« Champs économiques »

ASSEMBLEE GENERALE DU 14 DECEMBRE 1990

Sup de Co
rouen

MESSAGE DU DIRECTEUR

Messieurs, Messieurs,

En cette période de bilan, je vous dois une synthèse des réalisations et des perspectives 1991 de Sup de Co Rouen.

L'enquête que nous avons réalisée auprès de 120 Directions des Ressources Humaines européennes nous a confirmé que nos diplômés correspondent aux attentes du marché : cinq ans d'études supérieures, mérite académique reconnu, maîtrise de deux langues étrangères, expérience universitaire à l'étranger, stages en entreprise.

Grâce à notre réseau de vingt-cinq partenaires, les 200 élèves de chaque promotion du programme ESC vont désormais partir dans une université étrangère qui nous enverra, en retour, un nombre équivalent d'étudiants.

La durée cumulée des stages atteint 9 mois, ou même 15 pour les étudiants effectuant une « année en entreprise ». Sup de Co Rouen a été la première école à proposer cette option en fin de deuxième année.

Dans le même temps, la diversification des troisième cycles se poursuit :

- Master spécialisé Techniques Quantitatives appliquées aux Métiers du Marketing
- Master spécialisé Transfert de Technologie et des Techniques de Management
- Master spécialisé Logistique et Transports Internationaux
- Master spécialisé Comptabilité et Fiscalité Internationales (ouverture Sept 91)
- 3ème cycle Management des Opérations Internationales

Ces développements contribuent, tout à la fois, au rayonnement de l'Ecole et au renforcement des autres programmes par l'apport qu'ils représentent en compétences spécifiques.

Notre maîtrise du transfert de compétences trouve une application nouvelle dans le domaine de la formation continue avec le démarrage, en janvier 1991, d'un programme généraliste en Management destiné à des ingénieurs européens en activité. Ce sera le premier « Executive MBA » alternant séminaires et travail à distance par télématique.

Sur le plan des moyens, outre les frais de scolarité et la subvention de la CCI de Rouen, gestionnaire de l'établissement, la participation des entreprises est déterminante, qu'il s'agisse des versements de taxe d'apprentissage effectués par 754 d'entre elles, ou des opérations de partenariat, sur mesure, montées à leur demande.

Enfin, il convient de souligner l'attention constante du Conseil d'Administration à la productivité. En l'espèce, il s'agit de la traduction des dépenses d'investissement et de fonctionnement en amélioration objective de la qualité des enseignements.

Avec l'équipe qui m'entoure, je tiens à remercier tous les acteurs de notre proche environnement - responsables et professeurs des classes préparatoires, dirigeants d'entreprises, autorités publiques, collectivités territoriales... - qui contribuent au développement de Sup de Co Rouen. Je forme le vœu que ce cercle de partenaires et amis continue de s'élargir en 1991 et je souhaite plein succès aux 4500 diplômés de Sup de Co Rouen en activité.

P. Schiel

Pr. Pierre-Alain SCHIEL

Ecole Supérieure de Commerce de Rouen Tél. 35 74 03 00 - Fax 35 76 06 62

DIRECTEUR GENERAL A FORTE ORIENTATION COMMERCIALE

Cette importante société anglaise à vocation internationale, fondée en 1971, spécialisée dans l'assistance et le dépannage des véhicules (particuliers et utilitaires), crée sa filiale française qui s'implante à Strasbourg. Elle recherche un DIRECTEUR GENERAL qui sera investi d'une double mission : le développement commercial France d'une part, axé sur tous les utilisateurs de véhicules, y compris les sociétés de services, les compagnies d'assurance et les constructeurs automobiles et, d'autre part, le développement d'une structure de gestion des dépannages existante. La société bénéficie d'une excellente image de marque, fondée sur la qualité et la souplesse du service proposé.

Ce challenge s'adresse à des cadres de formation supérieure (de type Ecole de Commerce ou équivalent), possédant une expérience significative acquise dans la gestion d'un centre de profits, le marketing et la vente. La pratique courante de la langue anglaise est nécessaire, celle de l'allemand est appréciée.

Merci d'adresser votre dossier : courte lettre d'introduction manuscrite, Curriculum Vitae rédigé en anglais, photo et prétentions sous référence DG/1M CB à



Site Futura
19, rue de la Glacière
67300 STRASBOURG-SCHILTIGHEIM

FINANCE ET STRATÉGIE

Directeur financier

Agé de 35 ans environ, vous êtes un véritable spécialiste de la gestion économique et financière d'une entreprise.

De formation supérieure, école de commerce et DECS, vous avez acquis une expérience tout à fait significative dans un cabinet d'expertise comptable. Aujourd'hui, exerçant vos talents au sein d'une direction financière d'un grand groupe industriel, vous souhaitez des responsabilités plus globales.

Dans notre holding au CA de 800 MF, spécialisée dans la reprise et le développement de sociétés industrielles, nous vous proposons, aux côtés de notre président, de prendre en main la direction financière du groupe.

Au-delà de la mission classique, vous déterminerez la stratégie fiscale du groupe ainsi que le montage juridique et financier des acquisitions tant en France qu'à l'étranger. Vous superviserez et travaillerez en étroite collaboration avec les responsables administratifs et financiers de nos filiales afin de garantir et d'efficher une politique financière cohérente.

Merci d'envoyer votre dossier pour une première rencontre, sous référence 1063, à Claude Jacquemart - Cursus Conseil - 21, rue Vivienne 75002 Paris.

CURSUS CONSEIL



1er Producteur Européen de Volailles, CA de 6,8 milliards de francs, 6.400 salariés, notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole : accoupage, nutrition animale, élevage de volailles, abattage et transformation, transport terrestre et maritime, commercialisation. Nous sommes présents industriellement et commercialement dans toute l'Europe (47 établissements : France, Allemagne, Hollande, Suisse, Angleterre, Espagne, Portugal). Nous recherchons :

L'ADJOINT au DIRECTEUR GENERAL en ESPAGNE

Notre développement sur le marché espagnol, l'un des plus importants d'Europe, se réalise au travers de plusieurs filiales totalisant 1.000 salariés. Leur activité est coordonnée et dirigée par une maison-mère, DOUX-IBERICA.

Le Directeur Général recherche pour le seconder un Adjoint. Sa mission sera aussi large et diversifiée que possible, comme l'implique le titre.

Agé d'environ 35 ans, vous êtes parfaitement bilingue Français-Espagnol pour avoir vécu ou travaillé en Espagne. Naturellement, vous avez fait des études supérieures (Ingénieur ou Grande Ecole de Gestion ou formation universitaire de haut niveau).

Vous avez déjà assumé des rôles de Direction entraînant des interventions dans les domaines les plus variés de l'entreprise. Et maintenant, vous souhaitez donner un nouveau souffle à votre carrière.

Le Groupe DOUX est en mesure de vous proposer un avenir à la mesure de vos ambitions eu égard à ses projets de développement et à ses résultats.

Ce poste est basé à Saragosse.

Envoyez CV + lettre + photo
sous référence 90/81 à l'adresse suivante :
Le Groupe DOUX - M. le Directeur Général - BP 22
29150 CHATEAULIN - FRANCE.

SCORE

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde est
le premier
titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)

DIRECTEUR GENERAL

Agro-Alimentaire
Centre

L'un des principaux groupes agro-alimentaires français (CA. 2 milliards de francs - effectif 1000 personnes), qui a su développer des synergies entre ses membres en lançant des gammes de produits à forte valeur ajoutée et qui s'implante sur les marchés européens, recherche un DIRECTEUR GENERAL pour l'une de ses filiales spécialisée dans l'abattage et la découpe de volailles (CA. 100 MF - effectif 90 personnes). En liaison avec la Direction Générale du Groupe, il sera chargé de définir, appliquer et contrôler la politique globale de l'entreprise dans ses aspects technique, financier et humain et il sera responsable de ses résultats. Il supervisera les grandes fonctions de l'entreprise et il assurera personnellement la responsabilité de la fonction commerciale dans un esprit marketing/produits orienté vers la conquête de nouveaux marchés, principalement auprès de GMS. Il veillera particulièrement à entretenir les meilleures relations avec les éleveurs. Ce poste sera confié à un homme âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure et possédant impérativement une dizaine d'années d'expérience des différentes fonctions d'une entreprise, principalement commerciale, acquise dans une PME de l'agro-alimentaire. Il connaîtra les réseaux de la grande distribution. Homme de réflexion et d'action, il sera un leader incontesté doté également d'un excellent sens relationnel. Ecrire sous référence 1324 M à

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups 75012 Paris

Discrétion assurée

Région parisienne

350 KF

Notre société de fabrication de matériel de diffusion d'air connaît une progression et des résultats enviables. Abordant une nouvelle phase de notre croissance, nous souhaitons étoffer notre structure commerciale et de développement, et recherchons notre futur :

Directeur commercial

Il est à la fois un catalyseur d'idées, un excellent gestionnaire et un réel animateur. Sur le terrain, il a appris la vente des produits techniques à une clientèle industrielle. A 35 ans, Ingénieur : CENTRALE, A & M... il a fait la preuve de son aptitude à raisonner en terme de marketing. Il a la carrure et le savoir-faire d'un patron, mais la simplicité et la diplomatie d'un vendeur.

Christian TOMCZYK vous remercie de lui écrire sous la référence 2510 LM - ARGOS - 1007, avenue de la République - 59700 MARCQ-EN-BARCEUL.



BERNARD JULHIET
argos

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Transports Aériens

Directeur Général Adjoint

Récemment reprise par un groupe important, cette société de transports aériens cherche son DGA. Dans le cadre d'objectifs et de moyens définis par le groupe, il développera les activités de transport d'articles divers en exploitant les droits de trafic monde entier. Il animera les équipes de cadres commerciaux, administratifs et techniques, PN inclus.

Ce poste représente un challenge stimulant pour un dirigeant expérimenté dans le transport aérien de fret au niveau international.

Merci d'écrire sous référence 23861M à

Marie-José FOURNIAT

CEGOS Division Recrutement

Tour Vendôme

92518 BOULOGNE Cédex

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres
Madrid - Milan - Paris

Le Monde *Des* Juristes

Conseil juridique

Groupe parisien de sociétés de conseil en pleine expansion. Expertise comptable, Commissariat, Conseil juridique, Conseil de gestion, informatique, recherche (e) ayant une expérience min. de 7 ans. Dynamisme et compétence dans les domaines droit des sociétés, droit des affaires, droit social constitueront nos critères de sélection. Une expérience en matière d'ingénierie juridique et fiscale sera un plus indéniable. Vous serez chargé de prendre la direction d'une équipe de 2 personnes et de développer fortement cette activité. L'objectif que nous poursuivons est une association à court terme.

Envoyer lettre manuscrite de candidature + photo + CV à :
TRANSPARENCE 13-15 Rue Buffon 75005 PARIS



Directeur des activités formation

Organisation interprofessionnelle de l'assurance (135 pers.), notre métier est notamment la prévention des risques industriels. Nos interlocuteurs sont les professionnels de la sécurité, de la sûreté et de la protection de l'environnement dans les entreprises.

Nous créons ce poste rattaché au D.G. Animant une équipe de 30 personnes et plus de 100 intervenants extérieurs, en coordination avec les autres départements du CNPP, vous aurez, entre autres, la responsabilité du développement, en France et à l'étranger.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, complétée si possible par une formation de gestion, bilingue anglais, vous avez une expérience industrielle de 10 ans ou plus.

La connaissance de la formation continue vous permettra d'être tout de suite opérationnel. Votre professionnalisme vous fera très vite reconnaître.

Poste basé à Vernon.

Merci d'écrire sous référence 967/M à A.I. CONSEIL
35 rue de Noyes, 75008 PARIS.

A.I. conseil



UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

mercredi
16 janvier
1991
de 14H00
à 16H00

Schlumberger

vous invite à assister
à sa tribune :

"50 000 personnes
de 90 nationalités
dans 100 pays :
la place des hommes
dans la gestion globale
de l'entreprise"

Grande
Société de
Distribution
recrute
au sein du
Secrétariat
Général

**Juriste
confirmé**

Merci d'adresser votre candidature,
sous référence 11594, à Média-
System, 6, impasse des Deux
Cousins, 75849 Paris Cedex 17,
qui transmettra.

VENEZ
SCULPTER
NOTRE
NOUVEAU
STATUT

Service service juridique

International

Service Service Propriété

Jeudi 10/15

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde *J* des Juristes

... Le Monde • Mardi 8 janvier 1991 29

JURISTES

BAC
+5

CONFIRMES

ENEZ SCULPTER NOTRE NOUVEAU STATUT

Il est des changements rares qui méritent qu'on se passionne pour eux.

En 1991, FRANCE TELECOM, première entreprise française de service (100 milliards de C.A., 155000 personnes) prend un nouveau statut, celui d'Entreprise Publique, et étend ses activités dans les secteurs concurrentiels et à l'international.

Pour réussir ce changement, nous développons la fonction juridique et recrutons des juristes de haut niveau de formation.

2 d'entre vous seront rattachés à la **DIRECTION GÉNÉRALE** et exerceront une expertise pour le Groupe FRANCE TELECOM, l'un dans le domaine de la **propriété intellectuelle**, l'autre dans celui du **droit social, droit du travail** et de la **fonction publique**.

Vous serez notamment chargés d'élaborer la doctrine juridique, de conseiller les services extérieurs et filiales à l'occasion de leurs opérations (contrats, prises de participation...) et de former des juristes. Pour ces 2 postes une expérience de 8 à 10 ans vous est demandée.

10 juristes seront rattachés au Directeur Régional à **PARIS - LILLE - NANCY - LYON - MARSEILLE - BORDEAUX - NANTES**, et auront à créer un pôle juridique à vocation générale. Votre expérience de 3 à 5 ans vous permettra de prendre en charge en particulier le conseil auprès des services opérationnels, l'information juridique et de représenter FRANCE TELECOM devant les juridictions.

L'importance et l'intérêt de ces missions au sein du groupe FRANCE TELECOM nous conduisent à vous demander de grandes qualités de rigueur, méthode et analyse, des capacités d'initiative et d'autonomie, le sens du service et le goût des contacts.

La maîtrise de l'anglais est souhaitée, une deuxième langue sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions) à nos consultants Laurence KOPANSKI et Véronique VERNONIS : CITCOM 12 bis rue des Pavillons 92804 PUTEAUX cedex 1.

FRANCE
TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

CONTESSE

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION, EN PLEINE EXPANSION, recherche

son responsable service juridique

Familier du droit de la construction et des sociétés
Vous possédez une bonne connaissance de l'assurance
construction et des notions en droit du travail
Vous avez une maîtrise de droit et trois ans d'expérience
Vous êtes disponible rapidement pour travailler en Région
Parisienne (94)

Adresser Curriculum-Vitae et prétentions à SPE - 7 rue du
Cardinal Lemoine - 75005 Paris.

36 15

TM

Service informatique
expert de l'emploi des cadres

Juriste international

Au sein de l'équipe juridique du groupe, vous êtes le spécialiste reconnu des contrats de distribution à l'export.
Intervenant en tant que conseil auprès des Directeurs export et des directions des opérations internationales, vos compétences couvrent également les contrats d'implantation, de licence, de joint venture. Pour optimiser la qualité de votre service, vous mettez en place un programme de gestion informatique des contrats de distribution.

Rigoureux par nature et par formation, vous savez vous montrer ouvert et dynamique dans vos relations avec l'ensemble des sociétés du groupe.

De formation juridique supérieure (OES Droit des Affaires ou équivalent européen ou américain), vous pratiquez couramment l'anglais et si possible une autre langue européenne. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en entreprise multinationale ou en cabinet. réf. RB221M2.

Responsable du Service Propriété Industrielle

Vous prendrez la responsabilité du service Marques et Modèles (16 personnes). Les développements du groupe, notamment en Europe, élargissent sans cesse notre patrimoine de marques parmi les plus prestigieuses dans le monde (environ 20 000 à ce jour). Vous gerez le patrimoine, en assurez la protection et recherchez les antériorités.

A 35 ans environ, vous avez acquis une expérience de 10 ans en cabinet ou en entreprise multinationale après une formation juridique de Droit des Affaires et une spécialisation en Droit de la Propriété Industrielle. Vous pratiquez couramment l'anglais.

La dimension d'encadrement de ce poste et surtout les perspectives de développement de notre patrimoine sont une promesse réelle d'intérêt pour un spécialiste déjà reconnu et apprécié. réf. RB222M2.

Ces deux postes sont basés au siège du Groupe à Paris 8e.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant votre rémunération actuelle et la référence du poste, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

BSN

Danone, Pannini, La

Kronebourg, Evian...

BSN est le 3e groupe

alimentaire européen :

50 Mds de F de C.A.

50 000 personnes dont

5 000 cadres,

une implantation

industrielle dans

20 pays, une politique

de développement

axée en priorité

sur l'Europe.

BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Un Groupe agro-alimentaire français prestigieux à vocation internationale et qui connaît un fort développement, recherche un

Juriste de haut niveau Spécialisé en Ingénierie Juridique et Fiscale

Paris

Travaillant en parfaite synergie avec les services financiers et fiscaux du Groupe, vos interventions comprennent : La réalisation de montages juridiques et fiscaux dans le cadre d'opérations de type fusions-acquisitions, restructurations, implantations de structures, mise en place d'instruments financiers...

Après 35 ans minimum de formation juridique et fiscale, DESS/DICE ou équivalent, vous avez acquis une expérience d'au moins huit ans en

cabinet d'affaires et/ou en entreprise, de préférence dans un environnement international, et vous souhaitez valoriser vos compétences dans un Groupe en forte croissance interne et externe.

Un bon niveau d'anglais est indispensable pour ce poste.

Contactez Frédéric Foucard, au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 Paris, sous réf. FTL6370MO.

MP

Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Groupe international leader sur son marché recherche un

Juriste International Senior

Paris Ouest

En liaison directe avec les services et filiales du Groupe, vous aurez principalement en charge le suivi juridique des projets, implantations et contrats internationaux, et interviendrez en amont des leur négociation.

Agé d'environ 35 ans, vous êtes doté d'une solide formation en droit des affaires (DICE, DESS, DEA) et pouvez justifier d'une expérience significative (7/8 ans) du droit des affaires dans un environnement international, de préférence en entreprise.

400 KF +
Votre pragmatisme, vos qualités de négociateur et votre pratique courante de la langue anglaise vous permettront de réussir dans ces nouvelles fonctions. Ce poste implique de fréquents déplacements à l'étranger.

Contactez Thierry Virol au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous référence TV5874MO.

MP

Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

LEV

Juriste
confirmé

JURISTE CONTENTIEUX

Banque

Paris - Une banque d'affaires française de premier plan filiale d'un très important groupe financier recherche pour son service juridique et contentieux un juriste contentieux. Ce collaborateur se verra confier une double mission : il devra, d'une part, assurer la gestion de dossiers difficiles dans leurs phases pré-contentieuses et contentieuses. Il aura, d'autre part, un rôle de conseil juridique auprès du réseau. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans possédant une formation

juridique de type maîtrise, DEA, DESS, DICE et justifiant d'une expérience similaire de l'ordre de 5 années acquise au sein d'une banque. Très autonome, il devra allier rigueur et pragmatisme dans ses approches. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/F9836M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Dites oui à notre nouveau nom. Les Câbles de Lyon deviennent Alcatel Câble.

No 1 mondial du câble avec 24 milliards de CA consolidés et 70 sociétés implantées dans 20 pays, nous fabriquons l'ensemble des câbles d'énergie et de télécommunications dans tous les

JURISTE

No 2 de notre Direction Juridique, vous assumerez une responsabilité directe sur tous les problèmes relevant du **Droit des Sociétés** : préparation et suivi des Conseils et Assemblées Générales (cotation en bourse), acquisitions, fusions, cessions... Vous gerez la porte-feuille d'assurances du groupe, son patrimoine immobilier et les dossiers de contentieux.

Par ailleurs, vous apporterez un conseil et une coordination de compétence auprès des filiales.

domaines terrestres et sous-marins : études des systèmes, fabrication, pose et raccordement. Relevant ainsi chaque jour de nouveaux défis, nous souhaitons vous associer à notre succès.

De formation supérieure (DESS droit des affaires...) vous avez confirmé votre expérience dans une fonction similaire.

Cette responsabilité, tournée d'abord vers les opérations françaises, implique l'encadrement d'une petite équipe. Elle exige une personnalité de premier plan communicative et évolutive.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Les candidatures seront traitées rapidement et avec la plus grande discrétion.

ALCATEL
CABLE

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. FMS/17 à M. SISSUNG, Direction des Ressources Humaines, ALCATEL CABLE, 30 rue des Chasses, 92111 CLICHY Cedex.

COLGATE - PALMOLIVE

Avec un CA de 3,9 milliards de Francs, un effectif de 2 300 personnes, des marques de notoriété mondiale : **AXAX, AXION 2, CLEOPATRA, TONIGENCYL...** COLGATE - PALMOLIVE FRANCE occupe une place prépondérante au niveau européen.

Dans le cadre de son expansion, nous recherchons pour notre Direction Générale des Services Juridiques un (e)

Juriste d'entreprise Au sein d'une équipe de 5 juristes, vous assurerez un rôle de conseil auprès de tous les services de la Société et servirez d'interface avec nos conseils extérieurs.

Votre formation juridique française doit être complétée par une formation à l'étranger, de préférence aux Etats-Unis ou en Angleterre. Attribué par le milieu de la grande consommation, vous êtes bilingue anglais / français et vous bénéficiez d'une première expérience en entreprise ou en cabinet.

Ce poste est basé à La Défense.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. 90.02 à Marie-Pierre VAZZOLER, COLGATE - PALMOLIVE, 55 Bd de la Mission Marchand, 92401 COURBEVOIE CEDEX.

Société appartenant à un grand Groupe
Multinational recherche un

Juriste d'Affaires

de haut niveau

De formation minimum Doctorat ou DESS de Droit des Affaires, vous avez une expérience professionnelle significative de 8 à 10 ans.

Vous assisterez le Directeur Juridique et Fiscal dans les domaines du droit communautaire et du droit national en matière de contrats, droit de la distribution, concurrence, consommation, droit des affaires et droit social.

Votre pratique courante de l'Anglais est indispensable. Votre bonne aptitude à la négociation ainsi que votre sens des relations sont autant d'atouts déterminants.

Le poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions, sous réf. 6501, à LBW, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris, qui transmettra.

C I C H COMPAGNIE
INTERNATIONALE
DU CHAUFFAGE

Fort de ses filiales françaises et européennes, et de la notoriété de ses marques CHAPPEE, IDEAL STANDARD, BROETJE, LAMELLA, le groupe C.I.C.H. avec 2,5 milliards de CA est le leader français et le n° 3 européen de l'équipement du chauffage. Pour remplacer les conseils extérieurs auxquels nous faisons actuellement appel, nous créons un poste de responsable du service juridique et recherchons pour l'occuper

Juriste confirmé(e)

expérience du droit des affaires

Le poste, dans ce contexte, pourrait intéresser une personne ne souhaitant pas nous consacrer la totalité de son temps. Vous serez basé(e) au siège social de la société mère au Blanc-Mesnil, et serez assisté(e) d'une jeune juriste, titulaire d'une maîtrise, en place depuis 3 ans.

Vous avez l'autorité naturelle et la compétence pour garantir le haut niveau d'expertise actuellement atteint. Vous lisez et écrivez l'anglais.

Merci de transmettre votre candidature à Denis Neymon, C.I.C.H., 177 av. Charles-François, 93158 Le Blanc-Mesnil Cedex.

Fiscaliste

BSN

50 Mds de F de CA

50 000 personnes

dont 5 000 cadres

Une implantation

industrielle dans

20 pays.

Une politique de

développement axée

en priorité sur

l'Europe.

Rattaché au Directeur Administratif et Fiscal, vous l'assisterez dans la définition de la politique fiscale du Groupe et l'optimisation des solutions en matière fiscale, en collaboration avec les Directions financières et comptables des Sociétés du Groupe. A 30/35 ans, vous possédez une licence en droit et un DESS de fiscalité. Vous bénéficiez d'une expérience de 6 à 8 ans au sein du service fiscal d'une société ou d'un cabinet qui vous a permis de maîtriser la fiscalité française et internationale et de mettre en valeur votre sens de l'organisation et de l'innovation. Votre dynamisme, votre goût pour la communication et vos capacités d'adaptation vous permettront d'évoluer avec aisance dans cette fonction qui vous assurera une large autonomie et des perspectives d'évolution au sein d'un Groupe qui sait valoriser les talents. Maîtrise de l'anglais nécessaire. Poste basé à Paris. Déplacements en province et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous référence SHM2, à BSN, Service Recrutement, 7 rue Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



RESPONSABLE JURIDIQUE (H/F)

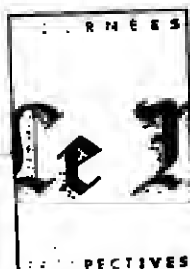
Rattaché au Secrétaire Général, il assurera, en liaison avec les responsables de programmes, le suivi juridique des SCT ou SNC gérées par la société : validation des montages, rédaction des actes, préparation des démarches administratives, son assistance à la Direction d'une façon générale, il apportera son expertise et de fiscalité. Générale sur toutes les questions de droit des sociétés ou de fiscalité. Ce poste sera confié à un candidat (H ou F) d'au moins 30 ans, de formation supérieure juridique (droit des affaires), complétée si possible par une spécialisation en droit immobilier et de la construction. Il possèdera plusieurs années d'expérience acquise dans une société de promotion ou éventuellement dans un groupe important (Banque, Compagnie d'Assurance...) où il aura pu acquérir une parfaite maîtrise des problèmes du droit immobilier.

Ecrire sous référence 1326M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

Discrétion assurée.



EDF
Electricité
de France

**Gaz
de
France**

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Segur

vous invitent à assister
à leur tribune :

mercredi
16 janvier
1991
de 16H30
à 18H30

"EDF et GDF,
deux entreprises
à dimension
internationale"



JURISTE FISCALISTE HF

Titulaire d'un DESS Droit des affaires ou fiscalité ou DJCE, débutant ou justifiant d'une première expérience, vous serez chargé, en relation avec le responsable du service Etude Fiscales, de suivre l'évolution de l'environnement juridique et fiscal des produits et d'intervenir en tant que conseil juridique auprès de nos services.

Vos capacités d'analyse et de synthèse alliées à d'excellentes qualités relationnelles vous permettront de mener à bien les missions qui vous seront confiées.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. CL/DB à Catherine LECHANGEUR Gestion du personnel, BP 342-09 75428 PARIS CEDEX 09.

Jeudi 11.50

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 8 janvier 1991 31

Le Monde

de la
Gestion

Steelcase Strafor

Leader européen de l'aménagement des espaces de bureaux (6 600 salariés ; 3,5 milliards de FF de chiffre d'affaires), les valeurs qui nous rassemblent sont la recherche de l'excellence, la volonté de leadership, le culte du client et l'internationalisation. Nous recherchons un

Contrôleur de Gestion

Rémunération motivante.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un candidat à fort potentiel pour prendre en charge, au niveau européen, le contrôle de gestion de l'une de nos divisions industrielles. Vous êtes responsable du processus budgétaire consolidé, analysez les résultats et proposez toute mesure nécessaire au développement de l'activité.

Vous mettez en place les équipes et les systèmes nécessaires à une analyse économique performante. Agé de 25/30 ans, vous êtes diplômé d'une grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) et bénéficiez d'une expérience

de 2 à 5 ans en milieu industriel et/ou en cabinet d'audit. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Si vous êtes intéressé par la perspective de rejoindre un groupe performant susceptible de vous offrir d'intéressantes perspectives d'évolution à court terme,

contactez Pascale Gutten au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. PG6405MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Filiale, (CA > 2 Mds de F), d'une importante multinationale Française, leader sur un marché mondial, nous recherchons dans le cadre de notre développement notre

Manager Comptable

Dijon

300 KF

Adjoint du Financial Controller, encadrant une équipe de 8 personnes, vous aurez en charge en contact avec les unités opérationnelles (Europe, USA...) l'ensemble de la comptabilité de la société : responsabilité de l'établissement du bilan et des liasses fiscales et sociales, préparation et réalisation des opérations de clôture, consolidation de la filiale dans le groupe. Garant des procédures, vous participerez à leur évolution et contribuerez au processus de contrôle de gestion.

Agé de 30/35 ans, de formation ESC + DECS, vous avez plusieurs années d'expérience en

cabinet et/ou en entreprise et possédez une bonne pratique du management d'équipe et de l'anglais. Votre réussite dans cette mission vous permettra d'évoluer à terme dans d'autres fonctions financières au sein du groupe.

Contactez Derick de Brusson au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON, sous réf. DOB540MO.



Michael Page Rhône-Alpes

"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

L'UNE DES 10 PREMIERES

CAISSES DU CREDIT

AGRICOLE, COTEE A LA

BOURSE DE PARIS,

(900 PERSONNES,

14 MILLIARDS DE BILAN),

CONFORTE SON RESEAU

COMMERCIAL



Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

DIRECTEUR DE SECTEUR

Rattaché au DIRECTEUR DE LA DISTRIBUTION, vous êtes le patron du Crédit Agricole sur votre secteur (10 agences/antennes environ). Vous êtes chargé de : prévoir l'évolution du marché local, négocier les objectifs commerciaux avec le Directeur de la distribution, les chefs d'agences et d'antennes, organiser les moyens nécessaires à la réalisation de ces objectifs (personnel, matériel, communication...), gérer le personnel (80 à 100 personnes), assurer le suivi budgétaire de votre activité.

Agé de 38 ans environ, de formation supérieure (ESC, Universitaire ou équivalent), vous pouvez justifier d'une expérience de Directeur d'Agence dans un réseau bancaire mutualiste. Vos qualités d'ANIMATEUR, de NEGOCIATEUR et de GESTIONNAIRE en milieu bancaire sont reconnues. Poste à pourvoir à 100 kms de Paris environ.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous la référence RP 187 à notre Conseil CREA CONSULTANTS - 4, place Félix-Eboulé - 75583 PARIS CEDEX 12.

MEDIA PA

Une banque spécialisée dans le financement recherche un

Chargé d'Affaires Immobilier

Paris

210 KF+

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans dans le financement des opérations de marchés de biens et/ou de promotion à un poste opérationnel qui vous a donné le goût des contacts et l'esprit d'entreprise.

Vous serez responsable de la mise en place et du suivi des opérations sur le plan juridique et financier d'une part, et chargé d'entretenir et de développer un important portefeuille d'apporteurs

d'affaires, professionnels de l'immobilier d'autre part. Autonome, méthodique et aimant le travail en équipe, vous travaillerez en collaboration avec une chargée d'affaires expérimentée.

Contactez Christian Katchourine au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking & Insurance, 10, rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. CK6474MO.



Michael Page Banking & Insurance

Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Créer, développer et animer la Direction Financière.

Un horizon ouvert et diversifié.

PARIS
SOCIÉTÉ
PERFORMANTE

Pour ce groupe suédois spécialisé dans l'investissement immobilier, récemment implanté en Europe et notamment en France où il connaît une croissance rapide, votre mission consiste à analyser, concevoir et mettre en place des outils modernes de gestion afin d'assurer un pilotage rapide, efficace et pertinent. Vous conseillez la Direction Générale et l'assistez dans l'étude de projets spécifiques.

HOMME DE CONSEIL
ET DE TERRAIN

A 28-35 ans, vous avez une solide expérience des systèmes comptables et de gestion opérationnelle dans un contexte informatisé. Les normes anglo-saxonnes vous sont familières. Vous êtes l'interlocuteur privilégié des partenaires externes (banques, auditeurs...) et vous assurez en interne les relations avec le groupe. Pour cela, vous utilisez couramment l'anglais.

AUTONOMIE
OUVERTE
PRAGMATISME

Homme d'adhésion et de concertation, vous appréciez de vous exprimer au sein de structures légères privilégiant votre engagement personnel dans un contexte international.

Si une création de poste dans un environnement ouvert et diversifié vous attire, prenez contact avec Marie-Aude JULIEN au (47 96 22 91 ou 47 96 20 50) - Tour Fiat 28e étage - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE. Référence 3965/01/GA.

COMPAGNIE DE GESTION



22 directions régionales, la première, la direction d'ÎLE-DE-FRANCE :

Nos projets nous conduisent à de forts développements de produits et services dans un environnement concurrentiel en évolution rapide. Dans ce cadre nouveau, vous serez chargé, pour l'Île-de-France, de :

- la provision du chiffre d'affaires et de demandes téléphoniques et leur négociation avec les neuf directions opérationnelles.
- l'analyse et le contrôle de gestion du chiffre d'affaires.
- le suivi et l'exploitation du panel régional de clientèle.
- l'aide méthodologique aux neuf directions opérationnelles avec le soutien d'une équipe motivée.

A 35-40 ans, vous avez une formation supérieure en économie et une expérience diversifiée en contrôle de gestion, études économiques ou économétrie.

Votre potentiel personnel et votre expérience vous permettront de réussir dans cette fonction de responsabilité et d'assurer le développement de votre carrière au sein de notre groupe.

Motivé par ce challenge, adressez lettre, CV, photo et présentons à M. GILLOIRE - FRANCE TELECOM - Direction Régionale d'Île-de-France, P313E, 8-10, Bd de Vaugrand, 75746 PARIS CEDEX 15.



UN AVENIR D'AVANCE

CREDIT-MAN

JUNIOR

Province

SENIOR

Nous sommes un important groupe privé à forte notoriété. Notre croissance nous amène à développer nos équipes de spécialistes.

Après une formation à nos méthodes, vous intégrez l'une d'elles en agence. En contact permanent avec les milieux d'affaires locaux, vous collectez les informations financières, analysez et évaluez les risques commerciaux d'un portefeuille d'entreprises.

Soit, vous avez valorisé un diplôme d'école de commerce ou un DESS banque et finance, par une première expérience de 2 à 4 ans en milieu financier.

Soit, jeunes diplômés, vous êtes attirés par les matières financières.

Voici l'opportunité de développer votre personnalité d'homme d'analyse, de dialogue et de décision.

Dominique CLEVENOT vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3702A/LM BOSSARD CARRIÈRES 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

BOSSARD
Carrières

ETABLISSEMENT
FINANCIER DE 1^{er} PLAN
RECHERCHE
POUR SON DEPARTEMENT
PARTICIPATIONS ET
INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS

CONTRÔLEUR DE GESTION

Au sein de l'équipe de gestion des patrimoines immobiliers, vous devrez développer le contrôle de gestion des activités touristique et immobilière. Vous élaborerez et mettrez en place le reporting des participations. Vous prendrez en charge la gestion prévisionnelle d'un ensemble de sociétés de patrimoines immobiliers. Pour ce poste à fort développement, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (type Ecole de Commerce, DECS...) justifiant d'une première expérience du contrôle de gestion et possédant une bonne pratique de la micro-informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 104 à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

CISI

CISI TRANSTEC, filiale de la Cisi, l'un des plus importants groupes français des services informatiques recrute :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Pour ce poste stratégique, vous avez la totale responsabilité du contrôle financier du bon déroulement de nos projets. Vous intervenez lors de l'évaluation de l'offre ainsi qu'au cours du suivi de leur réalisation. Vous dirigez les services comptables et financiers de la société et vous avez la responsabilité d'assurer les déclarations légales. Membre du Comité de Direction, vous assistez la Direction Générale dans la conduite de la société. Diplômé d'une école supérieure de commerce ou titulaire d'une maîtrise de gestion, vous faites preuve d'une personnalité de premier plan pour réussir à ce poste. Agé de 35-40 ans, vous possédez une connaissance des sociétés de service informatique où vous avez si possible exercé des fonctions similaires.

Réf. 3388 A

CONTRÔLEUR DE GESTION

En liaison directe avec le Directeur Administratif et Financier, vous aurez le contrôle du suivi de la production, vous assurez les ordres du chiffre d'affaires et le suivi des contrats des différentes agences. Agé de 30 ans environ, vous avez 3 ans d'expérience. Titulaire d'une maîtrise de gestion, vous êtes rigoureux et ouvert. Vous maîtrisez la micro-informatique et la comptabilité analytique avec une expérience si possible dans le BTP ou les services.

Réf. 3388 B

Adressez lettre de motivation + CV + photo en précisant la référence à FIDORGA - Marie-Pierre PERUSSEAU-LAMBERT - 18 bis, rue de Villiers - 92300 Levallois-Perret.

Contrôleur budgétaire pour groupe de presse

Vous prenez en charge le contrôle de gestion opérationnel de l'un de nos titres : élaboration des budgets, analyse des écarts, commentaires, études ponctuelles... Vous reportez au contrôleur de gestion du groupe.

HEC, ESSEC, ESCP... vous avez une première expérience du contrôle de gestion. Vous êtes adaptable et évolutif. 500 personnes, 1 MdF de CA, nos titres sont porteurs et notre nom prestigieux.

Merci d'envoyer votre CV sous la référence 20.175-62 à notre Conseil :

ONOMA

26 rue de Berri, 75008 Paris.
Pour plus d'informations,
consultez le 3616,
code UGE#ONOMA.

PARIS, LILLE, LYON, NANTES, STRASBOURG

FISCALISTE

Crédit Mutuel de Bretagne

une banque à quel point

financière, forte de 50 personnes, un FISCALISTE confirmé. Assisté d'une jeune collaboratrice de bon niveau, il est le conseiller et le spécialiste fiscal d'un groupe de plus de 3000 salariés. A ce titre, il assure le suivi fiscal des sociétés et filiales du groupe, il participe à l'élaboration de montages nationaux et internationaux, il supervise les déclarations fiscales, il suit les contrôles fiscaux, il assiste et forme le réseau, etc...

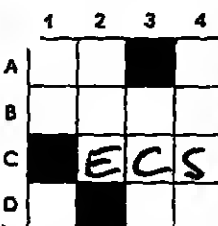
Ce poste à responsabilité, basé à BREST, s'adresse à un(e) candidat(e), la trentaine, doté d'une formation supérieure adaptée (ENI, 3e Cycle Universitaire option fiscalité...) et justifiant d'une expérience de 3 à 5 années acquise en entreprise (banque idéalement), cabinet ou dans l'administration fiscale. La pratique de montages internationaux et la connaissance de l'anglais constitueront un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 2/3113 C à :

EGOR REGION OUEST
1, place de la Gare - 35000 RENNES

EGOR

PARIS - ANGERS - BORDEAUX - LILLE - LYON - NANTES - STRASBOURG - TOULOUSE
BELGIQUE - DANMARK - DEUTSCHLAND - ESPAÑA - GRIKIA - IRLANDIA - PORTUGAL - SUECIA - UNITED KINGDOM



Eugence, Compétence, Supplément

Au sein du Département Contrôle de Gestion, vous serez l'interface privilégiée d'une ou plusieurs filiales internationales pour tout ce qui a trait à la gestion : élaboration et suivi des budgets, mise en place des tableaux de bord, assistance comptable et fiscale.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une première expérience de 2 ans en cabinet d'audit ou en entreprise. Les qualités requises pour ce poste sont : rigueur, curiosité, mobilité et d'excellentes qualités relationnelles. D'intéressantes perspectives de carrière sont offertes à l'intérieur du groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Anglais indispensable, une 2ème langue serait un atout supplémentaire. Le poste est basé à PARIS, des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre, CV sous réf. DS 625 à ECS - Relations Humaines - 29 Av. Mac Mahon, 75017 PARIS.

ECS

VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

Gérer à Rungis

Notre Société de 40 personnes est bien établie dans le secteur de la vente sous-travaux et de l'import de viandes fraîches et notre expansion actuelle nous amène à recruter un :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER

Issu d'une Ecole supérieure de commerce, âgé de 28/35 ans, il aura un rôle d'homme d'interface et sera l'interlocuteur du personnel, de nos fournisseurs et Clients ainsi que de nos Banquiers.

Familier des opérations d'encours SEAC et des problèmes de change, il devra être à même d'élaborer la gestion jusqu'au bilan.

Si l'a pas nécessairement opéré dans le secteur de la viande son expérience devra être plutôt dans un milieu et dans des structures identiques.

C'est avant tout une personnalité de qualité et un homme sur lequel le Président pourra compter afin d'organiser et consolider une phase de croissance importante.

Basé à Rungis, sa rémunération de départ sera de l'ordre de 200 à 260 KF avec évolution rapide.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite sous référence : 06.11.90 BS/A à notre Conseil :

CAPFOR - 15, Rue de la Paix 75002 PARIS.

Informations Minitel 3615 code CAPFOR

CAPFOR

PARIS - ANGERS - BORDEAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NOUVEAU
QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TUNIS - VERSAILLES

bilingue italien

Analyste financier

Nous sommes le premier groupe de réassurance en France, l'un des grands du plan mondial. Nous renforçons nos activités dans le domaine de la réassurance crédit et des cautions, et recherchons un analyste financier.

Après une formation aux techniques du groupe, vous serez progressivement chargé de dossiers importants en matière d'assurance crédit ou de cautions garantissant des opérations industrielles domestiques et internationales.

Vous suivrez les affaires qui vous seront confiées sur certains pays et vous développerez des relations avec nos clients. La poste suppose des déplacements de courte durée à l'étranger et spécialement en Italie.

Vous avez 28 ans minimum, une formation supérieure en Banque/Finance (ESF ou DESS) et une première expérience liée sur les risques financiers des entreprises dans une banque ou un organisme de crédit. Vous parlez et écrivez parfaitement l'italien, vous avez de solides connaissances en anglais.

Notre conseil, Nicole Marichez, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/164, à l'adresse : 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

FRANCE TELECOM recherche pour Bordeaux un

Formateur en comptabilité

Réf. 301

Au sein d'un centre d'enseignement, vous aurez en charge l'animation des formations dans le domaine comptable et vous participerez à la mise en oeuvre des procédures et outils comptables de l'exploitant.

Bac + 4 avec DPECF. La pratique de la formation et l'expérience de l'entreprise sont nécessaires. Une note d'information sera adressée à tout candidat présélectionné.

Adressez les candidatures à :

COHERENCE
151 avenue Jean-Jaurès, 33600 Pessac.

Le 1

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

jeudi
17 janvier
1991
de 19H00
à 21H00

vous invite à assister
à sa tribune :

"Et si les cadres expérimentés avaient quelque chose à apporter aux entreprises..."

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

FINANCE INTERIM
PLACE DE LA MADELEINE

Cabinet spécialisé dans

les fonctions financières.

Sélectionne pour tout

secteur d'activité

- TRESORIER
- COMPTABLES
- COMPTABLES OPCVM
- COMPTABLES BANCAIRES
- BACK OFFICE
- COMMERCIAUX
- GUICHETIERS
- HOTESSES (bilingues)
- SECRETAIRES (bilingues)

Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite, résumé de carrière et photo, sous réf. LM-1 à Finance Interim, 6, Place de la Madeleine, 75003 Paris
TEL: 47 03 10 10

Le 1

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

jeudi
17 janvier
1991
de 11H00
à 13H00

BANQUE INDOSUEZ

vous invite à assister
à sa tribune :

"L'opportunité de devenir expert dans une banque d'affaires internationale"

50.000.000

REPRODUCTION INTERDITE

Responsable Administratif et Financier

Vous êtes responsable de la gestion administrative et financière d'une entreprise. Vous êtes responsable de la gestion administrative et financière d'une entreprise. Vous êtes responsable de la gestion administrative et financière d'une entreprise.

CAPEOR

Analyste financier

Vous êtes analyste financier. Vous êtes analyste financier. Vous êtes analyste financier.

Linea

FINANCE

Vous êtes financier. Vous êtes financier. Vous êtes financier.

BANQUE INDOCHINE

Vous êtes banquier. Vous êtes banquier. Vous êtes banquier.

L'opportunité de devenir expert dans une banque internationale

La Société Parisienne de Banque,
banque privée de siège, à clientèle haut de gamme, recherche son

Responsable de la Gestion de Valeurs mobilières

Il aura en charge la gestion sous mandat des comptes d'une clientèle de haute qualité, qu'il devra fidéliser et développer, en bénéficiant d'une large autonomie.

Diplômé de Sciences Po ou d'une Ecole de Commerce, vous avez acquis en 5 ans d'expérience au sein d'une banque de renom ou d'une société de Bourse, de solides connaissances en fiscalité, droit des successions et une bonne maîtrise des nouveaux produits financiers.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + prétentions) à Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division Recrutement, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf. MO35PB.

GROUPE HERVET

Sophia Antipolis (06)

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES
(2300 personnes, CA : 1900 MF) conçoit et développe des systèmes électroniques de détection sous-marine. Leader dans ce domaine de haute technologie, nous participons à toutes les grandes compétitions internationales. Dans le cadre de notre société (5 départements) et de ses filiales et, liés aux procédures du Groupe, nous recherchons pour notre Direction Générale située à Sophia-Antipolis le :

CHEF DU SERVICE TRESORERIE
En relation avec le Groupe, vous avez la responsabilité d'initier et de mettre en œuvre la gestion de tous les flux, opérations et montages financiers de la Société, afin d'obtenir la meilleure rentabilité financière. Vous établissez les prévisions de ces flux à court et moyen terme et vous vous engagez sur des résultats dans le cadre du budget de la Société. Financièrement confirmé(e), de préférence diplômé(e) d'une grande école de gestion, vos aptitudes techniques et relationnelles, acquises durant 5 ans au moins à un poste identique, vous permettent d'animer une équipe d'une dizaine de personnes et de développer avec l'ensemble des personnels internes et externes à la Société, les contacts absolument nécessaires à la dynamique de vos propres résultats. Vos relations internationales vous obligent à disposer parfaitement de la langue anglaise.

Merci d'adresser lettre C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 270 à Bernard JULHET RESSOURCES HUMAINES PROVENCE - 23 rue de la Buffa - 06000 NICE.

THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Contrôleur de Gestion...
une ouverture sur de nouvelles opportunités

Filiale d'un Grand Groupe Français, nous coconvenons et réalisons des produits techniques destinés principalement au bâtiment et aux travaux publics. Nous exportons + de 30 % de notre production et nous avons pour l'avenir des projets Européens. Le développement de notre société conduit notre Directeur Administratif et Financier à s'adjoindre un jeune Contrôleur de Gestion.

En liaison avec les Directions Comptables de nos usines, vous êtes responsable de l'élaboration, de la mise en place des procédures de contrôle de gestion et de la comptabilité analytique, ainsi que de l'organisation et du suivi des budgets et tableaux de bord, de l'analyse des coûts, des prix de revient et des écarts.

Vous, jeune cadre, la trentaine diplômé(e) d'E.S.C., Dauphine... vous avez acquis une première expérience de la comptabilité industrielle, possédez une bonne pratique de la micro-informatique et l'usage courant de l'Anglais. Nous vous proposons de rejoindre un Groupe prestigieux vous offrant des perspectives d'évolution rapides.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CAX104 M à SEFOP, notre Conseil.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

SEFOP

MEMBRE DE SYNTIC

Jeune Contrôleur de Gestion pour notre Direction Générale

Groupe de transports à forte renommée, (4 milliards de CA), notre activité couvre le transport national et international ainsi que la logistique de distribution. La décentralisation est un élément clé de notre réussite : sur la France, notre présence est assurée par un réseau d'agences gérées en centres de profits.

Rattaché à la Direction Générale, notre Contrôleur de gestion développe, implante et fait évoluer les outils de gestion permettant le pilotage économique des unités opérationnelles (reporting, budgets, tableaux de bord...). Conseil de sa Direction, il suit les résultats du groupe et de ses différentes unités, anticipe les évolutions, suggère les solutions les plus appropriées et fournit tous les éléments nécessaires aux prises de décisions stratégiques. Il assiste également les opérationnels dans la gestion de leur centre de profits.

La trentaine, diplômé(e) d'une école de commerce et si possible du DECS, vous avez 3-4 ans d'expérience du contrôle de gestion dans une société de transports ou de services. Passionné(e) par la gestion des entreprises, vous êtes autonome, efficace et très proche de la réalité du terrain. Bien sûr, vous êtes un excellent relationnel. Alors, adressez CV et lettre manuscrite, sous référence MDJ271.08/M, aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue Kléber - 75116 Paris.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES

CE RA

UN MONDE OUVERT, DES HOMMES EN MARCHÉ...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous osons, nous avançons, nous sommes tous à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidés dont près de 25 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays. Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

Contrôleur de gestion à la Direction Générale

Le responsable du Département Contrôle de gestion de la DIRECTION GENERALE recherche son adjoint.

Il aura pour mission de gérer l'évolution du processus d'élaboration des objectifs et de suivi des réalisations du Groupe.

Dans cette mission, il sera assisté par une équipe jeune de trois cadres.

Pour cette fonction de haut niveau, nous souhaitons rencontrer des professionnels confirmés. Ils devront justifier d'une expérience d'une dizaine d'années du contrôle de gestion d'un centre de profit important, de préférence dans le secteur des services financiers.

Si ce poste basé à PARIS vous motive, adressez votre candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) sous réf. M3/DG à Jean-Pierre LAPANOUSE, Département des Ressources Humaines - AGF - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE

AGF

Schweppes

SCHWEPPESS FRANCE, filiale du groupe CADBURY SCHWEPPESS, n° 2 européen des soft drinks, commercialise les marques INDIAN TONIC, DRY, GINI, CANADA DRY, OASIS et SEVEN UP pour un chiffre d'affaires de 1,8 Milliard de Francs. Nous recherchons pour notre siège de Levallois le :

RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

Après du Directeur Financier :

- Vous animez une équipe de 4 cadres
- Vous êtes l'interlocuteur des responsables budgétaires dans l'élaboration des plans à long terme, des budgets, des prévisions dont vous validez les hypothèses essentielles
- Vous êtes responsable du contrôle budgétaire, de l'élaboration des tableaux de bord et du reporting anglo-saxon
- Votre mission est de garantir la cohérence et la fiabilité des informations fournies à la Direction Générale et au Groupe
- Vous participez à l'instauration d'une nouvelle culture de gestion sur les sites récemment acquis

De formation ESC, vous avez une expérience significative (4 à 6 ans) du contrôle de gestion dans des entreprises performantes et de préférence internationales. L'anglais courant est impératif. Vous possédez une grande capacité de synthèse, une faculté d'adaptation, une aisance dans la communication et une aptitude à animer une équipe.

hlo

Merci de confier votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo, salaire actuel) à notre Conseil Rémi AUBERTIN sous réf. SC 1 M - HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 57 rue des Mathurins - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39.

AUX COMMANDES DE VOTRE AVENIR

L'un des leaders mondiaux en matériels de travaux publics et agricoles recherche plusieurs

AUDITEURS OPERATIONNELS

Basé au Siège Européen du groupe (30mn Nord de Paris), vous interviendrez sur les différents sites français et étrangers pour des missions opérationnelles ; votre action ainsi que vos recommandations seront très proches du terrain et s'inscriront totalement dans le management des affaires.

Agé de 26/32 ans environ, de formation financière supérieure (ESC, DECS, Maîtrise...), vous justifiez d'une expérience minimale de 4 ans acquise en grand cabinet d'audit ou en entreprise industrielle. Vos atouts majeurs sont votre autonomie, votre mobilité, votre parfaite maîtrise de l'anglais ainsi que la pratique de l'informatique ; vous pourriez compter sur un salaire attractif et des perspectives d'évolution rapides.

TP

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Case Poclain S.A.
J I Case
A Tenneco Company

Contactez Charles CHABOD, au (1) 45.53.26.26 ou adressez C.V. + photo + n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini 75116 PARIS, sous réf. CCH6385MO.

TEHNEGO

CONTESS

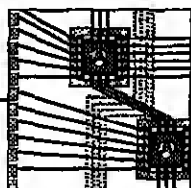
THOMSON VIDEO EQUIPEMENT (500 personnes - 500 MF de CA) leader dans le domaine de la TV professionnelle, recherche dans le cadre de son développement

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Au sein d'une équipe légère et dynamique, vous prenez plus particulièrement en charge l'établissement du budget de la société et le suivi de sa réalisation ; vous proposez toutes actions correctives que vous jugez nécessaires ; vous vous assurez de l'adéquation permanente des systèmes informatiques aux besoins.

De formation Sup de Co, vous avez acquis une expérience de 1 ou 2 ans en cabinet d'audit ou en milieu industriel. L'anglais est pour vous de pratique aisée. La réussite de votre mission actuelle vous permettra d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilités.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à :
Bernard VINCENT - THOMSON VIDEO EQUIPEMENT
17, rue du Petit Albi - 95001 CERGY Pontoise



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

AIR LITTORAL

MONTPELLIER

recherche :

RESPONSABLE DE COMPTABILITE ANALYTIQUE

De formation BAC + 2, ayant au moins 5 ans d'expérience dans la fonction, dans des entreprises de plus de 500 salariés, il sera chargé d'établir les comptes d'exploitation analytiques réels et prévisionnels par produit.

Doté d'un esprit critique, il devra être méthodique, rigoureux, créatif et devra avoir le sens de la communication et de la persuasion. La pratique de la micro-informatique serait appréciée.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + photo, à :
AIR LITTORAL - Direction Administrative - Service Recrutement
BP 43 - 34131 MAUGUIO Cedex

ANALYSTE CRÉDIT

Poste

- Secourir le responsable des études de risques ;
- Mettre en forme les dossiers et les analyser ;
- Soumettre aux comités avec avis ;

Formation

- Études supérieures (BAC + 4) économie, gestion, finance.
- Débutant ou courte expérience.

Personnalité

- Aptitude à l'analyse et esprit de synthèse.
- Curiosité pour l'aspect technique des matériels et tempérament.

Envoyer photo, CV et prétentions à : CONCORDE EQUIPEMENT
Pascale GOEDERT, 42, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

634 000
LECTEURS
CADRES
SUPÉRIEURS,
le Monde
est la
première
source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSOS 90)

LYON - LYON - LYON

UNE STRATÉGIE POUR 1995

Pour mieux satisfaire nos clients, optimiser nos procédures et tirer le maximum de nos investissements micro-informatiques, nous recherchons

des ORGANISATEURS

Venez rejoindre notre nouvelle équipe et participer à des missions variées, en relation étroite avec nos directions opérationnelles.

Vous êtes de formation supérieure (Bac + 4/5) et/ou vous possédez une expérience de la fonction acquise dans le secteur tertiaire.

Votre goût pour le conseil, vos capacités de synthèse et vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer au sein de la structure puis de l'entreprise.

CRÉDIT AGRICOLE
DU SUD-EST

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions S/Réf. ORG0101 au
CRÉDIT AGRICOLE DU SUD-EST 69541 CHAMPAGNE MONT DOR Cedex

CONTROLEUR de gestion

(Sup de Co ou Maîtrise, 1ère expérience)

Important groupe de communication, leader sur notre marché, nous recherchons un jeune cadre à potentiel afin de lui confier la gestion de l'un de nos principaux secteurs d'activité. Rattaché au directeur de cette branche, il se verra confier les missions suivantes :

- Effectuer la consolidation des budgets et tableaux de bord des différents départements.
- Conseiller les Directeurs d'Exploitation que vous rencontrerez sur le terrain.
- Superviser les travaux des assistants de gestion basés dans nos unités départementales.
- Assurer le reporting auprès du contrôle de gestion central.
- Veiller au respect des procédures en vigueur.

Outre un excellent niveau de formation, une première expérience de la gestion vous a permis de bien maîtriser tous les aspects de ce poste.

Autonome et disponible, vos qualités de synthèse et votre sens du contact sont les atouts dont vous disposez pour réussir dans cette fonction.

Intéressantes perspectives d'évolution au sein de notre groupe pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions sous référence 10040MO à notre Conseil :

ceforpe marc forget et associés
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

UNE GRANDE BANQUE PRIVEE

Jeunes directeurs d'agence

Pour Paris et la Région Parisienne

Notre Banque poursuit et accentue son développement commercial dans toute la France comme à l'étranger.

Pour renforcer l'encadrement de notre réseau d'agences en Ile de France, nous souhaitons rencontrer de jeunes exploitants classe V ou VI désireux de prendre part à cet essor et d'élargir leurs responsabilités.

Vous possédez une formation supérieure et une première expérience réussie (3 à 5 ans) de la clientèle particuliers. Vous entreprenez et vous souhaitez devenir rapidement responsable d'agence.

Nous vous offrons une nouvelle ouverture de carrière et, quand vous aurez fait vos preuves, de réelles perspectives d'avenir.

Merci d'adresser votre CV en indiquant vos prétentions sous réf. 1894, à notre conseil : CEPAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS. DISCRETION ABSOLUE GARANTIE.

GROUPE
IMPORTANT
DE LA
DISTRIBUTION
recherche

JEUNES CONTROLEURS DE GESTION A FORT POTENTIEL

Les candidats que nous recherchons ont entre 25 et 35 ans. Ils ont une formation supérieure (ESC, Ingénieur ou équivalent). Ils ont à leur actif une première expérience réussie où ils ont su faire preuve d'ambition, d'autonomie, de rigueur, de sens du contact et d'aptitude à encadrer une équipe. Ils sont capables d'évoluer vite...

Postes basés à Paris.

Responsable financement des ventes

Vous prendrez la responsabilité de notre activité financement des ventes et en assurerez la création sur des bases déjà existantes, sous la responsabilité du DAF. Le développement de ce service se fera en relation étroite avec nos ingénieurs commerciaux et nos partenaires financiers extérieurs.

Après une formation supérieure de type école de commerce, vous avez acquis une expérience significative de ce type d'activité, soit chez un constructeur, soit au sein d'une société de financement. Vous avez le sens de l'opérationnel et vous êtes à l'aise dans un environnement très commercial.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M07 à Decision Systems International, Didier Trépolet, 12 boulevard Louise-Michel, BP 81, 92270 Gennecvilliers Cedex.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL est heureux de vous annoncer la création de TAILLANDIER AQUITAINE

Vous pouvez dès maintenant prendre contact avec

Philippe VALDIGUIE et Marie-Thérèse D'AZEMAR
Directeur Associé Consultante Associée

30, Cour de l'Intendance - 33000 BORDEAUX
Tél (16) 56 01 22 85 Fax (16) 56 79 01 59

TAILLANDIER
AQUITAINE
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS



UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

vous invite à assister
à sa tribune :

"Groupe Bull :
des carrières
européennes
pour
un défi mondial"

jeudi
17 janvier
1991
de 11H00
à 13H00

Réseaux
et systèmes
d'information

Bull



UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur



vous invite à assister
à sa tribune :

"La diversité des
métiers dans un
groupe financier
international"

jeudi
17 janvier
1991
de 19H00
à 21H00

Jeudi 10h15

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de la
Gestion

... Le Monde • Mardi 8 janvier 1991 35

POUR 1995

TEURS

directeurs

JEUNES
CONTRÔLEURS
DE GESTION
Avec un POTENTIEL

Groupes industriels de dimension internationale, SNPE (7 000 personnes, 3,7 milliards de CA) bénéficie d'un potentiel technique et humain de premier plan. Pour renforcer nos équipes, nous recherchons aujourd'hui pour notre Siège Social de Paris IVe, un

Contrôleur de Gestion

Au sein de la Division Défense Espace et rattaché au chef du service de contrôle de gestion, vous définissez et réalisez les tableaux de bord ainsi que les commentaires associés, et participez également à l'élaboration des budgets annuels de la Division. Votre mission vous conduira à effectuer de courts déplacements ou sein des établissements et des filiales afin d'y mener notamment des missions d'audit et des études d'organisation.

De formation Bac + 4 (Ecole de Commerce ou Université) complétée par une expérience industrielle d'environ 5 ans, vous avez de bonnes connaissances en informatique de gestion (bases de données ORACLE, langage SQL) ainsi qu'une bonne pratique d'un tableur (Lotus ou équivalent).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références), sous réf. M701A, à : SNPE, DRH, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04.



CGEA

La passion du Service


Prestataire de services aux collectivités locales dans le domaine de la Propreté Urbaine et des Transports de Voyageurs, le Groupe CGEA (111.000 personnes, 3 milliards de CA) appartient à la GENERALE DES EAUX, recherche pour son Siège Social à Puteaux :

ADJOINT AU RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER (Division Propreté)

Au sein de la Direction Financière du Groupe, il sera l'interlocuteur et le conseil des agences régionales ainsi que des filiales françaises. Il interviendra de façon ponctuelle ou continue en audit, études, assistance et suivi des opérations comptables et financières. Il aura en charge la comptabilité du Siège de la principale Société du Groupe.

Agé de 25 à 30 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce, DECS...), vous avez acquis une expérience dans un cabinet d'audit l'expérience de la gestion d'entités multiples et décentralisées. Dynamique, autonome et diplomate, vous recherchez un poste évolutif au sein d'un Groupe performant. Vous êtes disponible pour de courts déplacements en Province.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en indiquant la référence 91.01 à CGEA Direction des Ressources Humaines - 174 rue de la République 92817 PUTEAUX Cedex.



pour mission de conseil opérationnel

JEUNES FINANCIERS


Duquesne Purina, filiale du groupe américain Rolston Purina, réalise en France, avec 8 usines et 500 personnes, près de 900 millions de francs de CA. Nous sommes présents à travers notre réseau de 250 concessionnaires exclusifs.

Vous ferez de la gestion et de la finance sur le terrain, serez en contact avec les réalités quotidiennes tout en vous appuyant sur une technique solide. Vous serez le conseiller de gestion rattaché à une direction régionale, responsable de la gestion des risques clients. Vous assisterez nos concessionnaires dans leur gestion et leur financement, vous jouerez un rôle important dans notre développement et notre distribution.

De formation supérieure (Ecole supérieure de gestion, DECS, 3^e cycle), vous avez de préférence une 1^{re} expérience. Qualité de contact, mobilité, disponibilité seront des atouts déterminants dans notre choix.

Des postes vous seront proposés sur toute la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo, sous réf. 7.01 à DUQUESNE PURINA Direction Financière - B.P. 603 78056 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES cedex.



RESPONSABLE COMMERCIAL "PARTENARIAT DISTRIBUTION"

Notre groupe financier, qui se situe parmi les leaders de la "Bancassurance" et bénéficie d'une forte notoriété, recherche son Responsable commercial "Partenariat Distribution".

Sa mission : en s'appuyant sur nos expériences réussies, proposer aux banques, établissements financiers, grandes entreprises de distribution et réseaux de vente toutes formules de partenariat visant la distribution de produits et services financiers à leurs propres clients.

Vous avez 35 ans environ, une formation supérieure, une expérience commerciale confirmée dans le domaine financier (banques, assurances) et un goût prononcé pour la démarche commerciale et le montage d'opérations de partenariat.

Face à ce challenge nous vous offrons un positionnement débouchant sur de fortes perspectives d'évolution et une rémunération motivante entièrement salariale.

Merci d'adresser votre candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. LM/RC à

UNAFINANCE

110, bd de Sébastopol - 75003 PARIS, qui transmettra.

Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques, présente dans 180 pays et territoires, exploitant le plus grand réseau mondial de Télécommunications et Traitement de l'information au service de plus de 400 compagnies aériennes recherche :

RESPONSABLE DEPARTEMENT COMPTABILITE

Expertise Comptable ou Diplôme de l'Enseignement Supérieur Equivalant. Après une période d'intégration de quelques mois, vous prendrez en charge la direction du Département (25 personnes) et assurerez le contrôle de l'ensemble des activités comptables de notre société coopérative.

Vous superviserez, au niveau mondial, la comptabilité, la trésorerie, la fiscalité, l'audit comptable, et vous assurerez les relations avec les commissaires aux comptes.

Vous possédez une expérience de la fonction de plusieurs années dans un environnement international et maîtrisez les comptabilités française et, si possible, anglo-saxonne. Une excellente pratique de l'anglais et des outils informatiques est indispensable.

Des missions à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AG à Francis Tittley - 20, rue de l'Eglise 92200 Neuilly-sur-Seine.

SITA

Le siège européen d'un important groupe industriel américain, cherche pour une de ses divisions son


Responsable du Contrôle de Gestion

Nord de Paris 300 KF+

Dans le cadre du renforcement des structures européennes, vous serez chargé, avec une équipe de deux personnes, d'assurer le support financier de la division. Pour l'activité tant commerciale que logistique, vous développerez les systèmes et les outils d'analyse et serez l'interface privilégiée de la maison-mère et des opérationnels. Votre rôle dans la synergie inter-divisions ainsi que pour les décisions financières sera primordial.

Agé de 30/35 ans, de formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une expérience de plusieurs années en contrôle de gestion central. Une solide maîtrise de l'informatique est nécessaire. L'anglais est indispensable.

Contactez Ralph Crockett, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + 0^e tel + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. RC6374MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons, notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de CA, consolidé dans près de 25 % d'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

Contrôleur de Gestion

Nous recherchons un contrôleur de gestion pour notre Direction Assurances Collectives. Il aura à assister le responsable du Département Etudes-Stratégie-Contrôle de Gestion dans :

- l'élaboration annuelle du plan stratégique et opérationnel,
- l'élaboration et la réalisation du dossier contrôle de gestion annuel.


Par ailleurs, il sera chargé :

- d'animer l'équipe contrôle de gestion dans l'ensemble de ses missions,
- d'intervenir auprès des responsables de la branche pour collecter les informations nécessaires et les tenir informés des objectifs et orientations fixés,
- de tenir les indicateurs mensuels de résultats.

Ce poste s'adresse à un candidat d'environ 28 ans, de formation école de commerce ou maîtrise scientifique possédant :

- une expérience de 2 à 5 ans en contrôle de gestion, idéalement dans le secteur assurance vie ou dommages,
- un tempérament allant sans relationnel, diplomatie et esprit d'équipe,
- le sens des responsabilités et de l'investissement personnel.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M4G à Isabelle DONNADIEU Département des Ressources Humaines AGF - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.



AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE

Jeune CONTROLEUR de GESTION

Un GROUPE INTERNATIONAL spécialisé dans la DISTRIBUTION TECHNIQUE (3,6 milliards de francs de CA, 1 300 personnes, 25 filiales en Europe) recherche un jeune COLLABORATEUR pour compléter l'équipe Contrôle de Gestion de la Société Holding.

Dans un premier temps, il sera plus particulièrement chargé de la consolidation groupe - rôle impliquant des relations régulières avec les Responsables Financiers des filiales opérationnelles. Il participera en outre à diverses missions (audit, études juridiques et financières dans le cadre de nouvelles acquisitions...).

Ce poste s'adresse à un jeune DIPLOME GRANDE ECOLE de GESTION ou UNIVERSITAIRE, possédant de la finance et de micro-informatique, débutant ou ayant acquis une première expérience. Le caractère international du groupe nécessite une excellente pratique des langues étrangères : Anglais indispensable, seconde langue appréciée. Localisation : Neully.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3920 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
2, rue Dufrenoy - 75116 Paris

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER (CONTROLLER) 300 KF

Filiale (40 MF, 50 personnes) d'un groupe international (headquarters à Amsterdam) leader dans son domaine, nous attaquons une nouvelle étape de notre développement et cherchons notre

Directement rattaché au Président et membre du comité de direction, il supervise une équipe de 4 personnes (dont un chef comptable et un contrôleur de gestion), il assure l'entière responsabilité de la comptabilité, du contrôle de gestion, de la gestion financière, des situations trimestrielles et du bilan, de l'établissement et du suivi du budget, du reporting, de l'administration générale, de la gestion de personnel. Diplômé d'une grande école de gestion, âgé de 30 à 40 ans, il dispose d'un solide bagage de généraliste, maîtrise la gestion aussi bien que le management, et le social aussi bien que le juridique. L'anglais, la comptabilité anglo-saxonne, les PC n'ont aucun secret pour lui.

Solide et loyal, il sait faire preuve de fermeté, mais c'est un diplomate. Organisé et rigoureux, il est un interlocuteur de poids à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise. PS : Il n'est toutefois pas nécessaire de ne boire que de l'eau.

Adressez votre candidature (lettre, CV, photo) à :
Elsevier (réf. Controller) 29, rue Buffon, 75005 Paris

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

Groupe International de Promotion Immobilière
L'un des plus premiers groupes de promoteur constructeur nous poursuivra une politique de développement et de diversification tant en France qu'à l'étranger et recherchons pour renforcer notre direction financière un :

RESPONSABLE COMPTABILITE GESTION

Reportant directement au contrôleur financier, il a la responsabilité de la comptabilité et de la fiscalité des holdings ainsi que de la consolidation semestrielle des comptes du groupe.

Il supervise la gestion de trésorerie des holdings et participe à la gestion des financements.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'école de gestion titulaire du DECS et disposant d'une expérience d'au moins cinq ans dans une fonction comptable.

Nous concevons des espaces de vie

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
Madame Michèle PARQUES - 33, avenue du Maine
Tour Montparnasse - 76065 PARIS CEDEX 15.

sanara L'INGENIERIE LOGISTIQUE

Contrôleur de Gestion

Filiale d'un groupe international de transport, SANARA réalise un CA net de 3 milliards de francs avec 1570 personnes et 30 filiales européennes (France, RFA, Belgique, Espagne).

Au sein de notre DAF, qui crée ce poste aujourd'hui, vous mettez en place le contrôle budgétaire. Responsable du suivi mensuel des résultats, vous analysez les écarts et menez les études budgétaires approfondies sur nos sites européens.

A 26/28 ans, de formation supérieure en gestion, vous pratiquez couramment l'anglais et l'allemand. Votre expérience de l'audit ou du contrôle de gestion acquise de préférence en milieu industriel vous a permis de maîtriser l'outil informatique et vous pousse à rechercher une mission d'envergure.

Pour ce poste basé à La Défense, merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle) s/réf. 90419/UM à SELECOM - 226, rue du Faubourg St Honoré - 75008 PARIS.



Seicom
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

MARSEILLE

Responsable comptable et administratif

Cette entreprise de services, située dans un domaine porteur, est en développement et en restructuration. Réalisant un CA de 60 millions, elle est filiale d'un groupe d'envergure internationale. Rattaché à la Direction Générale, le responsable comptable et administratif dirigera l'ensemble des fonctions comptables et administratives de la société, secondé par une petite équipe, dans un environnement informatisé. Profil souhaité : Diplôme ESC + DECS, pratique de l'anglais, expérience de 5 à 10 ans dans des fonctions équivalentes.

Merci d'adresser sous référence 23862M à Marie-José FOURNIAT
CEGOS Division Recrutement
Tour Vendôme
92616 BOULOGNE CEDEX

cegos

Boulogne - La Défense - Paris

GRUPE BANCAIRE DE 1er PLAN

recherche, pour son
siège parisien,

Responsable Comptable A Fort Potentiel

Au sein d'une banque dynamique et multinationale, vous aurez, pour remplir votre mission, à travailler en étroite relation avec les back-offices et les services opérationnels du siège.

Vous participerez à l'établissement des résultats. Vous assurerez la centralisation des éléments de la base fiscale et serez responsable de son élaboration.

De formation supérieure BAC+4, vous avez une solide expérience de la comptabilité et une bonne connaissance des métiers de la banque.

Votre aptitude à communiquer sera, pour ce poste, aussi importante que vos compétences techniques.

Les possibilités d'évolution rapide intéresseront un candidat ambivalent.

Adressez dossier de candidature sous réf. 9101/A à :



3 G CONSEIL
2, Av. Eugène
92210 SAINT-CLOUD



Gestion, Administration et Personnel

Entreprise publique (100 personnes), nous assurons, pour le compte de collectivités territoriales, des prestations techniques et de gestion.

Notre développement, lié à la confiance de nos adhérents et à l'extension de notre gamme de services, appelle le renforcement de nos structures.

Chef du service général

Votre mission auprès du Directeur de notre Organisation, va de l'établissement des budgets et du contrôle de gestion, aux opérations comptables et réglementaires (déclarations).

Outre la préparation des conseils et assemblées (secrétariat administratif et juridique), vous assurez la gestion du personnel et la communication interne et externe.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, Maîtrise Gestion - Sciences Eco - Droit) vous valoriserez ainsi - dans une responsabilité large - une première expérience (5 ans environ) acquise de préférence dans le secteur des Services.

Poste basé à 1 H 30 de Paris, en CHAMPAGNE.

SETOP, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier sous la réf. BGA 111 M.



11, rue des pyramides, 75001 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC



Organisme Professionnel

Au cœur des actions de formation
d'apprentissage pour les métiers
BTP recherche

Chargé d'études

pour développer des observatoires sur l'emploi et la (analyse et recherches).

VOUS AVEZ :

- Une formation de 3e cycle en Economie ou Géographie
- Des qualités relationnelles facilitant les contacts à tous les niveaux et le pilotage de groupes de travail.
- Une bonne maîtrise de l'outil informatique.
- De la disponibilité pour effectuer des déplacements.

Venez rejoindre une équipe dynamique.

NOUS OFFRONS :

- Un travail motivant.
- Une rémunération intéressante.
- Des avantages sociaux.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo au C.C.C.A.
7, rue du Douanier Rousseau - 75680 PARIS CEDEX 14.

Consultants et de conseil 20 ans d'expérience dans les plus grandes entreprises. Spécialistes recherche

CONSULTANTS. SENIORS

Projet : Management et conseil en MANAGEMENT DES HOMMES : Conduite de l'organisation, développement de l'efficacité et des performances, dynamisation des équipes, méthodes méthodologiques du management (analyse de situations, étude de problèmes, prise de décisions).

Profil : Responsable ou temps partiel sur honoraires.

Il est souhaitable que vous ayez une Grande Ecole (ou d'un système équivalent) et justifiiez de 5 ans minimum d'expérience en formation et en conseil et possédiez des capacités d'analyse et d'analyse.

Merci d'adresser photo et prétentions sous référence 033855 à PREMIER CONTACT
38, rue de Valenciennes - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex ou taping 3615 PCONTACT.

Retrouvez

Le Monde

initiatives
campus / emplois

SUR



le mardi
et le mercredi
à 7 h 45 et 8 h 45

le mardi
à
14 h 00
et 18 h 10

La 1^{ère} radio de l'information professionnelle
et de la Communication d'Entreprise
43 43 99 60

Nous prions instamment nos annonceurs
d'avoir l'obligeance de répondre à toutes
les lettres qu'ils reçoivent et de restituer
aux intéressés les documents qui leur ont
été confiés.



PROSPECTIVES

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur



PARTENAIRE OLYMPIQUE

vous invite à assister
à sa tribune :

"Une gestion efficace
des hommes,
pour entreprendre
et s'investir dans des
projets ambitieux"

jeudi
17 janvier
1991
de 14H00
à 16H00



PROSPECTIVES

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

BOSSARD CONSULTANTS

vous invite à assister
à sa tribune :

"Réussir dans le
conseil :
Bossard Consultants,
groupe européen
leader,
présente un métier
d'ouverture"

jeudi
17 janvier
1991
de 16H30
à 18H30

BOURSE DU 7 JANVIER

4/1

a : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marche continue

Affrontements entre jeunes et policiers à Vaulx-en-Velin

Trois mois après les graves émeutes qui avaient secoué la banlieue lyonnaise, une quarantaine de jeunes gens ont brièvement affronté des pompiers et des policiers à Vaulx-en-Velin (Rhône), dans la nuit de samedi 5 à dimanche 6 janvier. Des pierres et des bouteilles ont été lancées sur les policiers du commissariat de la ville et des pompiers qui intervenaient à la suite de l'incendie criminel d'une voiture. D'autres incidents sporadiques se sont produits lorsque les forces de sécurité ont secouru une jeune fille aspergée de gaz lacrymogène par des jeunes gens. Enfin, des vandales ont brisé à coups de pierres des vitres du centre culturel local.

ITALIE : revendication du meurtre de trois policiers tués à Bologna, dans la nuit 4 au 5 janvier, a été revendiquée par un groupe mystérieux. « Les phalanges armées » (Le Monde daté 6-7 janvier), inconnu de la police. (AFP, Reuters.)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« La guerre sera de courte durée », par Jean-Louis Dufour : Europe : « Des syndicats faussent la balance », par Marc Blondel, 2

La crise du Golfe... 3 à 5

Les procès en Chine : Clémence relative envers neuf anciens dirigeants du Printemps de Pékin... 4

La destruction du Boeing sud-coréen en 1983 : Révélation dans les livres... 8

La situation en Corse : M. Juppé polémique avec le gouvernement... 10

SECTION B

Mauvais temps

Une trentaine de morts en Grande-Bretagne... 13

Environnement : Un site classé a été rasé à Vaulx-en-Velin... 13

Le Paris-Dakar... 14

Musique en Israël : Des musiciens français en tournée israélienne jouent à Paris... 15

Les Russes aux Champs-Élysées : L'Opéra Mousorgski de Leningrad présente de grande chœurs dans une mise en scène satirique du Coq d'or... 15

SECTION C

Banques américaines

Trois milliards d'un établissement du Rhode Island sous le contrôle du fonds de garantie... 21

Rigueur aux Pays-Bas : Un budget de remise en cause de l'état-providence... 23

L'Europe des droits d'auteur : La Commission de Bruxelles soumet aux Douze une proposition de directive sur le droit de location et de prêt... 24

Champs économiques : Scénarios pour une guerre annoncée : Pénuries et hyperinflation en URSS : La chronique de Paul Fabre : « Les épreuves ne sont pas seulement pour les Tchèques »... 25 à 27

Services : Abonnements... 24
Annonces classées... 25 à 27
Loto... 17
Marchés financiers... 38-39
Météorologie... 19
Mots croisés... 17
Radio-Télévision... 19
Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 6-7 janvier 1991 a été tiré à 526 095 exemplaires.

SOMALIE : organisée par l'Italie, les États-Unis et la France

L'évacuation des étrangers continue

L'Italie, les États-Unis et la France ont évacué de Mogadiscio, par air et par mer, samedi 5 janvier, plus de la moitié de la communauté étrangère, soit plusieurs centaines de personnes parmi lesquelles les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Deux avions Hercules italiens qui avaient dû rebrousser chemin, dimanche, à raison des combats dans la capitale, ont réussi à se poser lundi matin, et à ramener plusieurs dizaines d'autres ressortissants étrangers.

MOMBASA

de notre envoyé spécial

Pour la première fois depuis huit jours, ils regardent le soleil se coucher... Après une semaine d'enfer, à vivre, terrés chez eux, la bataille de Mogadiscio, les « réfugiés », arrivés samedi soir à Mombasa, goûtent le calme du crépuscule, sous les palmiers des hôtels de luxe du littoral kenyan. « C'est la belle vie ici », commente Pietro, coopérant italien « rescapé de l'enfer somalien ». Pour Franco, son compatriote, ces palmiers sont bien artificiels. Il a du mal à réaliser que « la Somalie » est désormais derrière lui, qu'il l'a laissée en montant à bord de l'un des deux Hercules de l'armée de l'air italienne.

Le matin même, deux hélicoptères avaient décollé d'un bâtiment américain ancré dans le rade de Mogadiscio pour évacuer les personnes réfugiées dans l'ambassade de l'ambassade des États-Unis. Puis, l'Italie lançait, à son tour, son plan de rapatriement : un convoi, protégé par des soldats de l'armée régulière, récupérât, aux points de rassemblement, les candidats au départ pour les conduire à l'aéroport. « Opération bien organisée », au cours d'une accalmie, estime un religieux français.

Est-ce parce que le CICR, dont les locaux avaient été pillés, avait accepté de s'y associer ou est-ce que cette courte trêve n'avait pas d'autre raison qu'un arrêt imprévu des combats ? Dimanche matin, les C 130 envoyés pour évacuer les derniers étrangers n'ont pu atterrir, les tirs s'étant brusquement intensifiés autour de l'aéroport alors que les Français parvenaient enfin à mettre à exécution leur scénario d'évacuation en chaloupe jusqu'à la frégate La Motte-Picquet, ancrée au large.

Grands et petits pillages

Rares sont ceux qui ont vu les rebelles. Disséminés dans les quartiers sud et ouest de Mogadiscio, les ressortissants étrangers ont surtout constaté que l'armée régulière tenait encore plus de la moitié de la ville. Pour eux, la résidence présidentielle, la Villa Somalia, n'est jamais tombée. Des combats acharnés y ont eu lieu et les diplomates britanniques et allemands qui habitaient aux alentours ont été soumis, pendant quelques jours, à de terribles tirs croisés. Constatant le nombre de cadavres dans les rues, ils ont hésité à gagner un meilleur refuge.

Selon plusieurs témoins, l'armée avait installé une ligne de feu sur la colline de la Villa Somalia et ripostait à l'offensive des rebelles en canonnant les quartiers nord et nord-ouest, infiltrés par les combattants.

Pierre Belfond quitte sa maison d'édition

M. Pierre Belfond devait annoncer, lundi 7 janvier, sa démission des fonctions de PDG des éditions Belfond, un départ qui sera effectif dès la fin du mois. Sa femme, Françoise, quittera, à la même date, son poste de directrice générale. Les deux fondateurs de la société d'édition avaient cédé le contrôle de leur entreprise en octobre 1989 aux éditions Masson (Le Monde du 18 octobre 1989). Mais ils conservaient la haute main sur la politique éditoriale et une participation minoritaire.

Le mariage entre Pierre Belfond et la vieille maison d'édition médicale d'ours duré que quinze mois. M. Jérôme Talamon, PDG de Masson, souhaitait depuis plusieurs mois reprendre le contrôle stratégique du groupe Belfond (Presses de la Renaissance, Acropole, Le Pré-aux-Clercs, 1900). Pierre et Françoise Belfond, qui possèdent une importante collection de tableaux, pourraient se consacrer au marché de l'art et ouvrir prochainement une galerie privée abritant des activités de courtier le « national ».

tants du Congrès de la Somalie unifiée (USC). L'armée gouvernementale a systématiquement pillé les zones qu'elle contrôlait : les plus hauts grades pénétraient dans les villes abandonnées et repartaient avec les voitures et le gros mobilier, parfois chargé dans un camion militaire. Puis arrivaient les petits pillards qui se cotoient d'un ventilateur ou d'un sac de riz.

Si, aujourd'hui, les rues de Mogadiscio sont totalement désertes, c'est qu'un conducteur a très peu de chances d'achever sa course sans se faire voler son véhicule. Méseventure qui est arrivée deux fois à l'ambassadeur soviétique dans un quartier entièrement contrôlé par l'armée. Il a donc dû se rendre à pied à l'ambassade américaine pour s'y réfugier et être ensuite évacué, ainsi que ses collaborateurs, sur le navire de l'US Navy.

« Ces pillages, sans violence, sont perçus comme une récompense, raconte un étranger, et permettent au président Siyad Barre de conserver quelques troupes fidèles. » Mais, qui sait, par exemple, si c'est une unité loyaliste ou bien une bande armée qui s'est installée, en toute impunité, dans les bâtiments du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), après avoir retiré le drapeau bleu de l'ONU et arboré l'insigne du portait d'écotée ?

Sur les marchés ouverts par intermittence, les prix ont quotidiennement augmenté de 30 à 40 pour cent. Les pénuries ne vont pas tarder à se faire sentir, les stocks étant épuisés. Dans les rues de la capitale, raconte un enseignant italien, on voit errer de pauvres gens à la recherche d'un abri tandis que, le long des routes, des milliers de civils, en majorité des femmes et des enfants, fuient vers la campagne.

Un avion militaire somalien a atterri sans autorisation, samedi soir, à Nairobi, avec, à son bord, quelques officiers de haut rang pour demander vraisemblablement l'asile politique tandis que des chasseurs « qui ne veulent pas se faire tuer » refusaient d'être reconduits dans leur pays. Ces déficiences ne mettront pas le président Barre en difficulté. Lui qui ne veut croire ni à la puissance de feu des rebelles ni à leur volonté de réduire leurs dissensions internes.

Si, militairement, le chef de l'Etat, dont la fuite au Kenya a été démentie, « n'est pas fini », politiquement, il n'a plus aucune carte à jouer, assurent de nombreux observateurs. Pendant ce temps-là, sur les plages de Mombasa, des experts rêvent de pouvoir revenir bientôt en Somalie. Mais, il faut d'abord y remettre de l'ordre et, peut-être, mieux, y instaurer une démocratie.

JEAN HÉLÈNE

Le gouvernement envisage la création d'une communauté de communes au Pays basque

BAYONNE

de notre correspondant

Le projet de loi sur la réforme territoriale et l'institution de communautés de villes et de communes pourrait constituer une réponse à la revendication basque d'une entité administrative propre. EMA, une des composantes du mouvement nationaliste, dont les revendications sont reprises par les clandestins d'Iparratarrak, a répondu à plusieurs reprises le sous-préfet de Bayonne, M. Christian Sepéde. Celui-ci nous a précisé, lundi 7 janvier, qu'il s'agissait, en fait, d'entités qui lui avaient été demandées. « Le leur ai-je présenté le projet Joxe et ses possibles adaptations au Pays basque. Pour ce qui est des propositions gouvernementales, ils ont des interlocuteurs à l'Élysée », déclare le sous-préfet.

L'idée d'une entité administrative basque a été reprise, il y a

quelques semaines, par la fédération socialiste des Pyrénées-Atlantiques. Au sein de celle-ci, M. Jean-Pierre Desmaret, ancien député, reconnaît, lui aussi, avoir eu des rencontres informelles avec les représentants d'EMA.

M. Pierre Joxe est favorable à la création d'une entité administrative propre, sous la forme, soit d'une seule communauté de communes, soit de trois communautés distinctes, correspondant aux trois provinces historiques du Labourd, de Basse-Navarre et de Soule. Des rencontres avec d'autres composantes du nationalisme basque devraient avoir lieu prochainement, afin de préparer la consultation prévue, au niveau préfectoral, après la session parlementaire extraordinaire de la fin janvier, au cours de laquelle le projet doit être examiné.

PHILIPPE ETCHÉVERRY

EN BREF

ALGERIE : visite officielle du premier ministre au Maroc. Le chef du gouvernement, M. Monlud Hamrouche, devait commencer, lundi 7 janvier, une visite officielle de deux jours en Maroc, dans le cadre d'une tournée des pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA), afin de relancer le processus de coopération maghrébine. Cette tournée, organisée en Tunisie le 24 décembre, intervient à l'approche du prochain sommet maghrébin. (AFP)

CRÉATION d'une trentième-quatrième parti. Le gouvernement vient d'agrandir un nouveau parti politique, le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD), présidé par l'ancien premier ministre, M. Kasdi Merbah. Le MAJD, qui prône l'économie de marché assortie de mesures pour garantir la justice sociale, est le trente-quatrième parti officiellement reconnu depuis l'instauration, l'an dernier, du pluralisme politique. (AFP)

INDE : vingt-cinq mille hindous interpellés à Ayodhya. Environ 25 000 hindous, pour la plupart des femmes, ont été arrêtés, dimanche 6 janvier, lors d'une tentative d'assaut de la mosquée d'Ayodhya (nord de l'Inde) qu'ils veulent détruire pour la remplacer par un temple. Se constituer volontairement prisonnier est une forme populaire de manifestation en Inde, et les détenus sont en général brièvement emprisonnés avant d'être libérés. (AFP)

Vingt-trois morts au Pendjab. Vingt-trois personnes, parmi lesquelles un policier, ont été tuées dans la nuit du samedi 5 au dimanche 6 janvier au Pendjab, ce qui porte le bilan des violences liées au séparatisme sikh dans cet Etat du nord-ouest de l'Inde à soixante-sept

morts depuis le début de l'année, ont rapporté dimanche les médias indiens. Près de deux mille quatre cents personnes sont mortes dans des violences liées au séparatisme sikh au Pendjab en 1990. (AFP)

IRLANDE DU NORD : un jeune catholique assassiné. Un tueur par balles, samedi soir 5 janvier, a son domicile dans le comté d'Armagh (sud-ouest de Belfast). D'autre part une quinzaine de bombes incendiaires ont explosé dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 janvier. Des magasins ont subi de sérieux dégâts, notamment au centre commercial de Sprucefield, dans le banlieue de Belfast. (AFP, Reuters)

TUNISIE : « disparition » du porte-parole de mouvement islamiste Ennahda. Dans une lettre adressée, samedi 5 janvier, au Monde, M. Ali Laaridj exprime son inquiétude sur le sort de son mari, porte-parole du mouvement islamiste Ennahda, dont elle est sans nouvelle depuis son arrestation (Le Monde du 29 décembre). Elle indique qu'un tribunal militaire - saisi de l'affaire du réseau terroriste dans laquelle est impliqué son époux - ou lui répond que celui-ci est détenu à la prison civile mais l'administration pénitentiaire déclare ignorer où il se trouve. En outre, ajoutée-elle, trois audiences chez le juge d'instruction auxquelles avaient été convoqués les avocats ont été tour à tour annulées. (Corresp.)

NATATION : championnats du monde. La Française Catherine Pie-winski a terminé deuxième, avec un temps de 55 sec 31, de la finale du 100 mètres nage libre des championnats du monde, gagnée par l'Américaine Nicole Haislet en 55 sec 17, lundi 7 janvier à Perth (Australie). En finale du 100 mètres brasse, le Hongrois Norbert Rozsa a battu le record du monde en 1 min 1 sec 45.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Va falloir s'y mettre

FAITES pas ci, faites plutôt ça, évitez la sal, buvez aux repas, pelez-vous les aëles, rentrez le ventre, tenez-vous droit, prenez une infusion de vervaine le soir au coucher, évitez de contraindre votre patron... C'est bien joli, tous ces conseils, mais, bon, depuis le temps qu'on nous les assène à longueur de colonnes, d'ondes et d'antenne, on savait à peu près comment perdre nos kilos superflus, couper au cancer, trouver le sommeil ou obtenir une augmentation.

En revanche, ce qu'on ignorait totalement, grâce à Dieu, ce lundi sur TF 1 : « Santé à la Une » va enfin lever le mystère, c'est comment s'envoyer à l'air. Et ça, faut savoir, on a beau s'y exercer assidûment depuis bientôt trois millions d'années, on n'avait aucune idée de la façon dont ça se faisait, l'envie.

Ce matin, vos journaux annoncent à grand fracas cette émission-choc, histoire de s'assurer qu'on sars tout à la fois le poète à prendre fébrilement des notes : Ou c'est qu'il a dit que c'était, le point G ? Tiens, marque donc la liste des zones érogées, des fois qu'il nous en manquait une. Et pour les cancrs, les fel-

gnants qui, vu l'heure tardive de la diffusion l'échappaient le canapé pour le lit, et le théorème pour la pratique, le Parisien nous livre les quatre recommandations-clés du plaisir partagé.

Alors là, au risque de vous choquer, je vais vous parler de trucs et de mecs dont vous n'aviez aucune idée. Vous pensiez que la masturbation ça rendait sourd ? Faux. Que l'émotion ne pouvait se pratiquer que le nuit, jamais le matin ou l'après-midi ? Pas vrai. Ou il fallait préférer la couette à la moquette ? Faux. Vous avez même droit au carrelage de la cuisine si le coeur vous en dit. Enfin, tenez-vous bien, rien ne vous empêche de penser à Lambert Wilson ou à Vanessa Paradis en fermant les yeux sur la brèche ou les mamelles de votre partenaire, à condition de le lui cacher.

On se demande à qui peuvent bien s'adresser les caresses porno et les innombrables supermarchés du sexe, lancés il y a déjà près d'un demi-siècle, en Allemagne, par Baste Unse, aujourd'hui à la tête d'un énorme empire, dont Voici, la plus populaire des magazines, carna cette semaine les contours en bloc et en détail. Photos à l'appui. Maintenant, au boulot !

Les élections législatives partielles

Treize candidats contre M^{me} Barzach à Paris

A la clôture des inscriptions, dimanche 6 janvier, pour les élections législatives partielles de 27 provoquées par les démissions de trois députés RPR, quatorze candidats s'étaient déclarés dans la treizième circonscription de Paris (partie du quinzième arrondissement) dont le député sortant est M^{me} Michèle Barzach ; neuf dans la deuxième circonscription du Rhône ont été inscrits M. Michel Noir, maire de Lyon ; et sept dans la troisième circonscription du Rhône ont été inscrits M. Jean-Michel Dubernard, également démissionnaire, est de nouveau candidat.

Face aux trois députés sortants qui ont quitté le RPR, le parti de M. Chirac a investi à Paris M. Rod Galy-Dejean, maire du 15^e arrondissement ; à Lyon, face à M. Noir, M. Hervé Fabre-Aubrespy, secrétaire national adjoint aux élections du RPR. Dans la troisième circonscription du Rhône, le RPR devait opposer lundi son candidat, mais son investiture formelle, à M. Pierre Bortol, gendre de M. Noir, qui avait dirigé la campagne de celui-ci lors des élections municipales de 1989.

A Lyon, à la demande du secrétaire fédéral, M. Jean Besson, député, le RPR a suspendu de leurs responsabilités quatre secrétaires de section qui avaient apporté leur soutien à M. Noir et Dubernard. A cela ils ont répliqué en démissionnant de leur parti.

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a accusé dimanche, au « Forum RMC », les députés démissionnaires de « complicité objective avec les socialistes » en « divisant l'opposition ». Il a vu également dans la décision de M. Noir une « démarche présidentielle ».

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale et président de la région Rhône-Alpes, a déclaré sur FR 3 : « Michel Noir a toujours dit qu'il était dans l'opposition. Je souhaite que l'opposition soutienne les candidats qui sont dans l'opposition. Je suis convaincu que, demain, il faudra qu'on se retrouve tous ensemble pour rénover le monde, les structures et le message politique. »

Lire également page 11

Votre plaisir grimpe quand nos prix baissent, alors JE VOUS OFFRE "CARREMENT" LES MEILLEURS SOLDES DE LA MODE!

► LE DÉSIRE : la beauté et la qualité des articles, les stocks fabuleux, le chic des dessins et des coloris. ► LA MAGIE : des prix souvent dérisoires et combien de merveilleuses surprises ! ► AMOUREUX : effectivement, il faut être fou de la mode, pour user de telles performances. ► DES SPLENDUEURS DE TISSUS... DEPUIS 15 F LE MÈTRE!

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

ENTREE GRAND TAILLEUR Comp. « CREATION » 3 essayages 6750 F la costume en promotion jusqu'au 30 janvier 62 rue St André-des-Arts 6^e Tel. 43 29 44 10

FAITS MAIN TAPIS PERSANS 50% points noués, soldés à

IRAFAN laine et soie 181 x 107 36.000 F = 18.000 F.
KARIN laine et soie 193 x 113 23.000 F = 11.500 F.
TERRIZ laine 209 x 145 19.000 F = 9.500 F.
HAMEDAN laine 197 x 127 5.000 F = 2.500 F.
HAMEDAN laine 150 x 96 4.000 F = 2.000 F.

MAISON DE L'IRAN 63, Champs-Élysées (8^e)